

REL@COM
LANGAGE ET COMMUNICATION

Ile Colloque international pluridisciplinaire

2nd Multidisciplinary International Colloquium

« Le réchauffement climatique vu d'Afrique : discours et représentations au carrefour des disciplines »

“Global warming seen from Africa: discourse and representations at the crossroads of disciplines

Les 28, 29 & 30 novembre 2023
Campus 2, UAO (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Université Alassane Ouattara
UFR Communication,
Milieu et Société

*Département des Sciences du Langage
et de la Communication*



REL@COM
LANGAGE ET COMMUNICATION

Ile Colloque international pluridisciplinaire

2nd Multidisciplinary International Colloquium

« Le réchauffement climatique vu d'Afrique : discours et représentations au carrefour des disciplines »

“Global warming seen from Africa: discourse and representations at the crossroads of disciplines

Les 28, 29 & 30 novembre 2023
Campus 2, UAO (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Université Alassane Ouattara
UFR Communication,
Milieu et Société

*Département des Sciences du Langage
et de la Communication*



REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : [2617-7560](#)

Directeur de Publication : Professeur N'GORAN-POAMÉ Léa M. L.

Directeur de Rédaction : Professeur Jean-Claude OULAI

Comité Scientifique

Prof. ABLOU Camille Roger, Université Alassane Ouattara
Prof. Alain KIYINDOU, Université Bordeaux-Montaigne
Prof. Azoumana OUATTARA, Université Alassane Ouattara
Prof. BAH Henri, Université Alassane Ouattara
Prof. BLÉ Raoul Germain, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. Claude LISHOU, Université Cheikh Anta Diop
Prof. Edouard NGAMOUNSIKA, Université Marien Ngouabi
Dr Francis BARBEY, MCU, Université Catholique Lomé
Prof. GORAN Koffi Modeste Armand, Université F. Houphouët-Boigny
Dr Jérôme VALLUY, MCU, HDR, Université Panthéon-Sorbonne
Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Université Alassane Ouattara
Prof. KOUAMÉ Kouakou, Université Alassane Ouattara
Prof. MAKOSSO Jean-Félix, Université Marien Ngouabi
Prof. NANGA A. Angéline, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. POAMÉ Lazare Marcelin, Université Alassane Ouattara
Prof. TRO Dého Roger, Université Alassane Ouattara

Comité de Rédaction

Prof. ABLOU Camille Roger
Prof. KOUAMÉ Kouakou
Prof. Jean-Claude OULAI
Dr N'GATTA Koukoua Étienne, MCU
Dr NIAMKEY Aka, MCU
Dr Oumarou BOUKARI, MCU

Comité de Lecture

Prof. IBO Lydie
Prof. KOFFI Ehouman René
Dr N'GATTA Koukoua Étienne, MCU
Dr ASTÉ N'Cho Jean-Baptiste, MCU
Dr IRIÉ Bi Tié Benjamain
Dr ADJUÉ Anonkpo Julien
Dr COULIBALY Daouda
Dr KOUADIO Gervais-Xavier
Dr KOUAMÉ Khan

Marketing & Publicité : Dr KOUAMÉ Khan

Infographie / Web Master : Dr TOURÉ K. D. Espérance / SAnguen KOUAKOU

Éditeur : DSLC

Téléphone : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

Courriel : soumission@relacom-slc.org

Indexation : <https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>
<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

Site Internet : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. Recommandations aux auteurs

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. Normes Editoriales (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. Règles d'Ethiques et de Déontologie

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

AXE 1 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, GOUVERNANCE POLITIQUE, GOUVERNANCE VERTE ET GÉNÉRATIONS FUTURES

1. IRIÉ Bi Tié Benjamain / DJADOU Ané Armal (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Discours et actions communicationnelles de l'État ivoirien dans la dynamique de la diplomatie climatique 10
2. KONAN Kouassi Frédéric / SIBIRI Yéo (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Rechauffement climatique et gouvernance politique : pour la valorisation de la communication des risques 27
3. YEO tenan (Université de San Pedro, Côte d'Ivoire)
Des "donneurs de leçons" et des "climatosceptiques" : quand le discours institutionnel devient un catalyseur des représentations cognitivo-discursives 37

AXE 2 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DISCOURS MÉDIATIQUES, SAVOIRS ET ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE

4. GBODJÉ Brice Aubain (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
L'usage de Facebook dans la sensibilisation sur le changement climatique en Côte d'Ivoire : analyse des actions communicationnelles du MINEDDTE 48
5. LAMAH-KAGBA Nina Roseline (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Des enjeux de la communication dans l'appropriation de l'Intelligence Artificielle au dérèglement climatique en Côte d'Ivoire 62
6. NIAMKEY Aka / SORO Oumar Go N'Golo Emmanuel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Les RSN comme relais des discours officiels de l'État de Côte d'Ivoire dans la lutte contre le rechauffement climatique 71
7. N'CHO Ignace Yébi (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Représentations sociales du rechauffement climatique et discours médiatique 82

AXE 3 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ACTIONS CLIMATIQUES, DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROIT DE L'HOMME

8. BOUADOU Koffi Jacques Anderson (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Analyse communicationnelle des impacts du rechauffement climatique sur les droits des enfants en Côte d'Ivoire 93

9. Khan KOUAMÉ / Kouakou Guillaume YAO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
De la dynamique informationnelle de la SODEXAM à la logique des représentations sociales face au défi du changement climatique en Côte d'Ivoire 105
10. KOUAMÉ Kouakou Hilaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Information, communication et éducation des écoliers à l'écocitoyenneté : une barrière contre le réchauffement climatique 116

AXE 4 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, SECURITÉ (ALIMENTAIRE, ÉCONOMIQUE, ÉNERGÉTIQUE, SANITAIRE) ET RELATIONS INTERNATIONALES

11. Bi Kahou Albert DJE / Richmond Goblin IRIÉ Bi (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
TIC et marketing innovant dans la gestion des projets écologiques en zones savauciales de Côte d'Ivoire 129
12. KOUAMÉ Aya Carelle Prisca épouse. KONATÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / AKÉ Affoué Hélène (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Dynamique d'une communication d'adaptation climatique agricole en vue d'une sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire 142

AXE 5 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET RSE

13. AMON Imbie Anicette épouse. FOLOU / AHIZI Anado Jean Michel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Communication et problématique de la responsabilité sociétale de l'entreprise UBIPHARM dans la gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire 153

AXE 6 : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, VIE, SURVIE DES LANGUES AFRICAINES ET DYNAMIQUES LINGUISTIQUES

14. BONKOUNGOU Pelga (Université Norbert Zongo, Koudougou-Burkina Faso)
L'enseignement bilingue au Burkina Faso : une alternative crédible pour une meilleure diffusion et perception des enjeux du concept de réchauffement climatique 166
15. KOFFI Kouakou Mathieu (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Le tandem feu de brousse et réchauffement climatique à l'ordre du jour en Côte d'Ivoire : vers une ingéniosité de gestion inclusive avec l'alphabétisation fonctionnelle 176
16. N'GATTA Koukoua Etienne / ALLÉ Chiayé Mariette Amandine (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Changement climatique et évaluation du temps : regard croisé culture Aboué et culture Akyé 192
17. SILUÉ Kolo (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Le monde agricole à l'épreuve des changements climatiques : quel discours alternatif pour un changement de comportement ? 202

AXE 1 :
RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, GOUVERNANCE POLITIQUE,
GOUVERNANCE VERTE ET GÉNÉRATIONS FUTURES

DISCOURS ET ACTIONS COMMUNICATIONNELLES DE L'ÉTAT IVOIRIEN DANS LA DYNAMIQUE DE LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE

IRIÉ Bi Tié Benjamin
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
iriebi.benjamin@uao.edu.ci

DJADOU Ané Armel
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
d.anearmel@yahoo.fr

Résumé :

Phénomène planétaire aux conséquences néfastes incontestables, le changement climatique est observable sur tous les continents depuis plusieurs décennies déjà. Les principales causes incriminent l'action humaine sur la nature. Pour cela, les différents gouvernements du monde s'activent à la recherche de solutions locales durables. Mais, cela ne s'arrête pas là : des actions coordonnées au niveau international s'avèrent indispensables. Dans cette optique, l'État ivoirien s'est inscrit dans la synergie internationale de lutte contre le changement climatique. De sa participation aux divers sommets dédiés à la thématique, à la prise de décisions contraignantes, en passant par la sensibilisation de sa population, l'implication de l'État de Côte d'Ivoire n'est pas clairement perçue dans toute sa proportion par l'ensemble des acteurs. Ainsi, sommes-nous amenés, dans la présente étude, qui s'appuie sur la théorie de la représentation sociale et la théorie de la légitimité, à nous interroger sur les productions discursives au fondement des actions communicationnelles de l'État ivoirien, traduisant sa position sur le phénomène. La Côte d'Ivoire partage-t-elle les mêmes points de vue que celui des experts qui tirent la sonnette d'alarme aux premières heures du constat ou bien, développe-t-elle ses propres représentations sur le changement climatique ? Par ailleurs, comment se traduit l'engagement de l'État ivoirien en faveur du climat, qui induit d'une part ses recommandations nationales et d'autre part ses attentes dans les actions de lutte sur l'échiquier international ou diplomatique ? A travers une analyse croisée des contenus des discours officiels produits lors des rencontres sur le climat, notre objectif ici est de montrer la position de la Côte d'Ivoire dans la dynamique de la lutte contre les changements climatiques et la nature de ses actions communicationnelles et diplomatiques dans cette synergie planétaire.

Mots clés : Discours, communication, diplomatie climatique, État, Côte d'Ivoire

Abstract :

Planetary phenomenon with harmful indisputable consequences, climate change is observable in all continents since already many decades. The main causes incriminate human action on nature. For that, world different governments are busy looking for local sustainable solutions. But, it doesn't stop there: coordinated actions at international level are essential. In this context, ivorian State enters into international synergy of the fight against climate change. From his participation in the various summits dedicated to climate issues, to binding decisions making, through public awareness, Cote d'Ivoire State involvement is not clearly perceived in all its proportion by all the actors. Thus, in this present study, which is based on theory of social representation and legitimacy theory, we are led to question ourselves about discursive productions at the basis of communication actions of our State which reflect his position on the phenomenon. Does

he share the same points of view as experts who raise the alarm bell in the first hours of the observation, or does he develop his own ideas about climate change? Moreover, what have been the commitment of ivoirian State in favor of climate which induces on the one hand national recommendations, and on the other hand its expectations in actions to fight against this plague at international or diplomatic stage? Through a cross-analysis of the contents of official speeches produced during climate meetings, our goal here is to show Cote d'Ivoire position in the dynamic of the fight against climatic changes and the nature of his communication and diplomatic actions in this planetary synergy.

Key words : Speech, communication, climate diplomacy, State, Cote d'Ivoire

Introduction

Le changement climatique est une réalité indéniable, manifestée par les perturbations observées dans les phénomènes climatiques à travers le monde. En réponse, depuis la première Conférence des parties (COP) tenue à Berlin, en 1995, plusieurs pays signataires se sont engagés à adopter des mesures pour lutter contre le changement climatique conformément à la mission définie par cette COP. La mission se décline en trois points : la surveillance de l'évolution du phénomène et de son impact sur la planète, ainsi que la mise en œuvre d'une série d'objectifs à atteindre. Malgré la tenue régulière de ces conférences, les actions concrètes traduisant l'engagement de ces pays, notamment, en Afrique demeurent insuffisantes. En effet, « *les concentrations des GES (Gaz à effets de serre) dans l'atmosphère n'ont cessé d'augmenter* »(Géraud, 2019:60). Par ailleurs, certaines grandes puissances, principales émettrices de ces GES refusent d'adopter les résolutions des COP, pourtant issues de la volonté des Nations Unies, à travers la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Cette dynamique mondiale soulève des questions sur l'engagement envers le bien-être de la planète, motivant ainsi notre interrogation sur le cas spécifique de la Côte d'Ivoire. En effet, confrontée à diverses réalités liées au changement climatique, la Côte d'Ivoire se trouve au cœur de cette problématique mondiale. Depuis plusieurs années, les conséquences des perturbations climatiques se font sentir à travers des épisodes d'inondations, de sécheresses et d'autres événements extrêmes, impactant directement les populations et l'économie du pays.

Face à ces enjeux, il est important de comprendre l'approche et l'engagement spécifique de la Côte d'Ivoire dans la lutte contre le changement climatique.

L'État ivoirien partage-t-il les mêmes points de vue que celui des experts qui tirent la sonnette d'alarme depuis les premières heures du constat ou bien, développe-t-il ses propres représentations sur le changement climatique ?

Par ailleurs, comment se traduit l'engagement de l'État ivoirien en faveur du climat qui induit d'une part ses recommandations nationales et d'autre part, ses attentes dans les actions de luttés sur l'échiquier international ou diplomatique ?

Cet article s'évertuera à présenter d'une part la position de la Côte d'Ivoire dans la dynamique de la lutte contre le changement climatique et d'autre part à identifier la nature de ses actions aussi bien sur le plan local que diplomatique. Pour se faire, nous présenterons d'abord le cadre théorique et méthodologique qui a rendu l'étude possible (I.). Ensuite, nous exposerons le point de vue des experts climatologues sur la question (II.) pour voir s'il s'accorde avec la position de l'État ivoirien (III.). Cette confrontation débouchera sur les actions communicationnelles et diplomatiques du gouvernement pour le climat (IV.) et enfin, la dernière partie mettra au jour les attentes de l'État de Côte d'Ivoire dans la lutte contre le changement climatique (V.).

1. Théorisation et méthodologie

Notre étude s'appuie sur la théorie de la représentation sociale, pour analyser des productions discursives officielles de l'État de Côte d'Ivoire et la théorie de la légitimité, pour comprendre les enjeux inhérents aux actions communicationnelles et diplomatiques entreprises par le pays face au réchauffement climatique.

1.1. Positionnement théorique

La première théorie convoquée, dans le cadre de cette étude, est la théorie des représentations sociales. Cette théorie, née de la rencontre entre la psychologie et la sociologie, a pour objectif de montrer comment la perception d'un phénomène peut conditionner la conduite sociale d'un individu. C'est pourquoi Catherine Garnier et Lucie Sauvé (1999, p.1) posent que : « *la recherche en ce domaine porte sur les représentations que construisent les groupes sociaux à propos d'objets sociaux, comme la santé ou l'environnement par exemple* ». Il s'agit également d'une théorie qui tente de comprendre les résultats des interactions entre l'homme et son environnement, avec la problématique de savoir quelle est la primauté de l'une ou l'autre partie dans cette écologie sociale. A l'encontre de tout détour, Autes (1990, p.24) faisant le postulat que la représentation et la conduite socio-langagière de l'individu (son discours donc) sont indissociables, parce qu'elles "forment un tout", arrive à la conclusion suivante : « *Il serait tout à fait vain de chercher à savoir si c'est la pratique qui produit la représentation ou l'inverse. C'est un système. La représentation accompagne la stratégie, tantôt elle la précède et elle l'informe : elle la met en forme ; tantôt elle la justifie et la rationalise : elle la rend légitime* ».

Le recours à la théorie des représentations sociales dans ce travail se justifie par le fait que nous voulons savoir comment le phénomène du changement climatique est perçu par le gouvernement ivoirien, à partir de l'analyse des discours officiels des autorités étatiques et comment cette perception conditionne leurs actions communicationnelles et manœuvres diplomatiques sur le climat.

La seconde théorie qui sous-tend cette étude est la théorie de la légitimité. Faisant partie aujourd'hui comme le stipule Depoers et Jérôme (2017) de l' « *une des théories les plus fréquemment mobilisées dans la recherche sur la diffusion d'informations environnementales* », la théorie de la légitimité a servi de base à plusieurs études relatives à la communication environnementale (Cornier et Magnan, 2011 ; Alawi et Massood, 2018 ; Purwantini et al., 2019), dans les entreprises. Cependant, elle peut être utilisée dans le cadre d'une communication gouvernementale portant sur l'environnement. En effet, la théorie de la légitimité « *se focalise plus sur la visibilité qu'une entreprise peut avoir sous les yeux des médias et du grand public. Les entreprises en formant des contrats implicites ou explicites avec la société, se trouvent dans l'obligation de respecter ces contrats afin d'assurer leur légitimité* » (Cornier et Magnan, 2011, cités par Depoers et Jérôme). Dans le contexte de notre étude, ces « contrats » sont assimilables aux engagements pris par l'État ivoirien auprès des instances sous-régionales ou internationales, dans le cadre de la protection de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique. Le respect de ces engagements, par la prise de mesures appropriées et des actions concrètes, assure la légitimité et la crédibilité du pays auprès de la communauté internationale. Cette théorie nous aide ainsi à comprendre les enjeux du choix des actions communicationnelles et diplomatiques, entreprises par l'État ivoirien dans la lutte contre le réchauffement climatique.

1.2. Méthodologie

La méthodologie a débuté par la collecte de trois discours officiels majeurs, synthétisés dans un tableau mettant en lumière leurs auteurs, les thèmes abordés, le

contexte du discours et les dates d'émission. Après cette étape, chaque discours a fait l'objet d'une analyse visant à identifier les termes utilisés, les orientations politiques, ainsi que les objectifs et stratégies définis par l'État ivoirien en matière de climat. En appliquant la théorie de la représentation sociale, nous avons examiné comment ces discours et avis façonnent et présentent le changement climatique, mettant en évidence les idées dominantes, les représentations et les valeurs sous-jacentes. Cette analyse comparative, incluant les discours officiels et les opinions des autorités, a révélé les convergences et divergences dans la perception du changement climatique exprimée par la Côte d'Ivoire. Enfin, ces analyses ont alimenté nos conclusions pour éclairer l'orientation du pays face aux enjeux climatiques et anticiper l'impact de ces positions sur ses futures politiques environnementales.

Tableau 1. Corpus de discours majeurs de l'État de Côte d'Ivoire sur le changement climatique

Intervenants	Contexte ou événement	Discours	Date	Période de recueil des données
Ministre de l'Économie et des Finances	Remise du 7ème rapport sur la Côte d'Ivoire (thématique : changement climatique)	Intervention sur le rapport de la Banque mondiale	Jeudi 12 juillet 2018	Novembre 2023
Chef de l'État de Côte d'Ivoire	Ouverture de la COP15	Allocution à la COP15	Lundi 09 mai 2022	
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Renforcement des capacités sur le Projet Transition Bas Carbone	Rapport de l'atelier Projet Transition Bas Carbone	Mardi 22 août 2023	

Source (Irié Bi & Djadou, 2023)

2. La représentation du changement climatique par les experts climatologues

L'expression la plus utilisée pour évoquer le changement au niveau du climat est le *réchauffement climatique*. Cette qualification qui traduit de façon fréquente la perception majeure du changement climatique fait le constat de la hausse des températures sur le globe terrestre. Les effets concrets du réchauffement climatique sont observables sur tous les continents mais, principalement au niveau des pays du sud, selon des travaux scientifiques de plusieurs experts climatologues. La littérature en la matière est abondante et la plupart de ces travaux tels que ceux de Meze-Hausken (2004), Fosu-Mensah (2012), Osbahr *et al.*(2011)et Mertz *et al.* (2012) exposent clairement la perception que la population de l'Afrique noire a du phénomène. En effet, Maze-Hausken, par exemple, présente *la perception qu'ont les gens de la variabilité du climat, du changement climatique et de la fréquence des sécheresses* et Fosu-Mensah expose la perception et l'adaptation des agriculteurs au changement climatique dans le district de Sekyedumase au Ghana en conformité avec les conclusions que donnait déjà Gbetiouo (2009) sur la compréhension de la perception et de l'adaptation au changement et à la variabilité dans le bassin du fleuve Limpopo en Afrique du Sud et en Ethiopie.

Le croisement des informations recueillies à la lecture de ces différents travaux révèle un changement avéré du climat. Les syntagmes adjectivaux utilisés comme qualificatifs pour présenter ce changement sont « le dérèglement climatique » avec son flot d' « inondations à des périodes inhabituelles » ou encore de « sécheresse sur de longues périodes » et de rareté de pluies au moment des semailles. Toutefois, la confrontation de ces perceptions avec les observations scientifiques crée des divergences de points de vue. Ainsi, faisant référence aux travaux d'osbahr et al. (2011) et Simeltonet al. (2013), Frédéric Kosmowski et al. (2015), soulignent que « *La perception des changements liés à la date de début et de fin (des saisons) a été étudiée sans qu'une convergence n'ait pu être établie* ». En réalité, ces divergences sur la perception du changement climatique est fonction de l'expérience de chaque observateur et de la zone où le phénomène est observé. Kosmowski et al. (Idem.) évoquent trois raisons qui expliqueraient les divergences de perceptions entre les experts observateurs du climat. La première est liée à la notion d'un « idéal pluviométrique ».

En effet, lorsqu'il y a un décalage entre les attentes de pluies et les besoins nécessaires en eau du ménage, cela conduit à la conclusion que les temps ont changé. La deuxième raison, liée à la première, est celle de l'impermanence des saisons et la troisième et dernière raison est en lien avec « les changements dans les systèmes de production difficiles à distinguer des modèles de précipitations » (Simelton et al., 2013).

Mais, à y voir de près, ces divergences de point de vue sur le changement climatique sont mineures face à la réalité des perceptions objectives. En effet, les raisons énumérées expliquant ces discordances expriment, toutes les trois, une perception inhabituelle du phénomène climatique qui consacre d'ailleurs la réalité de son changement annoncée depuis les premiers constats faits au début de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Le début de ce constat peut être établi avec le processus qui a abouti à la signature du Traité de l'Antarctique. En effet, le danger que courait l'antarctique au travers des essais nucléaires a fait prendre conscience à des scientifiques la nécessité de préserver la planète des actions néfastes de l'homme sur l'équilibre de l'écosystème. Ainsi, le 1^{er} décembre 1959 sera signé, à Washington, le Traité sur l'Antarctique. Au fil des années, nous disent Ludovic Chan-Tung et Sabine Lavorel (2021), « *Cet ensemble d'instruments internationaux, connu sous le nom de système du Traité sur l'Antarctique (STA), constitue un exemple unique de gouvernance internationale d'une région dédiée à la paix, aux activités scientifiques et à la protection de l'environnement.* ». Dès lors, d'autres dispositifs de ce genre vont suivre pour réitérer la nécessité de protéger le climat. Ce fut le cas de la première Conférence sur le climat mondial tenue en 1979 à Genève, où il y a été questions pour des spécialiste et représentants des gouvernements de discuter des changements climatiques et de l'influence de l'homme sur le climat. Enfin, experts et gouvernements s'activent depuis plusieurs décennies déjà à préserver la stabilité du climat et protéger la biodiversité sur le globe. Aussi, au regard de toutes ces synergies contre le changement climatique, quelle est la position de l'État de Côte d'Ivoire ?

3. La position de l'État ivoirien sur la réalité du changement climatique

La position de l'Etat ivoirien sur la réalité du changement climatique n'est pas en déphasage avec les points de vue des experts sur la question. Sa position traduit une perception alarmiste du phénomène (3.1.) et ses projections se déclinent en termes de

perspectives sombres (3.2.) si des actions vigoureuses ne sont pas entreprises pour faire face au changement climatique.

3.1. Une perception alarmiste face à l'urgence climatique

Les effets du changement climatique vu par l'État de Côte d'Ivoire traduisent sa perception du phénomène. Cette perception est si dramatique pour le Chef d'État ivoirien que pour l'exprimer il fait usage d'un vocabulaire axiologique marqué par une vision alarmiste sur le changement climatique. Aussi, décrit-il « *un contexte d'urgence climatique qui impacte durement nos politiques de gestion des terres et exacerbe le phénomène de sécheresse* ».

Les syntagmes et qualificatifs utilisés dans cet extrait du discours du président ivoirien, illustrant la position de son État sur le réchauffement climatique, évoquent une situation de détresse et de nécessité absolue, puisqu'il est question d'*un contexte d'urgence* dans lequel, comme on le sait, pour toute urgence, une action rapide et immédiate est nécessaire. Cette urgence est d'autant plus une réalité inquiétante que les conséquences qui en découlent sont plus que néfastes pour la terre et la végétation. Pour le signifier, le Président fait référence à un effet dramatique observable sur le maintien des terres, suivi d'une progression de la sécheresse poussée à son paroxysme, car en plus d'impacter *durement nos politiques de gestion des terres*, tel qu'il le dit, le réchauffement climatique *exacerbe également le phénomène de sécheresse*. Outre cette présentation sommaire, dès l'entame de son discours, le Chef de l'État ivoirien évoque aussi *une question de sécurité et de survie de la population* avec l'exposé de statistiques inquiétantes: « *la désertification et la sécheresse touchent 60% du territoire national et 90% de sa partie septentrionale, et bouleversent profondément les secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie, socles de l'économie nationale* ».

Quand on sait que *le succès de la Côte d'Ivoire repose sur l'agriculture*, il y a de quoi s'inquiéter de la dégradation de ce patrimoine et d'incriminer ce que l'on croit être à l'origine de ce fait. En effet, l'exécutif ivoirien perçoit très bien que la désertification et la sécheresse qui menacent de faire effondrer l'économie de son pays comme la résultante du réchauffement climatique. Les conséquences de ce phénomène se mesurent à des proportions effrayantes du fait qu'elles impactent plus de la moitié du *territoire national (60%)* et pi, le nord du pays risque de se transformer en un désert. Cette observation vient donc corroborer la déclaration alarmiste que fait le Président de la république pour dévoiler sa perception du changement climatique. Pour aller plus loin dans cette position, les perspectives sont plus que sombres à lire entre les lignes du discours de l'Exécutif.

3.2. Des perspectives sombres empreintes de climato-pessimisme

Le contenu sémantique du discours du Chef de l'État traduit aussi une vision pessimiste pour l'avenir de la biodiversité doublée d'une crainte quant à la paix et la quiétude de la population. Dans l'extrait suivant, l'on peut clairement percevoir le justificatif du pessimisme du Président quand il affirme qu': « *En Côte d'Ivoire, la superficie forestière qui représentait 16 millions d'hectares dans les années 1900, n'était plus que de 2,9 millions d'hectares en 2021. Au rythme actuel, celle-ci pourrait disparaître entièrement à l'horizon 2050, si rien n'est fait* ». La situation dépeinte ici décrit une dégradation progressive du couvert forestier au fil des ans. Le rythme auquel

se fait cette dégradation fait dire au Chef de l'Exécutif ivoirien que dans moins de trente ans, son pays ne disposera plus de forêt.

C'est pour cette raison qu'il faut admettre que son pessimisme est justifié quant à l'avenir des espèces végétales et animales qui ne pourront plus trouver refuge après la disparition programmée de leur habitat naturel que constitue la forêt.

Outre la menace existentielle que fait planer le réchauffement climatique sur la faune et la flore, la paix et la quiétude de la population à long terme est également crainte par l'Exécutif.

Aussi, mentionne-t-il que « *Ces fléaux constituent également une menace pour notre sécurité énergétique et sanitaire, et, à long terme, pour la paix. En effet, la désertification et la sécheresse sont sources de migration et de conflits intercommunautaires, en raison de la compétition autour des ressources naturelles en constante diminution.* ». Cette information additionnelle constitue un argument qui vient renforcer la position de l'État de Côte d'Ivoire en ce qui concerne la situation actuelle du climat comme une situation chaotique ou d'*urgence* prioritaire. Tous les secteurs qui fondent l'équilibre de la vie sur terre et de la cohésion sociale sont concernés par le changement climatique. Autant la *sécurité énergétique et sanitaire* est menacée, autant la paix entre les communautés est mise à mal à cause de la diminution inexorable annoncée *des ressources naturelles* qui garantissent les sources de vitalité et de quiétude de la population. Cependant, les déclarations du Président ne s'enferment pas uniquement dans une vision alarmiste laissant place à une perspective négative dans l'absolu. Loin de s'inscrire inexorablement dans une logique de « climato pessimisme », l'orateur fait une concession qui ouvre le champ aux actions communicationnelles et diplomatiques du gouvernement en faveur du climat.

4. Les actions communicationnelles et diplomatiques du gouvernement ivoirien

Les actions communicationnelles du gouvernement, en dépit de sa vision alarmiste sur le changement climatique et des perspectives sombres qu'il projette à propos, s'ouvrent sur un brin d'espoir (4.1.) et un appel à un engagement responsable pour le climat (4.2.).

4.1. Des « mots » d'espoir face aux « maux » du climat

Les prémices d'espoir que donne l'Exécutif ivoirien dans la lutte contre le réchauffement climatique, à travers les interventions médiatisées, se trouve dans son affirmation citée en premier dans le paragraphe 3.2. au sujet de la disparition des forêts en Côte d'Ivoire : « *Au rythme actuel, celle-ci pourrait disparaître entièrement à l'horizon 2050* ».

En effet, la concession « *si rien n'est fait* » qui clos cette affirmation, signifie que seule l'action peut sauver la situation d'*urgence climatique*. Mais, il ne s'agit ni de laisser cette action à l'actif du *peuple* ni de l'assumer seul comme l'on peut le déduire de cette autre déclaration : « *Nos peuples fondent beaucoup d'espoir sur nous. Nous n'avons pas le droit de les décevoir. Agissons vite, agissons ensemble* ». Deux indices discursifs nous informent sur la position du gouvernement et ses recommandations. Il s'agit du pronom personnel (nous) et du type de phrase utilisés (l'injonction).

En nous appuyant sur la *situation et le contexte* d'énonciation de cette déclaration, comme le recommande l'analyse des *contraintes de la construction et de l'interprétation du discours* (Roulet, 1999), nous percevons que le Chef de l'État fait à la fois une injonction et un constat.

Le constat révèle les attentes des différents peuples dont les représentants sont constitués des Chefs d'État et de gouvernement à l'assemblée qui font le cadre du discours analysé ici. Il faut donc voir dans la formulation des propos du Président ivoirien l'impuissance de ces peuples dans la lutte contre le phénomène qu'il décrit, puisqu'il le dit, « *Nos peuples fondent beaucoup d'espoir sur nous. Nous n'avons pas le droit de les décevoir* ». Les peuples n'avaient pas à compter sur leurs différents représentants désignés par le "nous" inclusif s'ils avaient les moyens de mener la lutte par eux-mêmes. Aussi, faut-il également reconnaître en l'injonction faite à ses homologues, une action collective et rapide, traduite par « *Agissons vite, agissons ensemble* », la panacée qu'il propose pour répondre aux attentes des différents peuples dont ils ont la destinée en main dans cette urgence causée par le réchauffement climatique. Exprimant ainsi leur devoir en tant que représentants et garants de la quiétude de leurs peuples respectifs, cette posture ne peut que donner de l'espoir à ces personnes dont ils n'ont *pas le droit de les décevoir* les attentes. On le voit bien, les actions communicationnelles du gouvernement ivoirien s'inscrivent dans une démarche participative, responsable et engageante.

4.2. Une communication gouvernementale appelant à la responsabilité et à l'engagement collectif

L'action participative prônée par l'État ivoirien dans sa communication, se formule en un appel, à travers les médias classiques publics et privés, ainsi que les médias numériques, à une prise de responsabilité collective pour ce qu'il qualifie de *défi* : « *Face à ce défi majeur, ...défis de la sécheresse et de la restauration des terres, Nous devons utiliser toutes les ressources de nos Conventions pour répondre aux besoins alimentaires et faire face au stress hydrique, toujours croissants* ».

Le discours gouvernemental, fortement médiatisé, est toujours marqué pour l'usage de l'inclusif "nous" et de la modalité exprimant le devoir, "nous devons". Cette démarche communicationnelle consistant à inclure, tout en insistant sur le devoir, dénote de la volonté de la Côte d'Ivoire de faire savoir que, non seulement tout le monde est concerné par le phénomène du réchauffement climatique mais, c'est également un impératif pour tous de s'investir dans la lutte qu'il requiert.

Il s'agit en effet, d'une *urgence* dans laquelle le pronostic vital de la population est engagé, au regard des « *besoins alimentaires* » et du « *stress hydrique* » qui se posent avec une acuité sans cesse croissante. Cette urgence concerne le monde entier et l'invitation du gouvernement ivoirien pour y faire face est justement adressée au monde entier tel qu'énoncé ci-dessous :

« Nous devons utiliser toutes les ressources de nos Conventions pour répondre aux besoins alimentaires et faire face au stress hydrique, toujours croissants, d'une population mondiale en constante augmentation, qui atteindra 9,7 milliards d'individus, en 2050. Cet accroissement de la population, notamment en Afrique, exercera une pression additionnelle sur les ressources naturelles telles que les terres, les forêts et les sources d'eau. »

Rappelant encore ici la nécessité de considérer cette lutte comme un devoir, en énonçant à l'endroit de ses homologues : « *Nous devons utiliser toutes les ressources de nos conventions* », le Chef d'État ivoirien expose dans sa communication les arguments qui demandent d'agir vite. En effet, la menace des effets du réchauffement climatique plane sur *la population mondiale*. La croissance rapide et constante de cette population qui atteint une proportion importante de *9,7 milliard* dans un quart de siècle (2050) requiert

la mobilisation de tous y compris des médias, sensés relayer la bonne information auprès des populations et être des canaux de sensibilisation privilégiés, pour l'adoption de comportements climato-responsables.

4.3. Une communication visant à la sensibilisation et au renforcement des capacités des médias sur les questions climatiques

Outre les discours officiels tenus au plan national et international et autres actions de communication, l'État ivoirien communique avec les médias et appuie certaines initiatives privées allant dans ce sens, en vue d'appeler les journalistes et autres acteurs des médias à s'inscrire dans la dynamique d'une communication responsable autour de la question du climat. Cette approche communicationnelle du gouvernement ivoirien et de ces structures non-étatiques part du constat que : « *Les informations climatiques restent marginales dans les médias ouest africains [et de ce fait ivoiriens] et ne se limitent qu'aux catastrophes naturelles ou au suivi d'événement internationaux comme la COP 27* » (Bonneau, 2002). Cette réalité est également décrite par Benabes (2023) qui écrit que : « *Les sujets environnementaux ont longtemps été délaissés par les médias traditionnels...Selon plusieurs sondages...cette question est traitée de façon anxiogène, peu constructive et non pédagogique par les médias...Mais avec l'urgence climatique, un virage s'opère dans les rédactions, de plus en plus conscientes de leur rôle de sensibilisation de la poputaion* ». (<https://www.mediafactory.audencia.com/role-crucial-des-medias-face-a-lurgence-climatique>).

En accompagnant donc les initiatives privées visant à renforcer les capacités des acteurs des médias, l'État veut non seulement amener les médias ivoiriens à maîtriser les enjeux du réchauffement climatique, mais aussi à les encourager à « *tenir des discours positifs autour de la lutte contre le réchauffement climatique...à s'inscrire dans la durabilité à travers des productions innovantes,[non alarmistes], favorisant l'éducation et la sensibilisation des concitoyens...* » (<https://news.abidjan.net/articles/715560/les-acteurs-des-medias-appelles-a-maitriser-les-enjeux-du-rechauffement-climatique>). Cette mobilisation des médias par l'État, en collaboration avec les structures privées, a aussi pour objectif de créer une « *coalition stratégique* » (Wermus, 2010) entre l'État, les entités privées et les médias dans la lutte contre le réchauffement climatique au niveau national. Ainsi sont organisées des rencontres avec les acteurs des médias publics et privés ivoiriens, en vue de les sensibiliser et renforcer leurs capacités, de sorte à leur permettre de traiter de façon responsable les informations sur les questions climatiques et de mieux jouer leur rôle de relai de l'information auprès des populations.

Tableau2 : Quelques rencontres organisées en vue du renforcement des capacités des acteurs des médias

Activité	État / Structures privées	Date
Atelier de renforcement des capacités des journalistes pour une meilleure prise en compte des questions "genre et climat "	Réseau des femmes journalistes et des professionnelles de la communication (ReFJPCI) en collaboration avec le Ministère de l'environnement et du développement durable	08 septembre 2021

Atelier de formation des journalistes sur les changements climatiques	<i>Fonds vert pour le climat et Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricoles (FIRCA) en collaboration avec le Ministère de l'environnement et du développement durable</i>	14 décembre 2021
Atelier de renforcement de capacités pour permettre aux journalistes de la région du Gbêkê de comprendre les causes du changement climatique et améliorer les écritures sur ce sujet d'actualité	<i>L'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) en partenariat avec l'Union nationale des journalistes-correspondants de Côte d'Ivoire (Unajcop-CI) avec l'appui de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et le Ministère de l'environnement et du développement durable</i>	29 au 30 août 2023
Atelier de dialogue avec les journalistes de la presse écrite et les blogueurs afin de fournir des informations relatives au dernier rapport de la Banque mondiale de juin 2013 et le processus REDD (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts)	<i>L'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE) et Action en faveur de l'homme et de la nature (AFHON) en collaboration avec le Ministère de l'environnement et du développement durable</i>	10 octobre 2023

(Source : Irié Bi & Djadou, 2023)

Ces initiatives communicationnelles, visant à faire face aux défis climatiques, sont appuyées par des manœuvres diplomatiques au niveau bilatéral et multilatéral.

4.4. Une communication axée sur la crédibilisation de l'image du pays à travers la vulgarisation de mesures pro-environnementales

L'adoption et la divulgation des lois en faveur de l'environnement, par l'État ivoirien font partie des actions communicationnelles entreprises par la Côte d'Ivoire dans la lutte contre le réchauffement climatique. De fait, en 2014 pour freiner l'avancée de la pollution plastique, préserver l'environnement et la santé publique, le gouvernement décide d'interdire la production, l'importation, la commercialisation, la détention et l'usage des sachets plastiques non recyclables sur l'ensemble du territoire national (décret 2013-327 du 22 mai 2013).

La Côte d'Ivoire encourage plutôt l'usage des sachets plastiques biodégradables, facilite et accompagne toutes les initiatives de recyclages comme le souligne Saporta (2014) :

« Le gouvernement ivoirien et les industries de plasturgie sont tombés d'accord pour passer progressivement aux sachets biodégradables... Une convention a été signée le 04 avril pour la mise en place d'une filière structurée de « rachat, recyclage et transformation des déchets plastiques » par les industriels, présentée comme « une solution consensuelle » avant l'utilisation des sacs biodégradables et compostables. En contrepartie, le gouvernement s'engage à collecter les déchets plastiques, favorisant la création "d'emplois verts" » (<https://www.usinenouvelle.com/article/des-sacs-biodegradables-en-cote-d-ivoire.N1652317>).

Hormis la divulgation de cette mesure, la loi interdisant l'usage du gaz butane à des fins de carburant, par les véhicules (loi n°92-469 du 30 juillet 1992) et celle prohibant l'importation pour la vente de véhicules d'occasions, de pneumatiques déclassés, réchappés ou usagés (décret n°88-52 du 20 janvier 1998) font l'objet d'une grande médiatisation à travers les moyens de communication classiques et numériques. Même si à priori, la médiatisation de ces mesures pro-environnementales, par l'État ivoirien, vise à sensibiliser les citoyens à l'adoption d'un comportement nouveau, pour la sauvegarde de l'environnement, elle a également pour objectif de crédibiliser la Côte d'Ivoire auprès des instances internationales en la présentant comme un pays éco-responsable et résolument engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le positionnement de l'image du pays, reste donc un des enjeux majeurs des actions communicationnelles menées par l'État ivoirien.

4.5. Une diplomatie active et collaborative en faveur du climat

Dans son article sur *les enjeux du changement climatique*, Maljean-Dubois (2022, p.362), spécialiste en droit international de l'environnement, droit des changements climatiques et de biodiversité et auteure de nombreux ouvrages sur les questions climatiques et environnementales, écrit que : « (...) *la diplomatie climatique s'avère indispensable et même après l'adoption de l'accord de Paris. Il ya en effet un besoin urgent de coopération multilatérale, pour pousser les États à augmenter l'ambition de leurs contributions nationales et des financements climatiques, ainsi que pour assurer la transparence et donc la confiance entre eux* ». Ce point de vue sur les enjeux de la diplomatie climatique trouve un écho favorable chez Ouro-Bodi (2014, pp-52-53) qui estime que :

« Malgré les tensions et clivages entre les États de la communauté internationale, les préoccupations environnementales se sont mondialisées...Dans le contexte des changements climatiques, il s'agit pour les États d'agir ensemble en vue de promouvoir le développement durable...Pour y parvenir, un accent particulier sera mis sur la coopération au plan international, les problèmes environnementaux ayant toujours une dimension transfrontalière...».

S'inscrivant dans cette dynamique diplomatique, le gouvernement ivoirien multiplie depuis de longues années les rencontres bilatérales et multilatérales à l'échelle sous-régionale, régionale et internationale, pour non seulement faire part de la position de la Côte d'Ivoire sur la question climatique, mais aussi donner une réponse appropriée face à ce phénomène.

Ainsi, le pays participe aux rencontres et négociations sous-régionales et internationales sur les questions climatiques, en vue de faire entendre sa voix et apporter sa contribution dans la lutte contre le réchauffement climatique. Des conférences, des rencontres bilatérales et multilatérales sont organisées également au niveau national et international.

L'engagement diplomatique de la Côte d'Ivoire sur la question climatique et environnementale se perçoit aussi à travers la signature et la ratification de conventions diplomatiques (convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques [1992], accord de Paris sur le climat [2016], accord avec le Pnud et son Hub sous-

régional pour l’Afrique de l’ouest et du centre portant sur la définition d’un mécanisme financier pour la mise en œuvre de la Grande muraille verte [2023], etc.).

La Côte d’Ivoire a également abrité la 15^{ème} Conférence des parties (COP15) de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), du 09 au 20 mai 2022 à Abidjan.

Cette rencontre de haut niveau a enregistré la présence de plus de 5000 participants en provenance de 197 pays, parmi lesquels 1000 experts, 09 chefs d’États africains, des chefs de gouvernements et de hauts responsables d’organisations panafricaines et internationales.

A cette occasion, le Chef d’État ivoirien Alassane Ouattara a rendu officiel le programme national de lutte contre la désertification, la déforestation et le changement climatique dénommé *L’initiative d’Abidjan / Abidjan Legacy Program* :

« En réponse aux défis de la sécheresse et de la restauration des terres, mon pays a élaboré un important programme, dénommé « L’Initiative d’Abidjan » ou « Abidjan Legacy Program ». Ce programme, dont la vocation est de permettre à la Côte d’Ivoire d’intégrer dans ses stratégies de développement, les approches de gestion durable des sols et de restauration de nos écosystèmes forestiers fortement dégradés, nécessitera, pour sa mise en œuvre, la mobilisation de 1,5 milliard de dollar US, au cours des cinq (5) prochaines années. Je porte personnellement cette initiative que nous lancerons au cours de notre Sommet, avec l’espoir qu’elle inspirera d’autres pays, en Afrique et dans le reste du monde » (<https://www.presidence.ci/allocution-de-sem-alassane-ouattara-au-sommet-des-chefs-detat-et-de-gouvernement-dans-le-cadre-de-la-15e-conference-des-parties-a-la-convention-des-nations-unies-sur-la-lutte-contre-la-desert/>)

Tableau3 : Quelques actions menées par l’État de Côte d’Ivoire dans le cadre de la diplomatie climatique

Actions de diplomatie climatique de l’État ivoirien		
Au niveau sous-régional	Au niveau régional	Au niveau international
<p>-Participation de la Côte d’Ivoire à la 4^{ème} édition de la Conférence sous-régionale des jeunes sur les changements climatiques (CoJeCC) à Lomé au Togo, en vue de sensibiliser et offrir aux jeunes des pays de la sous-région de nouvelles compétences en matière de changements climatiques</p> <p>-Participation de la Côte d’Ivoire au lancement de la stratégie ouest africaine de lutte contre le changement climatique « INITIATIVE »,</p>	<p>-Mise en place par la Côte d’Ivoire d’une stratégie dénommée « L’initiative d’Abidjan » en appui au projet « La grande muraille verte » initié par l’Union africaine, en vue de la restauration des écosystèmes forestiers dégradés et de la promotion des approches de gestion durable des sols</p> <p>-Signature à Abidjan d’un protocole d’accord entre le président de la COP15 Alain-Richard Donwahi et le coordinateur régional du hub sous-régional pour l’Afrique de l’Ouest et du centre du PNUD, Njoka Tikum en vue de la mise en place d’un</p>	<p>-Organisation à Abidjan de la 15^{ème} Conférence des Parties (COP15) sur la lutte contre la Désertification</p> <p>-Signature par Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d’Ivoire de l’accord de Paris sur le climat (COP21), aux Nations Unies à New-York, après un discours solennel</p> <p>-Participation de la Côte d’Ivoire à la 26^{ème} Conférence des Parties (COP26) à</p>

<p>à Accra au Ghana en accord avec l'Union européenne, prévoyant la coopération, des institutions régionales des 15 États membres de la CEDEAO, de leurs partenaires et des acteurs de la société civile</p> <p>-Engagement de la Côte d'Ivoire avec les 14 autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le renforcement de la coopération dans les politiques d'adaptation aux effets déjà en cours et l'adoption d'une stratégie commune à l'horizon 2030 visant à mieux coordonner les actions en vue de lutter efficacement contre les effets du dérèglement climatique</p>	<p>mécanisme financier susceptible de rendre effective la mise en œuvre de la Grande muraille verte (Gmv)</p> <p>-Participation de la Côte d'Ivoire au 1^{er} Sommet africain sur le climat et à la semaine africaine du climat 2023 à Nairobi au Kenya visant respectivement à trouver des solutions novatrices de croissance verte et de financement climatique pour l'Afrique et l'établissement d'échanges bilatéraux et multilatéraux sur les questions climatiques, les systèmes énergétiques, etc.</p>	<p>Glasgow en Angleterre sur les changements climatiques</p> <p>-Participation de la Côte d'Ivoire à la 28^{ème} Conférence des Parties (COP28) à Dubaï aux Émirats arabes unis sur les changements climatiques</p>
<p>Dates</p>		
<p>-26/02/2016 --07 au 09 novembre 2018 -31/10/2021 au 12/11/2021 -09 au 20 mai 2022 -31/01/2023 -30/11/2023 au 12/12/2023</p>		
<p>Liens</p>		
<p>-https://environnement.gouv.ci/finance-climatique-la-cote-divoire-voise-25-milliards-de-dollars-usd-pour-la-mise-en-œuvre-de-lagenda-2063-dixit-jean-luc-assi-a-new-york/ -https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordLD=12825 -https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordLD=13544 -https://www.fratmat.info/article/220885/conomie/jean-luc-assi-la-cop-15-a-repositionne-notre-pays-dans-la-diplomatie-environnementale</p>		

Source (Irié Bi & Djadou, 2023)

5. Des appels officiels à une action internationale concertée

Selon le ministre de l'économie et des finances de la République de Côte d'Ivoire, les engagements du gouvernement vis-à-vis de la problématique du réchauffement climatique sont multiformes et s'inscrivent dans la durabilité : « *Les engagements de la Côte d'Ivoire visent d'abord à atténuer ses émissions de gaz à effet de serre de 28% d'ici 2030. Ensuite à augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix*

énergétique avec un objectif de 16% à l'horizon 2030. Et enfin à réduire la déforestation et la dégradation des forêts » (<https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=9042&d=1>).

En sus de la définition d'un plan stratégique¹ visant à mobiliser les fonds susceptibles de permettre au pays d'assurer sa transition énergétique, de rendre productive son agriculture de manière durable, d'intégrer ses déchets dans l'économie circulaire² (Koné, 2018) et respecter ainsi ses engagements internationaux, l'État ivoirien a de nombreuses attentes vis-à-vis des acteurs extérieurs (Nations Unies, institutions internationales, pays donateurs, partenaires financiers internationaux, etc.).

De fait, à l'instar des autres pays africains climato vulnérables qui « *subissent les effets du réchauffement climatique sans pour autant en être responsables* » (Arthus-Bertrand, 2022), la Côte d'Ivoire attend de la communauté internationale, des partenaires financiers extérieurs tels le Fonds monétaire international, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds vert, etc. le respect de leurs engagements au niveau de la mobilisation et l'octroi de fonds aux pays en développement dans la lutte contre les changements climatiques (comme le stipule l'Accord de Paris). Les fonds nationaux de lutte contre les changements climatiques s'avèrent en effet insuffisants et insignifiants devant l'ampleur du phénomène, les moyens limités et l'immensité des actions à mener par l'État ivoirien.

L'on comprend ainsi la justesse des propos tenus par le Chef d'État ivoirien Alassane Ouattara, lors de son discours prononcé aux Nations Unies, à l'occasion de la cérémonie de signature de l'Accord de Paris sur les changements climatiques :

«...La Côte d'Ivoire, qui a l'ambition d'être un pays exemplaire et d'excellence en matière de développement durable, alliant la vision d'émergence économique avec la mise en œuvre de sa stratégie « stratégie bas carbone », a besoin de l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale...afin de réussir l'adaptation de son économie aux contraintes liées aux changements et au réchauffement climatiques... »(<https://www.presidence.ci/ceremonie-de-signature-de-laccord-de-paris-sur-les-changements-climatiques-declaration-de-sem-ouattara/>).

C'est dans cette même portée que se situent les propos du Directeur de la lutte contre le changement climatique Assamoi Eric-Michel, lors de son allocution prononcée à l'occasion de l'atelier de Jacquville, en prélude à la participation de la Côte d'Ivoire à la 28^{ème} Conférence des parties (COP28) tenue du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï aux Emirats Arabes Unis : « *Les attentes de la Côte d'Ivoire...sont claires. Le pays vise l'opérationnalisation du fonds sur les pertes et préjudices, le renforcement de la mobilisation et l'accès au financement climatique, la coopération Sud-Sud et Nord-Nord, ainsi que le transfert de technologies climatiques pour tous les pays...* »

(<https://www.news.abidjan.net/articles/725762/lutte-contre-le-changement-climatique-les-negociateurs-ivoiriens-pret-a-defendre-les-positions-et-attentes-de-la-cote-divoire-a-la-cop-28/>). Quant à Vallée (2021), elle estime que : « *Même si le financement climatique des pays développés vers les pays en développement a augmenté depuis*

¹ -Allusion faite au Plan national d'adaptation aux changements climatiques piloté par le Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique (MINEDDTE), à travers le Programme national changements climatiques (PNCC), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

² -L'économie circulaire est un nouveau modèle économique à vision systémique. Les notions d'économie verte, d'économie de l'usage ou de l'économie de la fonctionnalité, de l'économie de la performance et de l'écologie industrielle font partie de l'économie circulaire.

l'adoption de l'Accord de Paris, une action accélérée est nécessaire pour augmenter le financement climatique à partir d'une grande variété de sources, d'instruments et de canaux, en notant le rôle important de l'aide publique au développement » (<https://www.nowuproject.eu/fr/contents/l-accord-de-paris-on-le-respecte-un-peu-beaucoup-ou-pas-du-tout>).

En plus de cette attente relative aux financements internationaux, l'État ivoirien souhaite également que les pays industrialisés, « *pays plus enclins à la pollution...responsables des plus grandes émanations de gaz à effet de serre sur l'ensemble de la planète* [selon l'Agence internationale d'énergie] » (<https://www.save4planet.com/ecologie/8/quels-pays-polluent-le-plus-par-habitant/>) respectent les accords internationaux en matière de réduction de l'émission de gaz à effet de serre, de réduction des déchets, de transition énergétique, de développement des énergies renouvelables, etc. Cette préoccupation de la Côte d'Ivoire, qui vise à mettre les pays développés « grands pollueurs » et auteurs des bouleversements climatiques face à leur responsabilité et à protéger les pays en développement « peu pollueurs » mais beaucoup plus vulnérables, est partagée par le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Ce dernier estime que les pays développés doivent avancer rapidement vers la réduction des gaz à effet de serre car disposant d'outils, de connaissances et de solutions idoines.

Selon le Secrétaire générale, « *il faut passer des promesses ou des discours aux actions fortes pour sauver les communautés vulnérables* », l'action climatique doit être intensifiée par « *la réduction drastique des émissions afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 ° C* » (<https://www.bbc.com/afrique/region-66452450>).

Conclusion

Le phénomène du changement climatique est bien perçu par le gouvernement ivoirien. Sa vision épouse même celle des experts sur la question. Ses actions pour le climat se mesurent à la dimension de ses interventions actives sur la scène internationale avec sa participation aux différents sommets consacrés au climat. Au plan local, le gouvernement ivoirien soutient des ateliers de sensibilisation sur les questions liées au changement climatique. Mais, en ce qui concerne ses attentes, elles sont beaucoup plus tournées vers l'extérieur. L'État de Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays africains attend que les engagements et décisions prises au niveau des instances internationales soient respectées et mises en œuvre de façon effective. Des programmes nationaux de lutte contre la désertification, la déforestation et le changement climatique comme « L'Initiative d'Abidjan » ou « Abidjan Legacy Program » ont été élaborés, mais attendent des financements extérieurs pour leur mise en œuvre. Cette lenteur dans le respect des engagements internationaux, rend difficile la réalisation des projets et plans d'action mis en place par le pays pour lutter contre le réchauffement climatique.

Ce laxisme flagrant pose le problème de la climato-responsabilité des occidentaux face à leurs engagements vis-à-vis des pays africains et des dispositions des accords internationaux. C'est à la lumière de ces manquements qu'Adesina et al. (2021) vont recommander que : « *les économies développées tiennent la promesse qu'elles ont faite dans l'Accord de Paris sur le climat de 2015 de fournir 100 milliards de dollars par an pour aider à couvrir les coûts d'adaptation et de transition des pays en développement. Le non-respect de cet engagement tardif sapera le principe même de l'action multilatérale...* » (<https://www.un.org/aficarenewal/fr/magazine/d/C3%A9cembre-2021/la-cop26-dont-lafrique-besoin>).

Références Bibliographiques

ADESINA Akinwumi et Al. (2021). « La COP26 dont l'Afrique a besoin », in *AfriqueRenouveau*, (<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/d/C3%A9cembre-2021/la-cop26-dont-lafrique-besoin>).

BENABES Paloma (2023). « Le rôle crucial des médias face à l'urgence climatique », <https://www.mediafactory.audencia.com/role-crucial-des-medias-face-a-lurgence-climatique>, consulté le 10 octobre 2023.

CHAN-TUNG Ludovic, SABINE Lavorel (2021). *L'Antarctique : enjeux et perspectives juridiques*, Éditions Pedone. 978-2-233-00976-0.(hal-03686245. <https://hal.science/hal-03686245>. Consulté le 10 octobre 2023.

DHESIGEN Naidoo (2022). « La diplomatie climatique de l'Afrique doit passer à la vitesse supérieure », <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-diplomatie-climatique-de-lafrique-doit-passer-a-la-vitesse-superieure>, consulté le 23 octobre 2023.

DORSOUMA Al-Hamdou (2017). « La diplomatie climatique tient-elle ses promesses avec l'Accord de Paris, en particulier pour l'Afrique ? », <https://blogs.afdb.org/fr/blog-author/al-hamdou-dorsouma>, consulté le 23 octobre 2023.

ESTEVE Adrien (2021). La diplomatie climatique française après la COP21, in *La France, une puissance contrariée*, pp-218-224.

GARNIER Catherine, SAUVE Lucie (1999).« Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement - Conditions pour un design de recherche », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 1 | 1999, mis en ligne le 15 septembre 1999, consulté le 28 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ere/7204> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.7204>

KOSMOWSKI Frédéric et al. (2015). « Observations et perceptions des changements climatiques. Analyse comparée dans trois pays d'Afrique de l'Ouest » In : *Sultan Benjamin (ed.), Lalou Richard (ed.), Amadou Sanni M. (ed.), Oumarou A. (ed.), Soumaré M.A. (ed.)*.

MALJEAN-DUBOIS Sandrine, WEMAERE Mathieu (2010). *La diplomatie climatique*, Paris, Éditions A. Pedone.

MALJEAN-DUBOIS Sandrine, WEMAERE Mathieu (2015). *Cop21 ? La diplomatie climatique de Rio 1992 à Paris 2015*, Paris, Pedone.

MALJEAN-DUBOIS Sandrine (2022). Les enjeux de la diplomatie climatique, in *Unicubritiba*, Vol.5, n°38, pp-352-372.

MARTIN Didier, ROYER-RASTOLL Philippe (1990). *Représentations sociales et pratiques quotidiennes*, Paris, L'Harmattan.

MEKOUARD Mohamed (2017). L'Afrique à l'épreuve de l'Accord de Paris : ambitions et défis, in *Revue Juridique de l'Environnement*, n° spécial, pp-59-71.

MEZE-HAUSKEN Elisabeth (2004). « Contraste entre la variabilité climatique et la sécheresse météorologique et la sécheresse perçue et le changement climatique dans le nord de l'Éthiopie », *Climate Research*, 27 : 19-31. DOI : 10.3354/cr027019.

https://www.researchgate.net/publication/238451622_Contrasting_climate_variability_and_meteorological_drought_with_perceived_drought_and_climate_change_in_northern_Ethiopia. Consulté le 22 septembre 2023.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2022). « Contribution déterminées au niveau national (CDN) de la Côte d'Ivoire », Version révisée.

MITEV Vihren (2018). Un « Manifeste » pour une communication diplomatique écologique préventive, in *Hermès*, n° 81, pp-110-114.

OURO-BODI Ouro-Gnaou (2014). *Les États et la protection internationale de l'environnement : la question du changement climatique*, Droit. Université de Bordeaux ; Université de Lomé (Togo). Faculté de droit.

RATEAU Patrick, ROUQUETTE Michel-Louis (1998). La question du lien entre attitude, représentation sociale et idéologie. Une étude expérimentale. Communication au 2e Congrès international de psychologie sociale en langue française. Turin, Septembre 1998.

ROUQUETTE Michel-Louis (1997). Communications de masse et représentations sociales. Conférence prononcée dans le cadre des Séminaires du Cirade : Connaissance, représentation et apprentissage. Montréal, 1er mai 1997.

SULTAN Benjamin et Al. (2015). *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest*, Marseille, IRD.

WERMUS Daniel (2010). Les médias comme catalyseurs de changements, in *Revue internationale et stratégique*, n°78, pp.81-89.

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET GOUVERNANCE POLITIQUE : POUR LA VALORISATION DE LA COMMUNICATION DES RISQUES

KONAN Kouassi Frédéric
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
fredkonan2000@yahoo.fr

SIBIRI Yéo
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
yeosibiri2020@gmail.com

Résumé :

Les défis imposés aux pays en général et aux Etats africains en particulier pour faire face au réchauffement climatique sont multiples et complexes. La plupart des stratégies et moyens de prévention et de gestion des risques climatiques mis en œuvre dans de nombreux pays demeurent difficiles dans leur applicabilité. Cette situation laborieuse paralyse souvent les décideurs politiques qui font face à des crises climatiques de plus en plus fréquentes et violentes.

De ce fait, une contribution à la réflexion sur les mesures à prendre pour réduire les effets climatiques sans que l'économie des pays africains notamment celle de la Côte d'Ivoire ne s'enlise profondément, s'impose. La question à l'origine de la présente réflexion est : comment la communication des risques peut-elle contribuer à un engagement accru des acteurs et des populations concernées en vue de réduire les conséquences désastreuses du réchauffement climatique ? Ce travail vise à valoriser la communication des risques dans la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire.

La méthodologie de l'étude adopte une démarche qualitative basée sur la technique de l'étude documentaire et des entretiens pour collecter des données. L'analyse de ces données a permis de conclure que les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements climatiques ne sont pas efficaces dans la mesure où elles ne respectent pas les standards d'une communication des risques, c'est-à-dire une communication qui privilégie la perception des risques et leur bonne représentation par les populations concernées.

Mots clés : communication des risques, gouvernance climatique, politique, réchauffement climatique, valorisation

Abstract :

The challenges imposed on countries in general and African states in particular to deal with global warming are multiple and complex. Most of the strategies and means of prevention and management of climate risks implemented in many countries remain difficult in their applicability. This difficult situation often paralyzes political decision-makers who face increasingly frequent and violent climate crises.

Therefore, a contribution to the reflection on the measures to be taken to reduce climate effects without the economy of African countries, particularly that of Côte d'Ivoire, becoming deeply bogged down, is essential. The question at the origin of this reflection is: how can risk communication contribute to an increased commitment of the actors and populations concerned with a view to reducing the disastrous consequences of

global warming? This work aims to promote risk communication in climate governance in Côte d'Ivoire.

The methodology of the study adopts a qualitative approach based on the technique of documentary study and interviews to collect data. The analysis of this data made it possible to conclude that communications from the Ivorian government and NGOs on climate change are not effective to the extent that they do not respect the standards of risk communication, i.e. say communication that favors the perception of risks and their proper representation by the populations concerned.

Keywords : risk communication, climate governance, policy, global warming, valuation

Introduction

Le changement climatique est un phénomène mondial dont les effets sont devenus quasi insupportables pour les pays en développement et particulièrement ceux de la région africaine. Des millions de personnes sont affectées et parfois même mises en danger par des événements climatiques extrêmes. Les fortes pluies, les inondations, les tempêtes de neige et de grêle, les tsunamis et les canicules ont des répercussions non seulement sur notre quotidien, mais également sur les infrastructures et l'économie. La complexité de ces événements impose aux gouvernants des défis multiples pour assurer la sécurité des populations. Cependant, la plupart des stratégies et moyens de prévention et de gestion des risques climatiques mis en œuvre dans de nombreux pays demeurent difficiles dans leur applicabilité.

En Côte d'Ivoire, la communication faite par le gouvernement et les autres acteurs dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques ne met pas l'accent sur la perception des risques par les populations cibles. Or, on ne peut faire abstraction de cette perception car c'est elle qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent pour en atténuer les conséquences (Guindon, 2017).

Dans ce contexte, il apparaît intéressant d'analyser les pratiques communicationnelles des structures étatiques et des ONG dans le cadre de la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire pour répondre aux questions suivantes : comment la communication des risques peut-elle contribuer à un engagement accru des acteurs et des populations concernées en vue de réduire les conséquences désastreuses du changement climatique ? Les communications des structures gouvernementales et des ONG sont-elles efficaces pour réduire les risques climatiques ? Ce questionnement nous amène à définir le postulat selon lequel les communications du gouvernement et des ONG sur les changements climatiques ne sont pas efficaces parce qu'elles sont linéaires et ne prennent pas en compte la perception du risque par les populations concernées.

Ce travail vise à valoriser la communication des risques dans la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire pour une action efficace contre le réchauffement de la planète. Pour ce faire, la structure de cette étude se présente comme suit : dans un premier temps, nous traitons des déterminants d'une communication des risques. La méthodologie et les résultats de l'analyse documentaire et des données recueillies suite à l'entretien semi-directif sont présentés. La discussion nous permet d'apprécier dans quelle mesure, la communication interactive axée sur la perception des risques par les populations contribue à la lutte contre le réchauffement climatique. Nous tirons finalement les conclusions sur la manière de valoriser la communication des risques pour une riposte climatique efficace.

1. Ancrage théorique

Valoriser la communication des risques dans le cadre de la lutte contre le réchauffement de la planète c'est promouvoir avant tout la communication préventive qui met l'accent sur la perception du risque et sa représentation par les populations concernées (J.B. Guindon, 2017 : 6). Cet article prend donc son ancrage dans la théorie des représentations sociales. Une représentation sociale est l'image qu'un individu a d'une réalité en fonction des savoirs qui lui ont été transmis (endogène et exogène) et des expériences qu'il a vécues. La représentation construit donc la réalité sociale. Pour Abric (1994), « toute réalité est représentée, c'est-à-dire appropriée par l'individu ou le groupe, reconstruite dans son système cognitif, intégrée dans son système de valeurs, dépendant de son histoire et du contexte social et idéologique qui l'environne ». Dans le contexte environnemental, la théorie des représentations sociales offre un éclairage particulier favorisant une meilleure compréhension des rapports entre la personne, le groupe social et l'environnement ; elle permet de mieux saisir les dynamiques sociales impliquées dans les enjeux environnementaux (C. Garnier et L. Sauvé, 1999 : 5). Placées à la frontière du psychologique et du social, les représentations sociales permettent aux personnes et aux groupes de maîtriser leur environnement et d'agir sur celui-ci.

Aborder la thématique du réchauffement climatique vu d'Afrique, sous l'angle de la perception-représentation nous permet de valoriser la communication des risques pour prévenir les catastrophes imminentes et changer le cours potentiellement dramatique des choses (Soulé, Reynier et Corneloup, 2007 ; Seeger, 2006).

2. Méthodes

Pour atteindre l'objectif de cette étude, nous avons eu recours à la méthode qualitative. Il s'agissait d'analyser les pratiques communicationnelles des structures étatiques et des ONG dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Pour ce faire, nous avons observé les archives documentaires écrites et audiovisuelles portant sur les communications des structures gouvernementales et non gouvernementales, et conduit un entretien semi directif.

L'analyse documentaire a porté sur un corpus composé de documents d'institutions, de coupures de presse et d'émissions audiovisuelles sur la période de janvier 2021 à novembre 2023. Au total, nous avons pu recenser vingt-huit (28) communications, tirées de plusieurs sources³. Il s'est agi d'analyser la communication sur le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire pour savoir si cette dernière est conforme au standard d'une communication des risques, c'est-à-dire une communication intervenant avant, pendant et après la crise et qui privilégie la perception des risques par les publics cibles. Car c'est cette perception qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent en vue d'en atténuer les effets⁴.

Pour l'entretien semi-directif, un responsable du Ministère de l'Environnement et du Développement durable a été interrogé sur la politique de l'État ivoirien en matière de lutte contre le réchauffement climatique. À travers le guide d'entretien administré, l'accent a été mis sur le caractère interactif de la communication faite par les institutions étatiques en vue de contribuer à la réduction du réchauffement climatique.

³ RTI, AIP, L'IntelligentTV, www.Gouv.ci, Site du Ministère des Eaux et Forêts, IRD

⁴ Motulsky, B., Guindon, J.B. et Tanguay-Hébert, F. (dir.) (2017). Communication des risques météorologiques et climatiques. Québec, Presse de l'Université du Québec, P7.

3. Résultats

Cette section expose les résultats découlant du traitement des données obtenues au moyen de l'observation documentaire et de l'entretien semi-directif. Il s'agit ici de montrer le caractère des communications et d'analyser l'argumentation dans le discours des structures gouvernementales et non gouvernementales sur le réchauffement climatique. Cette présentation sera structurée en deux parties. Dans un premier temps, nous présentons les résultats de l'observation des coupures de presse, des émissions radio et télé et autres documents institutionnels portant sur le caractère interactif ou linéaire des communications des structures gouvernementales et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans la lutte contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. Dans un deuxième temps, nous exposons l'argumentation dans le discours des structures étatiques et des ONG pour freiner ce phénomène mondial.

3.1. Le caractère des communications des structures étatiques et des ONG sur le réchauffement climatique

La communication des risques repose sur un processus qui se fait sur le long terme depuis la perception du risque par les publics cibles jusqu'à l'après crise, en passant bien entendu par sa survenue. Il s'agit ici d'observer les communications des structures étatiques et des ONG qui sensibilisent sur le réchauffement climatique pour voir si ces communications respectent le standard d'une communication des risques.

3.1.1. Au niveau des structures gouvernementales

L'une des difficultés rencontrées lors de la phase de collecte des données réside dans la rareté des informations sur les campagnes de sensibilisation menées par les structures étatiques en matière de lutte contre le réchauffement climatique, contrairement aux nombreuses décisions et actions disponibles au plan politique. Cette réalité a été confirmée par le Responsable Technique Changement Climatique du Ministère de l'Environnement et du Développement durable qui a reconnu que « *Sur le plan politique, les autorités l'ont prouvé par l'adhésion du pays à tous les instruments juridiques de la convention cadre des nations unies sur les changements climatiques et surtout l'élaboration des documents de politiques et stratégie* » (entretien réalisé avec monsieur K.K.P, le 24 novembre 2023). Au final, nous avons pu recueillir, à partir des sites internet du gouvernement et du Ministère des Eaux et Forêts, 8 communications émanant du Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de celui des Eaux et Forêts. L'observation faite des documents écrits et audiovisuels montre que la majorité des communications des structures gouvernementales (6) sur le réchauffement climatique sont des communications préventives et à caractère interactif. Sur huit (8) communications observées, six (6) sont basées sur des échanges ; ce qui représente 75% des communications étudiées. La photographie ci-dessous présentant des élèves du Lycée municipal de Maféré à une séance de sensibilisation organisée par les agents du Ministère des Eaux et Forêts, le jeudi 20 mai 2021 sur le thème « *Apport du reboisement dans la lutte contre le réchauffement climatique* » illustre bien cette réalité.



Photo 1 : Des élèves du Lycée municipal de Maféré sensibilisés pour la lutte contre le réchauffement climatique

Source : www.eauxetforets.gouv.ci/actualités

Une autre illustration du caractère interactif et dialogique de la communication des structures étatiques dans la lutte contre le réchauffement climatique est l'atelier de renforcement des capacités sur le projet Transition Bas Carbone, organisé par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable à l'endroit des acteurs non étatiques (La société civile, les médias et le secteur privé). Cette rencontre de formation qui s'est tenue le mardi 22 août 2022 à Abidjan a été aussi un cadre d'échanges pour faire comprendre et connaître les enjeux liés aux changements climatiques. Cette activité est conforme à la politique de sensibilisation de ce ministère qui, selon le Responsable Technique Changement Climatique, « *consiste à expliquer à la population les causes de la hausse des émissions et les impacts du changement climatique. Il faut pour chaque cause énumérée, identifier les activités correspondantes, les bonnes pratiques à effectuer et les impacts liés* ». En témoigne la photo 2 ci-dessous.

Photo 2 : Atelier de renforcement des capacités des acteurs non étatiques sur les enjeux liés aux changements climatiques à Abidjan

Source : www.gouv.ci/-actu alité-article.php?recordID=15633

3.1.2. Au niveau des ONG et de la société civile

À l'instar des structures étatiques, la société civile et les ONG ivoiriennes mènent des activités d'information et de sensibilisation sur le territoire national, dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Mais contrairement aux structures gouvernementales, ces organisations sont plus présentes sur le terrain et mènent de

multiples activités de sensibilisation. Dans le cadre de notre recherche documentaire, nous avons pu observer vingt (20) communications émanant de ces organisations à travers des sites internet et des coupures de presse. Sur ces communications observées, seize (16) sont à caractère interactif, soit 80% des interventions analysées. À titre d'exemple, la photographie 3 présente *une des séances de projection de films suivies d'échanges avec des lycéens de la ville d'Abidjan*, organisées par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), du 10 au 25 novembre 2022. Seules quatre (4) communications sur la vingtaine observée ont un caractère linéaire et diffusionniste. La photographie 4 ci-dessous montrant *une marche de sensibilisation sur le phénomène du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire*, organisée par l'ONG Femmes-proactives, le samedi 29 juillet 2023 dans le parc national du Banco illustre bien cette réalité. En effet, les membres cette association se sont retrouvés pour une marche entre eux. Et profitant de l'occasion, ils ont lancé un message de sensibilisation contre le réchauffement climatique à travers L'INTELLIGENTTV, une chaîne de télévision en ligne.



Photo 3 :Séance d'échanges avec des lycéens
Source : IRD



Photo 4 : Marche pour la sensibilisation contre le réchauffement climatique
Source : L'intelligent.TV

3.1.3. L'argumentation dans le discours des structures étatiques et des ONG sur le réchauffement climatique

L'argumentation est définie comme étant l'ensemble « *des moyens verbaux qu'une instance de locution met en œuvre pour agir sur ses allocutaires en tentant de les faire adhérer à une thèse, de modifier ou de renforcer les représentations et les opinions qu'elle prête, ou simplement de susciter leur réflexion sur un problème donné* »⁵. Prenant appui sur cette définition, nous présentons et analysons ici l'argumentation

⁵Ruth AMOSSY, L'argumentation dans le discours, Paris, Armand Colin, 2010, P.36

dans le discours des campagnes de sensibilisation contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. En communication des risques, la perception du risque par les publics cibles est déterminante car « *Dans une compréhension des risques, on ne peut faire abstraction de la perception qu'auront les personnes potentiellement touchées par les effets de ces risques. C'est cette perception qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent en vue d'en atténuer les effets* »⁶. Le cycle itératif de l'expression, de l'écoute, de la rétroaction et surtout du questionnement est donc indispensable à l'efficacité de la communication des risques. Il s'agit ici, de voir comment le phénomène du réchauffement climatique est présenté à la population cible et la perception de cette dernière qui en découle : le changement climatique est-il perçu comme un phénomène venu d'ailleurs dont nous sommes victimes sans en être aucunement responsables des causes ? Ou comme un phénomène qui menace notre survie et l'existence de la planète, et dont les causes partagées sont à situer tant à un niveau collectif qu'individuel ?

3.1.3.1. Les messages directifs et flous

Les actes directifs sont des énoncés par lesquels le locuteur tente de pousser le récepteur à agir dans un sens particulier et dans un laps de temps. Ils sont considérés comme menaçants pour le récepteur car c'est une façon de lui rappeler son rôle d'exécutant, de subalterne. Il peut donc refuser d'obéir ou même contester le droit même du requérant de lui adresser une telle demande.

Sur les vingt-huit (28) communications analysées, aucune d'elles ne comporte de messages directifs. Par contre, on y retrouve des discours qui manquent de clarté. Il s'agit précisément de neuf (9) communications sur l'ensemble des interventions analysées. Le discours de la présidente de l'ONG « Étoile d'amour » lors de la campagne de sensibilisation des femmes leaders du département de Tiassalé sur les écogestes en est une parfaite illustration. En effet, voulant inviter les femmes à la pratique des écogestes, Mme KOUAKOU Elise déclare : « *Les femmes sont le moteur de toute chose. La femme est conseillère, elle est l'épouse, la mère, elle est la fille. Et donc la femme est consellère, la femme sait comment poser les problèmes, la femme est incontournable. Elle est incontournable dans le développement. Et comme nous avons sensibilisé les autorités, les papas, nous sensibilisons maintenant les femmes pour qu'elles les appuient dans cette continuation* ».

3.1.3.2. Les discours axés sur la perception du risque par le public

Il convient de rappeler ici qu'une communication des risques obéit à une démarche qui se fait sur le long terme. Le processus intervient avant, pendant et après la crise. Avant la survenue de la crise, la communication qui se fait à titre préventif, doit être centrée sur la perception du risque par les publics cibles en privilégiant la rétroaction des populations concernées à travers l'écoute et le questionnement. Le questionnement permet d'accroître la qualité des communications en suscitant la réflexion pour une bonne compréhension du risque et en facilitant de nouvelles perceptions. Le questionnement ainsi que l'écoute qui le précède sont donc indispensables à l'efficacité de la communication des risques.

L'observation documentaire montre qu'aucune communication du gouvernement ivoirien et des ONG n'est centrée sur la perception du risque par les populations. En effet, toutes les communications analysées même lorsqu'elles sont de type interactif, ne mettent pas l'accent sur la rétroaction pour connaître le niveau de compréhension du

⁶ Jean Bernard GUINDON, « *Les dispositions pour s'ouvrir au domaine de la communication des risques applicable à la météorologie et à la climatologie* », in Communication des risques météorologiques et climatiques, Presses de l'Université du Québec, 2017

risque et sa bonne représentation par les publics concernés. L'exemple de la rencontre de sensibilisation des populations de Toumandjié-village (Région d'Aboisso) sur le réchauffement climatique, organisée par la plateforme nationale de Côte d'Ivoire issue de la Convergence globale des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes en est une parfaite illustration. En effet, à cette rencontre qui visait à sensibiliser les populations à la lutte contre le réchauffement climatique et à recueillir leurs avis et propositions pour la COP27 en Egypte, M. Sinan OUATTARA, Président de cette plateforme déclare « *Nous sommes ici dans le cadre de la caravane contre le changement climatique, la caravane pour la justice climatique, la caravane pour éveiller les consciences de nos populations et de nos autorités pour faire comprendre que nous souffrons du changement climatique que nous n'avons pas provoqué. Nous ne sommes pas responsables du changement climatique et nous en sommes les victimes. Et ils nous ont promis de nous aider pour lutter contre cette souffrance qu'ils ont provoqué, malheureusement leur promesse n'a pas été tenue...* ». Une telle déclaration nie la responsabilité individuelle dans l'aggravation du risque puisqu'elle pourrait laisser croire que le réchauffement climatique est un phénomène venu exclusivement d'ailleurs, dont nous sommes victimes sans en être aucunement responsables des causes.

4. Discussion

La sensibilisation et l'éducation du public sur les questions environnementales et sociales ne cessent de croître. Cependant, les problèmes environnementaux les plus alarmants ne semblent pas trouver d'écho dans les préoccupations quotidiennes des populations parce que l'approche de communication unilatérale souvent utilisée par les acteurs du changement ne saurait convenir dans une telle démarche. En effet, la diffusion de simples messages d'information à l'attention d'une population donnée, même de manière régulière, ne peut suffire à changer son comportement dans le sens souhaité. Car dans une telle communication, le processus est basé sur l'approche diffusionniste de l'information (Rogers, 1962) qui n'encourage pas l'interaction et qui considère les bénéficiaires du changement comme de simples réceptacles passifs à qui l'on fait rarement appel dans le processus de communication (Sokhna N'diaye, 1995). Or, si les informateurs sur les risques ne tiennent pas compte de la rétroaction des publics visés tout au long du processus, il y a fort à parier que les comportements attendus des personnes ne seront pas adaptés ni conformes... En communication des risques, le cycle itératif de l'expression, de l'écoute, de la rétroaction et du questionnement est indispensable à son efficacité (Guindon, 2017). Dans ce contexte, il est clair que les communications des structures étatiques et des ONG sur les changements climatiques ne peuvent être efficaces que si elles sont interactives et non linéaires.

Dans cette section, nous mettons donc en lien, les résultats obtenus avec les catégories spécifiées en fonction de notre objectif qui est d'analyser les pratiques communicationnelles des structures étatiques et des ONG dans le cadre de la gouvernance climatique. Cette analyse vise à valoriser la communication des risques dans la gouvernance climatique en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'analyser précisément, la communication sur le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire pour savoir si celle-ci est conforme au standard d'une communication des risques, c'est-à-dire une communication basée sur les échanges et qui privilégie la perception des risques par les publics cibles. Car c'est cette perception qui accroît ou atténue la gravité du risque selon que les personnes négligent d'ajuster leur comportement ou se conforment et s'adaptent en vue d'en atténuer les effets.

Le premier volet des résultats de notre recherche documentaire porte sur le caractère des communications sur les changements climatiques. Ces résultats montrent que la

majorité des communications des structures gouvernementales et des ONG sur le réchauffement climatique sont des communications préventives à caractère interactif. La communication des risques étant une communication intensément rétroactive permettant d'appréhender les risques par le questionnement, le caractère interactif des communications sur les changements climatiques est la condition sine qua non pour vérifier la perception des risques par les populations concernées.

Le deuxième volet des résultats de l'observation documentaire et de l'entretien semi-directif porte sur la perception et la représentation des risques par les populations impactées. Les résultats montrent que les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements climatiques ne mettent pas l'accent sur la perception des risques par les populations concernées. Or, dans une compréhension des risques, on ne peut faire abstraction de la perception qu'auront les personnes potentiellement touchées par les effets de ces risques (Guindon, 2017). Par ailleurs, l'importance de la perception et de la représentation des risques qui en découle est mise en exergue par Jean Claude Abric (1994) quand il définit la représentation des risques comme une vision fonctionnelle du monde, pouvant permettre à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites en comprenant la réalité à travers son propre système de références, donc de s'y adapter, de s'y définir une place. Les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements du climat ne sont donc pas efficaces puisqu'elles ne respectent pas les standards d'une communication des risques qui privilégie la perception des risques par les populations.

Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser les communications du gouvernement ivoirien et des ONG sur les changements climatiques. Nos résultats ont montré que ces communications, même si elles sont basées sur des échanges, ne sont pas efficaces parce qu'elles ne respectent pas les standards d'une communication des risques, c'est-à-dire qu'elles ne mettent pas l'accent sur la perception des risques par les populations concernées.

Cet article recommande donc la prise en compte de la perception du risque par les populations dans le cadre de la gouvernance politique en matière de changement climatique pour une meilleure adaptation et une atténuation de ce phénomène mondial. Car dans un contexte où les changements climatiques et les catastrophes naturelles s'intensifient, la communication des risques joue un rôle majeur pour la sécurité publique, les infrastructures et l'économie.

Références Bibliographiques

ABRIC J.C., (1994). *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF

AMOSSY, R., (2010). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin.

BLUMEREAU, D. et MAUDINET, A. (association CliMates) (2016). « *La génération Climat veut les clés pour agir* », Le Monde, <http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/20/la-generation-climat-veut-les-clefs-pour-agir_4905627_3232.html> (consulté le 12 septembre 2023).

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (2015) *Vivre ensemble de changement climatique, entre subir et agir*, issu des forums organisés par le CESE. Paris, Presses universitaires de France.

DAI, W. (1999). « *Human response to change* », *Futures*, vol. 31, p. 609-616.

JAUJARD, F. et GADILLE, M. (2015). « *Déchiffrer les savoirs des acteurs locaux et créer la collaboration entre les parties prenantes : des facilitateurs pour un grand projet*

de changement » dans V. Lehmann, B. Motulsky et V. Colomb (dir.), *Changement et grands projets : des choix engagés*. Québec, Presses de l'Université du Québec, P. 179-197.

KONAN, F. (2018). *Productions médiatiques et prévention des risques environnementaux dans le District d'Abidjan (Côte d'Ivoire)*, Thèse de doctorat, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire.

LAIGNEL, B., (2015). *Le changement climatique et ses effets de l'échelle globale à régionale : Etat des lieux*, Université de Rouen.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS, (2000). *Communication nationale initiale de la Côte d'Ivoire sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*, Abidjan.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS, (2010). *Seconde Communication nationale initiale de la Côte d'Ivoire sous la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*, Abidjan.

MOSCOVICI, S. (2000). *Social Representations*, Cambridge, Polity Press.

MOTULSKY, B., GUINDON, J.B. et TANGUAY-HEBERT, F. (dir.) (2017). *Communication des risques météorologiques et climatiques*. Québec, Presse de l'Université du Québec

ROGERS, E. M., (1995). *Diffusion of Innovations*, fourth edition, New York: Free Press,

SIBIRI, Y. (2018), *Valorisation des Résultats de la Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire & Modélisation de la Chaîne de valeur par la Communication*, Thèse de Doctorat, Université Alassane Ouattara-Côte d'Ivoire.

<https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=15633>

DES “DONNEURS DE LEÇONS” ET DES “CLIMATOSCEPTIQUES” : QUAND LE DISCOURS INSTITUTIONNEL DEVIENT UN CATALYSEUR DES REPRÉSENTATIONS COGNITIVO-DISCURSIVES

YEO Tenan

Université de San Pedro (Côte d’Ivoire)

yeotenan22@gmail.com

Résumé :

À travers une analyse du discours institutionnel, cette étude dépeint les mécanismes conceptuels à la base de la représentation du changement climatique dans l’espace ivoirien. Partant d’une situation de disruption introduite par l’Union Européenne (UE) dans ces relations économiques, le discours institutionnel ivoirien et l’opinion publique qui le soutient dénonce une approche condescendante du changement climatique qui ne tient pas compte des intérêts africains. Cette perception du phénomène climatique émerge aux prismes du soubassement sociohistorique des relations nord-sud mettant en face-à-face une divergence des représentations climatiques. Toutefois, une objectivation de la question climatique s’avère nécessaire au vue des effets pernicieux du phénomène avec l’implication de l’expertise locale.

Mots clés : Institution – Climat – Représentation – Discours – Objectivation

Abstract :

Through an analysis of institutional discourse, this study give an overview of the conceptual mechanisms underlying the representation of climate change in the ivorian space. Starting from a situation of disruption introduced by European Union (EU) in these economic relations. The ivorian institutional discourse and the public opinion which supports it denouces a condescending approach to climate change which does not take into account africans intersts. This perception of climate phénomène emerges through the prism of the socio-historical bedrock of north-south relations, bringing face-to-face divergence in climate representantions. However an objectivation of the climate issue proves necessary with the involvement of the local expertise.

Keywords : Institution – Climate – Representation – Discourse – Objectivation

Introduction

Freiner la déforestation pour ainsi lutter contre le réchauffement climatique est en substance le discours tenu par l’Union Européenne (UE) dans ses rapports avec ses partenaires bilatéraux. Dans cette logique, le Parlement Européen a adopté en octobre 2020 une législation sur l’interdiction de l’importation des produits issus de la déforestation, entre autres, le cacao, le café, le soja, l’huile de palme et le caoutchouc sur le sol européen. Le discours ainsi prôné par l’institution européenne dans sa quête de solution pour la résilience climatique ne se limite plus aux questions d’ordre environnementales mais s’inscrit désormais dans une vision plus large, qui lie étroitement les objectifs environnementaux aux objectifs de développement économique (Bounemra & al : 2011). Il émerge de ce discours institutionnel de nouveaux paradigmes tendant à la construction et à l’adoption d’une certaine représentation de la question du réchauffement climatique. D’une part, l’UE se veut être une pionnière dans la mise en place des mécanismes pour contrer le changement climatique et d’autre part, elle se positionne en “donneuse de leçon” à ses partenaires économiques dont l’engagement climatique serait empreint de quelques doutes selon le point de vue de l’Union.

Premier producteur mondial de cacao avec un peu plus de 40% de la production mondiale⁷, la Côte d'Ivoire est directement interpellée par cette nouvelle législation européenne. Subséquemment, réagissant à cette mesure dans une interview accordée à la chaîne de télévision française France24, le président ivoirien Alassane Ouattara (AO) s'est vigoureusement insurgé contre cette loi. Ce faisant, il pointe du doigt non seulement la non prise en compte des réalités socio-économiques africaines dans cette approche européenne mais aussi un certain paternalisme euro-centrique qui voudrait que la représentation de la question environnementale occidentale soit la représentation partagée par le reste du monde. De plus, les nombreuses réactions des internautes ivoiriens et africains à la suite de la diffusion de cette interview démontrent nettement que le discours institutionnel tenu dans l'espace subsaharien en lien avec le réchauffement climatique diffère de celui prôné par l'institution européenne. Au gré des réalités historiques et socioéconomiques dans les rapports nord-sud émerge une différence des logiques de représentations de la question du réchauffement climatique sous-tendue par une production discursive institutionnelle.

Dans cette étude, nous nous proposons de faire une analyse de la prégnance du discours institutionnel dans la construction des paradigmes conceptuels à la base des représentations liées à la question climatique dans le contexte ivoirien voire même subsaharien. En effet, l'énonciation institutionnelle se démarque comme une production à caractère socio-normative qui détermine la marche à suivre en portant les doctrines et les principes nécessaires à un état donné de la société. Dans ce cadre, cette matérialisation langagière de forme idéologique véhicule les codifications qui traduisent la vision du monde mise en avant par les institutions par la construction des catégories qui régissent les faits sociaux et leur représentation (Nugara : 2014). Forme de connaissance socialement élaborée ayant une visée performative, la représentation permet la construction d'une réalité partagée par un ensemble social (Bonnemains : 2016). Ainsi, elle s'intègre dans un système de normes sociales jouant le rôle de dogme par le truchement de la production discursive institutionnelle (Barbara : 2011). Dans cette logique, le discours institutionnel en vigueur dans l'espace ivoirien à propos du réchauffement climatique constitue la sociogenèse des représentations de ce phénomène dans cet espace. Il cristallise la maturation de la pensée représentative par le biais d'opérations cognitivo-discursives. Celles-ci prennent appui sur une conceptualisation définie par diverses relations intra et extra discursives.

Dans un tel contexte, notre approche consistera en premier lieu à examiner les logiques cognitivo-discursives et les contraintes doxiques qui sous-tendent la représentation du phénomène climatique dans la société ivoirienne. Par la suite, nous analyserons l'interdiscours autorégulateur de la représentation du phénomène climatique dans l'opinion subsaharienne. Et pour clore, dans une approche synoptique, nous ferons des propositions pour une objectivation de la question climatique dans l'espace subsaharien.

1. Approches théoriques et méthodologique

1.1. Ancrage théorique

La base théorique de l'approche de notre corpus est l'analyse du discours dans son déploiement lié à la pragmatique et à l'étude des topoï (Fauconnier : 1997 ; Amossy : 2020). En d'autres termes, l'argumentation dans le discours entendue comme théorie s'attachant à la détermination cognitive du discours c'est-à-dire à la mise en exergue des besoins, des valeurs, des croyances et de la vision régissant celui-ci est le socle de notre approche. Pour ce faire, nous prenons appui d'une part sur la théorie socio-

⁷ En fin décembre 2022, la production nationale de cacao de la Côte d'Ivoire s'élevait à 2,4 millions de tonnes sur une production mondiale estimée à 4,9 millions de tonnes selon le site du gouvernement ivoirien www.gouv.ci

discursive de l'argumentation (Amossy : 2000, 2005, 2020 ; Charaudeau : 2007 ; Angenot : 2012) et d'autre part sur la théorie pragmatique des espaces mentaux (Fauconnier : 1994, 1996, 1997 ; Fauconnier & Turner : 1996, 1998, 2002).

- La première stipule que l'argumentation socio-discursive concourt à la mise en évidence des « *contraintes institutionnelles, des pesanteurs doxiques et idéologiques et des enjeux de pouvoir* » sous-jacents à une production discursive (Amossy : 2012). Dans cette logique, l'argumentation est contrainte par des éléments contextuels tels que les rapports de forces, l'interdiscours, les idées reçues, etc...
- La seconde soutient que les expressions linguistiques guident la construction des espaces mentaux qui eux-mêmes sont porteur des représentations mentales. Pour Fauconnier (1997), les productions discursives dans leur déploiement établissent des relations pragmatiques qui concourent à la création de nouveaux espaces mentaux à partir d'un espace mental de base appelé « point de vue » par le biais d'un « introduction ». La résurgence des représentations sociales est ainsi liée à la dynamique linguistique appréhendée de manière cognitive.

1.2. Approche méthodologique

L'approche méthodologique adoptée dans le cadre de cette étude prend en compte d'une part la méthode de constitution du corpus et d'autre part celle de la procédure d'analyse des données :

- La constitution de notre corpus nous a amené à explorer une source audiovisuelle et deux sources textuelles numériques. En l'occurrence, l'interview accordée par le Chef d'Etat ivoirien à la chaîne de télévision française France24, les écrits des internautes africains dans le forum YouTube de cette chaîne de télévision et le texte de loi européen accessible sur le site internet du parlement européen. De ces différents éléments constituant notre corpus, seule la source audiovisuelle a nécessité une transcription.
- Quant à la méthodologie d'analyse des données de notre corpus, dans la logique du positionnement théorique de cette étude, nous procédons l'analyse des éléments verbaux en prenant en compte la mémoire discursive et le contexte sociohistorique.

2. Présentation et analyse des résultats

2.1. Disruption ou continuité : la représentation du phénomène climatique au gré du discours institutionnel

La fonction énonciative des acteurs publics, tant nationaux qu'internationaux, est prise dans l'engrenage des défis contemporains. En la matière, la production discursive à l'échelle étatique en lien avec le réchauffement climatique se voit surplombée par celle des organisations supranationales. Cette production discursive supranationale auréolée d'un recours systématique à une certaine « expertise » enjoint presque les gouvernements à se conformer aux orientations qu'elles édictent (Curso & Golin : 2008). Ainsi, dans le cas particulier de la posture de l'UE à propos de la résilience climatique, la performativité de son discours devrait conduire ses partenaires, en l'occurrence, la Côte d'Ivoire à adopter les nouveaux paradigmes présentés comme légitimes et crédibles. Cependant, la situation homéostatique à laquelle le discours de l'UE est confronté laisse présager la résurgence d'un conflit sociocognitif quant à la perception de l'approche de la question climatique. Selon Buchs & Darnon (2008 :132), « *il y a conflit sociocognitif lorsque dans une même situation, différentes approches cognitives d'un même problème sont produites* ». La Côte d'Ivoire à l'image de la plupart des pays subsahariens a des recettes d'exportation dépendant d'un nombre très

restreint de produits agricoles dont le cacao en première position⁸. Dans un tel contexte, la représentation de la question climatique promue par le discours institutionnel ivoirien associe les impératives de la profitabilité économique à court terme aux exigences de la préservation de l'environnement à long terme. Ainsi, les approches discursives de la question climatique se conceptualisent par le biais des registres de représentation qui ne sont pas univoque.

Toutefois, de prime abord, le discours sur le climat qu'il soit du nord ou du sud admet la préoccupation de la résilience climatique comme le démontre les énoncés suivants :

(I).

AO : *Nous nous sommes d'accord pour que le problème de l'environnement soit au cœur de ce que nous faisons. Nous devons travailler ensemble à ce que le cacao soit durable.*

UE : *La dégradation des forêts et leur conversion contribuent à la crise climatique mondiale de diverses façons. Il convient que l'Union prenne des mesures pour réduire au minimum la déforestation et qu'elle s'efforce de ce fait de réduire sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre.*

Argumentativement, la résurgence de ces lieux communs résulte de la présence dans chaque espace d'un fond commun de vérités, de valeurs et d'idées, en l'occurrence, la présence d'une conscience écologique. Ces lieux communs s'inscrivent toutefois ici dans la stratégie de préparation du terrain discursif pour le déploiement de la thèse mise en avant par chacune des instances émettrices « *de façon à fournir une entrée en matière* » (Beaudet 2005 : 17).

Au-delà de cette entrée en matière, l'instance émettrice du discours institutionnel ivoirien va projeter une valeur épistémique négative sur la nouvelle approche de son partenaire économique européen. En effet, ce partenaire dans sa quête de résilience climatique a adjoint à sa conceptualisation un nouveau frame, un nouvel espace mental, celui de la "responsabilité environnementale" dans ses rapports économiques avec l'extérieur. Toute chose qui laisse voir une conflictualité immanente liée aux représentations construites de part et d'autre tels que le stipulent les énoncés suivants.

(II).

UE : *Afin que l'impact soit le plus grand possible, la politique de l'Union devrait avoir pour objectif d'influencer le marché mondial... y compris les accords de libre-échange avec les pays producteurs. L'Union devrait être un acteur mondial de premier plan qui montre l'exemple afin de créer un système multilatéral ouvert et équitable dans lequel le commerce durable serait un vecteur essentiel de la transition écologique.*

AO : *Vous savez le monde est multipolaire aujourd'hui ! Si les européennes ne veulent pas acheter notre cacao, il y a d'autres qui vont l'acheter. Nous ne voulons pas l'importation d'idéologie, ni de culture ni de constitution. C'est terminé ça. Il faut que la considération soit de part et d'autre dans les relations entre l'Europe et l'Afrique.*

Face à la disruption engendrée par l'introduction du frame "commerce durable" dans le discours de l'UE, la partie ivoirienne s'insurge en mettant en cause le contexte de monopsonne dans lequel l'UE se croit. Le faisant, l'énonciateur institutionnel ivoirien met en exergue une représentation de la question climatique à base motivationnelle.

⁸ Les ressources procurées par le cacao contribuent à hauteur de 30% du PIB de la Côte d'Ivoire, représentent près de 40% des recettes d'exportation et font vivre plus de six millions d'ivoiriens (www.gouv.ci)

Cette représentation si elle est nourrie des opinions, des attitudes et des croyances en vigueur dans le contexte social ivoirien tend surtout à défendre ses intérêts face à une vision du monde qui serait une menace pour ses intérêts. Aussi, sur la base de cette approche cognitivo-discursive du monde de l'énonciateur ivoirien, il serait désobligeant et même malséant de la part de l'UE de se positionner en donneuse de leçons à la vue des précédents et des antécédents de celle-ci. La "facture climatique" de l'Europe lui enlève ainsi toute légitimité en matière d'incrimination climatique de l'Afrique tels que le soutient les énoncés ci-dessous :

(III).

AO : *Voici des pays qui ont pollué le monde entier et maintenant on veut nous faire des leçons ? Mais qu'est-ce que l'Afrique représente en matière de pollution ? 4% et les 96% quels sont ceux qui le font ? Et vous vous êtes développés comment ?*

En interpellant son partenaire européen par une suite de questionnement, l'énonciateur institutionnel ivoirien procède à une suite d'opération cognitive qui aboutit à l'émergence d'un nouveau frame. En effet, le morphotype interrogatif au-delà de son traditionnel attribut d'instigateur d'information contribue à la modélisation des représentations du monde par le jeu interlocutif. C'est en référence à cette fonction du morphotype interrogatif que Berrendonner (2005 :10) décrit « *la question non pas comme une opération "sociale" qui serait exercée directement sur le destinataire en vue d'obtenir une réaction mais une opération "cognitive" accomplie sur le savoir* ». Les questions soulevées dans ce sens par l'énonciateur institutionnel ivoirien n'attendent pas de réponses directes aux préoccupations émises par l'identification ontologique de faits spécifiques mais appellent plutôt à l'amorce d'une réflexion approfondie dont l'aboutissement est l'émergence du frame de la "facture climatique". Par de telles interrogations, il s'agit de conduire une transformation des éléments de la réalité, de modéliser la représentation du réchauffement climatique défendue par la partie ivoirienne tout en mettant en cause l'approche euro-centrique de cette même question. Cette divergence dans la conceptualisation des frames dans les différents discours institutionnels démontre ainsi une nette conflictualité des représentations et des idéologies liées au réchauffement climatique entre le nord et le sud. Toutefois, les représentations étant un artefact social construit dans un élan collectif, quelle vision porte l'opinion publique ivoirienne et subsaharienne à propos de la représentation véhiculée par le discours institutionnel ivoirien ?

2.2. Interdiscours régulateur et positionnement idéologique publics en rapport avec le réchauffement climatique

Le discours des institutions et des personnes qui les incarnent dans le contexte des sociétés démocratiques se veut l'expression de la volonté publique majoritaire. La *vox populi* se démarque ainsi comme la matrice dans laquelle le dire institutionnel se conçoit et prend une forme particulière au détriment de d'autres formes. Cette opinion publique avec à sa disposition les moyens numériques d'expression, lui permettant d'exercer une pression sur les institutions, prend sa source dans un préconstruit idéologique affilié à un interdiscours. Pour Charaudeau & Maingueneau (2002 : 324), l'interdiscours renvoie à « *un espace discursif, un ensemble de discours qui entretiennent des relations de délimitation réciproque les uns avec les autres* ». Dans l'espace subsaharien en général et ivoirien en particulier, le positionnement public à propos des rapports avec l'occident se nourrit de l'interdiscours des relations tumultueuses entre l'Afrique et le monde occidental. Cet interdiscours est la résultante du vécu historique, en l'occurrence, la Traite Négrière, la colonisation, l'acquisition difficile des indépendances, les sévères cures d'austérité des politiques d'ajustements structurels ou encore l'ingérence politico-militaire et les accords monétaires aux contours flous. Tout cet ensemble de faits socio-

historiques entrent dans la construction du soubassement idéologique de l'opinion subsaharienne. De ce fait, le discours de cette opinion publique sur la question du réchauffement climatique et la représentation qui s'en dégage, est produit aux prismes de la matérialité de la vision du monde découlant du vécu sociohistorique dans cet espace. A la suite de Krieg-Planque (2012 :190), nous soutenons que le discours de l'opinion subsaharienne sur le réchauffement climatique « *apparaît comme parlé par l'idéologie qui le traverse nécessairement* ». En conséquence, cette opinion se reconnaît dans les propos tenus par le président ivoirien qu'elle juge être en phase avec l'opinion du peuple. Soit les énoncés suivants :

(IV).

1/ [@soreaboubacar554](#)

J'aime Cette Position Défendu Et Ce Discours Bien Martelé Pour Dénoncer l'hypocrisie occidentale

2/ [@louisdanchi1386](#)

C'est ce que nous voulons de vous, le courage de dire les choses en face. Si vous défendez l'Afrique on sera derrière vous

3/ [@moustaphasissoko9934](#)

Voilà ce qu'on demande à nos dirigeants d'être responsables et arrêté d'être complice de notre destruction

4/ [@stephanebarry7503](#)

En fin on commence à reconnaître le courage des présidents Africains

Ces énoncés formulés en soutien au discours institutionnel ivoirien révèlent l'existence d'une certaine "mémoire discursive" dans l'espace de leur expression. A bien y voir, ils n'évoquent aucunement l'objet du discours à la suite duquel ils sont émis. La problématique du réchauffement climatique se voit ainsi prise dans l'engrenage d'une mémoire qui lui est antérieure ; mémoire qualifiée par Authier (1982) d'« *hétérogénéité constitutive* » », dont elle est toutefois victime. En lieu et place du rapport social au changement climatique, ce sont plutôt les tumultueux rapports sociohistoriques entre l'Afrique et l'Europe que l'opinion subsaharienne met au centre du débat. C'est dire que la représentation de la question climatique dans cet espace fait les frais du contexte sociohistorique. Autrement exprimé, la mise en exergue par l'UE de la "conscience climatique" comme balise dans sa coopération économique bilatérale est interprétée par l'opinion subsaharienne comme une manœuvre pour nuire au développement des nations africaines. C'est ce qu'expriment les énoncés qui suivent :

(V).

5/ [@bakuszulu3845](#)

Sur ce point je vous soutiens fortement mon PR. Bravo, ils veulent empêcher notre développement.

6/ [@ramounamLight](#)

Bien parlé mon président. Ces gens sont hypocrites. On cherche déjà comment mettre les bâtons dans les roues de la Côte d'Ivoire pour la freiner dans son développement.

Ces énoncés portent en eux un sentiment de méfiance vis-à-vis de la stratégie de résilience climatique prônée par l'UE. Tout en dénonçant un certain manque de transparence et de sincérité dans la nouvelle approche de l'UE, l'opinion y voit en réalité le désir non exprimé de nuire à l'essor économique de l'espace subsaharien. Ce positionnement public contre l'approche européenne de la question climatique prend sa

source dans les rapports nord-sud dans lesquels l'opinion africaine se voit comme victime des politiques occidentales. A l'image des rapports entre la France et les pays de son "pré-carré", les politiques occidentales en Afrique se retrouvent sous les feux des projecteurs de la mémoire collective. C'est dans ce sens que Lejeal (2022 : 09) dira :

« Du point de vue sociétal, ... qu'elles soient ivoiriennes, gabonaises, congolaises, sénégalaises, béninoises, guinéennes, tchadiennes ou burkinabè, les populations des pays relevant du « pré carré » ont toutes goûté, à un moment ou l'autre de leur histoire, à la toxicité de son ingérence ou la subissent toujours à des degrés divers »

Ainsi, de manière synecdotique, la mémoire collective subsaharienne forgée à travers ses divers traumatismes se montre très sceptique face aux politiques outre-Atlantique. Dans cette même veine, même lorsque la réalité du réchauffement climatique est admise, elle est cependant jaugée aux prismes de l'interdiscours dominant tels que le démontre l'énoncé ci-dessous :

(VI).

7/ [@brazzajudau7224](#)

L'Afrique doit aussi passer par ses révolutions industrielles. Si l'Occident veut que l'Afrique implémente des solutions de développement qui intègrent les enjeux climatiques, alors c'est à eux de financer les coûts supplémentaires mais aussi à eux d'assurer la formation des ressources capables d'intégrer ces exigences.

Le positionnement de cet énoncé bien que modéré par rapport aux postures précédentes, n'échappe pas pour autant à l'interdiscours régulateur. Prônant le frame de la responsabilité climatique, il met en avant le principe du "pollueur payeur" porté par la Cours des comptes européenne mais cette fois aux bénéfices des pays africains. En somme, la représentation de la question du changement climatique dans l'espace subsaharien est fortement influencée par le background sociohistorique de cette région. Cela entrave l'approche objective du problème climatique qui même s'il est réel, est victime des antagonismes nord-sud.

3. Discussion des résultats

3.1. Approche synoptique pour une objectivation de la représentation du phénomène climatique dans l'espace subsaharien

Les deux précédentes sections de notre analyse laissent entrevoir une nette opposition des conceptualisations et des représentations du réchauffement climatique dans les discours institutionnels nord-sud. Toutefois, au-delà de ces antagonismes liés à l'histoire et à la mémoire, la perception du réchauffement climatique ne doit pas être oblitérée dans l'espace subsaharien puisqu'il n'est plus à démontrer que c'est un phénomène réel avec des impacts avérés. Objectiver la représentation du phénomène aux prismes des réalités endogènes s'avère être l'approche la plus pragmatique pour amorcer un processus de résilience. Pour Lyotard (1979), « le droit de décider de ce qui est vrai n'est pas indépendant du droit de décider de ce qui est juste ». En d'autres termes, appliqué aux antagonismes et aux chocs idéologiques engendrés par le phénomène climatique, les solutions de résiliences doivent adopter une méthodologie qui tient compte des sensibilités diverses dans la préservation des intérêts des différentes parties. Cette méthodologie doit s'inscrire dans l'objectivation des approches par la recherche d'un consensus nord-sud dans l'adoption des mesures pour contrer le phénomène. En effet, lorsque de manière unilatérale une des parties, qu'elle soit du nord ou du sud se fait la porteuse d'une solution, celle-ci est foncièrement partielle et partielle parce qu'elle est sous-tendue par des enjeux au profit de la porteuse de solution.

Or, au vu de l'urgence climatique dont les victimes sont de plus en plus nombreuses, les approches institutionnelles du réchauffement climatique doivent s'attarder à l'examen commun des enjeux fondamentaux au-delà des intérêts partisans. Et ce dans le souci de la préservation du bien commun qu'est la planète. Pour Rosset (2008 : 22), le constat est sans appel car :

« Ceux qui sont déjà passés par le processus de développement se rendent bien compte que ni celui qu'ils ont connu ni son résultat ne peut être reproduit tel quel, là où il est en cours sans que cela ne représente un danger pour la planète. Il s'agit donc, non pas d'empêcher ce processus mais plutôt de lui permettre de se dérouler autrement, de manière moins violente pour l'environnement et pour les populations concernées ».

Rosset (2008) plante le décor d'une objectivation de la lutte contre le réchauffement climatique. Dans son sens, la lutte contre ce phénomène ne doit pas se faire au prix du blocage du processus de développement des pays du sud. Ainsi, plusieurs facteurs peuvent contribuer à rendre objectif la perception du phénomène climatique dans l'espace subsaharien sans que cela n'occasionne une levée de bouclier générale. A ce titre, nous pouvons citer un premier facteur qui serait la mise en commun des efforts des organisations supranationales. Dans ce sens, les organisations que telles que l'Union Africaine (UA) et l'UE pourraient travailler de concert pour arrêter des mesures communes et consensuelles de lutte tout en préservant les intérêts de chaque partie. En plus de celles-ci, l'implication effective de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pourrait jouer un rôle prépondérant dans l'objectivation de la représentation du phénomène climatique. En effet, cette organisation englobante dans ses principes et ses objectifs peut jouer un rôle régulateur dans l'impact des activités anthropiques sur le climat à travers les Objectifs de Développement Durable (ODD). La définition qu'elle donne de cette notion stipule que *« le développement durable est un développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité des générations futures de répondre aux leurs »* (ONU : 1993). Cette définition porte en elle les germes d'une éducation à la conscience écologique. Ainsi, pourrait-elle soutenir les pays en développement tel que la Côte d'Ivoire à contrer efficacement les impacts du réchauffement climatique sur leur économie tout en mettant en pratique les meilleures approches écoresponsables.

Par ailleurs, tout en mettant en cause les mesures de résilience climatique imposées par le nord sous l'angle d'une certaine condescendance, les pays subsahariens devraient faire recours à l'expertise locale pour objectiver la représentation du phénomène climatique. Selon Moscovici et Hewstone (1984 :550), *« notre pensée et notre langage portent sur des significations. Or, la signification ne jaillit pas de l'information elle-même... Elle dépend dans une large mesure d'engagements antérieurs envers un système conceptuel, une idéologie, une ontologie et un point de vue »*. Dans ce sens, qui mieux que l'expertise locale pour porter le point de vue subsaharien en général et ivoirien en particulier dans l'objectivation de la représentation du réchauffement climatique. En effet, bien qu'étant un phénomène mondial, le réchauffement climatique à des effets et des impacts différents selon la région du monde et les perceptions et les positionnements se construisent dans chaque réalité particulière. Additionner à cela le soubassement socio-idéologique, seul l'expertise locale peut traduire de manière rationnelle le point de vue local du phénomène et proposer des solutions de résilience à même de convaincre l'opinion locale. A ce titre, plusieurs centres de recherche et instituts dans le domaine climatique font montre de leur expertise dans la proposition de solutions de résilience. Entre autres, nous pouvons mentionner le Service Climatique pour la Réduction des Risques en Afrique de l'Ouest (CS4RRA), le Centre National de Calcul de Côte d'Ivoire (CNCCI) ou encore l'Institut de Recherche et de

Développement (IRD) avec son Laboratoire d'Etude des Transferts en Environnement (LTHE). Ces centres et instituts non exhaustifs sont porteurs de l'expertise locale capable de proposer aux institutions et à l'opinion subsaharienne des mesures endogènes pour lutter contre le réchauffement climatique. Et cela serait l'apport de la sous-région dans le concert des nations pour venir à bout du déficit climatique commun. L'objectivation de la représentation du réchauffement climatique en somme demeure la meilleure méthode pour affranchir le défi de la résilience climatique de toute orientation paternaliste et idéologique.

Conclusion

Mettre en exergue la prégnance du discours institutionnel dans l'élaboration des paradigmes conceptuels à la base de la représentation du réchauffement climatique dans l'espace ivoirien et subsaharien, tel était le but de cette étude. Ainsi, sur fond d'une certaine conflictualité idéologique nord-sud, les discours institutionnels en vigueur dans la bataille des représentations ont pu être appréhendés sous l'angle de la théorie socio-discursive de l'argumentation et de la théorie pragmatique des espaces mentaux.

Il ressort de ce cadre à travers la résurgence de nouveaux espaces mentaux dans les discours institutionnels une nette opposition des points de vue. S'inscrivant dans une logique de continuité réaliste, consensuelle et contrôlée, la représentation du phénomène climatique dans l'espace ivoirien et subsaharien s'oppose à la disruption prônée par celle de l'UE. Cette opposition trouvant sa source dans l'absence totale de la proposition d'une nouvelle alternative de production capable de soutenir les besoins économiques des pays du sud. Dans cette même logique, l'opinion subsaharienne emboîte le pas au discours institutionnel pour faire montre de sa désapprobation de la conception européenne. Jugée paternaliste par cette opinion, la représentation du phénomène climatique se voit prise dans l'engrenage de l'interdiscours en vigueur dans l'espace subsaharien. Interdiscours nourrit au gré de la mémoire collective et des rapports sociohistoriques.

Toutefois, une objectivation de la représentation du phénomène climatique s'avère nécessaire dans l'espace subsaharien au vu de l'urgence climatique. Cette conscience écologique devant se construire sur une base consensuelle en recourant non seulement à la neutralité idéologique des organisations supranationales mais également à l'expertise scientifique locale à même de proposer des solutions de résilience climatique viable.

Références Bibliographiques

Angenot, M., (2012), *Le rationnel et la raisonnable : sur un distinguo de Chaim Perelman*, Chaire James McGill du discours social, Montréal.

Authier-Revuz, J., (1982), « Hétérogenéité montrée et hétérogenéité constitutive : éléments pour une approche de l'autre dans le discours », in *DRLAV, Revue de Linguistique*, N°26, PP. 91-115.

Berrendonner, A., (1982), *Eléments de pragmatique linguistique*, Les Editions de Minuit, Collection Propositions, Paris.

Beaudet, C., (2005), *Argumentation et impact social : le cas des textes utilitaires*, Editions Nota Bene, Québec.

Bonnemains, A., (2016), *Perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie*, Rapport de recherche LabEX ITEM.

- Bounemra, K & Al, (2011), *Développement durable et changement climatique : comment se positionne l'Afrique du Nord ?*, Commission économique pour l'Afrique, Rabat.
- Buchs, C. & Darnon, C., (2008), « Régulation des conflits sociocognitifs et apprentissage », in *Revue française de pédagogie*, N° 163, PP. 105-125.
- Charaudeau, P. & Maingueneau, D., (2002), *Dictionnaire de l'analyse du discours*, Seuil, Paris.
- Fauconnier, G., (1997), *Mappings in thought and language*, Cambridge University, Cambridge.
- Fauconnier, G. & Turner, M., (1994), *Conceptual projection and middle spaces*, UCSD : Department of Cognitive Science Technical Report 9401.
- Krieg-Planque, A., (2012), *Analyser les discours institutionnels*, Armand Colin, Paris.
- Lejeal, F., (2022), *Le déclin franco-africain : l'impossible rupture avec le pacte colonial*, Relations internationales du monde contemporain, L'Harmattan, Paris.
- Liotard, J.F., (1979), *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Les Editions de Minuit, Paris.
- Moscovici, S. & Hewstone, M., (1984), *Psychologie sociale*, PUF, Paris.
- Nugara, S., (2014), « Analyser le discours institutionnel international : le cas des documents du conseil de l'Europe sur la violence domestique envers les femmes », in *Discours institutionnels en confrontation*, L'Harmattan, Paris.
- Organisation des Nations Unies, (1993), *Agenda 21 : Earth Summit – The United Nations Programme of Action from Rio*, Département du développement durable, Publications de l'ONU, New York.

AXE 2 :
**RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DISCOURS MÉDIATIQUES, SAVOIRS
ET ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE**

L'USAGE DE FACEBOOK DANS LA SENSIBILISATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE : ANALYSE DES ACTIONS COMMUNICATIONNELLES DU MINEDDTE

GBODJÉ Brice Aubain

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

gbricegbodje@gmail.com

Résumé :

En Côte d'Ivoire, à l'instar de plusieurs pays, la problématique du changement climatique intéresse les citoyens. Pour sensibiliser les populations, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et de la Transition Ecologique (MINEDDTE) utilise Facebook pour diffuser ses messages. Cependant, les messages ne suscitent pas toujours de réaction de la part du public. Et les citoyens ne sont pas suffisamment renseignés sur tout ce qui a trait au changement climatique. Il semble opportun, au regard de cette observation de mesurer l'impact et jauger de l'efficacité de l'usage de Facebook dans le cadre de la sensibilisation des populations face au phénomène du changement climatique. L'étude vise à évaluer l'impact des actions communicationnelles et la perception qu'ont les individus du changement climatique et des notions connexes.

La méthode de recherche repose sur les approches quantitative et qualitative. Elle s'appuie corpus à travers une analyse de contenu, ainsi d'une série d'entretien auprès d'un échantillon de trente (30) individus dont des spécialistes du digital et des questions liées au changement climatique. La théorie des usages et des gratifications situe le cadre théorique de l'étude. Les résultats montrent que le principal défi, en plus de diversifier les contenus du message, invitent à une stratégie de communication plus inclusive.

Mots clés : Changement Climatique, Communication Numérique, Facebook, Sensibilisation, Usage

Abstract :

In Côte d'Ivoire, as in other countries, the issue of climate change is of interest to the general public. To raise awareness, the Ministry of the Environment, Sustainable Development and Ecological Transition (MINEDDTE) uses Facebook to broadcast its messages. However, the messages do not always elicit a response from the public. And citizens are not sufficiently informed about everything to do with climate change. In view of this observation, it seems appropriate to measure the impact and gauge the effectiveness of using Facebook to raise public awareness of climate change. The research aims to assess the impact of communication actions and people's perception of climate change and related concepts.

The research method is based on quantitative and qualitative approaches. It is based on a corpus through content analysis, as well as a series of interviews with a sample of thirty (30) individuals, including specialists in digital and climate change issues. Usage and gratification theory provided the theoretical framework for the study. The results show that the main challenge, in addition to diversifying message content, calls for a more inclusive communication strategy.

Key words : Awareness, Climate Change, Digital Communication, Facebook, Usage

Introduction

En Côte d'Ivoire, le changement climatique est une réalité tangible qui se manifeste à travers divers stigmates environnementaux. Depuis plusieurs années, le pays fait face à des transformations climatiques significatives, ayant entraîné la perte alarmante d'environ un tiers de ses précieuses ressources naturelles au cours des 25 dernières années, comme le rapporte l'Agence Ivoirienne de Presse (2021). L'ancien directeur des opérations de la Banque Mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo a exprimé une profonde inquiétude face à la destruction presque totale des forêts en Côte d'Ivoire. Il a évoqué avec tristesse la disparition progressive des forêts et la situation critique des villages côtiers engloutis par les flots des océans. Son témoignage poignant reflète la réalité alarmante de l'environnement ivoirien, comme rapporté par l'Agence Ivoirienne de Presse en 2021. Par ailleurs, les récentes inondations à Abidjan ont causé la perte tragique de dix-neuf vies en juin dernier. Ces épisodes de fortes précipitations, qui ont frappé la capitale économique lors d'une saison des pluies intense, ont engendré d'importants dégâts, comme rapporté par l'AFP en 2022. Face à ces événements dramatiques, le gouvernement a été contraint d'agir pour faire face à cette situation d'urgence climatique.

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) émergent comme des outils potentiels pour sensibiliser et réagir. Au-delà de leur effet de fascination, elles mettent en évidence le concept d'interactivité à travers les échanges d'informations entre les individus ; organisations y compris. Elles développent en plus le caractère de proximité (C. R. Abolou, 2010), la sensation d'être connecté au monde (M. McLuhan, 1967). Grâce à l'interaction créée par Facebook qui compte un peu plus de 4.65 millions d'utilisateurs en Côte d'Ivoire (Digital Mag, 2023), les organisations se créent une communauté virtuelle pour étendre leur champ d'action. Elles s'inscrivent clairement dans une logique de co-construction à travers des communications qui appellent à la sensibilisation et au changement.

Pour mener à bien sa mission de sensibilisation sur le changement climatique en Côte d'Ivoire, le MINEDDTTE a défini une stratégie communicationnelle qui s'appuie sur l'usage des TIC en général, et des réseaux sociaux en particulier. Différentes plateformes, notamment un site Internet, une chaîne YouTube, un compte Facebook sont créées en vue d'interagir avec le public. Ce qui dénote une diversification de contenus. Cependant, à côté de toutes ces plateformes, Le MINEDDTTE a fait le choix de communiquer sur sa Page Facebook. Notons que ladite page compte 11.000 abonnés ; donc constitue une véritable cible quant à tout ce qui a trait aux campagnes de sensibilisation sur le changement climatique. A la lumière de cette observation, plusieurs interrogations méritent d'être posées : *Quel est l'impact et l'efficacité de l'usage de Facebook par le MINEDDTTE dans le cadre de la sensibilisation des populations sur les enjeux et les actions liées au changement climatique ? Quels types de contenus sur le changement climatique sont diffusés par le MINEDDTTE sur sa page Facebook, et comment ces contenus sont présentés pour sensibiliser le public ivoirien ? Comment le public ivoirien réagit-il et s'engage-t-il face aux publications du MINEDDTTE sur Facebook concernant le changement climatique et quelle est l'influence de cette réaction sur la perception et la compréhension de ces enjeux ? Quels sont les impacts mesurables des actions de sensibilisation menées par le MINEDDTTE sur Facebook sur les comportements ou les actions concrètes adoptées par le public ivoirien concernant le changement climatique ?*

Ces interrogations suscitent plusieurs hypothèses. La première sous-tend que *l'impact et l'efficacité des actions communicationnelles du MINEDDTTE se mesurent à travers les notifications reçues sur les différentes publications de la page Facebook*. A la lumière de celle-ci, il semble que dans le but de susciter des réactions et impacter les

populations, le MINEDDTE a recours à plusieurs contenus, notamment des extraits vidéos, des photos ou encore des articles (textes). Ces contenus, bien que diversifiés ne suscitent pas toujours de réaction de la part du public. Cette non-réaction des populations qui s'apparente à une insuffisance du choix de l'outil communication du MINEDDTE nécessite une nouvelle approche communicationnelle en vue de susciter davantage d'intérêt autour des enjeux du changement climatique en Côte d'Ivoire.

Le cadre théorique de cette réflexion s'appuie sur la théorie des usages et des gratifications. Introduite dans les années 1940 par E. Katz (1959) qui d'ailleurs lui a donné le nom de modèles « des usages et des gratifications », elle se penche sur les motivations qu'ont les individus dans le choix des médias. Les spécialistes en communication, et au sens de Bentley (2010), se sont plutôt intéressés aux effets des communications de masse, non seulement sur les opinions des individus, mais plus encore, ont exploré les attitudes et actions que cela pouvait engendrer. En réalité, la théorie des usages et des gratifications fait deux (02) hypothèses. Les utilisateurs de Facebook sont avant tout considérés comme actifs, car ils sont responsables du choix des médias et de leurs contenus en fonction de leurs besoins spécifiques à combler (R. La Rose, 2010). Dans le contexte de cette étude, ce facteur semble pertinent. Le choix de privilégier la communication via Facebook n'est pas anodin. Ce réseau social est identifié comme un outil de communication complet en raison de sa rapidité et de sa capacité à toucher un public plus large. En outre, selon D. A. J. Gokra (2017, p.2), la technologie introduit une nouvelle dynamique de communication en mettant l'accent sur l'interaction.

L'interaction, comme l'exprime un membre de la direction du MINEDDTE, se manifeste à travers les réactions du public à chaque publication, qu'elles soient visibles ou non. Ensuite, le choix des médias est souvent guidé par la réponse à des besoins spécifiques. E. Katz, J. Blumler et M. Gurevitch (1973) ont revisité les fonctions des médias initialement développées par H. Laswell (1948). Parmi ces fonctions telles que la surveillance, la corrélation et le divertissement, celle qui semble être pertinente pour notre étude est celle de la transformation culturelle. Cette fonction met en lumière la socialisation de l'individu, ce qui est étroitement lié à la sensibilisation. Il est pertinent de souligner, selon D. Therrien (2012), que la théorie des usages et gratifications est souvent employée pour étudier des médias considérés comme émergents. La théorie des usages et des gratifications souligne que les nouveaux médias, notamment issus des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), présentent des caractéristiques distinctes par rapport aux anciens médias. Farah (2014), cité par D. A. J. Gokra (2017, p.2), souligne : « Les médias traditionnels tels que la télévision, la presse et la radio sont des moyens statiques qui manquent d'interaction (...) ». Selon cet auteur, la force des réseaux sociaux réside dans leur instantanéité et leur capacité à fournir une rétroaction. De plus, ils favorisent le principe de "socialisation" en lien avec le changement des mentalités et la perception du traitement de l'information.

Ce travail évalue l'efficacité des actions communicationnelles du MINEDDTE sur la sensibilisation du public ivoirien concernant le changement climatique. Il examine aussi l'impact réel de ces actions sur la sensibilisation, l'éducation et l'engagement des populations dans la lutte contre le changement climatique en Côte d'Ivoire.

Après avoir situé le cadre méthodologique, nous présentons le corpus qui va servir d'étude. Par la suite, une lucarne sera consacrée à la présentation des résultats suivie d'une discussion sur la base des contenus tirés de la présentation du corpus de l'étude.

1. Cadre méthodologique

Pour les besoins de cette étude, nous avons privilégié les approches quantitative et qualitative. Nous avons mené des enquêtes auprès d'un échantillon de trente (30) personnes réparties selon les différentes catégories suivantes :

La collecte d'informations auprès de trois (03) membres du MINEDDTE a relevé les motivations liées au choix de Facebook comme média dans la sensibilisation sur le changement climatique en Côte d'Ivoire. Par la suite, l'entretien avec dix-huit (18) internautes a permis de mesurer l'impact des communications diffusées sur la Page Facebook du Ministère, objet de notre étude. Le choix des spécialistes de la communication digitale (05) est motivé par le fait qu'ils permettent d'évaluer les termes clés dans une publication, sensée impacter ou faire réagir les internautes. Enfin, le recours aux spécialistes des questions liées au changement climatique (06) pour bien cerner toutes les composantes de ce phénomène. Aussi avons-nous sur la période du 01 janvier au 01 septembre 2023 recensé quatorze (14) publications, dont des extraits vidéos, des textes ou encore des affiches et qui contiennent le terme *Changement climatique*. Ces publications constituent notre corpus et seront soumises à l'analyse de contenu par la méthode de catégorisation afin de comprendre l'essence des messages véhiculés et mesurer l'impact sur les populations. C'est d'ailleurs ce que recommandent P. Paillé et A. Mucchielli, (2016, p.15) qui parlent de « *saisir les significations* », c'est-à-dire, décoder les messages véhiculés par le MINEDDTE afin de voir leur portée et influence sur le public.

Si le support de l'analyse de contenu est le discours produit dans le processus de communication comme le soutient L. Nueguera (2006), il va s'en dire que notre étude vise un double objet : d'un côté, dégager la signification de l'énoncé (le message) pour l'émetteur, et de l'autre côté, son influence sur le public. A toutes fins utiles notons que la page Facebook du MINEDDTE a été créée le 31 juillet 2018. Le ratio est d'une publication en moyenne par jour.

A la suite du cadre méthodologique, la section suivante est dédiée à la présentation du corpus de l'étude.

2. Corpus de l'étude

Nous entendons par corpus, l'ensemble des publications diffusées sur la page Facebook du MINEDDTE. Notons que pour cette étude, nous avons recensé quatorze (14) publications représentatives de la notion du changement climatique. Le corpus comprend (03) extraits vidéos, une (01) affiche, et dix (10) textes. Le tableau ci-dessous permet de mieux saisir les thématiques abordées dans ces différentes communications.

Tableau 1. Corpus de l'étude

Source des messages	Réseau social	Nombre de publication en lien avec le changement climatique	Thématiques abordées	Période de recueil des données
Ministère de l'environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	Facebook	14	<ul style="list-style-type: none"> - Emplois verts - Adaptation aux changements climatiques - Changement climatique - Ecologie et changements climatiques - Genre et changement climatique - Journée de l'écologie - Ville verte - Promotion de l'écologie - Développement durable 	01 Janvier au 01 Septembre 2023

Source (Gbodjé, 2023)

3. Présentation des résultats de l'étude

Pour une meilleure présentation des résultats de cette étude, nous procédons par une classification des différentes thématiques de l'ensemble des publications de notre corpus. Soit le tableau suivant :

Tableau 2 : Récapitulatif des thématiques abordées par le MINEDDTE sur la période du 01 Janvier au 01 septembre 2023

Thématiques en rapport avec la notion de changement climatique	Nombre de termes en lien avec la thématique	Type de contenus diffusés
<i>Changement climatique</i>	04	Texte, Affiche
<i>Ecologie</i>	03	Affiche, Vidéo
<i>Emplois verts / Ville verte</i>	02	Affiche, Vidéo
<i>Développement durable</i>	01	Vidéo

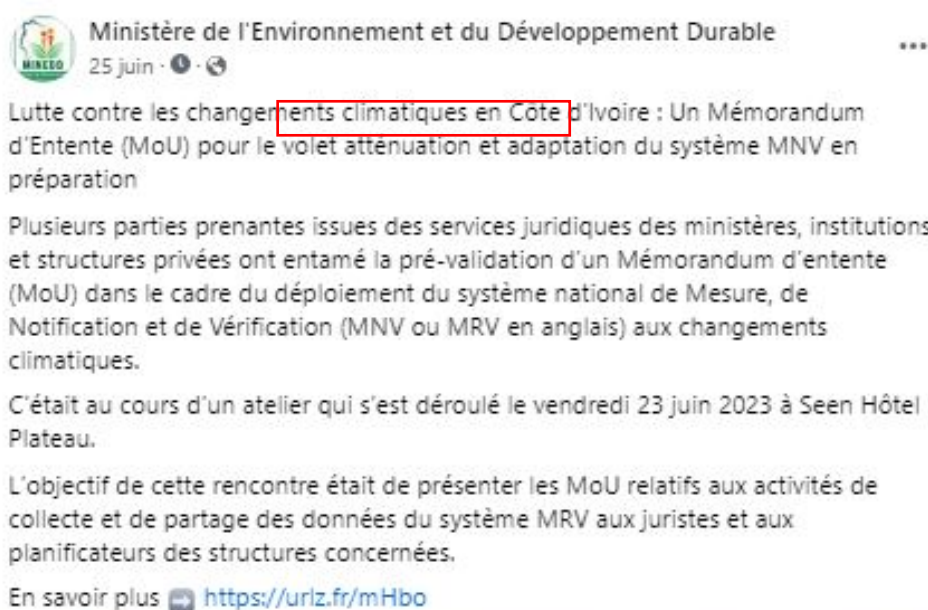
Source (Gbodjé, 2023)

Le tableau classe en quatre (04) grands groupes les principales thématiques diffusées sur la Page Facebook du MINEDDTE.

3.1. De l'usage du terme changement climatique

Le terme *Changement climatique*, à la lumière des résultats de notre étude, est utilisé à travers la diffusion de texte (article). On note par ailleurs, sur la période de collecte des données que, cette thématique fait partie des termes régulièrement utilisés pour passer les différents messages. A titre illustratif, ces extraits tirés de notre corpus.

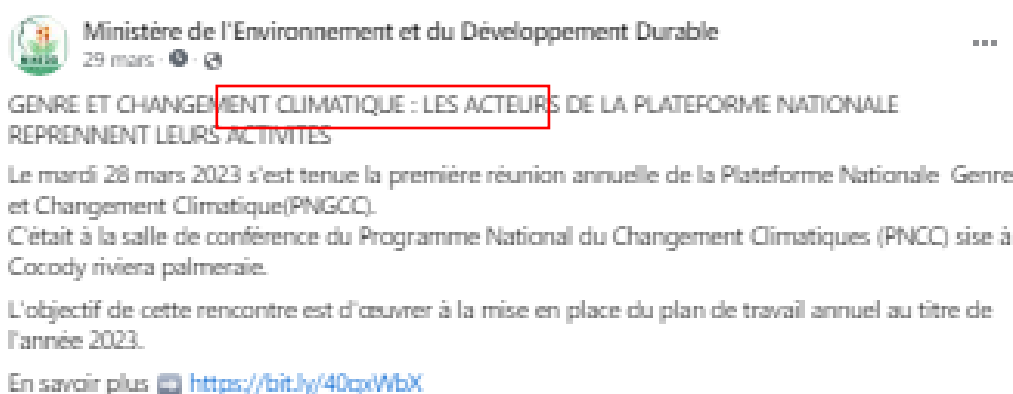
Image 1 : Capture d'écran informant de la mise en place d'un Mémorandum d'entente



Source (Gbodjé, 2023)

Cette publication où l'on peut lire le terme *Changement climatique* en titre, est relative à la tenue d'une séance de pré-validation d'un Mémorandum d'Entente relatif au volet atténuation et adaptation du système MNV. Le texte, publié le 25 juin 2023, informe les internautes du déroulement de l'activité le 23 juin 2023 en présence de plusieurs parties.

Image 2 : Capture d'écran informant de la tenue de la première réunion annuelle de la Plateforme Nationale Genre et Changement Climatique (PNGCC).



Source (Gbodjé, 2023)

Ce texte informe de la tenue de la première réunion annuelle de la Plateforme Nationale Genre et Changement Climatique (PNGCC). Il précise en substance l'objectif, notamment celui d'œuvrer à la mise en place du Plan de travail annuel, au titre de l'année 2023. L'activité s'est tenue le 28 mars 2023. Ledit texte a été rendu public le 27 mars 2023.

Image 3 : Capture d'écran informant de la tenue d'une session de prévalidation d'un document du PNA



Source (Gbodjé, 2023)

Le texte informe que le MINEDDTE entend finaliser son Programme National d'Adaptation. A cet effet, des séries de consultation se tiennent régulièrement. Cette communication est publiée le 27 mars 2023, une (01) semaine après l'ouverture de l'activité.

3.2. La notion de "Ecologie"

Le mot Ecologie est également utilisé comme thématique principale par le MINEDDTE. Il apparaît aussi bien dans des extraits vidéos que sur des affiches. On peut aisément lire des termes tels que promotion de *l'Ecologie*, journée de *l'Ecologie* ou encore *Ecologie* et changements climatiques. A titre illustratif, ce visuel, publié le 23 mars 2023.

Image 4 : Capture d'écran informant de la tenue la 5e Ed du salon de l'écologie et du changement climatique



Source (Gbodjé, 2023)

Cette affiche, publiée le 23 mars 2023 porte à l'attention des internautes la tenue de la 5^e Edition du salon de l'*Ecologie* et des changements climatiques. Ce salon se tient lors des Journées Africaines de l'*Ecologie* et des Changements Climatiques (JFAC).

3.3. Les thématiques de Emplois verts, Ville verte et Développement durable

Clairement, les résultats montrent les notions de *Emplois verts*, *Ville verte* et *Développement durable* sont très peu utilisées dans les communications diffusées sur la Page Facebook du MINEDDTE en dépit du recours à différents contenus : vidéo et affiche.

4. Discussion des résultats

La discussion des résultats va s'articuler autour de deux (02) principaux axes : les thématiques sur lesquelles le MINEDDTE accentue son programme de sensibilisation, ainsi que l'impact des différentes communications que la population. A la lumière de cette discussion, nous serons en mesure de valider ou d'invalider nos hypothèses de recherches.

4.1. De la thématique générale abordée par le MINEDDTE face aux réalités de la lutte contre le changement climatique en Côte d'Ivoire

Le phénomène du changement climatique désigne les variations à long terme de la température et des modèles météorologiques. L. Chetouani (2007) soutient à cet effet que des expressions telles que *Evolution du climat*, *Effet de serre*, *Déforestation*, *Destruction de la planète*, *Augmentation de la température*, etc. sont caractéristiques du changement climatique. En d'autres termes, elles doivent constituer très logiquement des thématiques de sensibilisation.

Notre étude met pourtant en évidence quatre (04) autres expressions, dont le terme *Changement climatique*, le plus utilisé d'ailleurs et qui, au sens de 63% de nos enquêtés, s'apparente à tout ce qui a trait aux modifications observées, soit pendant les saisons sèches ou lors des saisons pluvieuses. Il est clairement établi que cette approche communicationnelle adoptée par le MINEDDTE n'est pas anodine. Même si l'on ne retrouve pas des termes clés, sensés bien présenter les conséquences liées au changement climatique, elle s'appuie sur les fondamentaux de la théorie des usages et des gratifications. A la réalité, il importe de mettre un accent particulier sur le contenu d'une communication si l'on veut faire passer un message aussi sensible que celui d'une campagne de sensibilisation (C. Lin, 1996). C'est dans l'optique que le mot *Changement climatique* est utilisé comme titre dans l'essentiel des messages diffusés par le MINEDDTE. Les *Images 1 et 3* par exemple l'attestent. C'est ce que semble soutenir Harold Laswell dans son approche communicationnelle bâtie sur cinq (05) questions dont la notion de *Avec quels effets ?* L'effet dont parle cet auteur est certes celui de l'influence, ou encore de l'impact (capacité de réaction ou d'interaction) du message sur les populations, mais il peut être mis en évidence avec le nombre de fois où un terme est utilisé dans une communication.

A côté de cette première expression, le MINEDDTE construit également l'essentiel de ses messages autour de la notion de *Ecologie*. Il est à noter que le choix des expressions telles que *Ecologie*, *Emplois verts*, *Développement durable*, par exemple répond à une logique : « *Amener les populations à se familiariser avec des expressions qui ne de nos jours sont indispensables dans tout programme de rééducation dans la lutte contre le changement climatique* »⁹. Si l'expression *Ecologie* (utilisée 3 fois) est plus mise en évidence par rapport au terme de *Développement durable*, c'est en fait parce que cette expression est

⁹ Extrait de notre entretien du 05 janvier 2023, avec Esther Koua, spécialiste en communication digitale et membre de la communauté CX Afrique Francophone.

nouvelle. Elle doit être dans le quotidien des populations, soutient en substance, l'un de nos enquêtés, par ailleurs membre du MINEDDTE. Dans le même temps, pour 68% de nos internautes, le mot *Ecologie*, contrairement au *Développement durable* ne semble pas être perçue comme une déclinaison de ce qui concerne le phénomène du changement climatique. « *On a très souvent et régulièrement entendu Développement durable et changement climatique. D'ailleurs, c'est récemment qu'il a été ajouté à ce ministère le mot Ecologie avec l'expression Transition Ecologique* », affirme l'un de nos enquêtés.

En termes de pertinence, cette affirmation s'apparente à un choix ; celui d'une meilleure appréciation des contenus de communication dans lesquels seraient employés le mot *Développement durable*. Comme le stipule la théorie des usages et des gratifications, chaque média semble offrir une combinaison unique de contenu caractéristique dans l'esprit du public. En clair, le choix d'accorder une place de choix au mot *Ecologie* plutôt que celui de *Développement durable* répond clairement à la volonté du MINEDDTE de l'inculquer comme valeur fondamentale dans le quotidien des populations. Comme nous l'avons souligné plus haut, c'est un terme nouveau. Il doit être mémorisé par l'ensemble des populations, surtout que la transition écologique a une dimension sociale. C'est d'ailleurs cette sociabilité qui est mise en évidence à travers *l'Image 4* dont l'activité à proprement parlé rassemble « *des collectivités, des chercheurs, des startups, des artisans, des structures étatiques et privées, des écoles...* »¹⁰ autour d'un thème lié à l'employabilité des jeunes. Dans le prolongement de l'utilisation du mot *Ecologie*, le MINEDDTE fait aussi référence aux métiers à *l'Emploi vert* ou *Ville verte*. Ces termes, derrière *Changement climatique et Ecologie*, sont souvent utilisées comme contenu de diffusion. Ils apparaissent deux (02) fois dans le corpus qui sert d'analyse. Ce choix dans l'axe de communication répond est en fait une interpellation à l'attention des populations afin de les inviter à adopter des comportements citoyens en vue de protéger la nature qui, au fil des années se dégradent. J-M. Bonnisseau et al. (2015, p. 6) pensent que pour « s'adapter ou se transformer face aux changements climatiques, nos sociétés devront se coordonner, à une échelle globale, sur de nouveaux systèmes de valeur, de nouvelles formes d'organisation (...) économique, culturelle ». Pour encourager à ce changement de comportement, le Ministère de la construction et de l'urbanisme, en partenariat avec celui de l'environnement et du développement durable a lancé le projet de *Ville verte*. Le choix des contenus (Affiche, vidéo) pour véhiculer les messages liés à l'emploi ou à la ville verte tient compte de ce que l'une de nos enquêtés, par ailleurs chargée des questions du digital a appelé l'effet de fascination. On crée ce déclic chez le public. « *C'est à dessein que nous avons, pour cette communication, utilisé une affiche (Image 4), appuyée d'un extrait vidéo pour communiquer, avec dans l'espoir de toucher un maximum de personne* », affirme l'un de nos enquêtés au sein du MINEDDTE.

Cette section de notre discussion qui a plutôt porté sur les motivations du choix des thématiques les plus mises en évidence par le MINEDDTE va s'étendre, dans la section suivante à l'impact des messages sur les populations. Il est question pour nous de mesurer l'effet des messages avec en filigranes la pertinence des clics, des commentaires, des partages.

¹⁰ Extrait du texte de la communication vidéo diffusée sur le compte Youtube du PNCC (un partenaire du MINEDDTE) dans le cadre de la 5^e Edition du Salon de l'Ecologie et des changements climatiques. Vidéo disponible sur <https://www.youtubecom/watch?v--strrBdZ0sUQ>

4.2. Impact des publications diffusées par le MINEDDTE sur les internautes

La fréquence des publications constitue le premier élément à prendre en compte en termes d'impact quant à une stratégie communicationnelle, essentiellement construite grâce à l'usage des réseaux sociaux. Au regard des résultats de notre enquête, sur la période du 01 Janvier au 01 Septembre 2023, soit neuf (09) mois durant, l'organisation, objet de notre étude n'a réalisé que quatorze (14) communications qui s'apparentent à des actions de sensibilisation sur le *Changement climatique* de façon générale. Il est clair que le ratio est très faible, pour être perçue comme une opportunité de changement de comportement.

A l'évidence, la régularité sur les réseaux sociaux est quelque chose de très important car elle représente forme de sérieux auprès du public (Jessica Girard Communication, 2021). Ce qui n'est pas forcément le cas pour le MINEDDTE en dépit d'une diversité de thématique. Par exemple, la première communication sur le phénomène du changement climatique a été diffusée dans le mois de mars 2023. Les autres périodes, notamment les mois de janvier, février et même avril, il n'y a pas eu de message de sensibilisation sur la page Facebook. De plus, il existe un décalage entre les informations diffusées et leur éventuel impact. Par exemple, le *Texte de l'Image 1* est diffusé le 25 juin 2023, alors que l'activité s'est déroulée le 23 juin 2023. Le *Texte de l'Image 2* est diffusé le 29 mars quand l'activité a eu lieu le 29 mars 2023. Ces éléments paraissent négligeables. M. Tristan (2009) pense par exemple que le mieux pour avoir une régularité, aussi bien dans le contenu que le media lui-même, c'est de communiquer en temps réel auprès de sa cible. De plus, soutient Jessica Girard Communication (2021), des réseaux sociaux inactifs véhiculent une mauvaise image de l'entreprise ; et donc implicitement de l'organisation objet de notre étude.

Pourtant, la stratégie de communication en générale et la sensibilisation en particulier est une démarche destinée à « informer, et à sensibiliser un public large aux risques encourus de manière à développer “une culture du risque” permettant aux acteurs d'être les plus avisés possibles » (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs, 2021, p. 15). Si l'on tient compte du calendrier de communication du MINEDDTE sur sa Page Facebook, et particulièrement dans la lutte contre le changement climatique, l'on comprend aisément pourquoi les citoyens ne sont pas suffisamment renseignés sur tout ce qui concerne réellement ce phénomène. C'est grâce à votre régularité que vous allez développer votre présence sur internet soutient Esther Koua, spécialiste du digital.

A côté de l'irrégularité des publications, le choix des contenus. Il est vrai que la théorie des usages et des gratifications conforte et justifie le choix d'un media et de son support. Mais à l'analyse des différents contenus régulièrement, la non-réaction des internautes semble justifiée. Premièrement, il ressort que l'essentiel des *Textes* de notre corpus s'apparente plus à des communiqués ou des informations, plutôt qu'à des messages de sensibilisation. A titre illustratif, l'*Image 1*. Le titre précise ceci : *Lutte contre le changement climatique en Côte d'Ivoire : Un Mémoire d'entente (MoU) pour le volet atténuation et adaptation du système MNV en préparation*. La première équation à résoudre à travers ce texte, c'est de déchiffrer l'abréviation MNV. Dans un article publié le 17 décembre sur le Site FasterCapital, les abréviations « aident à transmettre des informations rapidement et efficacement et peuvent même ajouter une touche de personnalité à nos messages. Cependant, toutes les abréviations ne sont pas égales et leur utilisation incorrecte peut prêter à confusion ou à une mauvaise interprétation » (Faster Capital, 2023). Même dans le texte, le sigle renvoie à Mesure de Notification et de Vérification, toujours est-il que la publication n'appelle en rien à une sensibilisation

sur le changement climatique. C'est surtout un compte-rendu d'un atelier tenu le 23 juin 2023.

Dans ce même extrait, on peut lire *Plusieurs parties prenantes issues des services juridiques des ministères, institutions et structures privées ont entamé la pré-validation d'un Mémoire d'entente*. S'il est vrai que le texte semble montrer de belles initiatives, telles que l'implication de plusieurs acteurs, dont des entreprises privées, dans le fond, ce message ressemble à un communiqué. Plutôt que de promouvoir le volet socialisation de l'individu à travers des comportements à adopter ou des exemples concrets de dangers liés au changement climatique, il fait place à ce que la théorie de l'usage et des gratifications appelle l'informationnel. C'est ce qu'a pensé 37% de notre échantillon, puisqu'ici l'information s'oppose à la communication. On fait référence à la communication pour mettre en évidence la notion d'interaction des populations. Cette réactivité est perceptible avec l'Image 4. On identifie 43 clics, 6 commentaires et 31 partages.

A première vue, le message principal sur le phénomène du changement climatique semble atteint. Pourtant, pour nos internautes, les réactions sont dues en grande partie à la promesse d'emploi comme l'atteste cet extrait.

Image 5 : capture d'écran d'un commentaire d'un internaute



Source (Gbodjé, 2023)

A la vérité, les réactions sont portées par des personnes intéressées par un message. On note en substance (en référence à l'Image 4) que le thème *Opportunités d'emplois verts pour les jeunes* est l'élément déclencheur des réactions du public. Cela est d'autant plus vrai puisque 70% de notre échantillon à qui nous avons présenté ce visuel l'a confirmé. Ils s'y rendraient à cause de la promesse d'emploi comme le souligne l'une des enquêtées « *Actuellement, je suis en quête d'emploi. Et donc, là où on parle d'opportunité de travail, cela m'intéresse* »¹¹. D'ailleurs, l'édition de 2022, dont les villes de Alépé et Bocanda étaient à l'honneur a vu la formation de 500 jeunes. Ce n'est donc pas le message de sensibilisation qui intéresse. C'est l'idée l'opportunité d'emploi dont pourrait bénéficier les jeunes, les éventuels participants à ce salon.

¹¹ Extrait de notre entretien du 17 novembre 2023

Au regard de l'approche des usages et des gratifications, le MINEDDTE a atteint un objectif particulier. Celui de communiquer sur Facebook. C'est ce que Kazt (1959) a appelé les *actifs*. Pour l'auteur, le choix d'un média vise à combler un besoin. Pourtant, ce besoin ne doit pas se limiter uniquement au fait d'informer. Le Ministère entend d'ailleurs accentuer sa stratégie de communication en incluant de nouveaux acteurs tels que le PNCC dont le rôle est d'accompagner les actions de sensibilisation du MINEDDTE. C'est d'ailleurs dans le prolongement de cet engagement que cette structure a disposé d'un compte Facebook avec 11.000 abonnés et d'une chaîne YouTube de 609 abonnés, à la date du 7 décembre 2023, afin d'aider à sensibiliser sur le phénomène du changement climatique.

Toute campagne de sensibilisation a pour finalité de d'inviter au changement des mentalités, du regard, et surtout des comportements des individus. De plus, pour communiquer de manière efficace, il faut connaître sa cible, ses habitudes, ses perceptions, son niveau d'instruction. En d'autres termes, avoir une idée précise des attitudes et comportements que l'on souhaite changer. Ce qui ne semble être le cas au regard des communications et publications faites régulièrement sur la page Facebook du Ministère. Or, toute action de communication se définit par la capacité à créer la rétroaction. Et donc quand l'on analyse plus les publications émanant de la page Facebook, elles ont tendance à fonctionner selon la vision linéaire de la communication, autrefois développée par Claude Shannon.

Comme le précise B. Joly (2009), l'inconvénient du modèle adopté par le MINEDDTE ; c'est le fait qu'il se limite à une communication où l'identification du vrai public est ignorée. Nous soutenons sa posture parce qu'en dépit de quelques réactions sur différents contenus. Notons que 68% de nos internautes, en plus de ne pas bien cerner la notion de changement climatique, ne perçoit pas la pertinence de la sensibilisation faite sur la page Facebook du MINEDDTE.

Conclusion

La problématique sur le changement climatique demeure une réalité en Côte d'Ivoire. Il est évident que le Ministère en charge de l'environnement fait des efforts pour davantage communiquer sur ses effets et conséquences sur le quotidien des populations. Toutefois, il est évident de noter que ces actions sont insuffisantes.

Au regard des résultats de nos enquêtes, l'essentiel des communications du MINEDDTE s'apparente plus à des comptes-rendus ou des communiqués plutôt qu'à des messages de sensibilisation. De plus l'irrégularité dans la diffusion des messages à l'attention des internautes, ajoutée à l'absence de termes clés, tels que *gaz à effet de serre, déforestation, climat, environnement*, rendent davantage complexe la compréhension des messages. Il existe certes des réactions. Elles tiennent compte de d'autres facteurs, telles que les opportunités d'emploi, par exemple. Si le principe développé par la théorie des usages et des gratifications semble abonder dans le sens de la communication du Ministère, il reste toutefois important de préciser que son caractère de socialisation ; et donc d'influence sur les populations n'a pas été atteint. Conséquence de cette imperfection, l'opportunité pour le MINEDDTE de revisiter son axe de communication à travers la mise en place d'un programme de communication publique. Cela va démultiplier les « outils » de communication ; donc de sensibilisation. Aussi une telle démarche vise-t-elle un large public, sans se concentrer sur des groupes

spécifiques ou restreints, afin d'engager et de mobiliser une diversité de personnes autour d'une cause, d'une campagne, ou d'une idée.

Références Bibliographiques

ABOLOU Camille Roger (2010), « Langues dynamiques des médias audiovisuels et aménagements médiato-linguistique en Afrique francophone », in Glottopol, Revue de sociolinguistique, pp. 5-14.

Agence Française de Presse (2022), « Côte d'Ivoire : Dix-neuf mort dans les inondations en juin », Disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/08/cote-d-ivoire-dix-neuf-morts-dans-les-inondations-en-juin_6133930_3212.html et consulté le 13 septembre 2023

Agence Ivoirienne de Presse (2021), « La Côte d'Ivoire face au défi du changement climatique », disponible sur <https://www.aip.ci/la-cote-divoire-face-au-defi-du-changement-climatique-feature/> et consulté le 13 septembre 2023

BONNISSEAU Jean-Marc et al (2015) « Penser le changement climatique », disponible sur <https://shs.hal.science/halshs-01496167> et consulté le 7 décembre 2023

DANY Therrien (2012), *Le phénomène Facebook : Usage et gratification*, Université d'Ottawa.

Deuxième Rapport du Groupe Meta publié en 2023, disponible sur https://s21.q4cdn.com/399680738/files/doc_news/Meta-Reports-Second-Quarter-2023-Results-2023.pdf et consulté le 30 septembre 2023.

Digital Mag (2023), « chiffres clés et statistiques Facebook en Côte d'Ivoire », disponible sur <https://www.digitalmag.ci/chiffres-cles-et-statistiques-de-facebook-en-cote-divoire-en-2023/> et consulté le 5 janvier 2023.

GOKRA Dja André Junior (2017), « Réseaux sociaux numérique en période de crise en Côte d'Ivoire : Une analyse des notifications sur Facebook au mois de janvier 2017 », in Revue Baobab, pp.85-96.

JESSICA GIRARD COMMUNICATION, « l'importance d'être régulier sur les réseaux sociaux », disponible sur <https://www.communityjess.com/2021/07/13/l-importance-d-etre-r%C3%A9gulier-sur-les-r%C3%A9seaux-sociaux/> et consulté le 6 décembre 2023

JOLY Bruno (2012), « La communication interpersonnelle », in la Communication, pp.11-68.

KATZ Ehilu. (1959)., "Mass communications research and the study of popular culture : An editorial note on a possible future for this journal, Studies", in Public Communication, 2, p. 1-6.

KATZ Ehilu. BLUMLER Jay et GUREVITCH Michael. (1973). Uses and Gratifications Research. *Public Opinion Quarterly*, 37(4), p. 509-523.

LIN Caroline, (1996). « Looking back : The contribution of Blumler and Katz's uses of mass communication to communication research. », in Journal of Broadcasting & Electronic Media,40(4), 574-581.

MATRIN Shawn et LEGER Michel (2020), « Facebook au service d'une éducation au changement climatique en contexte de famille », disponible sur <https://www.researchgate.net/publication/348513614> , consulté le 7 janvier 2023.

MCLUHAN Marshall (2015), *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'homme*, Points Essais, Paris

NEGUERA Lilian (2006), *L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales*, disponible à <https://doi.org/10.4000/sociologies.9933> et consulté le 27 septembre 2023.

NICOLAS Deporte at al, (2015), *Usage de Facebook. Entre reconnaissance et visibilité*. Disponible à https://www.marsouin.org/IMG/pdf/la_visibilite_sur_facebook.pdf et consulté le 25 septembre 2023.

Organisation Mondiale de la Santé (2009), Rapport du secrétariat général de la 72^e Assemblée mondiale de la santé autour du thème *Changement climatique et santé*.

PAILLE Pierre et MUCCHIELLI Alex. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 4^e Ed., Paris, Armand Colin.

TRISTAN Mattelart (2020), « Comprendre la stratégie Facebook à l'égard des médias d'informations », in le journalisme About journalism Sobre jornalismo, pp. 24-43.

DES ENJEUX DE LA COMMUNICATION DANS L'APPROPRIATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

LAMAH-KAGBA Nina Roseline
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
lamahnin@yahoo.fr

Résumé :

Le dérèglement climatique est l'un des défis les plus pressants auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui. Pour faire face à cette crise, il est essentiel d'utiliser toutes les ressources disponibles, y compris les avancées technologiques telles que l'Intelligence Artificielle (IA). L'IA joue un rôle important dans la lutte contre le dérèglement climatique en fournissant des outils avancés qui contribuent à collecter, analyser et interpréter de vastes quantités de données climatiques, aidant ainsi les scientifiques et les décideurs à mieux comprendre les modèles climatiques et à formuler des politiques éclairées. Or, la Côte d'Ivoire comme de nombreux autres pays en développement fait face à des défis en matière de compréhension et d'appropriation de l'IA et son potentiel dans la lutte contre le changement climatique. Ainsi, il peut être difficile pour les décideurs politiques, les responsables gouvernementaux et les citoyens de comprendre les implications et les avantages l'IA dans ce débat.

Dans ce contexte, comment la communication pourrait-elle faciliter une meilleure compréhension et appropriation de l'IA dans les problématiques liées au réchauffement climatique en Côte d'Ivoire? Ce travail met en évidence l'apport de la communication pour l'usage de l'IA pour relever les défis climatiques en Côte d'Ivoire. L'ancrage théorique de cette étude repose sur la théorie de l'innovation de Everett Rogers qui utilise le terme de « réinvention », définie comme le degré auquel une innovation est changée ou modifiée par l'utilisateur au cours du processus d'adoption et de mise en place (Rogers, 1995).

Mots clés : changement climatique, communication, Innovation, Intelligence artificielle

Abstract :

Climate change stands as one of the most pressing challenges humanity faces today. Addressing this crisis necessitates leveraging all available resources, including technological advancements like Artificial Intelligence (AI). AI plays a pivotal role in combatting climate change by providing sophisticated tools that aid in collecting, analyzing, and interpreting vast amounts of climate data, thereby assisting scientists and policymakers in better understanding climate patterns and formulating informed policies. However, Ivory Coast, like many other developing nations, encounters challenges in comprehending and harnessing the potential of AI in addressing climate change. Consequently, policymakers, government officials, and citizens may find it challenging to grasp the implications and benefits of AI in this discourse.

Within this context, how can communication facilitate a better understanding and adoption of AI in addressing climate change issues in Ivory Coast? This study highlights the contribution of communication to the utilization of AI in addressing climate challenges in Ivory Coast. The theoretical framework of this study draws upon Everett Rogers' theory of innovation, employing the term "reinvention," defined as the extent

to which an innovation is altered or modified by the user during the adoption and implementation process (Rogers, 1995).

Keywords : climate change, communication, innovation, artificial intelligence.

Introduction

Les recherches climatiques ont fortement progressé, mettant en évidence l'ampleur du changement en cours et la part des activités humaines sur l'évolution du climat ces dernières décennies. Selon une étude de la Banque Mondiale publiée en 2018¹², la Côte d'Ivoire devrait être confrontée à l'horizon 2050 à une hausse de plus de 2 degrés Celsius des températures, d'une baisse de moins de 9% des précipitations et de la montée des océans de 30 cm. Aussi, le changement climatique pourrait faire baisser le PIB de 2 à 4% d'ici 2040 et entre 10 et 25% en 2010. Population et politiques ivoiriennes en ont aussi pris conscience. Les conséquences probables du réchauffement climatique sont désormais bien cernées : appauvrissement de la biodiversité, sécheresses et inondations, davantage de vagues de chaleur et moins de périodes de grand froid, tempêtes extrêmes¹³. La problématique qui se pose aujourd'hui est celle de trouver les moyens pour anticiper les tendances climatiques futures en vue de préserver l'environnement. Pour faire face à cette crise, il est essentiel d'utiliser toutes les ressources disponibles, y compris les avancées technologiques telles que l'Intelligence Artificielle (IA). L'appropriation de l'IA représente un avantage important dans la lutte contre le dérèglement climatique. Cependant, son intégration efficace dans les solutions environnementale dépend largement de la manière dont elle est communiquée et adoptée. A ce titre, la communication joue un rôle central dans cet enjeu majeur, où la sensibilisation, l'éducation et la diffusion d'informations pertinentes sont essentielles pour intégrer efficacement les solutions technologiques basées sur l'IA. En outre, l'impact de l'IA sur la préservation de l'environnement nécessite une communication claire, inclusive et éducative pour sensibiliser les acteurs locaux, les gouvernements et les communautés sur ses avantages, ses limites et sa pertinence dans ce contexte spécifique. Ainsi, partant du postulat selon lequel la connaissance et l'appropriation de l'IA peut contribuer à anticiper les tendances climatiques futures à travers l'élaboration de stratégies d'atténuation et d'adaptation dérèglement climatique, ce travail met en évidence les enjeux de la communication dans la compréhension et l'appropriation de l'IA pour relever les défis climatiques en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, il s'agit pour cette étude de présenter dans un premier temps dans le cadre théorique et méthodologique, dans un second temps nous aurons la présentation et l'analyse des résultats et dans la dernière partie la discussion des résultats.

1. Cadre théorique et méthodologique

L'ancrage théorique de cet article repose sur la diffusion de l'innovation de Everett Rogers (1995) qui démontre comment une innovation technologique évolue du stade d'invention à celui d'utilisation élargie. Selon Rogers (op cit), il existe cinq éléments qui déterminent l'adoption ou la diffusion d'une nouvelle technologie. Le premier élément est l'avantage relatif qui est le degré auquel une innovation est perçue comme

¹² <https://www.jeuneafrique.com/594091/societe/comment-le-changement-climatique-va-affecter-leconomie-ivoirienne/>, consulté le 14 août 2023

¹³ <https://www.unige.ch/environnement/fr/thematiques/climat/les-enjeux-du-changement-climatique/>, consulté le 14 août 2023

étant meilleure que celles qui existent déjà. Ici, il n'est pas nécessaire que l'innovation possède beaucoup plus d'avantages que les autres mais l'importance est que l'individu la perçoive comme étant avantageuse. Nous avons également la compatibilité qui est une mesure du degré auquel une innovation est perçue comme étant consistante avec les valeurs existantes, les expériences passées, les pratiques sociales et normes des utilisateurs. Une idée qui serait incompatible avec les valeurs et normes actuelles prendrait plus de temps à être adoptée qu'une innovation compatible. De même, dans certains cas, l'adoption d'une innovation compatible, nécessitera l'adoption au préalable d'un nouveau système de valeur ce qui peut prendre un temps considérable. Le troisième élément la complexité, est une mesure du degré auquel une innovation est perçue comme étant difficile à comprendre et à utiliser. Les nouvelles idées qui sont simples à comprendre vont être adoptées beaucoup plus rapidement que d'autres qui nécessitent de développer de nouvelles compétences avant de pouvoir les comprendre. Rogers parle également de la testabilité qui consiste en la possibilité de tester une innovation et de la modifier avant de s'engager à l'utiliser. L'opportunité de tester une innovation va permettre aux éventuels utilisateurs d'avoir plus de confiance dans le produit car il aura eu la possibilité d'apprendre à l'utiliser. Enfin le cinquième déterminant l'observabilité est le degré auquel les résultats et bénéfices d'une innovation sont clairs. Plus les résultats de l'adoption de l'innovation seront clairs et plus les individus l'adopteront facilement.

Ainsi, la théorie de la diffusion de l'innovation nous sera utile dans la mise en œuvre de notre stratégie de communication en vue de l'implication de l'IA dans la lutte contre le changement climatique en Côte d'Ivoire.

Quant à la méthodologie, elle est basée sur une approche qualitative en vue de recueillir des données à travers une recherche documentaire sur les pratiques en matière de lutte contre le changement climatique. Nous avons également effectué une enquête par questionnaire sur un échantillon représentatif de 1.200 adultes ivoiriens entre mars-avril 2023 à Bouaké dans la région du Gbêkê au centre et à Abengourou dans la région de *L'Indénié-Djuablin* à l'est de la Côte d'Ivoire. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette enquête sur terrain avait pour but d'évaluer le niveau de connaissance et de compréhension sur le dérèglement climatique, de l'IA et ses applications potentielles pour la lutte contre ce phénomène parmi la population ivoirienne. Cela dans le but d'identifier les lacunes et les domaines où la communication doit être renforcée. En effet, l'innovation perçue comme l'adoption d'une nouvelle pratique par une communauté, son succès est à l'intersection entre les domaines d'expertise de l'innovateur, ses compétences en matière d'interactions sociales et la capacité à reconnaître et à saisir les opportunités (Denning et Dunham, 2010).

Le logiciel SphinxV5 a servi à l'élaboration du questionnaire, à la collecte des données leur traitement et analyse.

2. Présentation des résultats

Les résultats de notre recherche se déclinent sous trois aspects : Les actions du gouvernement ivoirien dans la lutte contre le changement, le niveau de connaissance de la population sur le dérèglement climatique, connaissance de l'IA et ses applications dans la lutte contre le dérèglement climatique.

2.1. Les actions du gouvernement ivoirien dans la lutte contre le changement climatique

Les recherches documentaires nous ont permis de collecter des informations sur plusieurs actions menées par l'État de Côte d'Ivoire dans la lutte contre le changement climatique. En effet, à l'instar de nombreux pays dans le monde, la Côte d'Ivoire présente, depuis de nombreuses années déjà, les stigmates des changements climatiques, et leurs conséquences sont de plus en plus ressenties dans différents secteurs (Yéo & Silwé, 2021 ; Isbell, Koné, & Silwé, 2018). La prise de conscience de ce phénomène a emmené le gouvernement à mettre en place plusieurs programmes à travers le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (2022).

2.1.1. Le Programme National Changements Climatiques en 2012

Ce programme a pour mission principale de conduire la Stratégie Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques, y compris l'intégration des changements climatiques dans les politiques et stratégies sectorielles, l'amélioration de la connaissance nationale sur les changements climatiques, et la promotion des mesures d'atténuation et des actions d'adaptation.

Comme autre action il y a le projet Transition Bas Carbone Financé par l'Union européenne à hauteur de 6 millions d'euros et mis en œuvre par Expertise France, ce projet qui se déroule de fin 2023 à 2026, vise à développer des outils de suivi et d'évaluation des engagements climatiques selon une approche inclusive et participative, tout en renforçant la gouvernance climatique. Un atelier s'est déroulé dans cette optique à Abidjan, le 23 août 2023. Il s'agit de renforcement des capacités à l'endroit des acteurs non étatiques, notamment la société civile, les médias et le secteur privé. Cet atelier a permis à ces acteurs non étatiques présents de comprendre et de connaître davantage les enjeux liés aux changements climatiques, en intégrant les aspects portant sur le genre et l'inclusion sociale.

2.1.2. Abidjan Legacy Program

Déclaration d'Abidjan dénommée "Abidjan Legacy Program" ou "l'initiative d'Abidjan"¹⁴ qui est un programme initié par le Président Alassane Ouattara en 2022 avec pour objectif de permettre à la Côte d'Ivoire d'intégrer dans ses stratégies de développement les approches de gestion durable des sols et de la restauration des écosystèmes forestiers afin de faire face aux défis de la sécheresse à travers l'accélération de la restauration d'un milliard d'hectares de terres dégradées d'ici à 2030.

2.2. Niveau de connaissance de la population sur le dérèglement climatique

A la question : avez-vous entendu parler des changements climatiques ?

Les résultats des enquêtes menées dans les zones rurales de Bouaké, région du Gbêkê au centre et d'Abengourou dans la région de *L'Indénié-Djuablin* à l'est de la Côte d'Ivoire montrent que 60% des d'enquêtés ont répondu par la négation contre 40% par l'affirmatif.

Selon la classe d'âge le niveau de connaissance sur les changements climatiques des personnes du troisième âge (56%), supérieur à celui des jeunes (44%). Par ailleurs, l'on observe que les populations vivant dans les zones urbaines (52%) d'hommes sont beaucoup plus susceptibles de connaître les changements climatiques par rapport aux ruraux (31%) contre (36%). De femmes. L'on a pu constater par ailleurs que plus les

¹⁴ <https://www.presidence.ci/>, consulté le 07 juin 2023

populations un niveau intellectuel élevé plus leur connaissance des changements climatiques est prononcée.

2.3. Niveau de connaissance de l'IA et ses applications dans la lutte contre le dérèglement climatique

A la question : avez- vous entendu parler de l'Intelligence Artificielle ?

La majorité soit 90% des enquêtés ont affirmés n'avoir jamais entendu parler de l'IA. Les 10% qui ont reconnu connaître L'IA ont cependant donné des définitions vagues qui ne correspondaient pas vraiment à celles de l'IA.

Au sujet de l'usage de l'IA comme moyen de lutte contre le réchauffement climatique, nous avons pu constater que cette question reste encore méconnue des enquêtés.

Ainsi, l'IA que ce soit dans sa connaissance que dans son usage reste dans l'ensemble inconnue.

3. Les outils de L'IA et leurs implications dans la lutte contre le dérèglement climatique

L'intelligence artificielle (IA) pourrait jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique en contribuant à mieux comprendre ses effets, à les atténuer et à s'y adapter¹⁵. Ainsi dans cette partie, nous présentons quelques contributions de l'IA dans certains domaines impactés par le changement climatique.

3.1. IA, outil de gestion d'optimisation intelligente de l'énergie et de valorisation des déchets

L'intelligence artificielle peut être un outil puissant pour la gestion et l'optimisation intelligente de l'énergie, ainsi que pour la valorisation des déchets. En ce qui concerne la gestion de l'énergie, l'IA peut être utilisée pour optimiser et contrôler les systèmes énergétiques, tels que les réseaux électriques intelligents (smart grids) ou les systèmes de gestion de l'énergie dans les bâtiments. Elle peut analyser les données de consommation d'énergie en temps réel, les modèles météorologiques, les tarifs d'électricité, etc., pour optimiser l'utilisation de l'énergie, minimiser les coûts et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Quant à la valorisation des déchets, l'IA peut être utilisée pour optimiser les processus de tri, de recyclage et de traitement des déchets. Elle peut aider à identifier les types de déchets, à évaluer leur potentiel de valorisation et à optimiser les flux de matières pour maximiser le recyclage ou la valorisation énergétique. De manière générale, l'IA peut apporter des solutions intelligentes et efficaces pour la gestion durable de l'énergie et des déchets, contribuant ainsi à la transition vers une économie circulaire et respectueuse de l'environnement.

3.2. IA, outil de prévision

De plus, elle contribue à la surveillance des écosystèmes, en analysant les données satellitaires pour détecter les changements dans les forêts, les océans et les habitats naturels.

L'IA peut également aider à prévoir les événements climatiques extrêmes tels que les tempêtes, les sécheresses et les inondations. Les modèles d'apprentissage automatique basés sur l'IA peuvent analyser de grandes quantités de données historiques pour identifier les schémas et les tendances climatiques, ce qui peut améliorer la prévision et la préparation aux catastrophes naturelles.

¹⁵ <https://www.bocasay.com/fr/>, consulté le 16 juillet 2023.

L'Institut de technologie de Karlsruhe (KIT)¹⁶ en Allemagne développe actuellement des applications sylvicoles à travers un système d'assistance intelligent destiné à la gestion durable des forêts qui contribuera à rendre la forêt plus résistante au changement climatique.

3.3. Agriculture de précision

Les outils alimentés par l'IA peuvent optimiser les pratiques agricoles, en minimisant l'utilisation de ressources telles que l'eau et les engrais tout en maximisant les rendements. Cela permet de réduire l'impact environnemental de l'agriculture et d'établir un modèle agricole plus durable. L'intelligence artificielle peut également permettre d'analyser de grandes quantités de données, telles que les données météorologiques, les données de sol, les données de culture, ainsi que les pratiques agricoles historiques, pour aider les agriculteurs à prendre des décisions éclairées. Par exemple, l'IA peut être utilisée pour prédire les besoins en eau des cultures, optimiser l'utilisation des pesticides et des engrais, recommander les meilleures pratiques de rotation des cultures, prédire les rendements des cultures, etc. Elle peut également aider à détecter les maladies des plantes et les infestations d'insectes, ce qui permet aux agriculteurs de prendre des mesures préventives à temps. L'IA peut donc jouer un rôle important dans l'optimisation des pratiques agricoles, en aidant les agriculteurs à accroître leur productivité, à réduire les coûts et à minimiser l'impact environnemental de leurs activités.

3.4. IA et gestion des ressources naturelles

L'intelligence artificielle (IA) a un rôle croissant dans la gestion des ressources naturelles. Elle offre des outils puissants pour collecter, analyser et interpréter des données environnementales à grande échelle, permettant ainsi une meilleure gestion des ressources naturelles. Dans la gestion des forêts, l'IA peut contribuer à la surveillance des activités illégales telles que la déforestation et la coupe illégale en analysant des images satellites. De plus, dans le domaine de la conservation de la faune, l'IA est utilisée pour analyser les données recueillies par des caméras de surveillance pour suivre et protéger les espèces menacées. Cela permet aux chercheurs et aux défenseurs de mieux comprendre les schémas de déplacement des animaux et de prendre des mesures de conservation plus ciblées.

4. Communication pour une meilleure compréhension et appropriation de l'IA dans les problématiques liées au réchauffement

Les outils de l'IA, étant encore méconnus dans leur ensemble par une grande partie de la population, il est donc nécessaire de mettre en place une stratégie de communication en vue d'une meilleure compréhension et appropriation de l'IA dans les problématiques liées au réchauffement. La stratégie que nous proposons dans cette étude est essentiellement basée sur la combinaison de trois éléments de l'adoption et la diffusion de nouvelle technologie de Rogers (op cit).

Il s'agit de mettre l'accent dans un premier temps sur les avantages des outils de l'IA que nous avons présentés plus haut afin de permettre à la population de percevoir comme étant meilleure que les pratiques déjà utilisées. Ensuite il est important que la cible puisse tester ces outils de l'IA afin de permettre d'apprendre à l'utiliser, d'avoir

¹⁶ <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2021/11/lintelligence-artificielle-peut-elle-sauver-le-climat/>, consulté le 17 juillet 2024.

plus de confiance en ces nouveaux outils et s'habituer à leur usage. A ce niveau l'implication des autorités ivoiriennes est capital à travers à la mise à disposition des populations de ces outils de l'IA ainsi que des experts en IA pour aider les populations dans leur processus d'apprentissage, d'usage et de maîtrise de ces outils.

Enfin, il faudrait que les bénéficiaires puissent constater les résultats et bénéfices de manière claire de l'usage de ces nouveaux outils. Car comme le soutient Rogers (ibid.), plus les résultats de l'adoption de l'innovation seront clairs et plus les individus l'adopteront facilement.

Pour la réussite de cette politique la collaboration entre les experts en IA, les climatologues, les décideurs politiques ivoiriens et les autres parties prenantes est absolument essentielle pour garantir l'intégration efficace des technologies d'IA dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

5. Discussion

L'intelligence artificielle (IA) fait référence à la technologie qui génère l'intelligence humaine à l'aide de programmes informatiques ordinaires. Au dire de McCarthy (1955), « c'est la science et l'ingénierie pour la fabrication de machines intelligentes ». Et Braunschweig Bertrant (2019) d'ajouter que c'est « un programme visant à effectuer, au moins aussi bien que des humains, des tâches nécessitant un certain niveau d'intelligence. Cependant les performances de cette technologie restent encore peu connues du grand public. Ainsi, Comme le souligne Capgemini Research Institute¹⁷, leader mondial du conseil de la transformation numérique, avant de commencer à déployer des cas d'utilisation de l'IA, les organisations doivent évaluer soigneusement l'impact environnemental, sensibiliser davantage et élaborer des solutions d'IA avec des principes fondamentaux d'éco-conception, afin de s'assurer que les bénéfices de leurs déploiements d'IA l'emportent sur le « coût » de leurs émissions de gaz à effet de serre. Aux dires cet institut, l'usage des outils de l'IA nécessite une connaissance approfondie car en tant qu'innovation technologique, son acceptation et son usage peuvent constituer un frein pour ceux à qui elle est destinée. En effet, les résultats de notre enquête témoignent de ce que la majorité des enquêtés n'ont aucune connaissance de l'IA et encore moins son usage dans la lutte contre les effets du réchauffement climatique. Dans cette optique, comme nous l'avons souligné dans notre stratégie de communication il faudrait que des experts dans le domaine de l'IA apportent leur assistance aux populations dans le processus d'apprentissage, d'usage et de maîtrise de ces outils.

En outre, Dubois et Bolillier-Chaumon, (2009, p 2), soutiennent que l'innovation doit posséder une adéquation suffisante avec l'utilisateur. Pour ces auteurs cette adéquation pose la question de la compatibilité de l'innovation avec les pratiques, les ressources, les objectifs des usagers-utilisateurs potentiels et de leur situation. Cependant, ajoutent-ils, la notion d'utilisabilité n'est pas suffisante pour prédire l'acceptabilité car le système doit répondre aux besoins et attentes des utilisateurs. En effet pour être acceptable l'innovation doit également avoir une utilité répondant aux exigences des utilisateurs en termes de fonctionnalités attendues, mais aussi de métiers, etc. Elle correspond à la satisfaction de besoins fonctionnels et opérationnels. Ainsi, pour que la population accepte d'utiliser les outils de l'IA il est primordial qu'ils soient en phase avec leurs activités et également avec les différents objectifs du développement durable au niveau économie, social et l'environnemental.

¹⁷ <https://www.capgemini.com/fr-fr/perspectives/publications/climate-ai/>, consulté le 07 juin.

Conclusion

Ce travail avait pour objectif de mettre en évidence l'apport de la communication dans la compréhension et l'appropriation de l'IA dans les problématiques liées au réchauffement climatique en Côte d'Ivoire.

Les résultats des différentes investigations ont révélé que le gouvernement a mis en place plusieurs programmes à travers le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable en vue de lutter contre les effets du changement climatique. Les enquêtes sur terrain ont montré que la majorité des enquêtés a une connaissance vague sur les causes et les effets du changement climatique et les moyens de lutte contre ce phénomène. Quant à l'IA les résultats ont démontré que ni le gouvernement ivoirien et encore moins la population n'ont de véritables connaissances sur l'IA et son apport dans les problématiques liées à la lutte contre les effets du changement climatique. C'est dans cette optique nous avons proposé une stratégie de communication en vue d'une meilleure compréhension et appropriation de l'IA dans les problématiques liées au réchauffement. La stratégie que nous proposons dans cette étude est essentiellement basée sur la combinaison de trois éléments de l'adoption et la diffusion de nouvelle technologie de Rogers. Il s'agit d'abord de démontrer les avantages liés à l'utilisation des outils de l'IA et ensuite donner l'opportunité à la population de tester ces outils afin de constater les résultats et bénéfices de manière claire de l'usage de ces nouveaux outils.

Cette démarche a permis de montrer que, fournissant des outils avancés d'analyse des données, de prévision et d'optimisation, l'IA permet de prendre des mesures éclairées pour atténuer les effets du changement climatique. Elle offre d'immenses possibilités d'aménager positivement le monde si l'on utilise ses incroyables performances en faveur du bien social, économique et écologique, contribuant ainsi à atteindre certains Objectifs de développement durable. Il est donc important de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes du changement climatique à l'utilisation de l'IA comme levier pour le développement durable

Cependant, il faut noter que l'IA à elle seule ne peut pas résoudre la crise climatique. Elle doit être utilisée en combinaison avec d'autres approches telles que les politiques gouvernementales, et également de veiller à ce que l'IA soit utilisée de manière éthique et responsable, en tenant compte des aspects sociaux, économiques et environnementaux dans toutes les décisions prises.

Références Bibliographiques

Budelacci O., 2021, L'intelligence artificielle peut-elle sauver le climat ?, plateforme de politique économique, Disponible sur <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2021/11/lintelligence-artificielle-peut-elle-sauver-le-climat/>, consulté le 11 juillet 2023

Capgemini research institute, 2022, L'IA pour lutter contre le changement climatique, Réduire ses émissions de gaz à effet de serre et améliorer son efficacité énergétique grâce à l'IA <https://www.capgemini.com/ca-fr/wp-content/uploads/sites/6/2022/04/Rapport-IA-ChangementClimatique-FR.pdf>, consulté le 07 juin.

Deming P. Dunham R., 2010, The innovator's way: essential practices for successful innovation, Cambridge, Mass : MIT Press.

Dubois M., Bobillier-Chaumon M-E., 2009, L'acceptabilité des technologies : bilan et nouvelles perspectives, in Le travail humain, vol 72, p 305-310.

Gates B., 2021, *climat : comment éviter un désastre. Les solutions actuelles, les innovations nécessaires*, Flammarion, Paris.

Groupe de la Banque Mondiale, 2018, La Côte d'Ivoire face au changement climatique l'importance d'agir et les opportunités à saisir banque mondiale, rapport, disponible sur <https://www.wathi.org/la-cote-divoire-face-au-changement-climatique-limportance-dagir-et-les-opportunités-a-saisir-banque-mondiale/>, consulté le 12 juillet 2023

GIEC, 2021, groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat *Climate change 2021 : The physical science base*. Contribution du groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Organisation des Nations unies, 2023, L'intelligence artificielle, une alliée pour le climat, climat et environnement, Disponible sur <https://news.un.org/fr/story/2023/11/114033> , consulté le 12 décembre 2023.

Rogers E., 1995, *Diffusion of innovation*, Free Press, New York, 4th edition

Silwé K., Koné J., 2022, changements climatiques appellent à l'action en Côte d'Ivoire, Dépêche n°5 30 afrobaromètre.

Thalès group, 2023, comment l'intelligence artificielle peut-elle contribuer à bâtir un avenir plus respectueux de l'environnement ?, disponible sur <https://www.thalesgroup.com/fr/monde/groupe/magazine/comment-lintelligence-artificielle-peut-elle-contribuer-batir-avenir-plus>, consulté le 11 juin 2023.

Touré I., Koné J., Silwé, 2018, Malgré la menace sur le cacao et le reboisement, seulement la moitié des ivoiriens ont conscience du changement climatique, Dépêche Afrobaromètre n°221.

-Voahirana Rakotoson, 2023, L'intelligence artificielle, un outil pour la lutte contre le dérèglement climatique, Disponible sur <https://www.usinenouvelle.com/article/l-intelligence-artificielle-un-outil-pour-la-lutte-contre-le-dereglement-climatique>, consulté le 16 juillet 2023.

Yéo A., Kapholo S., Silwé, 2021, en Côte d'Ivoire, les changements climatiques sont moyennement connus mais beaucoup ressentis, dépêche Afrobaromètre n°419.

LES RESEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES COMME RELAIS DES DISCOURS OFFICIELS DE L'ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE DANS LA LUTTE CONTRE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

NIAMKEY Aka
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
niakayo2@yahoo.fr

SORO Oumar Go N'golo Emmanuel
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
oumarsoro64@gmail.com

Résumé :

Depuis le Sommet de Rio en 1992, les États se mobilisent contre le réchauffement climatique à partir des discours officiels pour sensibiliser la population. Les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans la diffusion de ces messages. En Côte d'Ivoire, diverses plateformes en ligne permettent aux autorités de promouvoir des initiatives environnementales, touchant un large public. Cette étude vise à identifier ces canaux de diffusion d'informations sur le changement climatique en Côte d'Ivoire et à démontrer comment ils soutiennent l'action gouvernementale. L'étude se fonde sur les théories des usages des TIC (Breton et Proulx, 2002) ainsi qu'une méthodologie combinant des approches quantitative et qualitative. Son objectif est de comprendre comment les discours des autorités ivoiriennes sur la lutte contre le réchauffement climatique sont diffusés. Les résultats préliminaires appellent les autorités, les institutions environnementales et la société à utiliser les réseaux sociaux de manière responsable, avec des stratégies de communication claires pour encourager la mobilisation et l'engagement contre le réchauffement climatique.

Mots clés : Côte d'Ivoire - discours officiel – réchauffement climatique – Réseaux sociaux numériques

Abstract

Since the Rio Summit in 1992, governments have been mobilizing against global warming, using official speeches to raise public awareness. Social networks play a major role in spreading these messages. In Côte d'Ivoire, various online platforms enable the authorities to promote environmental initiatives, reaching a wide audience. This study aims to identify these channels for disseminating information on climate change in Côte d'Ivoire, and to demonstrate how they support government action. The study is based on ICT usage theories (Breton and Proulx, 2002) and a methodology combining quantitative and qualitative approaches. Its aim is to understand how the Ivorian authorities' messages on the fight against global warming is disseminated. Preliminary results call on the authorities, environmental institutions and society to use social networks responsibly, with clear communication strategies to encourage mobilization and commitment against global warming.

Keywords : Côte d'Ivoire - official message - global warming - digital social networks

Introduction

La conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en 1992, à Rio, a révélé, à travers le rapport du Groupe Intergouvernementale d'Expert sur l'évolution du climat (GIEC), les conséquences graves du changement climatique dans

le monde. Afin de lutter efficacement contre ce phénomène, trois objectifs majeurs ont été assignés à tous les Etats :

« Rassembler et partager des informations relatives aux gaz à effet de serre ; lancer des stratégies nationales pour faire face aux émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux impacts prévus, y compris la mise à disposition de soutien financier et technologique aux pays en développement ; coopérer pour se préparer à l'adaptation aux impacts des changements climatiques ». (GIEC, 1992)

Pays signataire de cette convention, la Côte d'Ivoire s'est résolument engagée à sensibiliser, autant que faire ce peu, sa population à travers des discours officiels. Ainsi, si les sites internet se présentent comme des canaux officiels de l'Etat pour la diffusion des messages, les réseaux sociaux en constituent les relais afin de toucher une proportion plus importante de la population.

La question principale de notre étude : comment les réseaux sociaux numériques peuvent-ils efficacement relayer les discours officiels dans la lutte contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire ?

Trois questions subsidiaires s'imposent : dans quelle mesure les réseaux sociaux numériques sont-ils utilisés en Côte d'Ivoire pour diffuser les discours officiels sur le réchauffement climatique ? Quel impact les réseaux sociaux numériques ont-ils sur la sensibilisation de la population ivoirienne aux enjeux du réchauffement climatique ? Quelles stratégies de communication sont adoptées par l'Etat de Côte d'Ivoire et les organisations environnementales sur les réseaux sociaux numériques pour mobiliser la population ivoirienne dans la lutte contre le réchauffement climatique ?

Trois hypothèses gouvernent notre démarche. La première hypothèse suppose que grâce à leur accessibilité, leur large portée et leur aptitude à diffuser rapidement des informations, les réseaux sociaux numériques se présentent comme des canaux efficaces pour relayer les discours officiels de l'Etat ivoirien dans la lutte contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. La deuxième hypothèse soutient qu'il est possible que l'utilisation des réseaux sociaux pour diffuser des discours officiels sur le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire varie, certains réseaux étant potentiellement plus prédominants que d'autres en fonction de la démographie des utilisateurs et des habitudes de communication. La troisième hypothèse constate l'impact significatif des réseaux sociaux sur la sensibilisation des internautes, ce qui pourrait contribuer à une prise de conscience progressive des populations vis-à-vis des enjeux du réchauffement climatique.

Les objectifs de cette étude sont d'illustrer comment les réseaux sociaux peuvent efficacement relayer les discours officiels contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire, d'identifier les canaux de diffusion les plus performants sur les plateformes sociales, d'évaluer l'impact de ces réseaux sur la sensibilisation de la population, et de déterminer les meilleures pratiques de communication pour cette lutte environnementale.

1. Positionnement théorique

Trois théories ont été convoquées pour expliquer le rôle des réseaux sociaux dans les relais des discours officiels de l'Etat de Côte d'Ivoire dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La théorie des usages et des gratifications impose deux hypothèses principales sur les utilisateurs des médias. Premièrement, les utilisateurs de médias sont "actifs" dans le choix des médias qu'ils consomment et utilisent. De ce point de vue, les gens n'utilisent

pas passivement les médias, mais choisissent activement les médias à utiliser en fonction de leurs propres motivations. Deuxièmement, les gens comprennent les raisons qui les ont poussés à choisir différents médias et font leurs choix en fonction de leur « motivation personnelle » perçue pour les aider à répondre à leurs besoins spécifiques (Elihu Katz, Paul Lazarsfeld, 2008). Sur la base de deux hypothèses de principe, la théorie des usages et des gratifications en tire cinq hypothèses supplémentaires :

- L'utilisation des médias est orientée vers un objectif, les gens ont la motivation d'utiliser les médias.
- La "sélection des médias" est basée sur la satisfaction de besoins et d'attentes spécifiques.
- L'influence des médias sur le comportement est indirectement causée par des facteurs sociaux et psychologiques. Ainsi, la personnalité et le contexte social peuvent influencer les choix médiatiques que l'on fait et l'interprétation des messages médiatiques.
- Un média est en concurrence avec d'autres formes de médias pour attirer l'attention des individus. Par exemple, une personne peut choisir d'avoir une conversation en face à face sur un problème ou de regarder un documentaire sur le problème.
- Les gens contrôlent généralement les médias et ne sont donc pas passivement influencés par les médias.

La théorie de la mobilisation sociale : Cette théorie repose sur trois aspects, à savoir la projection des ressources nécessaires, le marketing des actions planifiées et le développement des partenariats avec les nouveaux fournisseurs de ressources. La théorie de la mobilisation mise en branle dans les années 1970 par John D. McCarthy et Mayer N. Zald permet de comprendre comment les réseaux sociaux peuvent être utilisés pour encourager et mobiliser activement la participation du public dans la protection de l'environnement. Les discours officiels relayés sur les réseaux sociaux peuvent inspirer et mobiliser un large public à contribuer à des efforts de lutte contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne la théorie de la communication engageante, elle stipule que l'on peut influencer autrui dans ses convictions, ses choix, ses actes sans avoir à recourir à l'autorité ni même à la persuasion (Girandola ; 2008). Kiesler (1971), auteur du premier ouvrage sur la psychologie de l'engagement, définit ce processus à travers la notion de « lien entre un individu et ses actes » et avance l'hypothèse que le sujet n'est engagé par ses seules idées ou sentiments, mais d'abord par ses actes qui sont susceptibles de consolider ou d'affaiblir ses opinions, ses attitudes, et ses croyances. En effet, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, l'Etat de Côte d'Ivoire, à travers ses discours officiels sur les réseaux sociaux, devrait amener la population à prendre des engagements fermes. Ces discours, élaborés dans le cadre d'une campagne de sensibilisation pourraient avoir un effet déclencheur dans les attitudes et comportements des populations. Pour Joule et Beauvois (2002), un acte devient un engagement lorsque certaines conditions fondamentales sont réunies : un état de liberté perçue, une réalisation publique et un caractère univoque ou non ambigu, irrévocable, définitif et répétitif de l'acte.

2. Cadre méthodologique

Nous avons utilisé, pour la présente étude, l'approche mixte en mobilisant deux techniques de recueil d'information ; la recherche documentaire à travers les réseaux sociaux et l'entretien semi-dirigé.

La recherche documentaire nous a permis de trouver sur la toile, les réseaux sociaux utilisés par le Ministère de l'environnement et du développement durable, département ministériel chargé de la sensibilisation contre le réchauffement climatique. Au niveau de l'entretien, nous sommes intéressés aux internautes, travailleurs et étudiants âgés de 18 à 55 ans, hommes et femmes. Nous avons choisi, à ce niveau, l'échantillonnage aléatoire stratifié ; 20 fonctionnaires, 20 travailleurs dans des entreprises privées et 20 étudiants. Dans chaque strate nous avons 5 femmes.

Trois éléments clés ont fondé le choix de notre échantillon ; savoir lire, être internaute et connaître le Ministère de l'environnement et du développement durable.

Les questions suivantes ont permis de recueillir des informations sur les réseaux sociaux utilisés par le Ministère de l'environnement et du développement durable :

- Que savez-vous du réchauffement climatique ?
- Connaissez-vous quelques activités du Ministère de l'environnement ?
- Si oui, par quel moyen avez-vous eu l'information ? (Réseaux sociaux, organe de presse, télévision, radio, site internet)
- S'agit-il d'un discours officiel du Ministère ou d'un événement ponctuel ?
- Visitez-vous les réseaux sociaux du Ministère ?

3. Présentation et analyse des résultats

3.1. Présentation des résultats

Les résultats de notre étude sont représentés dans des tableaux. Il s'agit « aller au-delà de la description pour une compréhension plus approfondie, plus interprétative du phénomène » (M. Corbière et N. Larrivière ; 2024, p.5).

Tableau 1. Réseaux sociaux du Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique

Réseaux sociaux	Nombre d'abonnés	Date de création	Période de recueil des données
X (Twitter)	1485	Août 2018	Du 2 mai 2023 au 2 novembre 2023
Facebook	11.000	31 juillet 2018	

Source : Notre enquête (2023)

Ce tableau résume les données sur les réseaux sociaux du Ministère de l'Environnement, indiquant le nombre d'abonnés, la date de création de chaque compte et la période durant laquelle les données ont été collectées.

Tableau 2 : Corpus de discours officiels du Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique diffusés sur Facebook et X (Twitter)

Thématiques abordées	Nombre de discours	Likes	Partages	Commentaires
Changement climatique (Lancement du programme National changement climatique –PNCC)	5	40	1	4
Protection de la couche d'ozone,	1	1	1	0

Lutte contre l'orpaillage clandestin	1			
Participation aux conférences internationales (COP), engagement parlementaire,	5	50	18	2
Lutte contre la désertification et les feux de brousse	1	18	3	2
Total	13	109	13	8

Source : Notre enquête (2023)

Ce tableau nous permet de voir le nombre de discours officiels sur les pages Facebook et Twitter du Ministère, les thématiques abordés, le nombre de LIKE, les commentaires mais surtout les partages. Ces éléments sont des indicateurs permettant le manque d'intérêt des internautes en ce qui concerne les activités du Ministère et surtout des discours officiels sur le réchauffement climatique.

Au niveau de l'enquête, nos questions ont permis de recueillir les variables suivantes :

Tableau 3 : Que savez-vous du réchauffement climatique ?

LES REpondants	CHANGEMENT DE CLIMAT	DISPARITION DE LA FORET	EROSION DU SOL
Fonctionnaires	10	5	5
Travailleurs du privé	8	4	8
Etudiants	12	6	2
TOTAL	30	15	15

Cette variable révèle ce que représente le changement climatique pour chacun des répondants. On constate que chaque réponse représente une des conséquences du changement climatique. On peut aisément dire que les répondants savent ce que sait que le réchauffement climatique.

Tableau 4 : Connaissez-vous quelques activités du Ministère de l'environnement et du développement durable ?

LES REpondants	OUI	NON	TOTAL
Fonctionnaires	20	0	20
Travailleurs du privé	18	2	20
Etudiants	20	0	20

Les réponses sont une preuve que les répondants ont une connaissance avérée des activités initiées par le Ministère.

Tableau 5 : Si oui, par quel moyen avez-vous eu l'information ? (Réseaux sociaux, organe de presse, télévision, radio, site internet)

LES REpondants	Réseaux sociaux	Presse écrite	Télévision	Radio	Site internet	TOTAL
Fonctionnaires	1	8	6	4	1	20
Travailleurs du privé	1	15	2	2	0	20
Etudiants	5	1	9	4	1	20
TOTAL	7	24	17	10	2	60

Les réponses recueillies précisent les moyens par lesquels notre échantillon s'informe sur les activités du Ministère. On remarque que les internautes ont des informations sur les activités du Ministère à partir des moyens autres que les réseaux sociaux.

Tableau 6 : S'agit-il d'un discours officiel sur le réchauffement climatique ou d'une activité ponctuelle du Ministère ?

LES REpondants	Discours officiels	activité ponctuelle (Les cérémonies organisées par le Ministère)
Fonctionnaires	6	14
Travailleurs du privé	3	17
Etudiants	3	17
TOTAL	12	48

Les réponses précisent que les discours officiels ne sont pas suffisamment relayés. Les informations concernent les cérémonies organisées par le Ministère, autres que les discours officiels.

Tableau 7 : Visitez-vous les réseaux sociaux du Ministère ?

LES REpondants	OUI	NON	%	TOTAL
Fonctionnaires	0	20	100	20
Travailleurs du privé	0	20	100	20
Etudiants	02	18	100	20

Les réponses à cette question révèlent le peu d'engagement suscité par les pages du Ministère

3. Analyse des résultats

La première variable montre que le compte Twitter du Ministère créé depuis 2018 n'a que 1485 abonnés. Cela dénote d'une absence criarde de stratégie afin de faire connaître non seulement le compte twitter, mais également et surtout les discours officiels relatifs au réchauffement climatique. C'est également le même constat avec le compte Facebook. Ce compte a été la même année que le compte Twitter et il n'a que 11 000 abonnés.

La deuxième variable présente avec éloquence, des chiffres qui attestent que les internautes ne s'intéressent pas à tout ce qui concerne le Ministère de l'environnement et du développement durable. Ils ne sont pas motivés par les sujets traités. Les 13 discours officiels identifiés se répartissent 109 Likes, 13 partages et commentaires. Ce constat justifie le nombre d'abonnés depuis 5 ans.

La troisième variable (Tableau 3) nous permet de savoir que tous les contribuables savent plus ou moins ce que c'est que le réchauffement climatique. Ils en connaissent les conséquences de façon diverse.

La quatrième variable est significative de la connaissance que les répondants ont des activités du Ministère. Sur un effectif de 60 répondants 58 ont une connaissance avérée de ce que fait le gouvernement à travers son ministère chargé de l'environnement.

Cependant, la cinquième variable révèle que les informations que les répondants ont émanent des canaux comme la télévision et la presse écrite au détriment des réseaux sociaux. En effet, seules 7 personnes ont été informées par les comptes Facebook et Twitter du Ministère, pendant que 51 répondants l'ont été par la télévision, la presse écrite et la radio.

La variable six précise que les informations sont relatives aux activités du Ministère (48 répondants sur 60) et non aux discours officiels sur la question du réchauffement climatiques et surtout sur la sensibilisation contre ce phénomène.

La variable sept montre que les internautes ont certes des informations sur les réseaux sociaux mais pas sur les comptes du Ministère. Ils ne fréquentent pas du tout les compte de ce département ministériel. Sur les 60 répondants, seules 02 personnes ont visité les comptes du Ministère.

4. L'efficacité des réseaux sociaux numériques dans la lutte contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire

Il est essentiel de mesurer l'impact des efforts de sensibilisation sur les réseaux sociaux pour déterminer ce qui fonctionne le mieux et ce qui peut être amélioré. Notamment, l'utilisation des outils d'analyse des réseaux sociaux pour suivre les statistiques des publications, telles que le nombre de vues, de *Likes*, de partages, de commentaires et d'engagements. Ensuite évaluer la croissance de l'audience et l'augmentation de la visibilité des campagnes au fil du temps tout en tenant compte des retours d'expérience de la population ivoirienne en écoutant les commentaires et les suggestions.

En outre, pour garantir une utilisation efficace des réseaux sociaux dans la sensibilisation au changement climatique, il est important d'investir dans la formation et l'éducation. Organiser des ateliers de formation pour les membres de l'équipe de communication gouvernementale et pour ceux qui gèrent les comptes officiels, tout en collaborant avec des experts en communication numérique pour développer des compétences spécifiques liées aux réseaux sociaux. En outre, rester au courant des dernières tendances des médias sociaux et des meilleures pratiques en suivant des webinaires, en lisant des articles et en participant à des formations en ligne.

L'utilisation des réseaux sociaux pour sensibiliser contre les effets du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire, il faut promouvoir un dialogue inclusif. D'abord, engager un large éventail de parties prenantes, y compris les jeunes, les femmes, les communautés locales et les groupes sous-représentés, dans la discussion sur le climat. Ensuite, organiser des consultations en ligne et des forums de discussion pour recueillir les opinions et les idées de différents segments de la population. Écouter activement les préoccupations et les perspectives de ces groupes, en montrant que leurs voix sont valorisées. Organiser des consultations en ligne et des forums de discussion pour recueillir les opinions et les idées de différents segments de la population. Écouter activement les préoccupations et les perspectives de ces groupes, en montrant que leurs voix sont valorisées. Par ailleurs, utiliser les réseaux sociaux facilite la participation citoyenne, par exemple en sollicitant des commentaires sur des projets environnementaux ou en lançant des concours d'idées.

En ce qui concerne les discours officiels, il est important d'en faire un large écho. Chacun de ces messages pourrait bénéficier d'une certaine spécificité en terme de communication.

A l'issue de cette analyse, les réseaux sociaux numériques sont utilisés pour maximiser la portée des discours officiels en ciblant un large public. A ce propos Clay SHIRKY (2008) abonde dans le même sens, il discute de la manière dont les médias sociaux et la technologie facilitent la mobilisation de grandes foules pour des causes politiques et sociales. Dans ce contexte, il explore comment les réseaux sociaux numériques peuvent amplifier les discours officiels et mobiliser un large public.

En plus, les réseaux sociaux numériques contribuent à sensibiliser la population ivoirienne aux enjeux de la sécurité et de la protection de l'environnement en encourageant la participation citoyenne dans la lutte contre les problèmes environnementaux.

5. Discussion des résultats

Il ressort de cette étude que le Ministère de l'environnement et du développement durable ne crée pas les conditions d'une appropriation de ses discours officiels sur les réseaux sociaux, encore moins de sa stratégie. En effet, « les médias sociaux représentent un important outil de communication, de partage, de collaboration et d'accès à la culture en ligne » (Tracy L. et M. Solomon ; 2019, p.4).

Cette approche est démentie par le constat que nous faisons du nombre d'abonnés sur les pages des réseaux sociaux du Ministère de l'environnement et du développement durable. Selon l'Institut National de la Statistique (INS, 2021), la Côte d'Ivoire a une population de 29 000 000 d'habitants, et la page officielle du MEDD sur Facebook ne compte que 11.000 abonnés et la page Twitter, 1485 abonnés. Cette situation dénote d'un déficit de communication de la part du MEDD, sinon d'une rupture totale entre la population et l'Etat ivoirien en ce qui concerne sa politique de sensibilisation sur le réchauffement climatique. Les discours sur ses différentes pages ne sont visibles que par une poignée d'individus. Dès lors, on se demande bien comment les discours sur le réchauffement climatique, au nombre de 13, pourraient avoir un impact sur le comportement de la population. A ce niveau, nos enquêtés le démontrent fort bien. Les informations qu'ils ont ne proviennent pas des réseaux sociaux du MEDD, mais d'autres moyens de communication. Cependant, utilisés à bon escient avec une bonne stratégie marketing,

« Facebook offre des fonctionnalités qui vont bien au-delà de la simple mise en relation. Ses services Facebook live et Marketplace et ses campagnes publicitaires lui permettent de tenir la dragée haute aux sites de vente en ligne ». (Tracy L. et M. Solomon ; 2019, p.4).

Cette situation est appréciée, au-delà du nombre d'abonnés, par le nombre de *Likes* et le nombre de partages.

Ici, nos répondants affirment ne point visiter les réseaux sociaux du MEDD. On peut affirmer sans risque de se tromper, que rien ne les attire sur ces canaux de communication du ministère. En effet, pour qu'un internaute devienne actif sur un réseau social, il doit identifier sur ce réseau un objet de motivation. Cet objet se construit à travers une stratégie de communication.

Robert J. Brulle (2018) examine le rôle de la communication dans le contexte du changement climatique et analyse comment elle peut influencer les humains. Il met en évidence l'importance de la communication pour façonner les attitudes et les comportements liés à l'environnement. Car, si les attitudes et actions des internautes vis-

à-vis d'un objet sont déterminées par leurs connaissances de cet objet, les échanges d'informations et d'expériences relatifs à cet objet, la communication qu'ils engagent oriente leur position.

En outre, les réseaux sociaux permettent un engagement actif. Les utilisateurs peuvent commenter, poser des questions et participer à des discussions, ce qui favorise un dialogue interactif. Selon Tracy et al (2017)

« La plateforme de services Facebook, qui permet d'interagir en simultané ou en différé, de partager du contenu, des images, des vidéos, de la musique, des jeux, des applications, des groupes, etc, compte aujourd'hui plus de 2 milliards d'utilisateurs actifs de par le monde. »

Selon le site Digital discovery (2023), on dénombre près de 12,94 millions d'internautes en Côte d'Ivoire.

A ce niveau, le MEDD pourrait organiser des 'chats' en direct sur Twitter et Facebook avec des experts en climatologie pour répondre aux questions du public sur le changement climatique. Cela pourrait susciter une forte participation et encourager un dialogue franc afin d'amener les populations à reconsidérer leur comportement.

L'utilisation des réseaux sociaux numériques dans la sensibilisation et la mobilisation autour du réchauffement climatique présente à la fois des avantages et des limites. Susanna PRIEST (2011), dans son ouvrage examine les défis et les opportunités de la communication sur le changement climatique. Il met en avant l'importance de développer des approches de communication adaptées pour mobiliser le public et encourager l'action en faveur de l'environnement.

En tout état de cause, les discours officiels sur le réchauffement climatique doivent se présenter comme des produits à consommer par les internautes sur les réseaux sociaux. De ce fait, pour une bonne appréciation du contenu des discours, un plan marketing des médias sociaux s'impose. Il s'agit, en la matière, d'amener les populations à revoir leur comportement vis-à-vis des conséquences du réchauffement climatique.

Alain Bourque (2020) affirme à ce propos :

« Le monde connaît un bouleversement climatique dû essentiellement aux activités humaines. Ce bouleversement a pour conséquences majeures, le réchauffement climatique, l'élévation du niveau de la mer, l'inondation, le dérèglement du climat, la disparition de plus de 20 à 30 % des espèces animales et végétales et la modification des écosystèmes. Ces effets résultent de la production d'énergie à partir de charbon ou de pétrole, de l'industrie et du transport qui provoquent les émissions à effets de serre, de dioxyde de carbone et la pollution de la nature. On constate aujourd'hui que les pays occidentaux produisent énormément de déchets qui sont par la suite déversés, sans traitement dans les cours d'eau, polluant ainsi les ressources animales et végétales ».

Le plan marketing doit cibler une audience spécifique en mettant en exergue des caractéristiques pertinentes et constructives. Ainsi, au-delà d'un discours global, il est indispensable de définir le profil de chaque audience cible sur les médias sociaux en fonction des critères géo démographiques, psychographiques, démographiques afin d'orienter le message dans le but de toucher chaque segment de la société. Il faut ajouter à cela, des critères tels que, les activités auxquelles les cibles participent sur les réseaux sociaux, le degré de leur implication, les communautés sur lesquels ils sont actifs, les réseaux sociaux qu'ils utilisent et leur comportement en ligne. Les planificateurs stratégiques de ces discours sur les RSN ont besoin de comprendre les spécificités des interactions dans le cyberspace. Qui est la cible principale ? Comment en décrire les

principaux segments ? Vers qui sont dirigées les conversations ? A quelles communautés sur les réseaux sociaux les cibles appartiennent-elles ? De quelle manière utilisent-elles les médias sociaux ? De ce point de vue, il s'agit pour les planificateurs de rassembler des informations sur les activités en ligne de leur audience afin d'élaborer des messages adéquats.

Par ailleurs, les réseaux sociaux sont vulnérables à la désinformation et à la propagation de fausses informations, ce qui peut semer la confusion et entraver la sensibilisation contre le réchauffement climatique. En outre, dans le cadre de "Filtre de bulle", les algorithmes de recommandation peuvent enfermer les utilisateurs dans une "bulle" d'opinions similaires, limitant ainsi leur exposition à des perspectives différentes sur le changement climatique.

En outre, sur les médias sociaux, la durée d'attention est souvent courte, ce qui signifie que les messages doivent être concis et accrocheurs pour capter l'attention. Il faut dans ce cadre éviter des textes longs. Il est plus que nécessaire d'aller à l'essentiel. L'abondance d'informations pouvant provoquer une saturation, les messages sur le changement climatique pourraient être noyés par d'autres contenus.

Conclusion

Le Ministère de l'Environnement et du développement durable utilise certes les réseaux sociaux pour ses discours officiels sur le réchauffement climatique, mais ils ne sont perçus que par une infime partie de la population. Les comptes Facebook et Twitter sont à peine visités par des internautes. Le nombre d'abonnés dénote d'un manque criard de stratégie pour inviter les ivoiriens à la recherche d'informations sur l'environnement de façon générale et sur le réchauffement climatique de façon particulière. A ce niveau, il est clair que la sensibilisation sur la lutte contre ce phénomène ne peut avoir le résultat escompté. C'est pourquoi, ce département ministériel gagnerait à revoir sa stratégie de communication sur ses comptes Facebook et Twitter. Car, il s'agit de changer les comportements de la population afin de réduire les effets du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire.

Références Bibliographiques

Clay SHIRKY, (2008), *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations*, New York, Penguin Press,

Corbière Marc et Larivière Nadine, (2014), *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes. Dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Digital discovery, (2023), *Les chiffres clés des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire*, Anidjan, Digital Côte d'Ivoire.

Elihu KATZ et Paul L. LAZARFELD (1955/2008), *Influence personnelle. Ce que les gens font des médias*, Paris, Armand Colin/Institut national de l'audiovisuel.

Groupe Intergouvernementale d'Expert sur l'évolution du climat (GIEC), (1992), *Rapport de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio, NATION UNIES.

Institut National de la Statistique (INS), (2021), *Rapport sur le RGPH de la Côte d'Ivoire*, Abidjan, INS.

Max BOYKOFF, (2019), *Communications créatives (climatiques) : voies productives pour la science, la politique et la société* New York, Cambridge University Press.

McCombs M. and Shaw, D. (1972). The Agenda-Setting Function of Mass Media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), p.176.

Philippe BRETON et PROULX Serge, (2002), *L'Explosion de la communication à l'aube du XXIe siècle*. Paris : La Découverte. Montréal : Boréal.

Robert J. BRULLE, (2018), *Changement climatique, agence humaine et rôle de la communication*, New York, Oxford Research Encyclopedia of Communication

Susanna PRIEST, (2011), *Communiquer sur le changement climatique : la voie à suivre*, New York, Taylor & Francis.

Susanne C. MOSER, (2016), *Communiquer le changement climatique : histoire, défis, processus et orientations futures*, New York, Routledge.

Tracy L. TUTEN et *al*, (2017), *Marketing des médias sociaux*, Montreuil, nouveaux horizons.

REPRÉSENTATIONS SOCIALES DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET DISCOURS MÉDIATIQUE

N'CHO Ignace Yéby

Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (Abidjan-Côte d'Ivoire))

nchoignas@yahoo.fr

Résumé :

Il y a plus d'une trentaine d'année que le réchauffement climatique est abordé dans l'actualité mondiale et ivoirienne. Il constitue une menace qui pèse sur l'ensemble des populations. Par conséquent, les discours des médias sont un objet d'analyse utilisé pour comprendre la pensée sociale des publics sur les thèmes récurrents dans les événements d'actualité. Cependant, ces discours sur cette thématique demeurent peu étudiés par les scientifiques, et peu de recherches ivoiriennes sont disponibles. Nous avons opté d'appréhender ce phénomène en nous référant à l'approche structurale de la théorie des représentations sociales. Dans cette perspective, nous nous sommes intéressés à la manière dont le concept scientifique de « changement climatique » est entendu dans le sens commun, ou la pensée sociale. Notre objectif global est de repérer les contenus, structures et organisation de la représentation sociale du changement climatique. De façon subsidiaire, identifier les éléments centraux qui donnent un sens et une cohérence à cette représentation sociale. Et faire ressortir les thématiques que révèlent ces items centraux. A cet effet, une population d'élèves et étudiants a été interrogé. 200 sujets, dont 100 par catégorie ont composé notre échantillon constitué de façon intentionnelle. Un questionnaire d'évocations hiérarchisées a permis de recueillir les données. Celles-ci ont fait l'objet de traitement prototypique avec les logiciels Evoc 2005 afin de recueillir le contenu et repérer les noyaux centraux, d'une part ; et d'autre part, d'une analyse de similitude avec le logiciel Simi 2005 pour appréhender l'organisation interne de cette représentation sociale.

Les résultats s'articulent autour des activités humaines comme facteurs ayant engendré le réchauffement climatique.

Mots clés : Ecosystème, biodiversité, discours médiatiques, réchauffement climatique, représentations sociales.

Abstract :

Global warming has been discussed in global and Ivorian news for more than thirty years. It constitutes a threat that weighs on all populations. Therefore, media discourses are an object of analysis used to understand the social thinking of audiences on recurring themes in current events. However, these discourses on this theme remain little studied by scientists, and little Ivorian research is available. We have opted to understand this phenomenon by referring to the structural approach of the theory of social representations. From this perspective, we were interested in how the scientific concept of "climate change" is understood in common sense, or social thought. Our overall objective is to identify the contents, structures and organization of the social representation of climate change. Alternatively, identify the central elements that give meaning and coherence to this social representation. And bring out the themes revealed by these central items. To this end, a scientifically informed population, in this case pupils and students, was interviewed. 200 subjects, including 100 per category, made up our intentionally constituted sample. A hierarchical evocations questionnaire was used to collect the data. These were the subject of prototypical processing with Evoc 2005 software in order to collect the content and identify the central cores, on the one hand; and on the other hand, a similarity analysis with the Simi 2005 software to understand the internal organization of this social representations.

The results allowed us to understand the central cores of these social representations. These are articulated around human activities as factors having caused this global warming.

Key words : Ecosystem, biodiversity, media discourse, global warming, social representations

Introduction

Il faut souligner le fait que les sociétés humaines perçoivent progressivement les enjeux liés à la modification de leur environnement en général. En effet, le XXI^e siècle porte les marques de blessures profondes infligées à l'environnement et à l'humanité (D. Bourg, 2018). Dès lors, l'alarme socio écologique retentit partout sur la planète. Le changement climatique se présente ainsi comme l'une des menaces les plus complexes qui pèsent sur la planète. Les problèmes qu'il a engendrés « menacent l'équilibre des écosystèmes et la capacité de support de la biosphère » (UNESCO, 2017). Partant, il est à l'origine de la multiplication d'événements climatiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations, les vagues de chaleur et de froid (Z. Nouaceur ; S. Gilles et al., 2013) de froid. De ce qui précède, les impacts du changement climatique dans tous les aspects de la vie humaine imposent une prise de conscience collective. Toutefois, la spécificité du changement climatique tient au fait que le phénomène n'est pas directement observable. Son observation n'est possible qu'à travers des modèles scientifiques relayée par les médias. A cet effet, les médias de masse jouent un rôle important dans la construction du sens commun. En ce sens, ceux-ci véhiculent l'information de l'univers scientifique à l'univers consensuel du public. Ce sont les médias qui portent à la connaissance du grand public des problèmes qui sont, en soi, peu visibles (Champagne, 1997, cité par A., Gassiat, & M. Verger, M. (2016). En effet, la presse est précieuse pour connaître la façon dont un objet est porté sur le devant de la scène médiatique, (A. Gassiat, & M. Verger, op.cit.). Elle a vocation à informer, à faire savoir, à rendre compte des faits du monde. Ainsi, les journalistes participent à la construction des représentations des objets qu'ils médiatisent. S. Moscovici (1961) a d'ailleurs montré que c'est à travers la presse que la représentation, une fois formée, se différencie, se propage et s'impose comme vraie. Plusieurs reprochent aux médias de ne pas avoir accordé une attention suffisante, ni d'avoir réalisé des efforts de conscientisation sur l'urgence de la crise climatique. Dès lors, sa couverture médiatique, jugée insuffisante et peu efficace, ne semble pas toucher suffisamment le public. La question de l'accessibilité du discours scientifique sur la problématique se pose de façon récurrente : complexité du vocabulaire et contradictions contribuent à un phénomène d'exclusion des populations. Dès lors, se manifeste un détournement d'attention. Pourtant, dans une société de plus en plus sensible aux questions environnementales et victime de leurs conséquences, ne pas aborder le sujet paraît inévitable. En fait, le changement climatique tient à la fois du global et du local, de l'individuel et du collectif. Il se place au carrefour de diverses disciplines (science, politique, philosophie, économie.). Ce qui renvoie aux processus de diffusion et d'appropriation de l'information, et s'illustre au cœur de la théorie des représentations sociales. A cet égard, cette théorie favorisant la compréhension de la pensée sociale construite à l'égard du changement climatique a donc été retenue. (J-C., Abric, 1989) la définit comme « un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances et d'informations se référant à un objet ou une situation. En somme, la représentation sociale est un savoir partagé et élaboré par plusieurs individus, qui se construit à travers les interactions sociales. Partant, selon la théorie du noyau central, toute représentation sociale est organisée par et autour d'un noyau central (J-C. Abric, 1994). Dans cette optique, l'approche structurale des représentations sociales stipule que l'étude de la représentation sociale d'un objet se

distingue par l'identification de son contenu, et le repérage de sa structure et de son organisation (C. Guimelli, 1994).

De ce qui précède, les interrogations qui suivent orientent cette étude. A quoi font allusion les populations lorsqu'on parle de changement climatique ? Quel est le contenu du vocabulaire élaboré au sujet du changement climatique ? Quels sont les items centraux qui donnent un sens et une cohérence à ce contenu ? L'objectif général vise donc à : Identifier le corpus du contenu représentationnel, et en repérer les items centraux. Il s'agit de façon spécifique de : - De repérer les informations, connaissances, croyances, attitudes et stéréotypes partagées par les membres du groupe. - De faire ressortir l'organisation des liens entre les composantes des représentations sociales du réchauffement climatique

Pour atteindre nos objectifs, ce travail s'organisera de la manière suivante : d'abord, le cadre méthodologique permettant d'exposer la procédure et le matériel de l'étude. Puis, nous exposerons les résultats obtenus afin de s'y appuyer pour la discussion. Enfin, la conclusion nous permettra d'exposer les réflexions de cette étude, ses limites et faiblesse pour proposer une ouverture pour de futures recherches.

1. Méthodologie

Cette section présente la méthodologie utilisée pour répondre à nos objectifs de recherche. Nous allons présenter la méthode pour laquelle nous avons opté.

Cette disposition exige d'abord la description de la zone d'étude, la présentation de la population sous étude, et l'échantillon retenu. Ensuite, la précision de l'instrument de recueil des données, et enfin, celle des outils choisis pour le traitement de ces données.

1.1. Zones d'étude, population et échantillon retenu

Au nombre des 13 communes du district d'Abidjan, deux ont été retenues : Bingerville et Cocody. Bingerville étant notre lieu de résidence, et la commune de Cocody celle où nous exerçons nos fonctions. Ces deux facteurs ont réduit les déplacements qui pourraient constituer des difficultés financières. En vue de soumettre nos questions à des élèves et étudiants, nous avons opté pour des élèves du lycée Jeunes Filles de Bingerville, et des étudiants de l'Université Felix Houphouët-Boigny de Cocody. Echantillon focalisé sur un mode de sélection intentionnelle (n= 200) ; dont 100 sujets par catégorie d'enquêtés.

Tableau 1 : Répartition des sujets par niveau d'étude

Elèves		Etudiants		Total
Niveau d'études	Effectifs	Niveau d'études	Effectifs	
4 ^{eme}	20	Licence 1	25	45
3 ^{eme}	20	Licence 2	25	45
2 ^{ende}	20	Licence 3	25	45
1 ^{ere}	20	Master 1	25	45
Terminale	20	Master 2	00	20
Total	100		100	200

1.2. Instrument de recueil des données

Le contenu de la représentation sociale du changement climatique a été recueilli à l'aide d'un questionnaire d'évocations hiérarchisées (P. Vergès, 1992). Le principe a consisté à demander aux participants de répondre en deux étapes : Premièrement, de donner par écrit, dans un tableau à deux colonnes, à partir du mot inducteur

“changement climatique”, au moins cinq mots, et 10 au plus, qui leur viennent à l’esprit lorsqu’on parle de changement climatique (à inscrire dans les colonnes de gauche). - Deuxièmement, de classer ces mots ou expressions selon l’importance qu’il leur accorde, en les classant du plus important au moins important (à inscrire dans les colonnes de droite). Le caractère spontané et projectif de cette technique a permis d’accéder aux éléments faisant partie de l’univers sémantique de l’objet étudié (J-C. Abric, 1994 ; C. Bonardi et N. Roussiau, 1999 ; P. Moliner et al, 2002).

1.3. Outils de traitement des données

Le traitement des données recueillies ont fait l’objet de deux types de traitement : une analyse prototypique avec le logiciel Evoc 2005 et une analyse de similitude avec Simi 2005.

1.3.1. Analyse prototypique

Avec le logiciel Evoc 2005, les données recueillies ont été soumises à une analyse prototypique. Elle se fonde sur le croisement de deux paramètres : la fréquence d’occurrence, et le rang d’importance des items. Elle permet d’obtenir une répartition de ces derniers dans un tableau à quatre cases. Nous avons dans la case du haut à gauche (le noyau central) : des éléments ayant une fréquence élevée et un rang d’importance faible, c’est à dire, cités parmi les premiers. Dans la case du haut à droite (première périphérie) : des éléments ayant une fréquence élevée et un rang d’importance élevé, c’est à dire, cités parmi les derniers. Dans la case du bas à gauche (des éléments « contrastés ») : des éléments ayant des fréquences faibles, et des rangs d’importance faibles. Dans la case du bas à droite (deuxième périphérie) : des éléments ayant des fréquences faibles, et des rangs d’importance élevés. Par la suite, ces évocations ont été regroupées par unités sémantiques, et ont donné lieu à la constitution de catégories. Ainsi, la seule analyse prototypique ne suffisant pas à mettre en évidence les aspects centraux et périphériques, nous y avons associé une analyse de similitude.

1.3.2. Analyse de similitude

Pour compléter l’analyse prototypique, une analyse catégorielle a été réalisée. Celle-ci a permis de regrouper les termes sémantiquement proches autour des notions prototypiques (C. Bonardi, et N. Roussiau, 1999) et de « synthétiser » le sens accordé à la représentation sociale (P. Moliner, et al, op. cit.). Le principe est qu’on considère que deux mots ou catégories sont proches parce qu’un nombre important de sujets les ont évoqués ensemble dans l’exercice d’association libre (J-C. Abric, J-C., 2003, op. cit.). Ces relations peuvent s’exprimer dans un graphe de similitude qui permet de dévoiler le sens de la représentation sociale. Cette technique permet de repérer l’organisation de la représentation sociale à partir de la proximité des mots, c’est-à-dire la capacité qu’ils ont d’« aller ensemble ». Celle-ci est définie par deux critères : - Le degré de voisinage (le nombre de liaisons) qui, lorsqu’il est élevé, donne des éléments étoilés (C. Flament, et L-M. Rouquette, 2003), qui possède le nombre le plus élevé d’arêtes (liens). - L’intensité des arêtes, définie par la valeur d’un indice de similitude, qui lorsqu’il se présente comme le plus élevé, est un des indices de centralité. Ces indices réunis permettent de repérer la centralité des items dans l’organisation d’une représentation sociale.

2. Résultats

La présentation des résultats obtenus des suites de nos investigations se fera comme suivent : d’une part, ceux de la population totale des enquêtés, et d’autre part, ceux des deux sous-groupe constituant l’ensemble des enquêtés.

2.1. Étude de la représentation sociale du changement climatique chez l'ensemble des enquêtés

Tableau 2 : Répartition des items en fonction de la fréquence et du rang associés au changement climatique chez l'ensemble des enquêtés

	Rang moyen < 2,6	Rang moyen >= 2,6
Fréquence >= 10	Déforestation 51(2,157) Pluies-abondantes 16 (2,063)	Avancee-ocean 10 (4,000) Chaleur-intense 21 (3,571) Déchets-toxiques 29 (3,207) déplacements-populations 17 (2,412)
Fréquence < 10	pollution-air 9(2,000)	Éboulements 9(3,111)

Source : Traitement des données issues du questionnaire d'évocation

Le tableau a quatre cases issues de l'analyse des évocations hiérarchisées nous a permis d'identifier deux items ayant des fréquences élevées et des rangs d'importance faible. Ils sont situés dans la case du haut à gauche, et se résument aux items « Déforestation » 51 (2,157) et « Pluies-abondantes » 16 (2,063). Ces deux items appartiennent au noyau central de cette représentation sociale du changement climatique chez l'ensemble de la population enquêtées. Dans cette optique, les facteurs humains sont indiqués comme source de ce changement qui présente des indicateurs comme les pluies abondantes.

L'observation du graphe de similitude au seuil 24 nous situera sur la centralité de ces items au niveau de l'organisation interne de cette représentation sociale.

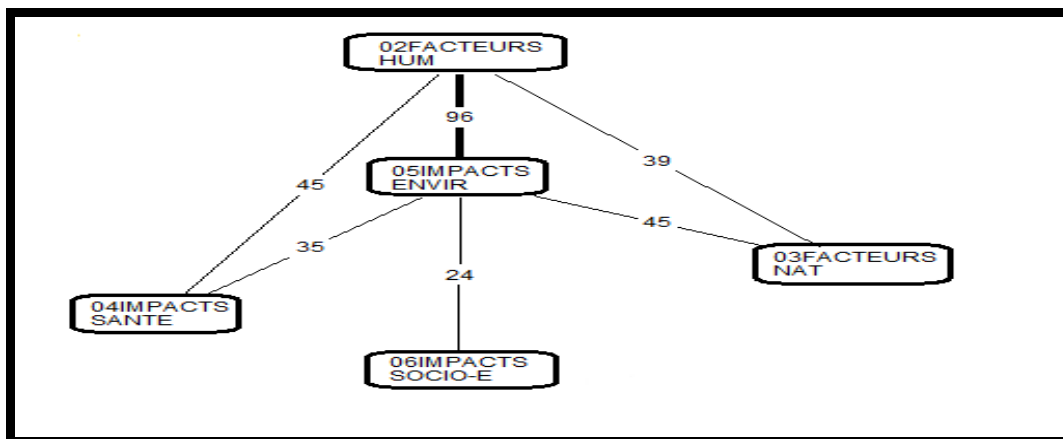


Figure 1 : Graphe de similitude au seuil 24 des items associés aux évocations chez l'ensemble des enquêtés

Le graphe de similitude de la représentation sociale de l'ensemble de la population fait apparaître à son centre l'item (05) (Impacts- environnementaux) d'une part, et l'item (02) (Facteurs-Humains) d'autre part. le lien entre ces deux items possède l'indice de liaison le plus élevé sur le graphe de similitude (.96), et le nombre de connexions les plus élevés. Ils disposent respectivement trois connexions (item (02), et l'item (05) de quatre connexions. Le degré de voisinage (le nombre de liaisons) qui, lorsqu'il est élevé, donne des éléments étoilés (C. Flament, et L-M. Rouquette,2003), qui possède le nombre le plus élevé d'arêtes (liens). - L'intensité des arêtes, définie par la valeur d'un

indice de similitude, qui lorsqu'il se présente comme le plus élevé, est un des indices de centralité. Ces indices réunis permettent de repérer la centralité des items dans l'organisation d'une représentation sociale.

2.2. Étude de la représentation sociale du changement climatique chez les sous populations

Deux sous populations composent l'ensemble de la population sous étude : le groupe des élèves d'une part, et d'autre part, le groupe des étudiants.

2.2.1. Analyse prototypique des items associés au changement climatique chez les « Elèves »

Tableau 3 : Répartition des items en fonction de la fréquence et du rang associés à l'école chez les «Elèves».

	Rang Moyen < 2,3	Rang Moyen >= 2,3
la Fréquence >= 6	Déforestation 40 (2,350) Pollution 59 (2,424)	Chaleur-intense 15 (3,867) Eaux-usées 11 (3,636)
Fréquence < 6	Production-industrielle 5 (2,400)	Avancee-ocean 8(4,000) Déplacements-populations 7 (3,143)

Source : Traitement des données issues du questionnaire d'évocation

Le tableau à quatre cases de la représentation sociale du changement climatique chez les élèves nous présente dans sa case du haut à gauche les items : « Déforestation » 40 (2,350) et « Pollution 59 (2,424) ». Ces deux items sont centraux. Ils donnent un sens et une cohérence à la représentation sociale. L'observation du graphe de similitude au seuil 13 nous situera sur la centralité de ces items au niveau de l'organisation interne de cette représentation sociale.

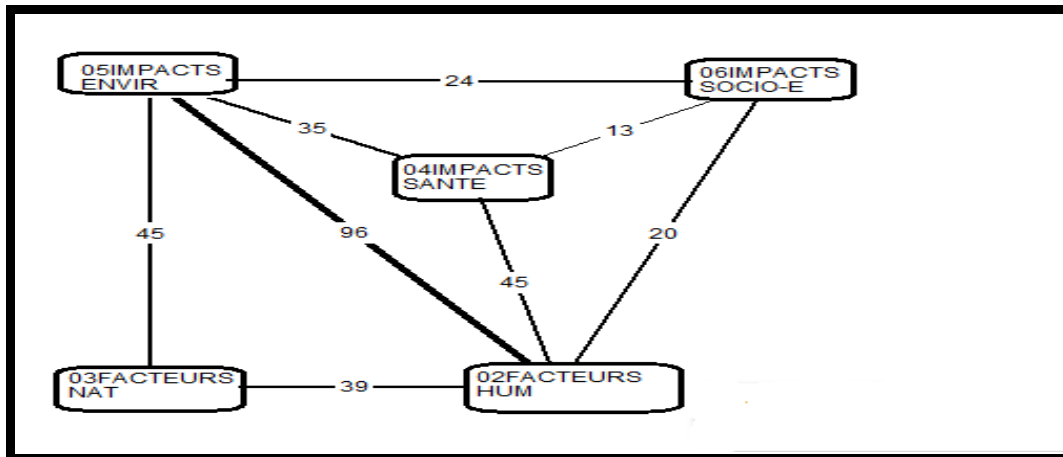


Figure 3 : Graphe de similitude au seuil 13 des items associés aux évocations chez les élèves

La visualisation de ce graphe de similitude nous présente la liaison entre l'item (02) « Facteurs humains » et l'item 05 « Impacts-Environnementaux » présente l'indice de liaison le plus élevé (.96), et le plus grand nombre de liaison (04) chacun avec les autres items. De ce fait, ils sont les éléments centraux qui organisent les liens entre les différentes composantes de la représentation sociale.

2.2.2. Analyse prototypique des items associés au changement climatique chez les « Etudiants »

Tableau : Répartition des items en fonction de la fréquence et du rang associés au changement climatique chez les « Etudiants »

	Rang Moyen < 2,3	Rang Moyen >= 2,3
Fréquences >= 6	Déforestation 11(1,455) Déplacements-populations 10 (1,900) pluies-abondantes 12 (1,750)	Éboulements (2,875) Famine 17 (3,235) Industrialisation 14 (3, 143)
Fréquences < 6	Pollution-air 5 (2,000)	Glissements-terrain 5(2,800) Inondation 5(3,000)

Source : Traitement des données issues du questionnaire d'évocation

La structure du tableau nous indique, dans la case du haut à gauche, les items : « Déforestation » 11 (1,455), « Déplacements-Populations » (10 (1,900) et : « Pluies-abondantes » 12 (2,000). Collectivement évoqués, et de façon consensuelle, ces items centraux sont ceux qui donnent un sens et une cohérence lorsqu' il est question de changement climatique chez les étudiants.

L'observation du graphe de similitude au seuil 35 nous situera sur la centralité de ces items au niveau de l'organisation interne de cette représentation sociale.

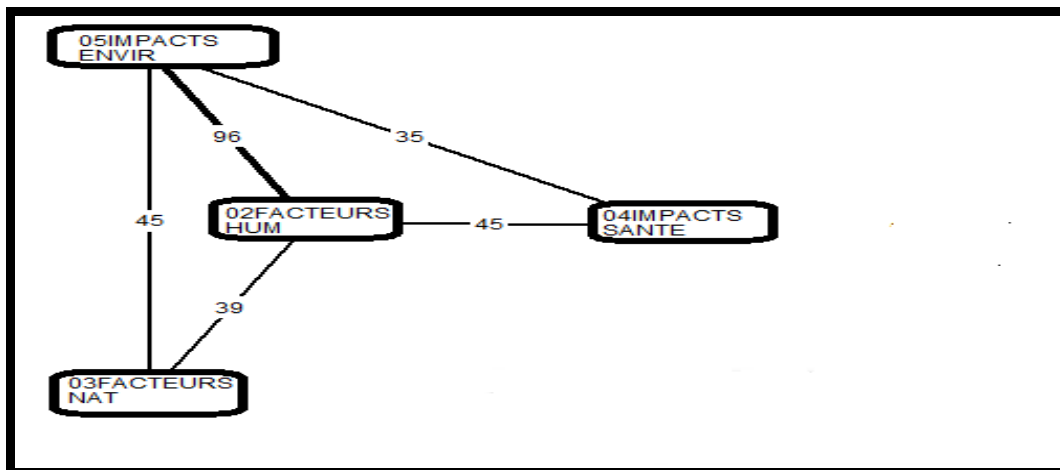


Figure 3 : Graphe de similitude au seuil 35 des items associés aux évocations chez les étudiants

Le graphe de similitude de la représentation sociale du réchauffement climatique chez les étudiants laisse apparaître l'item 05 « Impacts Environnementaux » au centre du graphe de similitude. Cet item possède des liens avec l'ensemble des autres items du graphe. Il dispose de l'indice de liaison le plus élevé (.96) en lien avec l'item 02 Facteurs-humains », et du plus grand nombre de connexions (03). De ce fait, l'item « Impacts -Environnementaux constitue l'élément central de l'organisation de la représentation sociale du changement climatique chez les étudiants.

3. Discussion

Notre étude s'est illustrée dans le cadre théorique de l'approche structurale de la théorie des représentations sociales (J-C. Abric, 1994, 2003. C. Flament., 1989) et avait comme objet sous étude changement climatique auprès d'une population d'élèves et étudiants. Les objectifs étaient de repérer les contenu, structure et organisation des représentations sociales du changement climatique. Les résultats ont révélé le même item centraux (Déforestation) partagé par l'ensemble des enquêtés.

« C'est le fait de se référer aux mêmes valeurs centrales du noyau qui définit l'homogénéité d'un groupe par rapport à un objet de représentations sociale ». L'analyse des résultats obtenus à partir des évocations des 200 sujets interrogés nous indique de manière générale que ceux-ci connaissent le changement climatique. Leur appréhension du phénomène à travers les noyaux centraux de leurs représentations sociales s'articule autour de « *facteurs humains* » qui engendrent des « impacts sur l'environnement ». En effet, c'est aux représentations sociales que l'on fait “ le plus facilement et le plus spontanément appel pour nous repérer dans notre environnement physique et humain ” (P. Mannoni., 1988). Elles sont ainsi des formes de pensées sociales partagées par un groupe ou un ensemble social déterminé, permettant de comprendre leur réalité physique et sociale. Le changement climatique apparait peu visible quant aux facteurs qui engendre. Cependant, face à l'urgence et la transversalité du sujet, le changement climatique s'impose dans toutes les strates de l'information. Plusieurs travaux en psychologie ((S. Gastineau., 2019-2020 ; D. Wermus, 2010) ont porté sur la manière dont les groupes d'individus perçoivent le changement climatique. Certaines ont montré que celui-ci est associé aux effets produits par le phénomène. Par contre, d'autres ont abordé les difficultés à s'engager dans des actions envers le changement climatique dans la mesure où celui-ci est perçu comme distant.

Il revient aux médias d'informer, sensibiliser et instruire les populations avec pour objectifs d'adapter les comportements aux situations. En fait, au cours de ces dernières décennies, grâce aux médias, les concepts liés au changement climatique ont été rapportés de manière accessible, ce qui a permis au public de mieux comprendre la nécessité de protéger l'environnement (D. Wermus, op.cit.).

Au cœur de la lutte contre le changement climatique, se trouve le rôle crucial des médias. Ces derniers sont sensés jouer un rôle dans la sensibilisation du public a ces défis et dans la diffusion d'informations. Mais, le changement climatique a d'abord occupé la communauté scientifique avant que l'alerte ne soit lancée. Les médias ont contribué au lancement de cette alarme. Il faudrait souligner que si la prise en charge de la question par les médias a permis de sensibiliser la population, on peut dégager certaines limites dans le traitement de ces informations.

Conclusion

Lorsqu' on aborde le sujet du changement climatique, a quoi font allusion les populations ? quelles sont les connaissances dont ils disposent ? partant, nous avons mené des investigations auprès de populations scientifiquement averties par le canal de l'institution scolaire. Soit des élèves et étudiants. Pour répondre à cette question, nous avons soumis un questionnaire d'évocations hiérarchisées, dont les données recueillies ont fait l'objet d'analyse prototypique d'une part, et d'autre part, d'analyse de similitude. Il en ressort que le changement climatique est perçu par la grande majorité comme des enquêtés comme un phénomène existant. Et ces connaissances ont été partiellement influencées par les médias, les connaissances scolaires et le vécu quotidien. En effet, les connaissances et représentations sociales du changement climatique sont incontestées par rapport au savoir scientifique (L-M. Rouquette, 1994).

Le phénomène du changement climatique implique d'abord, les hommes, ensuite le changement climatique, et enfin, la société dans une relation où les uns définissent et sont définis par les autres (S. Moscovici, 1984).

Aussi, les connaissances sur ce phénomène se vulgarisent-ils par un processus de diffusion. Il en découle que cette connaissance repose sur les informations données à son sujet. Les connaissances issues des milieux scientifiques sont alors relayées par les médias qui les diffusent auprès du public.

Cette mobilisation de la société se fait par une généralisation des connaissances faites par les médias qui s'avère importante dans la diffusion des idées autour du changement climatique. Dès lors, face à cette urgence, les médias échouent à mobiliser le public en faveur de la planète.

Cette recherche scientifique présente des insuffisances. D'une part, au niveau de la population sous étude, la diversification de l'échantillon à plusieurs variables aurait donné plus de pertinence à ce travail. Des populations agriculteurs, d'industriels, de populations vivant dans des zones climatiques diverses. Et d'autre part, l'instrument de recueil des données aurait pu être complété par un questionnaire de caractérisation.

L'adaptation au changement climatique est définie comme « des comportements visant à éviter ou à réduire les impacts négatifs du changement climatique. » (F. Parrenin, été. Vargas, 2020). Disons que des incertitudes demeurent à la question du changement climatique. Celles-ci ne favorisent pas l'engagement des individus dans des comportements visant à limiter les changements du climat. Le changement climatique devient alors l'objet d'enjeux, de discussion et de débats au sein desquels, dans la société (A. Bonnemains, 2017). En fait, certains militent pour des changements profonds de comportements et de modes de vie compte tenu de la gravité du phénomène alors que d'autres, au contraire affichent leur scepticisme. En effet, les campagnes de communication devraient s'intéresser à la littérature sur ce sujet afin de rendre plus concret le changement climatique. Partant, des études pourraient s'étendre sur d'autres enjeux environnementaux de notre siècle, tels que la pollution des sols ou des déchets.

Références Bibliographiques

Abric Jean-Claude (1994). *Pratiques sociales, représentations sociales*. Paris, PUF, pp. 218- 238.

Abric Jean-Claude (2001). « L'approche structurale des représentations sociales : développements récents ». *Psychologie et société, Vol. 2, N° 4, pp 81-104*.

Abric Jean-Claude (2003). « L'analyse structurale des représentations sociales ». (Ed) Moscovici Serge, *Méthodologie des sciences sociales*. Paris, PUF.

Bonnemains Anouk (2017). *Perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie* (Rapport de recherches), LabEx ITEM. 2016.hal01420366 u2.

Bourg Dominique (2018). *Le marché contre l'humanité*, Paris, PUF.

Chavillaz Yan (2017). *La vitesse du changement climatique et ses implications sur la perception des générations futures*. Thèse de Doctorat, Université Paris-Saclay.

Daignault Pénélope, Boivin Maxime et Champagne St Arnaud Valériane (2018). « Entre controverses environnementales et projets d'aménagement » : le paysage à l'épreuve des sens, Vol. 18, N°3.

Elisabeth Michel-Guillou (2014). « La représentation sociale du changement climatique : Enquête dans le sens commun auprès de gestionnaires de l'eau », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie sociale*, N° 4, pp. 647-669.

Gassiat Anne et Verger Mathilde (2016). «Le changement climatique et la presse quotidienne régionale : Quelles représentations dans Sud-Ouest de 1995 à 2010 », *l'Espace géographique* (45), pp.249.

Gastineau, Solène (2019-2020). *L'effet des messages temporels du changement climatique sur la distance psychologique et les intentions comportementales d'atténuation et d'adaptation*. Mémoire de Master II de Psychologie Sociale et Environnementale, Université de Nîmes.

Guimelli Christian (1998). *La pensée sociale*, Paris, PUF.

Parrenin, Frederic et Vargas Elodie (2020). « Biodiversité et changement climatique : entre discours du spécialiste et discours vulgarisé », *Les Carnets du Cediscor*, <http://journals.openedition/cediscor/2817>, consulté 12 février 2020.

Moliner Pascal, Rateau Patrick et Cohen-Scali Valérie (2002). *Les représentations sociales. Pratique des études de terrain*, PUR.

Mortureux M-F (1988). « La vulgarisation scientifique : parole médiane ou dédoublée », ? (Eds), Jacobi D. et Schiele B *Vulgariser la science : le procès de l'ignorance*, Seyssel, Champ Vallon, pp. 118-148.

Nouaceur Zineddine et Gilles Sandrine (2013). *Changements climatiques et inondations urbaines au Sahel : Etudes du cas de Nouakchott et de Ouagadougou. Conférence : SIFRE, Lomé (Togo)*.

Pruneau Diane, Demers et Khattabi Abdellatif (2008). « Eduquer et communiquer en matière de changements climatiques : Défis et possibilités ». Vertigo, *La Revue électronique en sciences de l'environnement*, 8(2).

UNESCO (2017). *Faire face au changement climatique : guide sur l'action climat destiné aux établissements scolaires*. Collation, 18 pages.

Wermus Daniel (2010). « Les médias comme catalyseurs du changement climatique », *Revue internationale et stratégique*, N° 78, pp.81-89.

AXE 3 :
RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ACTIONS CLIMATIQUES,
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROIT DE L'HOMME

ANALYSE COMMUNICATIONNELLE DES IMPACTS DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE SUR LES DROITS DES ENFANTS EN CÔTE D'IVOIRE

BOUADOU Koffi Jacques Anderson
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
bouadou80@yahoo.fr

Résumé :

Le réchauffement climatique entraîne l'extrême pauvreté, des inégalités et de la vulnérabilité dont souffrent les enfants. Il entrave la réalisation de leurs droits inscrits dans la Convention Internationale des droits des enfants en les privant de nourriture, d'habitations descentes, d'eau mais aussi de soins et de protection. Et Selon l'UNICEF, le réchauffement climatique pourrait provoquer 250 000 décès supplémentaires chaque année chez les enfants, d'ici 2100. C'est une réalité dont tous les enfants, où qu'ils se trouvent, en subiront les effets. Le réchauffement climatique impacte par ricochet le bien-être des futurs citoyens ivoiriens. Notre étude qui s'est déroulée à Akoiboissué dans le département d'Agnibilékrou à l'Est de la Côte met en relation le réchauffement climatique et les droits des enfants. A cet effet, des questions méritent d'être posées : Quelles contributions de la communication dans la protection des enfants du spectre de la crise climatique en Côte d'Ivoire ? Comment le réchauffement climatique impacte – t-il les droits des enfants ? Quel lien peut-on établir entre réchauffement climatique et droits des enfants ? Les hypothèses de la recherche relèvent que : la communication peut contribuer à limiter les effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants ; le réchauffement climatique impacte négativement les droits des enfants ; il existe un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

Notre étude vise d'abord à montrer la contribution de la communication dans la limitation des effets du réchauffement climatique sur les droits de l'enfant ; ensuite montrer l'existence d'un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants et enfin, faire connaître les différents impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants en Côte d'Ivoire. Les résultats ont abouti à l'établissement d'un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants, à l'identification des différents impacts du réchauffement climatique sur les droits fondamentaux des enfants et aux actions contributives de la communication en vue de limiter les effets du réchauffement climatique sur le bien-être des enfants.

Mots clés : Bien-être des enfants, climat, droits des enfants, forêt, Réchauffement climatique

Abstract :

Global warming leads to extreme poverty, inequality and vulnerability among children. It hinders the realization of their rights enshrined in the International Convention on the Rights of Children by depriving them of food, decent housing, water but also care and protection. And according to UNICEF, global warming could cause 250,000 additional deaths each year among children by 2100. It is a reality that all children, wherever they are, will suffer the effects. Global warming indirectly impacts the well-being of future Ivorian citizens. Our study which took place in Akoiboissué in the Agnibilékrou department in the East of the Coast links global warming and children's rights. To this end, questions deserve to be asked: What contributions does communication make to the protection of children from the specter of the climate crisis in Côte d'Ivoire? How does global warming impact children's rights? What link can we establish between global warming and children's rights? The research hypotheses note that: communication can help limit the effects of global warming on children's rights; global

warming negatively impacts children's rights; there is a causal link between global warming and children's rights. Our study aims first to show the contribution of communication in limiting the effects of global warming on the rights of the child; then show the existence of a causal link between global warming and children's rights and finally, make known the different impacts of global warming on the rights of children in Côte d'Ivoire. The results led to the establishment of a causal link between global warming and children's rights, to the identification of the different impacts of global warming on the fundamental rights of children and to contributory communication actions with a view to limiting effects of global warming on the well-being of children

Keywords : Child well-being, climate, children's rights, forest, Global warming

Introduction

Le réchauffement climatique est un phénomène global de transformation du climat caractérisé par une augmentation générale des températures moyennes (liée aux activités humaines), et qui modifie durablement les équilibres météorologiques et les écosystèmes. De façon plus précise, c'est l'augmentation des températures liées à l'activité industrielle et notamment à l'effet de serre. Il est la conséquence du rejet excessif des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et les activités humaines polluantes en sont les uniques responsables.

L'actualité sur le réchauffement climatique est fortement médiatisée à l'image de la couverture médiatique internationale dont font l'objet les différentes conférences. Notre planète se réchauffe sous l'effet de nos activités. Chaque année, nous vivons de nouvelles catastrophes climatiques à travers le monde. Des scientifiques regroupés au sein du Groupe International d'Experts sur le Climat (GIEP) dans leur rapport de 2022, analysent les causes du réchauffement climatique et son impact sur l'écosystème et sur la société en élaborant des modèles prédictifs. Pour eux, les causes du réchauffement climatique ne sont pas naturelles mais économiques et industrielles. Selon le site d'information Média terre¹⁸ (30 janvier 2020), les territoires de la Côte d'Ivoire comme dans la plupart des territoires de la biosphère, subissent vraisemblablement les effets néfastes du réchauffement climatique dans sa filière agricole. Ses effets bien que variables selon les régions, sont déjà observables dans le pays avec la modification des saisons de pluies. Certes, la Côte d'Ivoire subit les aléas du réchauffement climatique, mais sa situation n'est pas alarmante. Ce phénomène qui se traduit par une hausse régulière des températures à la surface du globe ne constitue pas seulement une menace pour l'agriculture, mais apparaît également comme une menace pour l'avenir des enfants et leurs droits. Selon la convention internationale des droits des enfants, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. Le dérèglement de l'écosystème met donc en péril les droits des enfants. Les effets du réchauffement climatique impactent considérablement les droits fondamentaux de l'enfant eu égard aux impacts sur l'environnement. De ce qui précède, quelles contributions de la communication dans la protection des enfants du spectre de la crise climatique en Côte d'Ivoire ? Comment le réchauffement climatique impacte-t-il les droits des enfants ? Quel lien peut-on établir entre réchauffement climatique et droits des enfants ?

Nous pouvons dégager les hypothèses suivantes : la communication peut contribuer à limiter les effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants ; le réchauffement climatique impacte négativement les droits des enfants (éducation, santé,

¹⁸ Site d'informations mondiales francophone pour le développement durable, officiellement lancé en août 2002 depuis Johannesburg lors du sommet Mondial sur le Développement Durable « Sommet de la terre 2 »

alimentation, protection) ; il existe un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants. L'étude vise trois objectifs. Elle vise d'abord à montrer la contribution de la communication dans la limitation des effets du réchauffement climatique sur les droits de l'enfant ; ensuite faire connaître les différents impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants et enfin présenter le lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

1. Matériels et Méthodes

La recherche s'est appuyée sur une approche mixte c'est-à-dire quantitative et qualitative et s'est déroulée pendant trois semaines c'est-à-dire du 7 mai au 28 mai 2023 à Akoboissué, une localité de l'Est de la Côte d'Ivoire appartenant au département d'Agnibilékrou, région Indénié-Djuablin avec une population estimée à 6206 Habitants selon le recensement général de la population et de l'Habitat (2021) Akoboissué est une zone agricole abritant de nombreux paysans. Cette localité est constamment perturbée par les variations climatiques qui ont des conséquences directes sur la production agricole. L'étude a ciblé 205 personnes dont 8 agents des eaux et forêts et 197 paysans. Les paysans ciblés pratiquent à la fois les cultures d'exportation (café, cacao) et les cultures vivrières et ont vu leurs productions chutées ces cinq dernières années du fait de la baisse de pluviométrie dans la localité. La technique d'échantillonnage utilisée est l'échantillonnage non probabiliste. L'étude reposant sur une approche mixte a mobilisé les outils suivants : le questionnaire, l'entretien semi-directif, la documentation.

Comme dans n'importe quel type de recherche, la démarche qualitative renferme une recherche documentaire très vaste qui consiste à faire le point sur le sujet étudié par une revue de la littérature. Nous avons donc procédé à un examen de documents.

Pour ce faire, nous avons consulté les documents (travaux scientifiques, périodiques, textes législatifs, rapports d'organisations internationales en ligne publications administratives, photographies, etc.).

Les travaux de B.T. Goula, V.J. Kouassi, L. Savané (2006) mettent en lumière les impacts du changement climatique sur les ressources en eau du bassin versant du Bandama. Dans ces travaux il est fait cas de simulations prédisant en l'an 2075 une hausse de la température plus importante en zone de savane au nord de 2,75 °C et 4,1 °C. Ils poursuivent en affirmant que les zones pré-forestières et de savane arborée connaîtront une augmentation moindre de la température d'environ 2,28 °C (GFD3) et 3,02 °C (UK89). La pluviométrie connaîtra une variation relative dans les deux zones. la zone pré-forestière et de savane observera une baisse pluviométrique de 1,33 % et celle des savanes (forêt claire), une baisse de 1,36 %. Les résultats de ces travaux même s'ils apparaissent comme des prévisions sont très inquiétants sur plan économique et environnemental car une baisse de la pluviométrie impactera la production agricole voire les revenus des planteurs. Ceux-ci éprouveront donc des difficultés à assurer les soins et la scolarité de leurs enfants.

Dans un rapport publié sur son site (mai 2023) l'ONG Terre des Hommes Suisse mentionne la menace de la crise climatique sur les droits de l'enfant. Selon ce rapport le réchauffement constitue un péril pour les droits des enfants. Pour Anahy Gajardo, spécialiste de l'Education en vue d'un Développement Durable (EDD) à Terre des Hommes Suisse : « *Nous avons une responsabilité envers la génération suivante. La survie de la planète et le respect des droits humains des enfants et des jeunes est aujourd'hui en péril. Nous devons agir pour un monde plus solidaire, inclusif et équitable tout en remettant la préservation de la planète au cœur de nos préoccupations et actions. À cet égard, l'éducation constitue un moyen fondamental pour apprendre à vivre ensemble dans la solidarité et dans le cadre des limites planétaires.* »

Le site d'information « Média terre » dans sa publication du 30 janvier 2020 donne l'alerte sur une urgence d'action en vue de freiner les effets du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire. Le site publie l'information selon laquelle, les riziculteurs traditionnels pluviaux de Gagnoa sont très affectés par les effets du changement climatique à cause de plusieurs facteurs dont les conditions socio-économiques précaires. La crise climatique a engendré dans cette région une augmentation de température maximale et minimale avec des séquences sèches de plus en plus accrues et un raccourcissement de la saison des pluies. Ce dérèglement peut constituer une menace sur le droit à l'alimentation des enfants car un sol et une végétation altérés par le réchauffement climatique ne peuvent être fertiles et nourriciers. Par ailleurs, le rapport de l'OIM (2008) fait constater que l'impact le plus marqué de l'évolution du climat pourrait être ressenti au niveau des migrations humaines avec le déplacement de millions de personnes sous l'effet de l'érosion des zones côtières, de l'inondation des côtes et de la perturbation de l'agriculture. Les flux de migrants climatiques caractérisés par un départ massif de personnes des zones à risques vers des zones plus sûres peuvent mettre en péril le droit à la vie de l'enfant.

La liste des documents collectée dans le cadre de l'approche qualitative n'est pas exhaustive, nous avons juste fait le choix de quelques-uns pour donner un aperçu de l'étude.

Pour atteindre les objectifs de la recherche nous avons convoqué la théorie du changement. La notion de théorie du changement est issue de la théorie du programme en évaluation auquel on ajoute une préoccupation pour la participation et l'apprentissage. Elle a formellement été proposée par Carol Weiss en 1995. La théorie du changement est une façon de décrire comment un groupe espère atteindre un but donné à long terme (A. Anderson 2005 :.3). Il ne s'agit pas d'une méthode conçue spécifiquement pour mesurer l'impact puisqu'elle sert d'abord d'outil d'aide au développement des solutions à des problèmes sociaux complexes. (A. Anderson, op cit, p.1). Cela dit la théorie du changement facilite l'évaluation et la mesure de l'impact social (D. Taplin et al, 2013). Elle permet donc dans le cadre de notre étude de mesurer les impacts potentiels du réchauffement climatique sur les droits des enfants.

2. Résultats

2.1. Connaissance des populations des impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Tableau1 : Connaissances des populations des impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Personnes interrogées	Réponses obtenues	Pourcentage des personnes interrogées
57	Informé sur le sujet	28%
83	Déjà entendu parler du réchauffement climatique, mais ne connais pas ses impacts sur les droits des enfants	40%
65	Jamais entendu parler	32%
Total : 205		Total : 100%

Source : Données de l'étude

De ces résultats, l'on retient que 28% des enquêtés sont informés des impacts du réchauffement climatique sur les droits des enfants Ceux-ci affirment être informés sur

ce phénomène au moyen des médias surtout internationaux. « *Je m'informe beaucoup sur tout ce qui touche au réchauffement climatique à travers RFI* » (K.H, 48 ans, paysans et gérant de coopérative, Akoboissué). « *J'ai eu beaucoup d'informations sur le réchauffement climatique lors du COP 15 qui s'est tenu à Abidjan, la RTI et France 24 faisaient de grands développements sur le sujet* » (G.F, 38 ans, Secrétaire de direction)

A côté du pourcentage des personnes informées sur les impacts du réchauffement climatique sur l'avenir des enfants, 40% des enquêtés reconnaissent avoir déjà entendu parler du réchauffement mais ne sont pas informées de ses impacts sur les droits des enfants. Ils ont une idée vague sur le sujet. Mais ils ont été unanimes sur le fait qu'ils n'accordent pas d'intérêt à la problématique de la crise climatique. « *Je vois souvent des reportages sur le sujet à la télévision, mais je n'ai jamais pris le temps de regarder* » (K.I, 56ans, paysans Akoboissué). Par ailleurs, 32% affirment n'avoir jamais entendu parler de ce fléau ainsi que de ses effets indésirables sur les droits des enfants.

2.2. Les causes du réchauffement climatique selon les enquêtés informés sur le fléau

Tableau 2 : Causes du réchauffement climatique selon les enquêtés informés sur le fléau

Personnes ayant répondu	Causes du réchauffement climatique en Côte d'Ivoire	Pourcentage des personnes ayant répondu
25	Déforestation	44%
20	Développement économique et industriel	35%
12	Pollution de l'atmosphère par les entreprises et les véhicules	21%
Total : 57		Total : 100%

Source : Donnée de l'étude

Les résultats sur les causes du réchauffement climatique ont été obtenus auprès des 57 personnes qui nous ont confié être informées sur le réchauffement climatique. Pour 44% des enquêtés la déforestation est à l'origine de la crise climatique en Côte d'Ivoire. Ils justifient leur réponse par le fait que des hectares de la forêt ivoirienne sont détruits pour des pratiques agricoles. « *Le couvert forestier n'existe pratiquement plus dans ce village, tout a été détruit pour la pratique des cultures d'exportation* ». (G.J, 46 ans, agents des eaux et forêts, Akoboissué).

« *Nous sommes obligées d'aller faire des plantations dans d'autres zones où il y'a encore de la forêt* » (M.F, 32 ans paysan et président des jeunes d'Akoboissué). Par ailleurs 35% estiment que le réchauffement climatique est causé par le développement économique et industriel du pays. « *L'on a détruit des pans entier de forêts pour construire des infrastructures économiques et bâtir des habitations*» (T.L, 42 ans, paysan). « *Les exploitants forestiers sous prétexte de posséder un permis d'exploitation, détruisent au quotidien nos forêts en coupant les bois* » (B.B, 24 ans, Etudiant). Mais pour 30% des individus interrogés, le réchauffement climatique est provoqué par les fumées provenant des entreprises et des échappements des véhicules.

2.3. Les impacts du réchauffement climatique sur les activités des populations interrogées

Les paysans interrogés dans le cadre de la recherche même si certains affirment n'être pas informés sur le réchauffement climatique, reconnaissent une baisse de la

pluviométrie, une augmentation de la chaleur dans le village. Ces variations climatiques ont impacté la production agricole avec une baisse de la production du cacao, de l'igname, de la banane plantain. « *Dans ces trois dernières années, je n'arrive pas à récolter 10 t de cacao pendant la grande traite, là où je récoltais avant 15 t* » (KB, 57 ans, paysan). « *Mon champ d'igname a donné peu de récoltes parce qu'il n'a pas suffisamment plu cette année pendant la saison des pluies* ». (A.S, 43 ans, paysanne). Lors des entretiens, certains paysans nous ont confié être découragés de la baisse constatée dans leurs productions agricoles du fait des saisons de pluies qui ne sont pas respectées et également de l'augmentation de la température ; baisse de production qui entraîne une baisse des revenus. « *Mon champ de cacao ne produit plus grande chose, je n'ai donc plus les moyens pour m'occuper de ma famille* » Ils poursuivent en affirmant que les terres sont devenues arides du fait de la hausse de température dans le village les poussant à aller chercher des terres fertiles et cultivables dans des villages très éloignées d'Akoboissué. Nous avons pendant les travaux visités des plantations de cacao qui ont visiblement subi l'effet de la baisse de la pluviométrie avec des feuilles de cacaoyers à peine vertes et des cabosses qui peinent à se développer convenablement. « *La production agricole dépend fortement du temps et du climat* » (D.F, 44 ans, agent des Eaux et Forêts). « *En l'absence de précipitations adéquates et de températures appropriées, les récoltes sont mauvaises, la production agricole tend à décliner plutôt qu'à augmenter* » (K.H, 46 ans, Lieutenant des Eaux et Forêts). Les résultats de la recherche montrent qu'Akoboissué est touché par la déforestation ; ce qui rend les paysans vulnérables face à l'intensification des périodes de sécheresses. Mais, force est de constater que les fortes pluies qui surviennent au mauvais moment, constituent une menace pour les paysans car elles détruisent des récoltes entières et génèrent parfois des inondations qui dévastent des terres cultivables.

2.4. Lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

Après la synthèse des documents consultés et des recherches effectuées sur le terrain, nous avons identifié les droits fondamentaux des enfants qui subissent les effets du réchauffement climatique. Nous pouvons citer entre autres : le droit à l'éducation, à la santé, à un environnement sain, à la protection contre l'exploitation, la violence. . La corrélation entre réchauffement climatique et les droits des enfants est donc une réalité à ne pas négliger.

Au niveau du droit à la santé, les évènements climatiques peuvent favoriser la propagation de maladies chez les enfants telles que la diarrhée, le paludisme et la malnutrition. En effet le réchauffement climatique impactant l'eau, les enfants ne pourront pas avoir accès à l'eau potable et seront exposés à diverses maladies. Aussi les effets sur le sol provoquant une baisse de la production agricole donc une baisse des revenus des parents ; ceux-ci ne disposeront pas de moyens financiers pour subvenir aux soins de leurs enfants malades. Le réchauffement climatique occasionnant des inondations, peut provoquer la dégradation du système sanitaire et engendrer la fermeture de centres hospitaliers. Ce qui empêcherait de nombreux enfants d'avoir accès aux soins. Les impacts environnementaux comme les inondations, peuvent provoquer la dégradation du système sanitaire engendrant la fermeture de centres hospitaliers.

Selon l'UNICEF (2020), le changement climatique a un impact dévastateur sur les enfants car 99% des décès déjà attribués au réchauffement climatique surviennent dans les pays en développement et les enfants représentent 80% de décès. Aussi l'UNICEF affirme-t-elle que les maladies diarrhéiques, le paludisme et la malnutrition, causes de la mortalité infantile sont autant des phénomènes aggravés par le réchauffement climatique. Pour le Fond des Nations Unies pour l'Enfance, le nombre d'enfants impactés par les catastrophes dues au dérèglement climatique augmente de façon

exponentielle. Environ 66,5 millions d'enfants sont affectés chaque année, et ils seront environ 175 millions durant la prochaine décennie.

Concernant le droit à l'éducation, le réchauffement climatique impactant les activités agricoles avec une baisse de revenus des paysans, constitue une menace pour la scolarisation des enfants. Par ailleurs, sous la menace de la sécheresse et des inondations, provoquées par le dérèglement du climat, les parents fuient les zones impactées avec leurs enfants. Ce qui aura pour conséquence l'abandon de l'école par les enfants, mieux la fermeture des écoles dans ces zones. Le réchauffement climatique met donc en péril le droit de l'enfant à l'éducation.

La crise climatique peut occasionner la famine avec une baisse de la disponibilité alimentaire vu l'assèchement des sols et la baisse de la production agricole. Ainsi, l'enfant ne pourra être nourri convenablement (malnutrition) et aura des retards de croissance. On peut donc affirmer que le réchauffement climatique impacte le droit de l'enfant à l'alimentation.

En ce qui concerne le droit à un environnement sain, le réchauffement climatique impactant l'eau avec assèchements des rivières et ruisseaux, l'enfant sera exposé à de nombreuses maladies car n'ayant pas accès à l'eau potable.

L'exode de la population due aux effets du réchauffement climatique met en danger le droit de l'enfant à la protection contre l'exploitation et la violence. En effet, les parents ayant fui les zones impactées par le fléau, seront tentés de faire travailler leurs enfants dans des exploitations agricoles vu qu'ils ne disposent plus de moyens pour les prendre en charge.

3. Discussion

3.1. Analyse communicationnelle de l'impact du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Nos travaux ont eu le mérite de montrer un lien de causalité entre le réchauffement climatique et les droits des enfants. Les impacts du réchauffement climatique de façon générale ont une incidence sur le bien-être et l'avenir des enfants.

Dans un reportage réalisé par Africanews (<https://fr.africanews.com/embed/212930>) sur la culture du cacao le 14/11/2022, il ressort que la production du cacao a été affectée par des pluies imprévisibles, une des conséquences du réchauffement climatique. Dans le reportage, un producteur s'indigne de ce dérèglement climatique. « *Quand il aurait dû pleuvoir, ce n'est pas le cas, il n'a pas plu. Nous sommes maintenant à la fin du mois d'octobre et il pleut maintenant, mais c'est déjà trop tard* ». ce reportage plante le décor des effets indésirables du réchauffement climatique sur la filière agricole en Côte d'Ivoire ; lesquels effets plongent davantage les paysans dans une situation de précarité sans ressources financières considérables pour faire face à leurs responsabilités familiales.

Les travaux du Centre National de Recherche Agronomique (2020) sur les impacts du réchauffement climatique dans les régions du Bandama, le Moyen Comoé et le N'zi Comoé ont montré que le manque de pluie a entraîné des pertes chez les planteurs. Les plantes ne recevant pas de pluie au moment où elles en ont besoin, n'ont pu croître. Les dégâts liés aux impacts de ce fléau selon le CNRA dans ces régions sont ressentis à travers l'assèchement des rivières et ruisseaux, l'érosion des sols et le déplacement des populations vers des zones non impactées. Notre recherche a relevé ces aspects qui constituent une menace pour les populations voire pour le bien-être des enfants.

Dans le cadre de la stratégie Climat du Groupe Advans, financée par la Banque Européenne d'Investissement, Advan's Côte d'Ivoire a mené une étude (2022) sur l'impact du changement climatique sur les systèmes agricoles de Côte d'Ivoire. L'étude, une analyse des évolutions climatiques sur la période 1960-2020 montre une baisse de la pluviométrie annuelle, une hausse des températures moyennes, un raccourcissement de la saison des pluies ainsi qu'un allongement de la durée de l'harmattan. Cela impacte dans l'ensemble la croissance du cacaoyer et sa capacité productive et entraîne une baisse des rendements et une dégradation de la qualité des fèves. Il est en effet important de rappeler que le cacaoyer pousse initialement dans des zones forestières à climat chaud et humide et qu'il a besoin de se retrouver dans certaines conditions pour se développer. Parmi ces facteurs on retrouve notamment une bonne alimentation en eau (pluviométrie) avec une saison sèche n'excédant pas 3 mois, une température moyenne comprise entre 24°C et 28°C et un ensoleillement d'au moins 4h par jour pendant la période de floraison (d'avril à juillet). La situation décrite dans le rapport du Groupe Advans est similaire à celle des paysans d'Akoboissué que nous avons interrogés. Ils ont soutenu que la baisse de la pluviométrie a impacté considérablement la croissance des cacaoyers, des bananiers, des boutures de manioc, des tiges d'ignames. Ce qui a eu pour conséquence immédiate la baisse de leurs revenus financiers.

Le site d'information « Média terre » dans sa publication du 30 janvier 2020 donne l'alerte sur une urgence d'action en vue de freiner les effets du réchauffement climatique dans les activités de riziculture en Côte d'Ivoire plus précisément à Gagnoa. Il ressort de l'analyse des données une augmentation des températures maximales et minimales respectivement de 1,5°C et 0,5°C et une tendance à la baisse des précipitations avec des séquences sèches de plus en plus accrues et un raccourcissement de la saison des pluies. Cela a impacté négativement la production traditionnelle du riz dans la région de Gagnoa.

Les événements climatiques ne sévissent pas seulement dans le secteur agricole ; ils détruisent des infrastructures indispensables à la vie des populations à travers des inondations et glissements de terrains qui endeuillent de nombreuses familles. Le 08 juillet 2022, le journal le Monde Afrique titrait sur son site en ligne : Côte d'Ivoire, dix-neuf morts dans les inondations en juin. En effet dix-neuf personnes sont mortes au mois de juin 2022 en Côte d'Ivoire après plusieurs épisodes de fortes précipitations qui se sont notamment abattues sur Abidjan, la capitale économique, touchée par une intense saison des pluies ; occasionnant également de nombreux dégâts matériels dans plusieurs quartiers du Grand Abidjan notamment des habitations, des écoles, des centres hospitaliers. Un communiqué a même été publié à l'issue d'un conseil national de sécurité le 7 juin déplore « *un bilan tragique* » avec « *19 décès, 5 blessés ainsi que des inondations et de nombreux dégâts matériels, dans plusieurs quartiers du Grand Abidjan* ».

Ces inondations dues à la crise climatique ont provoqué un exode des populations vers des quartiers non impactés. Les individus, qui se trouvent (ou craignent de se trouver) confrontés à des inondations, doivent en construire une représentation acceptable pour pouvoir continuer à vivre avec ce risque (S. Baggio, M-L Rouqueete, 2006 : 109). Les inondations ont eu un impact sur le bien-être des enfants dans le Grand Abidjan vu que des écoles et centres hospitaliers qui ont subi des dégâts ont été fermés. Cette triste réalité constitue une menace du droit à l'éducation et à la santé de l'enfant. A ce sujet K. Fujiki (2017 : 15) écrit :

A court terme, les impacts sociaux incluent les perturbations de la vie quotidienne liées à l'arrivée de l'inondation et de ses conséquences immédiates, comme la rupture des réseaux, la fermeture des services de proximité comme les écoles et l'arrêt de l'activité

économique. Ces perturbations peuvent prendre la forme, dans le cas le plus extrême, d'une évacuation du logement d'habitation, et d'un hébergement dans la région voire hors de celle-ci, en collectivité ou chez des amis ou des proches.

Nous retiendrons in fine que les catastrophes imputées au changement climatique mettent en péril les droits fondamentaux de l'enfant car elles laissent place à des paysages de désolation, forçant des centaines de familles chaque année à se déplacer ou à vivre sous la menace en saison pluvieuse.

3.2. Pistes pour limiter les effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants

Les propositions visant la limitation des effets du réchauffement climatique sur les droits des enfants sont similaires à celles relatives à la limitation des effets du réchauffement climatique en général. Autrement dit les propositions de réduction des effets du réchauffement climatiques sont applicables dans la résolution des effets du réchauffement climatique sur les droits de l'enfant vu qu'il existe un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants.

Pour parvenir à lutter efficacement contre les effets de la crise climatique sur le bien-être des enfants, il faudra sensibiliser de façon régulière au moyen des médias et des campagnes de proximité les populations ivoiriennes surtout les populations des zones rurales à pratiquer le reboisement. Cette activité doit figurer parmi les priorités du gouvernement, car si le couvert forestier est retrouvé la Côte d'Ivoire aura gagné son combat contre le réchauffement climatique. Aussi faut-il encourager le monde paysan à la pratique de l'agroforesterie qui est un mode d'exploitation agricole qui associe la plantation d'arbres ou d'arbustes. Elle lutte contre l'érosion des sols et crée un microclimat favorisant les rendements des cultures. Par ailleurs, il serait judicieux d'inculquer aux enfants un comportement éco-citoyen en instaurant des concours de reboisements entre les établissements primaires, secondaires, voire universitaires et récompenser les écoles qui se seront mieux illustrées.

La fumée émanant des entreprises provoque une destruction de la couche d'ozone exposant ainsi les populations aux effets du réchauffement climatique. La Constitution ivoirienne en son article 40 dispose que « *la protection de l'environnement et la promotion de la qualité de vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique et morale* ». La notion de qualité de vie peut s'apparenter au bien-être et peut avoir un lien avec le droit à la santé. Avoir une bonne santé voudrait dire qu'il faut vivre dans un environnement sain et protégé. A cet effet, les impôts des entreprises polluantes doivent être revus à la hausse afin de soutenir les efforts du gouvernement dans sa lutte contre les effets du réchauffement climatique.

Il a été initié dans le pays plusieurs campagnes de sensibilisation contre la déforestation. Cependant, il paraît important de vulgariser le nouveau code forestier adopté en 2019 en sensibilisant les populations sur les différentes résolutions. En effet, pendant notre recherche, nous avons noté un manque d'information des populations d'Akoboissu concernant l'exploitation forestière. Ils sont victimes d'exploitants forestiers qui abattent de façon illégale des bois dans leurs champs avec la complicité de la chefferie. Or dans le nouveau code forestier, seule la personne disposant d'un titre foncier a le droit d'autoriser un abattage d'arbres sur ses terres. Les agents des eaux et forêts doivent appliquer rigoureusement les dispositions contenues dans ce nouveau code forestier en sanctionnant selon les peines prévues par la loi, tout contrevenant. Lors de nos entretiens avec les agents des eaux et forêts ; ceux-ci ont reconnu qu'il est parfois difficile de sanctionner les contrevenants vu l'interventionnisme sans cesse de chefs de villages et chefs de communautés. La proximité avec les populations joue donc sur leurs prises de décisions. « *Quand on arrête un villageois pour violation d'une des dispositions du code*

forestier, on assiste à un ballet incessant du chef du village, de chefs de communautés dans nos locaux » (G.N, 41 ans, agents des eaux et forêts). Le gouvernement se doit d'appuyer financièrement les paysans dont la production a été fortement impactée par les effets du réchauffement climatiques et favoriser leurs accès à des zones qui n'ont pas encore subi les effets dévastateurs de ce phénomène.

3.3. Préserver les droits des enfants contre le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire : une approche par la communication

Le réchauffement climatique entraîne déjà des canicules, des inondations, des impacts sur l'environnement et les droits des enfants. Comment communiquer donc pour mieux préserver le bien-être des enfants ?

Pour préserver les droits des enfants contre les effets du réchauffement climatique au plan communicationnel, deux types de stratégies sont nécessaires : l'atténuation et l'adaptation.

Dans la stratégie d'atténuation, l'on doit sensibiliser les populations ivoiriennes à abandonner les comportements qui visent à détruire l'environnement. L'objectif est d'amener les populations à un changement de comportement sur la question de la forêt, les inciter à protéger la forêt à travers la pratique du reboisement et de l'agroforesterie. Ces actions contribueront à diminuer les conséquences de l'effet de serre sur l'environnement, par ricochet sur les droits des enfants. Car l'enfant ne peut s'épanouir que dans un environnement sain. Aussi les parents se doivent-ils de communiquer avec les enfants sur le réchauffement climatique et ses conséquences afin de les préparer à affronter ce fléau, leur inculquer un comportement éco citoyen car la protection de l'environnement est gage de la survie de tous mais particulièrement pour les enfants qui sont très vulnérables. Dans cette stratégie, un plaidoyer auprès du gouvernement s'impose. En effet, il faudra adresser un plaidoyer au gouvernement ivoirien afin qu'il mette véritablement en exécution la mesure du comité des droits des enfants de l'ONU sur la protection des enfants face aux effets du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement. Réagissant aux lignes directrices faisant autorité publiées par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, concluant que les pays doivent de toute urgence mettre en place des mesures pour faire face aux préjudices et menaces pour les droits des enfants liés au changement climatique et aux dégradations de l'environnement, Ann Harrison, conseillère sur les questions climatiques à Amnesty International, a déclaré :

« Les enfants sont parmi les personnes les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique et des dégradations de l'environnement dans le monde, alors même que ce sont aussi les moins responsables de cette crise mondiale, qui menace maintenant leurs droits ».

Dans la seconde stratégie, dite d'adaptation, il s'agira de mettre en place des actions pour adapter les droits des enfants aux effets du réchauffement climatique et réduire considérablement le niveau de risque et de vulnérabilité chez l'enfant. Il faudrait par ailleurs communiquer sur des actions visant à préserver les enfants des conséquences inévitables du réchauffement climatique. Les fortes pluies sont l'une des conséquences du réchauffement climatique. Elles entraînent à cet effet un risque accru d'inondation et détruisent les infrastructures sanitaires, scolaires mettant ainsi en péril les droits des enfants à la santé, à l'éducation. Ces inondations désorganisent et déstabilisent les familles exposant les enfants à toute forme d'exploitation. Pour limiter les effets, il faudrait élaborer une carte des zones d'habitation à risque et intensifier les campagnes de sensibilisations auprès des familles sur les dangers de vivre sur ces sites. Également, proposer des cartes d'aléas d'inondations et des axes de ruissellement. Mieux, plaidoyer auprès des autorités pour le recasement de ces familles dans des zones non à risque. Ces

actions permettront à terme de protéger les familles et les enfants des désastres du réchauffement climatique.

Pour assurer le droit des enfants à l'alimentation face aux conséquences du réchauffement climatique sur l'agriculture, l'on doit au moyen de la communication persuasive, convaincre les paysans à ne pas commercialiser toutes leurs productions vivrières mais à réserver une quantité suffisante en cas de la baisse de productions due à la crise climatique.

Conclusion

Le réchauffement climatique est un fléau mondial qui n'épargne aucun pays. Ses effets sont très dévastateurs pour l'humanité. Il met en péril les droits fondamentaux de l'enfant en s'attaquant à son droit à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, à un environnement sain et à la protection contre l'exploitation et la violence. Notre recherche a porté un regard sur la contribution de la communication à la préservation des droits des enfants face aux effets du réchauffement climatique. Elle a réussi à établir un lien de causalité entre réchauffement climatique et droits des enfants à travers les impacts de la crise climatique sur le bien-être des enfants en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, deux stratégies ont été proposées : la stratégie de l'atténuation et la stratégie d'adaptation. Par ailleurs, la recherche a fait plusieurs propositions fondées sur le plaidoyer et la sensibilisation. Elle adresse des plaidoyers aux autorités ivoiriennes sous divers aspects : appuyer financièrement les populations dans la pratique du reboisement et de l'agroforesterie ; appliquer avec rigueur les lois protectrices de l'environnement ; mettre véritablement en exécution la mesure du comité des droits des enfants de l'ONU sur la protection des enfants face aux effets du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement. En ce qui concerne la sensibilisation : sensibiliser les populations des zones rurales à la pratique du reboisement et de l'agroforesterie ; convaincre au moyen de la communication persuasive les paysans à ne pas commercialiser toutes leurs productions vivrières mais à réserver une quantité suffisante en cas de baisse de la production ; intensifier les campagnes de sensibilisation auprès des familles vivant dans des zones susceptibles d'être impactées par des inondations provoquées par le réchauffement climatique. Ces inondations constituent une menace pour les droits à un environnement sain, à la santé, à la scolarisation des enfants. Le respect de l'ensemble de ces propositions pourrait constituer un bouclier pour les droits des enfants contre les conséquences désastreuses du réchauffement climatique.

Références Bibliographiques

Andréa Anderson (2005), *The Community Builder's Approach to Theory of Change : A Practical Guide to Theory Development*, The Aspen Institute Roundtable on Community Change, 281 Park Avenue South, Fifth Floor, New York, NY 10010

Baggio Stéphanie, Rouquette Michel-Louis (2006) « La représentation sociale de l'inondation : influence croisée de la proximité au risque et de l'importance de l'enjeu », dans *Bulletin de psychologie*, Vol.1, N°481, p. 103- 117

Fujiki Kenji (2017), *Etude prospective des impacts sociaux d'une inondation majeure en région Ile-de-France. Disparités socio-spatiales dans la prise en charge des populations franciliennes en situation de crise et post-crise : une analyse cartographiée et quantifiée des besoins des ménages, de l'évacuation à la reconstruction*, Géographie. Université de Lyon (Université Jean Moulin Lyon 3)

Goula Bi Tié Albdert et al. (2006) « Impacts du changement climatique sur les ressources en eau en zone tropicale humide : cas du bassin versant du Bandama en Côte

d'Ivoire », dans *Agronomie Africaine*, Vol. 18, N°1, p. 1-11, repéré sur : <https://www.ajol.info/index.php/aga/article/view/1674> consulté le 10 octobre 2023

Le Monde Afrique (2022), *Côte d'Ivoire : dix-neuf morts dans les inondations en juin*, repéré sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/08/cote-d-ivoire-dix-neuf-morts-dans-les-inondations-en-juin_6133930_3212.html , consulté le 9 décembre 2023

Média Terre (2020), *Changements climatiques en Côte d'Ivoire : L'urgence de l'action !* repéré sur <https://www.mediaterre.org/actu,20200130113406,5.html>, consulté le 25 octobre 2023

Rapport Advan's Côte d'Ivoire (2022), *Impacts du changement climatique sur les producteurs de cacao*, repéré sur : <https://www.advansgroup.com/fr/media/actualites/advans-cote-divoire-evalue-les-impacts-du-changement-climatique-sur-les-producteurs-de-cacao/>, consulté le 25 octobre 2023

Rapport CNRA (2020), *le changement des régions du Bandama, du Moyen Comoé, du N'zi Comoé*

Rapport OIM (2008), *Migrations et changements climatiques*, N° 31 Editeur : Organisation internationale pour les migrations 17 route des Morillons, 1211 Genève 19, Suisse, Traduction française : Marc Tessier et Pierre Nicolas, repéré sur <https://publications.iom.int › pdf › mrs-3>, consulté le 25 octobre 2023

Rapport UNICEF 2020, *Présentation de l'indice des risques climatiques pour les enfants* octobre 2023

RGPH Côte d'Ivoire (2021)

Taplin Dana et al (2013), *Theory of Change*, New York : Actknowledge and the Rockefeller Foundation

Terre des Hommes Suisse (2023), *La crise climatique menace les droits de l'enfant*, repéré sur : <https://terredeshommessuisse.ch/la-crise-climatique-menace-les-droits-de-lenfant> , consulté le 10 octobre 2023

DE LA DYNAMIQUE INFORMATIONNELLE DE LA SODEXAM À LA LOGIQUE DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES FACE AU DEFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Khan KOUAMÉ

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

khankouame@gmail.com

Kouakou Guillaume YAO

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

yaoguillaume947@gmail.com

Résumé :

Cette communication a eu pour objectif de montrer la possibilité du lien entre la démarche info-communicationnelle de la SODEXAM et la construction des représentations émergentes sur la question du changement climatique en Côte d'Ivoire. L'étude s'est inscrite dans une approche épistémologique hybride en indexant la communication verte et les représentations sociales comme substrat théorique.

Une enquête en ligne menée via google forms a permis de recueillir les opinions de 110 enquêtés sur les variables liées à leur mode d'informations, leur intérêt et la fréquence de consultation des informations liées à la météo, leur opinion sur le changement climatique.

Les résultats de l'étude ont pu démontrer l'existence de représentations émergentes sans toutefois établir le lien entre ces représentations et l'action exclusive de la SODEXAM.

Mots clés : dynamique informationnelle, représentations sociales, changement climatique, communication verte

Abstract :

This communication aimed to show the possibility of the link between the info-communication approach of SODEXAM and the construction of emerging representations on the issue of climate change in Côte d'Ivoire. The study was part of a hybrid epistemological approach by indexing green communication and social representations as a theoretical substrate. An online survey conducted via Google Forms made it possible to collect the opinions of 110 respondents on the variables linked to their mode of information, their interest and frequency of consultation of information related to the weather, their opinion on climate change, etc.

The results of the study were able to demonstrate the existence of emerging representations without however establishing the link between these representations and the exclusive action of SODEXAM.

Keywords: informational dynamics, social representations, climate change, green communication

Introduction

Reconnu pour la première fois comme un problème d'envergure mondiale en 1979, le changement climatique constitue un obstacle au développement durable. C'est pourquoi, suite à la première conférence climatique organisée à Genève par l'organisation météorologique mondiale à la même date, « un appel a été lancé aux gouvernements les enjoignant à tout mettre en œuvre pour éviter toute forme de changements climatiques d'origine anthropique susceptible de léser l'humanité tout

entière » (J. V. Kouassi, 2005, p.4). Cette adresse aux États semble avoir un écho favorable dans la mesure où en 1992, 168 pays parmi lesquels figure la Côte d'Ivoire ont adopté la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Cette convention a été ratifiée le 14 novembre 1994 par l'État ivoirien. La mise en œuvre des dispositifs de cette convention a mobilisé plusieurs appuis internationaux en l'occurrence le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM), le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). Au niveau national, un cadre juridique et institutionnel en matière d'environnement régissant les questions ayant un lien avec le changement climatique a été mis en place. Alors que le domaine juridique comprend des textes législatifs et réglementaires, le leadership institutionnel est assuré par les organisations vertes telles que le ministère de l'Environnement et du Développement durable, la Société de Développement des Forêts (SODEFOR), l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), la Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (SODEXAM) et les ONG à vocation environnementale. Aussi, dans le cadre du leadership institutionnel, un Programme National Changement Climatique (PNCC) au compte de la période de 2015-2020 (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2014, p.33) a été mis en place par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable afin de répondre aux catastrophes socioclimatiques telles que les crises alimentaires latentes, l'augmentation de la température, la submersion des terres, les inondations, le changement des saisons agricoles, la faible pluviométrie, etc. L'exécution de ce programme a nécessité l'implication effective de l'ensemble organisations vertes afin de parvenir à une résilience collective. Parmi les nombreuses actions de ces organisations, celles de la SODEXAM semblent les mieux connues des populations. Grâce à une émission des bulletins de vigilance crue à travers l'émission « la Météo » diffusée sur la première chaîne ivoirienne (RTI1), la SODEXAM sensibilise et prévient des risques liés aux conditions atmosphériques à un moment donné dans un endroit particulier, notamment la température, l'humidité, les précipitations, la nébulosité, le vent et la visibilité. Cependant, il convient de noter que nonobstant la dynamique informationnelle de la SODEXAM, le changement climatique reste moins connu « en Côte d'Ivoire (56%) contrairement au Lesotho (59%), au Burkina Faso (60%), à la Namibie (64%), au Mali (66%), à l'Ouganda (67%), au Kenya (70%), au Malawi (72%), au Gabon (73%), et au Cabo Verde (74%) » (P. A Yéo et K. S. Silwé, 2021, p.2). Une revue de littérature sur la question en zones arides et semi-arides d'Afrique révèle que les populations, y compris les paysans dont les conditions de vie dépendent de l'agriculture pluviale, ne perçoivent pas les évolutions du climat comme les scientifiques les détectent. Elles reconnaissent l'irrégularité interannuelle des quantités cumulées des précipitations, cependant, elles ne mentionnent jamais le retour des pluies observées dans les années récentes (AKOPNIKPE et al., 2010 ; MERTZ et al., 2009, 2012 ; DIESSNER, 2012). Selon F. Komewski et al. (2015, p.103) « la température n'est pas perçue comme un facteur de vulnérabilité par les populations qui citent davantage les changements de la pluviométrie (sécheresse, démarrage tardif, raccourcissement de la saison humide, événements de pluies intenses) comme provoquant le plus de dégâts sur les récoltes et donc ayant un impact sur le quotidien des populations ». La dichotomie entre les différentes perceptions ou représentations sociales dans les pays africains en l'occurrence la Côte d'Ivoire constitue des barrières à l'adoption d'un comportement adaptatif et préventif face au changement climatique. Alors que la dynamique informationnelle de la SODEXAM devrait logiquement influencer les perceptions liées au changement climatique et susciter une prise de conscience, l'on constate avec Michel-Guillou que « le phénomène reste difficilement perceptible ou compréhensible pour une population non scientifiquement avertie et de nombreuses divergences persistent notamment concernant ses causes et ses conséquences » (2014, p.451). La

présente étude envisage d'analyser la corrélation entre la démarche infocommunicationnelle d'une organisation verte en l'occurrence la SODEXAM et la construction des représentations sociales des populations ivoiriennes en rapport avec les questions climatiques. La question qui est au centre de cette étude est de savoir si les informations préventives diffusées par la SODEXAM influencent réellement les représentations que la population ivoirienne se fait du changement climatique. De façons spécifiques, l'approche de diffusion de masse adoptée par la SODEXAM via un média classique comme la télévision est-elle visible ?

En sus, quelles sont les représentations que les populations se font du changement climatique ? Quelle est l'incidence de ces représentations émergentes sur les attitudes et les comportements des individus ? Pour répondre à ce questionnement, nous partons du postulat que la dynamique informationnelle initiée par les organisations vertes actuellement n'a pas d'incidence réelle sur les attitudes des populations et ne permet pas d'influencer significativement leurs représentations sur la question du changement climatique.

La présente communication reposera *in fine* sur un plan triptyque. Premièrement, il s'agira de situer l'embase théorique de l'étude. Tout comme T. Libaert et A. Catellani (2011), nous posons les bases d'une possibilité théorique d'une véritable « écologie de la communication durable » d'organisation et d'entreprise, pour nous interroger aussi sur ses déformations et instrumentalisation avec une attitude scientifique et critique. Ensuite, nous définirons la démarche méthodologique et enfin les grands axes des résultats qui se dégagent de l'étude.

1. Ancrage théorique

Notre étude s'inscrit dans une approche réceptive des communications des organisations en indexant la dynamique théorique des études sur la communication verte des organisations (T. Libaert, 1992,2007) et celle des Représentations sociales (RS) (S. Moscovici, 1961, 1976, W. Doise, 1992, G. Lo Monaco, 2023).

1.1. Dynamique de l'information verte

Lorsque T. Libaert écrivait son ouvrage sur la communication verte en 1992, les préoccupations majeures sur les questions environnementales étaient encore à leur balbutiement. Pour preuve, les premières implications communicationnelles entre l'environnement et l'organisation sont issues de la médiatisation de catastrophes environnementales majeures. Aujourd'hui, de nombreuses recherches se sont intéressées à cette question qui cristallise la réflexion scientifique autour de l'action de l'homme sur son environnement, mais également l'action de l'organisation porté par l'homme sur l'environnement.

En effet, depuis une trentaine d'années, le réchauffement climatique et la pollution mobilisent les gouvernements, les entreprises et les organisations non gouvernementales soulevant la question du risque d'épuisement des ressources causé par une croissance économique exponentielle. Le domaine de la protection de l'environnement s'est institutionnalisé comme en témoignent la signature de plusieurs traités internationaux, la mise en place d'un droit européen en matière de protection de l'environnement, la création en France d'un ministère de l'écologie dès 1971, ou le vote de la loi sur l'air aux États-Unis en 1970 (Élisabeth Albertini, 2011)

Si ces problématiques semblaient n'intéresser que les occidentaux, l'Afrique à travers les nombreux sommets et rencontres internationales sur le climat et ses mutations a également saisi la balle au bond. Les organisations locales aujourd'hui unanimes sur la question du réchauffement climatique s'inscrivent dans cette sorte « vertisation » de

leur communication et renforcent leur engagement vis-à-vis de la société dans laquelle elles vivent.

L'effet du pouvoir des parties prenantes, la montée de la RSE et la conscience éthique des consommateurs se ressent sur les entreprises qui adoptent un mode de marketing plus responsable traduit par la communication verte. C'est dans cette dynamique que Grant (2009) présente « la communication verte » comme étant « un élément incontournable de ce marketing, qui prend en considération les questions environnementales, sociales et sociétales, et cherche à produire des messages responsables pour encourager l'adoption de comportements positifs et écologiques ».

Les entreprises ne sont plus uniquement motivées par le besoin de visibilité. Elles s'inscrivent dans une perspective de positionnement sociétale en démontrant un intérêt certain pour les questions environnementales.

1.2. Approches théoriques des Représentations sociales sur l'info-météo

Partant du principe qu'il existe de nombreuses approches théoriques qui structurent la manière d'appréhender l'objet des représentations sociales selon Pascal Moliner (2015,22), notre démarche vise succinctement à présenter quelques-unes d'entre elles susceptibles d'influencer l'orientation que nous souhaitons donner à cette étude.

En effet, la sociogénétique proposée initialement par Moscovici a d'abord visé à décrire les conditions et les processus impliqués dans l'émergence des représentations. L'approche *structurale* (Abric, 1976) s'intéresse quant à elle aux contenus des représentations, à leur organisation et à leur dynamique. L'approche sociodynamique (Doise, 1990), porte un regard sur les liens entre rapports sociaux et représentations sociales. Enfin, l'approche dialogique (Markova, 2007), met l'accent sur le rôle du langage et de la communication dans l'élaboration des représentations. Loin d'être en opposition, ces différentes orientations sont en réalité complémentaires, car elles développent et approfondissent l'une ou l'autre des facettes du concept forgé par Moscovici.

De façon concrète, nous inscrivons notre étude dans l'approche sociogénétique de Moscovici (1976).

Ce dernier souhaite avant tout proposer une description de la genèse et du développement des représentations sociales. Selon lui, l'émergence d'une représentation sociale est toujours tributaire de l'émergence d'une situation innovante, d'un phénomène inconnu ou d'un événement inhabituel.

Ce caractère nouveau de l'objet ou du phénomène implique que l'information à son sujet est assez limitée, parfois incomplète et très dispersée dans les différents groupes sociaux impliqués par l'émergence de cet objet. C'est ce que Moscovici appelle la dispersion de l'information.

Cet objet (ici un problème, un phénomène) étant souvent incompris, méconnu va susciter autant d'inquiétudes que d'attention des individus ou des groupes sociaux au point d'influer sur le cours habituel de leur vie. L'objet motive donc une activité cognitive intense visant à le comprendre, le maîtriser, voire s'en défendre (phénomène de pression à l'inférence) et occasionne une multiplicité de débats et de communications interpersonnelles et médiatiques. Par ce biais se réalise la mise en commun des informations, des croyances, des hypothèses ou des spéculations aboutissant à l'émergence de positions majoritaires dans les différents groupes sociaux. Cette émergence de consensus est facilitée par le fait que les individus traitent les informations sur l'objet ou la situation de façon sélective, en se focalisant sur un aspect particulier en fonction des attentes ou des orientations du groupe (phénomène de *focalisation*).

La formation progressive d'une représentation qui se manifeste spontanément se fonde donc sur trois ordres de phénomènes que sont *la dispersion de l'information, la focalisation et la pression à l'inférence*.

Mais pour mieux comprendre ces phénomènes, l'on doit les inscrire dans les deux processus majeurs définis par Moscovici que sont l'*objectivation* et l'*ancrage*.

En effet, l'*objectivation* renvoie à la façon dont un objet nouveau va, par le biais des communications à son propos, être rapidement simplifié, imagé et schématisé. Cette notion renvoie au processus par lequel un objet abstrait, un concept, se transforme en une image ou un schème figuratif dans l'univers cognitif d'un individu. Les représentations sociales (RS) sont en quelque sorte confondues avec une structure hiérarchisée de « mots » ou d'images permettant de leur identifier et de les associer à l'objet en question.

Toutefois, il faut noter qu'une telle perspective, aussi réductrice soit-elle, permet de démontrer que cette portée de l'*objectivation* est un moment clé dans le processus de construction d'une réalité, car découlant d'une formalisation d'un savoir concret et quotidien et qui, en retour, transforme ce savoir « naïf » en une nouvelle réalité. (Willem Doise, Alain Clémence, Fabio Lorenzi-Cioldi, 1992 :24)

Dès lors, les différents aspects de l'objet sont ainsi détachés du champ auquel ils appartiennent pour être appropriés par les groupes qui, en les projetant dans leur univers propre, peuvent mieux les maîtriser. Ces éléments sélectionnés vont former ce que Moscovici appelle un noyau figuratif, c'est-à-dire un ensemble imagé et cohérent qui reproduit l'objet de façon concrète et sélective.

En pénétrant dans le corps social au moyen des communications, en se généralisant de manière collective, cette schématisation de l'objet se substitue à la réalité même de l'objet et se « naturalise ».

La représentation est alors constituée et prend le statut d'évidence. Elle constitue une « théorie autonome » de l'objet qui va servir de base pour orienter les jugements et les conduites à son propos.

L'*ancrage* complète le processus d'*objectivation*. Il rend compte de la façon dont l'objet nouveau va trouver sa place dans le système de pensée préexistant des individus et des groupes. Selon un mode élémentaire de production de connaissance qui repose sur un principe d'analogie, l'objet nouveau va être assimilé à des formes déjà connues, des catégories familières. Il va, dans le même temps, s'inscrire dans un réseau de significations déjà présent. La hiérarchie des valeurs propres aux différents groupes va constituer un réseau de sens à partir duquel l'objet va être situé et évalué. L'objet va donc être interprété de façon différente selon les groupes sociaux. Cette interprétation va, de plus, s'étendre à tout ce qui concerne de près ou de loin cet objet. Chaque groupe social rattache ainsi l'objet à ses propres réseaux de significations, garants de son identité. De cette manière se constitue un ensemble très vaste de significations collectives de l'objet. De cette manière aussi, l'objet devient un médiateur et un critère de relations entre les groupes. Toutefois, et c'est là un aspect essentiel de l'*ancrage*, cette intégration de la nouveauté dans un système de normes et de valeurs déjà présentes ne se fait pas sans heurts. Il résulte, de ce contact entre l'ancien et le nouveau, un mélange d'innovation, dû à l'intégration de l'objet inconnu jusqu'alors, et de rémanence, cet objet venant réactiver les cadres de pensée coutumiers de manière à l'y incorporer. De là découle qu'une représentation sociale apparaît toujours comme à la fois novatrice et rémanente, mouvante et rigide.

Ajoutons, enfin, que lorsque les processus d'*objectivation* et d'*ancrage* parviennent à leur terme, les représentations vont s'organiser selon trois dimensions qui sont aussi des éléments de leur analyse ou de leur comparaison. *L'information* correspond aux contenus des représentations, ces derniers pouvant être plus ou moins nombreux et diversifiés (on parle alors de représentation riche ou pauvre). *Le champ* désigne l'organisation et la hiérarchisation de l'information contenue dans une représentation (deux représentations peuvent avoir les mêmes contenus, néanmoins organisés et hiérarchisés différemment). Enfin *l'attitude* renvoie à la polarisation des contenus d'une représentation (on parle alors de représentations positives ou négatives).

Sur cette base théorique générale du processus de genèse des représentations sociales s'est développé un large courant d'études, initié notamment par les travaux de Denise Jodelet (1989). Ce courant s'attache à l'étude descriptive des représentations sociales en tant que systèmes de signification qui expriment le rapport que les individus et les groupes entretiennent avec leur environnement. Dans le cadre de notre étude, il s'agit dans la perspective théorique d'appréhender les représentations émergentes en lien avec les pratiques de massification de l'information fournie par les organisations à travers les médias.

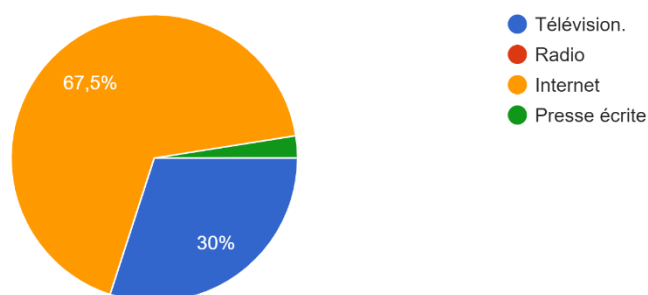
2. Approche méthodologique

La méthode de collecte des données adoptée dans cette étude repose sur une démarche quantitative. Comme technique d'investigation, nous avons procédé à une enquête sur Internet via la diffusion d'un questionnaire auprès de 100 individus répartis sur l'ensemble du territoire. Notre population d'enquête est composée d'hommes et de femmes, salariés des secteurs publics et privés, des individus du secteur informel, des étudiants et des sans-emplois. Le critère de sélection des enquêtés a reposé sur la proximité virtuelle. Dans ce sens, Google Forms a été le principal outil utilisé. Nous avons choisi comme mode d'administration du questionnaire les réseaux sociaux en l'occurrence WhatsApp, Facebook et Messenger. Le choix de ces moyens d'enquête se justifie par leur ubiquité et accès facile sur toute l'étendue du territoire. En nous inspirant des travaux de E. Michel-Gillou (2014) sur la représentation du changement climatique sous le prisme du sens commun, nous avons voulu questionner, non pas la vague de représentation que les populations ont du syntagme « changement climatique », mais d'interroger leur aptitude à reconnaître la pertinence de la démarche d'information initiée par la SODEXAM à destination des populations ivoiriennes. Pour ce fait, nous avons construit le questionnaire autour de trois variables majeures suivant la logique Moscovici et Jodelet : l'information, le champ et l'attitude. L'information correspond aux contenus des actions de communication de la SODEXAM et du concept de changement climatique. Nous envisageons ici d'appréhender la richesse ou la pauvreté des représentations autour de la communication de l'organisation verte. En outre, le champ désigne l'organisation et la hiérarchisation de l'information contenue dans une représentation (deux représentations peuvent avoir les mêmes contenus, néanmoins organisés et hiérarchisés différemment). Quant à l'attitude, elle renvoie à la polarisation des contenus des représentations autour des actions de communication de la SODEXAM (on parle alors de représentations positives ou négatives vis-à-vis de l'information générée).

3. Résultats

Les résultats envisagés ici répondent au principe de répondre à la question de savoir si la démarche infocommunicationnelle adoptée par la SODEXAM à l'égard du grand public via l'émission « Météo » permet structurer convenablement et les réellement leur représentation sur la l'objet changement climatique.

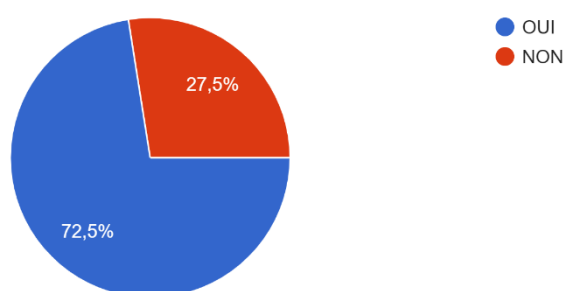
3.1. Comment vous informez-vous de façon générale ?



Sur la question du moyen usuel le plus utilisé pour recevoir les informations, 67,5% des enquêtés ont identifié Internet comme support privilégié pour s'informer contre 30% pour la télévision.

Cette tendance suppose que les Ivoiriens sont de plus en plus consommateurs d'informations issues de l'écosystème numérique (site Internet, réseaux sociaux, applications...). Pourtant, force est de constater que la SODEXAM dans une dynamique conservatrice a toujours gardé le pari d'une massification de son approche publique via la télévision (Diffusion de programme sur les chaînes de télévision ivoirienne)

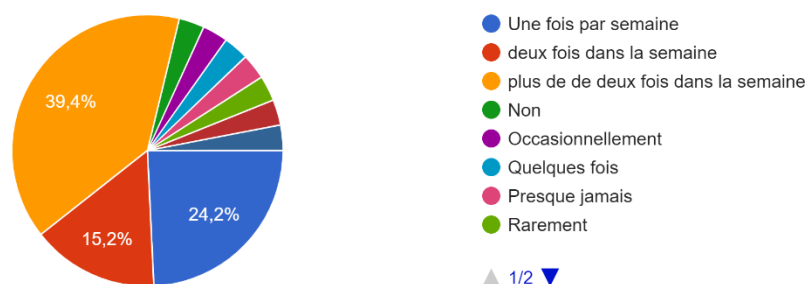
3.2. Est-ce que vous vous intéressez aux informations liées à la météo et diffusées via les médias



Cette question laisse entrevoir un intérêt certain pour les informations liées à la météo. Pour preuve, 72,5% des enquêtés affirment s'intéresser à ce type d'informations dans leur habitude de consommation d'informations.

Mis en rapport avec la question sur le type de support utilisé, on pourrait penser que les personnes enquêtées s'informent le plus sur Internet quand il s'agit de la météo alors que la corrélation établie entre les deux variables laisse entrevoir une contradiction entre le support d'information le plus consommé et le support le plus utilisé par la SODEXAM pour informer les populations.

3.3. Si oui, à quelle fréquence les consultez-vous ?



Concernant la fréquence de consultation, la tendance de consultation se situe au-delà de deux fois dans la semaine (39,4%). Cela laisse sous-entendre que le besoin d'informations relatives à la météo semble avéré d'une part. Et que l'incidence effective sur les attitudes peut être postulée.

3.4. Dans la mesure où vous vous montrez un intérêt pour ces informations liées à la météo, est-ce que ces informations influent sur votre façon de planifier vos activités quotidiennes ?



Les avis des enquêtés sont mitigés sur cette question.

En effet, 50% des enquêtés affirment que les informations météo ont une incidence sur la planification de leurs activités alors 50% affirment le contraire.

Cette hybridation des positions laisse entrevoir une représentation mitigée sur la question de l'influence réelle de la démarche d'informations sur les habitudes des citoyens.

4. Discussion

L'étude a eu pour objectif général de vérifier si la démarche infocommunicationnelle adoptée par la SODEXAM a permis de structurer réellement l'émergence de représentations sociales solides sur la question du changement climatique en Côte d'Ivoire. Cet objectif a servi de substrat à une démarche méthodologique qui a permis d'exposer les principaux axes émergents d'une enquête conduite sur Internet via Google Forms. L'approche simplifiée adoptée dans cette enquête (pour tenir compte de la sensibilité de l'écosystème Internet comme terrain de recherche) a permis de proposer un questionnaire assez simple prétester sur un échantillon de 50 personnes avant recalibrage pour la diffusion sur Internet.

De ce qui ressort, les résultats indiquent que le moyen le plus usité aujourd'hui dans l'accès à l'information demeure Internet (67.5%) des répondants.

Cette expression permet de remettre en cause la démarche infocommunicationnelle de la SODEXAM qui demeure assez traditionaliste, car ne s'adaptant pas assez au nouveau

mode de consommation médiatique des populations ivoiriennes et par extension aux technologies de l'information et de la Communication.

Cependant, ce résultat n'indique pas systématiquement que les informations liées à la météo ne sont pas visibles par les populations. Pour preuve (72.5%) des personnes enquêtées ont exprimé leur intérêt certain pour les informations liées à ce type d'informations. Cela confirme qu'il existe bel et bien une représentation liée à la diffusion de la météo en Côte d'Ivoire également confirmée par la fréquence des consultations de l'information sur la météo (plus de deux fois dans la semaine exprimée par 39.4% des enquêtés).

Malheureusement, une dichotomie s'observe sur la question de savoir si ces informations influent sur la planification des activités quotidiennes des enquêtés. Les réponses sont sur la question demeurent mitigées (50% vs 50%) et ne permettent pas de dégager une réelle tendance entre les partisans de la référence aux informations sur la météo dans la planification de leurs activités et ceux qui n'en tiennent pas compte.

On rejoint alors les résultats de Cabecinhas et al (2008) et Élisabeth Michel-Gillou (2014) sur la question de la représentation sociale du sens commun lié au changement climatique.

Cela suppose certes la question de la sensibilité réelle des populations vis-à-vis de la question du changement climatique, mais également sur la pertinence de la démarche stratégique adoptée par les organisations inscrites dans une démarche verte.

Tout logiquement, l'on a pu penser que la seule perspective de publicisation des informations météo aurait suffi à générer des représentations claires et objectives sur les mutations liées au climat en Côte d'Ivoire. Malheureusement, force est de constater le contraire. L'on peut arguer alors que la dimension informationnelle dans une démarche de publicisation de l'info-météo ne suffit pas à construire des représentations orientées sur la question du changement climatique pris comme un problème de développement majeur.

Les processus d'objectivation et d'ancrage qui renvoient en effet, à la façon dont un objet nouveau va, par le biais des communications à son propos, être rapidement simplifié, imagé et schématisé dans le contexte social et trouver du sens dans le système de pensées et d'actions se limitent dans notre contexte à quelques verbatims issus de l'enquête :

« Elles perturbent les quotidiens des Ivoiriens », « Les mutations observées dans le climat en Côte d'Ivoire accentuent les risques de sécurité alimentaire et autres risques environnementaux. », « les mutations observées dans le climat en Côte d'Ivoire sont vraiment intéressantes ! Le climat est en train de changer partout dans le monde, et cela a aussi un impact sur la Côte d'Ivoire. Il y a de plus en plus de variations dans les températures, les précipitations et les saisons. Cela peut avoir des conséquences sur l'agriculture, la biodiversité et même la vie quotidienne des personnes. C'est important de rester informé et de prendre des mesures pour protéger notre environnement. »

« Moi je pense que cette mutation est liée à la destruction de la couche d'ozone »

« les mutations observées dans le climat de la Côte d'Ivoire, comme dans de nombreuses autres régions du monde, sont préoccupantes. Les changements climatiques peuvent entraîner des variations dans les schémas de précipitations, des températures plus élevées, une augmentation de l'intensité des événements météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations. Ces mutations peuvent avoir des impacts significatifs sur l'agriculture, la disponibilité

de l'eau, la biodiversité et le bien-être des populations. Il est important de prendre des mesures pour atténuer les effets du changement climatique et s'adapter à ces mutations afin de protéger l'environnement et les communautés qui en dépendent. »

« Les mutations observées dans le climat en Côte d'Ivoire ont des impacts néfastes sur le bien-être des populations. Le changement climatique induit à la fois des problèmes de santé mentale immédiats à savoir l'anxiété, le stress post-traumatique et des troubles à long terme dus à des facteurs tels que les déplacements et la dislocation de la cohésion sociale. Aussi, le changement climatique compromet la réduction de la pauvreté, car les pauvres dépendent directement des écosystèmes gravement menacés et de leur service. Ils n'ont pas non plus des ressources nécessaires pour se défendre ou s'adapter rapidement aux changements climatiques.

« La Côte d'Ivoire a une température moins élevée de façon générale »

« Ces mutations sont sûrement dues au changement climatique, la diminution du couvert forestier et l'avancée du désert. »

« les mutations climatiques observées ces temps-ci sont en Côte d'Ivoire sont causées par la mauvaise gestion des ressources naturelles. »

« C'est vraiment une triste réalité, les mutations climatiques observées »

« Pour des mutations que nous observons en Côte d'Ivoire est que d'ici 20 ans nous serons dans une famine, si nous ne prenons pas nos dispositions d'éradiquer ce fléau »

« Les changements climatiques observés en Côte d'Ivoire, tels que les variations de température les modifications des précipitations et les extrêmes, peuvent avoir des impacts significatifs sur l'agriculture, l'environnement et les communautés locales. Il est crucial de prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation pour faire face à ces défis et promouvoir la durabilité. »

« Le changement climatique est un danger pour la planète à prendre au sérieux, surtout dans les pays développés qui je pense être les premiers responsables à la base de cette menace »

« Pas du tout bon pour les paysans et la biodiversité »

« Ces changements climatiques en Côte d'Ivoire nécessitent une attention particulière de tous. Nous constatons bouleversements des saisons liés à ces changements au niveau du climat ». « Inquiétant » « Changements liés aux activités humaines mal contrôlées (forte urbanisation, exploitation agricole abusive, exploitation minière anarchique...) »

« On doit prendre des dispositions pour pouvoir prévenir cette situation »

« Je pense que cela affecte beaucoup les paysans et leur plantation et touche directement la population. » (Quelques verbatims issus de l'enquête, 2023)

On peut donc affirmer que le processus d'objectivation et d'ancrage tels que décrit par Moscovici est bien réel dans l'imaginaire des groupes enquêtés. Mais comme le suppose (Willem Doise, Alain Clémence, Fabio Lorenzi-Cioldi, 1992 :24) cette réalité est juste la preuve que le changement climatique est connu des populations, ce qu'ils qualifient de savoir naïf.

Mais peut-on relier ce savoir naïf aux conduites et aux comportements quotidiens ? Telle est la grande préoccupation à laquelle cette étude se heurte, car en tenant compte du contexte de réalisation de l'enquête, qui pour des raisons de commodités a été accentuée

sur la collecte de données numériques, l'on a pu questionner la profondeur des représentations évoquées (verbatim).

Conclusion

En définitive, cette étude montre que la SODEXAM dans sa dynamique engageante vis-à-vis de la société ivoirienne a une influence sur la construction des représentations sociales liées à l'objet info-météo. Cependant, le lien entre la diffusion de ces informations sur la météo via les médias classiques (Télévision) et la question du changement climatique n'est pas formellement établi. On ne peut donc arguer que la formalisation d'un noyau figuratif des représentations liées au changement climatique en Côte d'Ivoire est exclusivement liée à la démarche info-communicationnelle engagée par la SODEXAM depuis plusieurs décennies.

Références Bibliographiques

Jean- pascal DESCHAMPS, Pascal MOLINER (2008), *L'identité en psychologie sociale, des processus identitaires aux représentations sociales*, Ed Armand Colin, Paris

Willem DOISE, Alain CLEMENCE, Fabio LORENZI CIOLDI (1992), *Représentations sociales et analyses de données*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble

Patrick RATEAU, et Gregory LO MONACO, (2013). La Théorie des Représentations sociales: orientations conceptuelles, champs d'applications et méthodes. *Revista CES Psicología*, 6(I), pp1-21

Élisabeth MICHEL-GILLOU, La représentation sociale du changement climatique : enquête du sens commun, auprès des gestionnaires de l'eau, Les Cahiers Internationaux de Psychologie sociale 2014/4 (Numéro 104), Éditions Presses universitaires de Liège, pp647-669 <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2014-4-page-647.htm>

Andréa CATELLANI et Thierry LIBAERT, 2011. Communication d'organisation et environnement : Évolution des approches, changement des pratiques *Recherches en communication*, n° 35 (2011). pp7-16

INFORMATION, COMMUNICATION ET ÉDUCATION DES ÉCOLIERS À L'ÉCOCITOYENNETÉ : UNE BARRIÈRE CONTRE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

KOUAMÉ Kouakou Hilaire
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
caublethilaire@yahoo.fr

Résumé :

Cette contribution en rapport avec le réchauffement climatique, s'inscrit dans la pensée du développement durable. Si les enfants, spectateurs, familiers aux rapports de domination des adultes sur la nature, sur l'environnement, sont susceptibles de reproduire ou de perpétuer ces pratiques au cours de leur vie, alors il est à redouter un cataclysme écologique, climatique les âges à venir. Informer, éduquer les futures générations à l'écocitoyenneté est un gage de la préservation de la planète. Adapter les rapports à l'environnement aux changements actuels, et réduire au cours de leur vie leurs empreintes environnementale, sont les visées de cette démarche éducative. Cette étude révèle qu'après plusieurs années consacrées à la « fabrique » d'écocitoyens, les écoliers des classes de CE2, CM1 et CM2, du groupe scolaire de la cité policière dans la commune du Plateau, connaissent les fondements du réchauffement climatique. Toutefois, ils ne parviennent pas à établir une correspondance avec leur réalité quotidienne. De plus, la sédentarité de la pédagogie adoptée par leurs enseignants, ne favorise par une immersion, une connexion des écoliers à la nature.

Mots clés : réchauffement, écoliers, climat, environnement, éducation, information

Abstract :

This contribution in relation to global warming is part of the thinking of sustainable development. If the children, spectators, familiar with the relations of domination of the adults on the nature, on the environment, are likely to reproduce or to perpetuate these practices during their life, then it is to be feared an ecological cataclysm, climatic the ages to come. Informing and educating future generations about eco-citizenship is a guarantee of the preservation of the planet. Adapting relationships to the environment to current changes, and reducing their environmental footprint during their lifetime, are the aims of this educational approach. This study reveals that after several years devoted to the "factory" of eco-citizens, schoolchildren in the third, fourth and fifth grade classes of the school group of the police city in the commune of Plateau, know the foundations of global warming. However, they are unable to match their daily reality. Moreover, the sedentary nature of the pedagogy adopted by their teachers, does not favor by an immersion, a connection of schoolchildren to nature.

Keywords : warming, school children, climate, environment, education, information

Introduction

L'élévation anormale de la température de notre planète est une préoccupation pour les gouvernements du monde. Ce phénomène est essentiellement lié à l'activité humaine. La forte industrialisation de certaines contrées du monde, la déforestation, l'urbanisation, le mode de vie et de consommation des populations en portent la responsabilité. Le réchauffement climatique touche à la vulnérabilité des écosystèmes et modifie l'équilibre de la météorologie. En Côte d'Ivoire, ces effets néfastes sont perceptibles à travers une augmentation des températures maximales et minimales, des

séquences sèches de plus en plus accrues, des raccourcissements des saisons pluvieuses, et des pluies en saison sèches (S. Bigot, 2004 ; B. Télesphore, 2005 ; SODEXAM, 2017 ; C. Gbossou, 2020). L'incidence d'un tel bouleversement climatique est indéniable sur notre agriculture pluviale et sur la vulnérabilité des populations. La réponse gouvernementale doit être à la hauteur de l'amplitude des dégâts causés par le réchauffement climatique. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'éducation à l'action citoyenne, autrement dit l'éducation à l'écocitoyenneté. Une éducation orientée vers les générations futures, vers les enfants, dans un contexte où l'on considère rarement les enfants comme des acteurs à part entière des problématiques environnementales, et comme partie prenante de la conception de projets d'intervention (B. Cohen & G. Di Mambro, 2016). La société actuelle perçoit les enfants comme des Êtres vulnérables, dépourvus d'expérience (James & James, 2004, cité par B. Cohen & G. Di Mambro, 2016). Des expressions telles que « Les enfants sont les citoyens de demain » suffisent à traduire, cette représentation selon laquelle les enfants seraient des agents « en devenir » et non pas d'actuels acteurs à part entière. Ils n'auraient donc pas les compétences requises pour comprendre des problèmes complexes comme ceux liés à l'environnement tout en se gardant de se préoccuper de problèmes d'adultes (S. Holloway & G. Valentin, 2000 ; D. Driskell, 2002 ; D. Mitra, 2012). Or, la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) reconnaît en son article 12, le droit des enfants, à s'exprimer sur des sujets qui les concernent, des thématiques en rapport avec leur cadre de vie. Le réchauffement est un problème actuel, qui risque de compromettre le futur de ces enfants. La recherche de solution à ce problème qui menace les fondements existentiels de notre planète, doit s'inscrire dans un processus participatif dans lequel les enfants doivent être vus comme des acteurs « actifs » dont on peut tirer parti de leurs idées, de leurs imaginations, de leurs réflexions sur l'environnement (ONU, 1996). De plus leurs comportements actuels (mode de vie, mode de consommation, leur mode de vie) déterminent leur rapport futur à la nature, à l'environnement. D'où la nécessité de les préparer à relever les défis environnementaux de demain. S'inscrivant dans cette logique, les acteurs pédagogiques du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau (Côte d'Ivoire), appuyés par la municipalité, ont intégré à leur curriculum d'enseignement, l'éducation à l'environnement, au regard de l'actualité relative au réchauffement climatique. Résolument tourné vers le futur, ce projet est centré sur le projet « *École verte* ». Construire une conscience pro-environnementale, susciter des comportements en faveur de la protection, de la préservation de l'environnement naturel, développer des éco-gestes chez les écoliers, par l'information, l'éducation, tels sont quelques sillons qui jalonnent le vaste champ éducatif à l'écocitoyenneté promue par le projet dénommé « *l'École verte* ». Quelles sont les modalités éducatives qui soutiennent la construction de connaissances relatives à l'environnement et à la problématique du réchauffement climatique ? Quels rapports les écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau, entretiennent-ils avec l'environnement ? Quel est le niveau d'engagement de ces écoliers à contribuer à la préservation durable de l'équilibre de la nature ? Trois hypothèses ont été émises pour permettre d'esquisser des réponses anticipées à nos questions de recherche. La première hypothèse entrevoit le projet dénommé « l'école verte » comme modalité exclusive à l'éducation des écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau, à l'écocitoyenneté. La seconde hypothèse affirme que les écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau ne sont pas préoccupés par les questions contemporaines liées à l'environnement. La troisième pose que la portée des savoirs liés à l'environnement, au réchauffement climatique, acquis par les écoliers de

ce groupe scolaire, se limite à l'institution scolaire, sans consolider leur lien d'attachement à l'environnement, à la nature. Cette contribution vise à évaluer les connaissances des écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau, relatives au réchauffement climatique, puis à évaluer leur niveau d'engagement pour un monde soucieux du climat et respectueux de l'environnement, après avoir appréhendé leur rapport à l'environnement et les modalités qui sous-tendent l'éducation de ces enfants à l'écocitoyenneté vue comme une réponse à la problématique du réchauffement climatique.

1. Méthodologie

Le contrat méthodologique de cette étude est fondé sur la méthode mixte qui s'appréhende comme une étude à la fois quantitative et qualitative. Le choix de cette méthode tient à sa singularité : celle de permettre une triangularité de l'analyse des résultats. L'analyse du niveau d'engagement des écoliers à un comportement responsable vis-à-vis de l'environnement peut être tributaire de la pertinence des modalités éducatives dont la finalité est de sensibiliser à une écocitoyenneté centrée sur la connaissance des enjeux cruciaux du réchauffement climatique. Les données de notre étude ont été collectées auprès d'écoliers et d'enseignants du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau. Le choix du terrain d'étude et des répondants, relève d'un choix raisonné. Depuis plus d'une décennie, sous l'impulsion de la municipalité du Plateau, le groupe scolaire de la cité policière a développé un projet environnemental adossé au concept d'école verte. Essentiellement financé par la municipalité, ce projet tire sa légitimité des tentatives de solutions aux échos nocifs du réchauffement climatique. Dans cet établissement scolaire, les écoliers sont sensibilisés, éduqués à l'environnement, aux comportements et pratiques en faveur de la préservation, et de l'équilibre de l'écosystème dans un élan de projection. Notre champ sociologique est constitué d'écoliers des classes de CE2, CM1, de CM2 et des enseignants. Ont été retenus, les élèves qui totalisent au moins 5 à 6 ans de présence dans le groupe scolaire. Quant aux enseignants, le critère d'ancienneté (4 ans) a été requis pour la sélection de cette population. Epruvé par la logique de l'échantillonnage à choix raisonné, l'échantillon d'enquêtés s'élève à 129 individus dont 125 écoliers et 4 enseignants. Par ailleurs, l'ancrage théorique de cette étude tire son fondement de la théorie constructivisme (J. Piaget, 1950 ; J. Piaget, 1952 ; J. Piaget, 1975). Théorie de l'apprentissage, de l'éducation, centré sur l'individu, le constructivisme stipule que l'apprenant (l'enfant), n'absorbe pas le savoir, mais se l'approprie en le mettant en lien avec son expérience, son vécu pour construire sa propre conceptualisation, son propre savoir susceptible de lui permettre de façonner son environnement. Transposé dans le champ de l'éducation relative à l'environnement, de l'éducation à l'écocitoyenneté, le constructivisme ouvre la perspective d'une autonomisation de l'apprentissage fondé sur la participation des élèves à la résolution de problèmes environnementaux actuels, sur leur engagement à se projeter pour sauvegarder de la planète du réchauffement climatique.

2. Idéale de conceptualisation endogène du réchauffement climatique : évaluation des connaissances des écoliers

La rhétorique des politiques africains sur le sur réchauffement climatique traduit une prise de conscience des enjeux de cette problématique à laquelle est confrontée le continent africain. La participation et l'organisation de sommets sur climat à l'international et au niveau local, suffisent à soutenir cette prise de conscience. Toutefois, dans l'espace public africain, les discours publics sur le réchauffement climatique, sont calqués sur le narratif occidental. Ces discours publics, élitistes pour être compris par la masse critique, doit correspondre à leurs vécus, et être construits sur

leurs expériences. Pour une partie importante du continent africain, le réchauffement climatique n'est pas une actualité nouvelle. Les vagues dévastatrices de sécheresse des années 70 et 80 en Côte d'Ivoire (E. Bernus et G. Savonnet, 1973 ; E. Bernus, et al., 1993), puis dans la partie sahélienne de l'Afrique jusqu'en Somalie et en Éthiopie, avait déjà forgé l'expérience africaine du réchauffement climatique. Alors l'idéal serait que le discours africain sur le réchauffement climatique soit construit à partir de savoirs endogènes qui s'appuient sur une conceptualisation locale. Que savent les écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau, du réchauffement climatique ?

Tableau 1 : Cognition des causalités, manifestations, effets du réchauffement climatique

Le réchauffement climatique, c'est :	Nombre de répondants (125)	Pourcentage (100)
La chute de la température	3	2
La montée des eaux	14	12
L'augmentation de la température de la Terre	102	81
La baisse de la lumière	6	5
Quelles sont les causes du réchauffement climatique ?		
La consommation de l'énergie	7	5
La déforestation	36	29
Les Hommes	32	26
Les animaux	3	2
La production d'énergie	5	4
Les usines	17	14
L'orpaillage clandestin	25	20
Quelles sont les conséquences du réchauffement climatique ?		
Sécheresse	36	29
Changement climatique	5	4
Feux de forêt	58	46
Inondation	21	17
Baisse du niveau des eaux	3	2
Production des végétaux	2	2

Source : Donnée de notre étude (2023)

Faire des enfants des écocitoyens caractérisés par un « *agir environnemental* » responsable, et sensibles aux questions environnementales, repose en partie sur la construction de savoirs, de connaissances en lien avec les sujets actuels relatifs au climat. Nourris à l'éducation à l'environnement depuis plusieurs années scolaires, l'évaluation des connaissances des écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau, orientées vers le réchauffement climatique, révèle que 83,21% des écoliers interrogés ont une connaissance, une représentation mentale précise du *signifié* rattaché ou associé à la dénomination *réchauffement climatique*. Se référant à sa mémoire active, L. R. (Élève en classe de CM2, 2023) précise que le réchauffement climatique est un « *phénomène de transformation du climat qui se caractérise par une température anormalement élevée à la surface de la terre* ». La précision, la netteté de cette définition laisse supposer que cette élève la tient de son enseignant, qui à son tour la tient des discours, des narratifs officiels des organisations internationales œuvrant

pour le climat. Pour une meilleure appropriation de la problématique environnementale par les écoliers, l'idéal aurait été de privilégier une domestication du concept. La conceptualisation endogène du réchauffement climatique sous-entend sa translation dans la réalité locale en tenant compte des réalités linguistiques, de la perception de l'environnement, du climatique, des savoirs environnementaux au niveau local. Les éléments de langage utilisés à l'échelle internationale dans un souci de « *mondialiser* » le *signifié*, peuvent ne pas correspondre ou se synchroniser à notre vécu, à l'expérience environnementale des populations locales. Ainsi s'installe une dissonance cognitive. Par exemple, dans les zones rurales de certains pays sahéliens, où la question du rapport des populations à la nature, à l'environnement est prégnante, à cause de leur dépendance vitale de l'exploitation des ressources naturelles, la durée anormale de la saison sèche, la violence et la fréquence des vents, la faiblesse des rendements agricoles, les sols dénudés, etc., sont des facteurs qui influencent leur perception du réchauffement climatique (N. Kaboré, et al., 2019). Ils construisent leur grille de lecture à partir des effets consécutifs au changement climatique. Si dans l'hémisphère nord, le réchauffement climatique se résume à l'élévation de la température, pour cette frange de la population sahélienne, le réchauffement climatique, c'est l'ensemble des déterminismes écologiques (baisse des pluies, disparition des forêts, etc.) qui bouleversent leur vie, et accentuent leur pauvreté. L'origine humaine de ces changements n'échappent pas à la connaissance des écoliers interrogés. Ils savent que la déforestation, l'orpaillage, les feux de brousse, l'activité industrielle, etc., sont des causes du réchauffement climatique. À l'échelle collective, ce sont les adultes qui portent la charge de la responsabilité de ce phénomène. « *Nous, nous sommes encore enfant et on n'a jamais coupé un arbre* » : soutient O. R. (Élève en classe de CMI, 2023). « *Notre maître parle de la terre qui chauffe. Mais ce n'est pas encore arrivé chez nous ici* » : rétorque B. E (Élève en classe de CM2, 2023). Ces propos trouvent leur légitimité dans le narratif des enseignants qui peinent à établir une proximité entre le vécu des enfants et les contingences du réchauffement climatique, et d'exonérer les enfants de toute responsabilité ou de minimiser systématiquement leur empreinte environnementale dans un contexte purement ivoirien. Dans certains faubourgs de la commune d'Adjamé, il n'est pas rare de voir des enfants, en quête de débris de métaux, incinérer, brûler des pneus usagés à l'effet de récupérer les filaments de métaux qui s'y trouvent. Ces métaux sont ensuite vendus dans les entrepôts de recyclage de métaux. L'activité de ces enfants impacte inéluctablement l'environnement, et constitue un ferment, un déterminisme du réchauffement climatique. Bien encore, selon une étude commanditée par le ministère ivoirien des infrastructures économiques en 2007, et citée par T. Kouadio (2011), 60% des gaspillages d'eau potable sont imputables aux établissements publics dont 34% relèvent de la responsabilité des établissements scolaires. Quant à la consommation d'énergie, ce sont 715.759 mégawattheures qui sont gaspillés par an dans les ménages ivoiriens, soit 103 millions de dollars (I. Kamagaté, 2021). Dans ces ménages comme dans ces structures publiques d'enseignement, les enfants sont parfois auteurs de ces gaspillages : les pièces de la maison (toilettes, chambres) qui restent éclairées alors que personne ne s'y trouve ; le flux d'eau qui s'échappe des robinets des fontaines ou des toilettes. Ce sont, autant de gestes, d'actes susceptibles de faire le lit du réchauffement climatique, par l'augmentation anormale de la consommation d'énergie et d'eau, et par ricochet, l'accroissement de la production qui impactera inévitablement l'équilibre environnemental. Certains pays européens, pour satisfaire la demande croissante en énergie, ont recours au gaz naturel liquéfié (GNL) qui contient essentiellement du méthane. « *Or le méthane, lorsqu'il s'échappe*

est un gaz à effet de serre très puissant. Il réchauffe l'atmosphère 83 fois plus que le CO₂ sur une période de 20 ans, 28 fois plus sur une durée de 100 ans » : avoue F. Caroline (2023). Si les impacts environnementaux du GNL sont sujets à controverse, observons que les résultats de cette étude montrent que 91% des écoliers connaissent les conséquences du réchauffement climatique. Ils savent que la sécheresse, la diminution des ressources vitales, la forte présence de CO₂ dans l'air, la hausse des températures, le prolongement des saisons sèches, sont des effets résultant du réchauffement climatique. Ces écoliers tiennent ces informations des contenus des apprentissages relatifs à l'environnement diffusés par leurs enseignants. La finalité de l'éducation à l'environnement réside dans la prise de conscience de l'urgence climatique, puis dans la nécessité d'un changement de comportement à l'échelle locale, chez les enfants, en vue de sauvegarder la vie de notre planète et la vie sur notre planète. Toutefois, « *l'alphabétisation climatique* » (A. Pagès, 2022) ne peut suffire à elle seule à infléchir les habitudes, et susciter durablement l'engagement des écoliers en faveur de l'environnement, pour lutter contre le réchauffement climatique. La dimension communication est à considérer dans la perspective de mettre à débat les enjeux du climat, et de l'environnement. À travers le monde, des adolescents, des jeunes (Greta Thunberg en Suède, Rahmina Paulette Oyugi au Kenya, Iris Duquense en France, etc.) se mobilisent contre la situation actuelle de la planète, et pour protéger l'environnement pour le futur (idverde, 2022), participent depuis plusieurs années à des événements « *la marche mondiale pour le climat* », « *youth for climate* », « *youth for biodiversity* » (idverde, 2022), font réagir les dirigeants, créent une communication à double voix avec ces derniers. Engager les écoliers en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique suppose un écosystème d'actions, un processus éducatif, un processus de participation, et d'implication à l'échelle individuelle ou collective, orientés vers l'intégration graduelle, progressive de valeurs environnementales susceptibles de façonner un « *agir environnemental* » responsable, au service de la planète. Inscrire la problématique du réchauffement climatique à l'agenda des médias locaux et des discours publics, en tenant compte des réalités linguistiques, et sociologiques, pourrait renforcer les efforts éducatifs des enseignants et contribuer à la construction d'une conscience environnementale qui appelle à une adaptation à la situation environnementale actuelle, et la réduction drastique de l'emprunte écologique.

3. Interdépendance entre les enfants et leur milieu de vie : vers la construction d'une écocitoyenneté

La terminologie « écocitoyenneté » découle de la composition, de la combinaison de l'abréviation éco (pour désigner écologie) et citoyenneté. Tout comme la citoyenneté qui traduit le lien d'attachement d'un individu à un Etat, à un territoire, et qui permet à et individu de jouir de droits, et d'accomplir des devoirs, l'écocitoyenneté fait référence à la conscience d'être de la nature, à notre appartenance à la nature, à l'environnement dans lequel nous vivons (Vedura, 2022 ; <https://blog.helios.do/definition/ecocitoyennete/>). Etant citoyen de la nature, de l'environnement nous avons également des droits, mais aussi et surtout des devoirs, des devoirs indispensables pour garantir l'équilibre de la planète, l'exploitation responsable des ressources vitales de la nature sans compromettre les besoins futurs. Elle implique une responsabilité qui transcende les territoires (A. Dobson, 2007 ; Y. Girault et L. Sauvé, 2008 ; R. Gérard, 2009). Vue sous cet angle, l'écocitoyenneté s'inscrit dans le sillage du développement durable. L'écocitoyenneté est un concept sensibilisateur qui interpelle les citoyens à adopter individuellement et collectivement des comportements susceptibles de protéger, de préserver la nature, l'environnement. La finalité de

l'écocitoyenneté est de construire une conscience écologique caractérisée par un sentiment de responsabilité envers le vivant et la préservation de l'environnement naturel (R. Mazaye, et al., 2022). Pour attester de la nécessaire construction d'une écocitoyenneté, R. Mazaye, et al. (2022) montrent l'interdépendance entre les individus et l'environnement naturel. Ces auteurs partent du postulat selon lequel le préfixe « éco » du mot écocitoyenneté correspond au mot grec « oikos » qui signifie « maison » mais plus largement fait référence à la biosphère, c'est-à-dire l'ensemble des Êtres-vivants et l'environnement dans lequel ils évoluent. C'est organismes vivants et l'environnement forment un écosystème (écologie) dans lequel ils entretiennent des relations entre eux, et avec l'environnement. Ces interactions entre les composantes de cet écosystème laissent entrevoir une grande interdépendance entre les organismes vivants et l'environnement. Pour G. Pineau et P. Galvani (2017, cités par R. Mazaye, et al., 2022), l'ensemble des éléments de la biosphère sont interconnectés par une relation écologique centrée sur des transactions entre eux. Par exemple, les humains subsistent grâce aux éléments de la nature. La vitalité de la nature dépend de l'agir environnemental responsable des humains. L'écocitoyenneté, c'est la fabrique d'écocitoyens ou d'écocitoyennes dotés d'une conscience qui admet l'importance de chaque organisme et éléments de l'environnement naturel, et la nécessité de préserver l'équilibre vital de notre planète dans un contexte mondial où les humains ont pris le pouvoir sur la nature, réduite à sa simple valeur utilitaire (P. Dansereau, 1994). Dévoilant les fondements de la construction d'une écocitoyenneté à l'école, K. M. (Directeur au groupe scolaire de la cité policière, 2023) affirme ceci :

« La préservation de l'équilibre de l'écosystème, la préservation de la biodiversité est une composante essentielle de l'éducation à l'écocitoyenneté que nous enseignons à nos élèves. On leur apprend que nous respirons grâce à la forêt qui répand de l'oxygène la journée et absorbe le dioxyde de carbone que la ville produit. La forêt du banco est le poumon de la ville d'Abidjan. Nous apprenons toutes ces choses à ces enfants en espérant qu'ils intègrent à leur conscience les valeurs environnementales tout le long de leur cycle de vie ; pour qu'ils se forment au fil du temps, un comportement écocitoyen dès leurs jeunes âges ; mais aussi qu'ils participent à socialisation de leurs parents, leurs communautés à la compréhension des grands enjeux environnementaux de notre temps, tels que le changement climatique, le réchauffement climatique ».

Expliciter les enjeux environnementaux aux enfants dès le bas âge, est un moyen de construire une perception positive, un intérêt manifeste à l'égard de la nature, de l'environnement, mais aussi et surtout de bâtir une relation de solidarité avec les autres éléments de la biosphère.

4. Modalités éducatives pour la construction de savoirs, de comportements et de pratiques en faveur de l'environnement naturel

Construire des savoirs, des comportements responsables en lien avec les urgences environnementales dues au changement climatique et au réchauffement climatique, requiert l'éducation des enfants à l'écocitoyenneté, à l'environnement, qui s'insère dans le continuum de l'éducation au développement durable. La finalité de cette éducation réside dans sa faculté à développer chez le jeune enfant, un esprit critique, à les éduquer aux comportements responsables, à favoriser leur engagement écocitoyen. En Côte d'Ivoire, l'éducation à l'écocitoyenneté, à l'environnement, et l'éducation au développement durable, n'apparaissent pas dans le curriculum de l'enseignement dispensé aux écoliers dans les structures éducatives placées sous de l'entité gouvernementale en charge de l'éducation nationale. Dans ce pays essentiellement agricole, dont le développement repose sur l'agriculture vivrière et l'agriculture

d'exportation, les questions environnementales doivent être une préoccupation majeure pour les dirigeants. Il s'agit de s'interroger sur les actes d'hier et d'aujourd'hui dans la perspective de réduire au mieux leurs incidences sur l'équilibre de l'environnement. En effet, les pratiques agricoles, l'urbanisation galopante, ont considérablement réduit le couvert forestier ivoirien, passant de 16,5 millions d'hectares à l'indépendance en 1960, à 2 millions d'hectares aujourd'hui (T. Kassoum, 2018). La déforestation engendrée par notre agriculture traditionnelle extensive, et la forte urbanisation, expose le pays aux affres du réchauffement climatique. Cette donne rend impérieux la généralisation de l'information, de la communication, de l'éducation aux valeurs écologiques à l'attention des générations futures. Au groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau, la construction des valeurs écologiques, repose sur « *l'École verte* ». Le choix de cette modalité éducative tire sa légitimité de la mutation et de l'évolution croissante de notre espace de vie. Comme le laissent penser R. Mazaye, et al. (2021), le fonctionnement des sociétés modernes est centré sur des modes de vie urbains qui concourent à l'aliénation de la nature pour satisfaire ses besoins, occasionnant ainsi un « déficit nature » chez l'enfant (R. Louv, 2005), couronné par une déconnexion du milieu naturel (J. Braus & S. Milligan-Tofler, 2018 ; C. Spencer & H. Woolley, 2000). Les enfants vivant dans les grands centres urbanisés ont une idée abstraite, lointaine de la nature, de la flore, la faune, et des enjeux que constitue l'environnement. « *l'École verte* » repose sur une pédagogie visant à construire des connaissances théoriques en rapport avec l'environnement naturel, l'écologie, les enjeux de l'écologie, les rapports de l'homme à la nature, les questions climatiques actuelles, mais aussi elle vise à sensibiliser les écoliers à l'adoption de gestes écocitoyens. Perçus comme des agents environnementaux, les élèves de tous les niveaux sont initiés au jardinage et au planting d'arbre dans la cour de l'école, après avoir été instruits sur le rôle crucial de l'arbre dans la régulation du climat, la production d'oxygène, la préservation de la biodiversité. Les arbres sont les plus puissants alliés pour préserver la vie sur terre, et barrer la route au réchauffement climatique (<https://www.lerisa-paris.com/pages/arbres-plantes>). « *Notre maître nous a dit que les arbres nous permettent de respirer et aux animaux de se nourrir. Si on coupe un arbre, on aura chaud et les oiseaux ne vont plus avoir de nid pour dormir. J'ai planté mon arbre derrière ma classe. C'est encore petit* » : soutient T. S. (Élève de CM1 à l'EPP Cité policière 2). S'il est vrai que le concept d'école verte rapproche les élèves de la nature et éveille leur conscience sur la nécessité d'un rapport responsable à la nature, il repose toutefois sur une pédagogie sédentaire. L'idéal serait d'organiser des sorties pédagogiques pour donner sens aux apprentissages scolaires, rapprocher les apprenants de la réalité, puis établir une connexion directe des écoliers avec l'environnement naturel. La forêt du Banco, la seule forêt primaire de l'Afrique de ouest, véritable réservoir hydraulique, poumon vert, oxygénant la ville d'Abidjan, (N. Sako et G. Beltrando, 2014) pourrait servir de cadre à cette sortie scolaire. Par ailleurs, l'approche éducative visant à « fabriquer » des écocitoyens d'aujourd'hui et de demain doit élargir son éventail pédagogique à la consommation domestique d'énergie, à l'usage du bois-énergie et du charbon de bois. Pour la cuisson des aliments, certains ménages et commerces dans la commune d'Adjamé, ont recours à l'énergie produite par le charbon de bois, et le bois de chauffe. Cette énergie non renouvelable est un facteur prégnant du réchauffement climatique eu égard à son remarquable empreinte écologique. L'émission de gaz à effet de serre et de CO₂ polluent l'environnement et fragilisent davantage la couche d'ozone. Le recours au bois de chauffe et au charbon de bois, concourt à la prédation, la destruction de la forêt, de la mise en péril de la biodiversité (D. Manirakiza, 2013 ; ONU, 2019 ; J. Deveaux, 2013). La connaissance de sources énergétiques alternatives au charbon de bois, au bois de chauffe, l'éducation à l'usage de ces énergies alternatives, et la gestion parcimonieuse, responsable de l'énergie domestique (éclairage domestique) peuvent atténuer la demande croissante des ménages et des commerces en énergie, et par ricochet réduire la pression sur le climat.

Dans cette perspective, les pratiques énergétiques dans la sphère familiale peuvent être envisagées comme modalité éducative des élèves dans le cadre de la construction d'une écocitoyenneté. Éteindre la lumière de la chambre, des toilettes, ou toute autre pièce de la maison, mettre en veille des appareils électro-ménagers, sont des pratiques énergétiques pouvant servir de curricula à cette éducation des écoliers du groupe scolaire de la cité policière de la commune du Plateau à l'écocitoyenneté.

Conclusion

Notre planète se réchauffe à un rythme inquiétant, faisant craindre une catastrophe écologique, humanitaire sans précédent, les siècles ou millénaires avenir. L'extension du bâti, la pression agricole sur les forêts, l'industrialisation effrénée, l'orpaillage clandestin etc. par exemple, contribuent de façon significative à fragiliser l'équilibre écologique et climatique. Le réchauffement climatique est avant tout l'œuvre des hommes. Si l'urgence écologique, environnementale commande une sensibilisation des adultes dont la finalité réside dans la réduction de leurs empreintes environnementales, les ODD recommandent l'éducation des enfants à l'environnement, à l'écocitoyenneté. Cette éducation repose sur la construction d'un agir environnemental responsable dès la base et au cours de leur vie, et la transmission des valeurs de la préservation de l'environnement, soutenue par une conscience environnementale à l'échelle individuelles, puis collective. L'écocitoyenneté se positionne comme un rempart au réchauffement climatique. L'évaluation des pratiques éducatives relative à l'environnement du groupe scolaire de la cité policière dans la commune du Plateau, révèle que les séances d'apprentissage théorique, le planting d'arbre et le jardinage, demeurent essentiellement les activités pédagogiques. Elle minimisant la portée instructive, éducative de l'éco-tourisme. Par ailleurs, si ces écoliers ont une parfaite connaissance des enjeux du réchauffement climatique, ce phénomène leur apparaît abstrait, tant sa conceptualisation n'entretient pas de lien étroit avec le vécu de ces écoliers. Leur engagement en faveur de l'environnement, en faveur du climat se limite à la lisière de leur institution scolaire.

Références Bibliographiques

Arnand Pagès, 2022, Le secteur de l'éducation doit adapter programmes et méthodes pédagogiques à une société re-programmée par le numérique et les enjeux environnementaux. L'enseignement devient-il agile ?, en ligne <https://www.ladn.eu/nouveaux-usages/climat-education-ecole-serious-game-expos/>

Belleau Elodie et Marco Barroca-Paccard, (2021), « Comprendre les composantes de l'écocitoyenneté chez les enfants et les jeunes : une réflexion théorique », Tréma [En ligne], 56, mis en ligne le 01 mars 2022, consulté le 28 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/trema/7020> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trema.7020>

Bernus Edmond et Savonnet Georges (1973), « Les problèmes de la sécheresse dans l'Afrique de l'Ouest », *Présence africaine*, n° 88, p. 113-138.

Bernus Edmond, et al., (1993), « Le Sahel oublié », *Tiers-monde*, vol. 34, n° 134, p. 305-326.

Bigot Sylvain. (2004). Variabilité climatique, interactions et modifications environnementales : L'exemple de la Côte d'Ivoire. Document de synthèse des activités scientifiques rédigé dans le cadre d'une habilitation à diriger des recherches. Université des Sciences et Technologies de Lille (France).

Braus, Judy. et Milligan-Toffler, (2018). La connexion des enfants et de la nature : pourquoi ça compte, *Ecopsychology*, **10**(4), 193-194

Brou Téléphore, (2005). Climat, mutation socio-économique et paysage en Côte d'Ivoire. Mémoire de synthèse. Université des Sciences et Technologies de Lille (France).

Caroline Félix, (2023), Environnement : le gaz naturel liquéfié est-il un carburant "propre" ? en ligne, https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/environnement-le-gaz-naturel-liquefie-est-il-un-carburant-propre_5934044.html, consulté le 14/11/2023

Christelle Robert-Mazaye, et al., (1994). L'envers et l'endroit. Le besoin, le désir et la capacité. Fides.

Deveaux Jacques, (2019), Le charbon de bois, le plus grand ennemi de la forêt africaine, disponible sur https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/economie-africaine/le-charbon-de-bois-le-plus-grand-ennemi-de-la-foret-africaine_3740227.html, consulté 05/09/2023

Dobson Andrew, (2007). Citoyenneté de l'environnement : vers le développement durable, **15**(5), 276-285.

Driskell, David, (2002). Création de meilleures villes avec les enfants et les jeunes : un manuel de participation. Londres : L'Unesco.

Gérard, Roland (2009). Éducation à l'environnement vers un développement durable : Réseau et mouvement. **Le sociographe**, **29**(2), 27.

Girault Yves. & Sauvé Lucie (2008). L'éducation scientifique, l'éducation à l'environnement et l'éducation pour le développement durable. **Aster**, **46**, 7-30.

Gbossou Christophe, (2022), Réchauffement climatique en Afrique : alerte ! <https://www.ivoirebusiness.net/articles/rechauffement-climatique-en-afrique-alerte-par-dr-christophe-gbossou>, consulté le

Holloway Sarah et Gill Valentine, (2000), La spatialité et les nouvelles études sociales de l'enfance, *Sociology*, **34**(4), 763-783

idverde, (2022), Portraits de jeunes engagés pour la protection de l'environnement, en ligne <https://idverde.fr/blog/portraits-de-jeunes-engages-pour-la-protection-de-lenvironnement/>

Issouf Kamagaté, (2021), Côte d'Ivoire : le gaspillage de l'électricité estimé 207 millions de dollars par an, en ligne, <https://www.financialafrik.com/2021/05/21/cote-divoire-le-gaspillage-de-lelectricite-estime-207-millions-de-dollars-par-an/>, consulté le 14/11/2023

James Allison et James Adrian, (2004), Construire l'enfance : théorie, politique et pratique sociale UK, NY: Macmillan Palgrave

Manirakiza Diomède, (2013), Effets de la consommation du charbon de bois sur la dégradation de l'environnement : cas de la ville de Bujumbura, disponible sur <https://www.beep.ird.fr/collect/curdes/index/assoc/14-411-4.dir/14-411-429.pdf>, consulté le 05/09/2023

Mitra Dana et Serriere Stéphanie (2012), Voix des élèves dans la réforme des écoles élémentaires : examiner le développement de la jeunesse en cinquième année, *American Education Research Journal*. 49(4), 743-774.

Nakouma Sako and Gérard Beltrando, (2014), Dynamiques spatiales récentes du Parc National du Banco (PNB) et stratégies de gestion communautaire durable de ses ressources forestières (District d'Abidjan en Côte d'Ivoire), en ligne, <https://journals.openedition.org/echogeo/13906?lang=en>, consulté le 20/11/2023

Natasha Blanchet Cohen et Giulietta Di Mambro (2016), L'écocitoyenneté chez les enfants : potentiel et paradoxe, Disponible sur <https://www.erudit.org/fr/revues/ere/2016-v13-n2-ere04029/1052535ar/>, consulté le 14/08/2023

Louv. Richard (2005). *Le dernier enfant dans les bois : Sauver nos enfants du trouble du déficit naturel*, Workman.

ONU, (1996), Centre des Nations Unies pour les établissements humains, La déclaration d'Istanbul sur les établissements urbains. Récupéré de : <http://www.un.org/french/ga/istanbul5/declaration.htm>.

ONU, (2019), Le charbon de bois : une question brûlante, disponible sur <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/recit/le-charbon-de-bois-une-question-brulante>, consulté 05/09/2023

Pamalba Narcise et al., (2019), Perceptions du changement climatique, impacts environnementaux et stratégies endogènes d'adaptation par les producteurs du Centre-nord du Burkina Faso, En ligne, <https://doi.org/10.4000/vertigo.24637>, consulté le 10/11/2023

Piaget Jean, (1950). *La psychologie de l'intelligence* (1ère éd.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203164730>, consulté le 05/01/2024

Piaget Jean, (1952). *Les origines de l'intelligence chez l'enfant*. (M. Cook, Trans.). W W Norton & Co. <https://doi.org/10.1037/11494-000>, consulté le 05/01/2024

Piaget Jean, (1975). *L'équilibration des structures cognitives*. Paris, PUF.

SODEXAM, (2017), Bulletin agrométéorologique décadaire. Ministère du Transport

Spencer Christopher. & Woolley, Helen. (2000). Les enfants et la ville : un résumé des recherches récentes sur la psychologie de l'environnement, <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/10921437/>, consulté le 10/11/2023

Théodore Kouadio, (2011), Eau potable: 60% des gaspillages sont constatés dans les établissements publics, en ligne, <https://www.fratmat.info/article/59477/Soci%C3%A9t%C3%A9/eau-potable-60-des-gaspillages-sont-constates-dans-les-etablissements-publics>, consulté le 14/11/2023

Traore Kassoum, (2018), Le couvert forestier en Côte d'Ivoire : une analyse critique de la situation de gestion des forêts (classées, parcs et réserves), *The International Journal of Social Sciences and Humanities Invention*, vol. 5, Issue 02, 5(02): 4387-4397

Vedura (2022), éco-citoyenneté, in <http://www.vedura.fr/social/education/eco-citoyennete>

Pineau Gaston. & Galvani Pascal. (2017). Exploration de l'écoformation humaine avec les quatre éléments : air, eau, terre et feu. In L. Sauvé, B. Bader, I. Orellana & K. Villemagne (Dir.) *Éducation, environnement, écocitoyenneté : repères contemporains* (pp. 29-46). Presses de l'Université du Québec.

AXE 4 :
**RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, SECURITÉ (ALIMENTAIRE,
ÉCONOMIQUE, ÉNERGÉTIQUE, SANITAIRE) ET RELATIONS
INTERNATIONALES**

TIC ET MARKETING INNOVANT DANS LA GESTION DES PROJETS ÉCOLOGIQUES EN ZONES SAVANICOLES DE CÔTE D'IVOIRE

Bi Kahou Albert DJE
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
djeybs@yahoo.fr

Richmond Goblin IRIÉ Bi
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
richmondgoblin070@gmail.com

Résumé

Avec la recrudescence de la déforestation et l'avancée du désert, il est crucial de prendre des mesures urgentes et durables pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Cette mesure à terme, permettrait aux entreprises et aux populations d'avoir un niveau de conscience écologique plus élevé. Etant entendu que le média le plus en vogue de nos jours est internet, nous avons placé au centre de cette recherche, la réflexion sur les stratégies de marketing innovant dans un contexte écologique pour étudier son impact sur les populations en zone de savane en Côte d'Ivoire. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de formuler les questions suivantes : Quelles techniques publicitaires en ligne pourraient avoir un fort taux d'impact en marketing écologique dans une zone en pleine savane ? Et comment conditionner le comportement des populations vivant en Côte d'Ivoire à l'effet d'avoir un comportement écologique ? Sur la base des résultats d'enquêtes quantitatives dans la ville de Bouaké, nous comptons démontrer que l'inbound marketing pratiqué avec une visée sociétale peut conduire à une consonance cognitive tout en permettant aux populations cibles d'adopter un comportement écologique.

Mots clés : Marketing écologique, inbound marketing, pull marketing, marketing innovant, marketing écologique en ligne, gestion des projets écologiques

Abstract

With the advance of deforestation and the desert, it is essential to take measures so that not only companies but also populations have a higher level of ecological awareness in order to effectively fight against global warming. Knowing that the median in vogue is the internet, we have placed at the center of this research the reflection on innovative marketing strategies in an ecological context to study its impact on populations. What online advertising techniques could have a high impact rate in ecological marketing in a city in the middle of the savannah? And how to condition the behavior of populations, even if it means ecological behavior?

Based on the results of quantitative surveys in the city of Bouaké, at the Ministry of the Environment, we are trying to demonstrate that inbound marketing practiced with a societal aim can lead to cognitive consonance while allowing target populations to adopt ecological behavior.

Keywords: Green marketing, inbound marketing, pull marketing, innovative marketing, online green marketing, green project management

Introduction

La terre toute entière choit sous le poids des catastrophes naturelles depuis plusieurs décennies. De l'Asie aux Etats-Unis, de l'Europe en Afrique en passant par l'Océanie. A cela s'ajoutent des catastrophes provoquées par l'homme à l'image de la destruction du gaz à effet de serre. Il existe cependant, une corrélation entre les actions de l'homme sur la nature et les catastrophes dites naturelles. Les gestes destructeurs de l'homme sur la nature engendrent quotidiennement des effets dévastateurs sur le climat. En Côte d'Ivoire, bien que les saisons demeurent les mêmes, on constate nonobstant un chevauchement au niveau des périodes. La climatologie en Côte d'Ivoire est devenue alors atterrante non seulement en zones citadines mais aussi en zones agrestes.

Selon K. Traoré (2018, p. 2), le couvert forestier pourrait disparaître vers 2040. Malgré les efforts du gouvernement, on assiste à une accélération de la destruction du couvert forestier à une proportion de 450 000 hectares par an. Jusqu'en 1997, on enregistrait un taux de destruction de 30% de la flore. « Le dernier inventaire forestier et faunique national indiquait une couverture de 2,97 millions d'hectares en mars 2021 » contre 16 millions en 1960. Il explique ce fait par le taux d'accroissement naturel de la population estimé à 2,55%, le phénomène de migration à la recherche du bien-être social, du mouvement des populations lié à la conjoncture sociale ou non. Ou encore les différentes crises militaro-politiques que la Côte d'Ivoire a traversées.

Mais à côté de cela, ce travail de recherche vise à toucher du doigt le fait que des campagnes de sensibilisation des organismes opérant dans les domaines de la préservation du couvert forestier en Côte d'Ivoire existent depuis le sommet de la terre en 1992 certes, mais jusqu'à ce jour, ce n'est qu'une infime partie de la population qui s'intéresse à l'écologie.

Les campagnes de communication qui, autrefois pouvaient toucher efficacement les populations, n'achèvent plus de convaincre aujourd'hui et cela devient difficile à cause de la phosphorescence et l'intérêt générés par Internet auprès des populations jeunes et même seniors. Il est plus qu'important de composer désormais avec ce média, cadet des cinq autres (télévision, radio, affichage, presse et cinéma). L'expansion d'Internet ne laisse personne indifférent. Au départ, c'était le moyen prisé des start-ups à cause du coup amoindri des frais de production publicitaire, mais aujourd'hui, même les grandes firmes opèrent avec la tendance Internet.

Il est dans l'intérêt des villes et des entreprises de prendre en compte ce fait et d'intégrer les nouvelles formes de communication dans leurs stratégies marketing afin de rendre la population davantage responsable et consciente des implications environnementales de ses actes. Les actions de l'homme doivent être canalisées pour parler de développement durable et plus précisément de marketing écologique. Pour M. Bernard et J. Boisvert (1992 ; p. 4),

« se positionner face au développement durable veut dire réfléchir aux mille et une facettes de cette thématique : réchauffement de la planète, effet de serre et couche d'ozone; énergie propre, eaux potables, conservation des forêts, des terres et des mers, désertification; conservation des espèces animales; gestion des déchets, consignation, recyclage, réutilisation, récupération; produits et services «verts».

Il devient vital de repenser le développement durable car cette situation alarmante relative au réchauffement climatique a un impact direct sur la pluviométrie provoquant ainsi d'énormes dégâts au niveau écologique et économique (difficulté de production et de distribution des cultures de rente et parfois des cultures vivrières). La mise en place du développement durable implique la capacité à combiner de manière harmonieuse les aspects environnementaux et économiques afin d'assurer la pérennité de nos sociétés.

C'est dans cette veine que nous avons axé ces recherches dans le domaine du marketing digital et du marketing écologique dans le but de créer une corrélation entre les pratiques publicitaires en ligne et la préservation, la conservation aussi bien du couvert forestier que du recyclage des produits et services verts.

Cette étude tente donc de répondre aux préoccupations auxquelles nombres de chercheurs aimeraient avoir des réponses concrètes au sujet de : Quelles techniques publicitaires en ligne pourraient avoir un fort taux d'impact sur le marketing écologique des villes en pleine savane ? Et comment conditionner le comportement des populations pour qu'elles aient un comportement écologique ?

Le préalable que pose ce travail en guise d'hypothèse est que l'inbound marketing ou le pull marketing pratiqué à une visée sociétale peut amener une population à s'engager dans les campagnes de communication pour la cause écologique et par ricochet, conditionner son comportement de sorte à adopter une attitude écologique. Car, l'objectif de la présente recherche étant d'impliquer la population dans les campagnes de communication au travers des nouvelles techniques digitales corrélative au marketing écologique et vert dans un premier temps et dans un second temps, de l'amener à prendre conscience des dangers du réchauffement climatique afin d'adopter un comportement écologique et responsable.

1. Méthodologie de recherche appliquée à l'étude

1.1. Milieu d'étude

Notre investigation présente une démarche nouvelle que nous avons dénommée "pull marketing écologique", mettant ainsi en relief la jonction entre les approches de marketing digital et écologique.

À travers des enquêtes, elle vise à examiner la possibilité d'orienter la région et les populations de la zone de savane vers la poursuite d'une démarche marketing responsable au travers de pratiques publicitaires sur Internet. Le rapport permet de comprendre la causalité entre les campagnes faites par les organismes en charge de la gestion du couvert forestier et de la population cible pour voir l'impact de celles-ci. Et comme nous avons mis l'accent sur la région savannicole, celle qui a été choisie est le Gbêkê, qui a pour chef-lieu de région Bouaké. Une ville située au centre de la Côte d'Ivoire dans la zone de savane arborée. C'est une ville qui présente à la fois les caractéristiques d'une grande ville et en même temps celle d'une ville agreste. On en veut pour preuve l'existence, d'un côté, d'infrastructures dignes d'une grande métropole comme, un aéroport, une université, un stade aux normes FIFA, un centre hospitalier universitaire (CHU) etc. Et d'un autre côté, une grande partie de la population qui ne vit que par les activités agricoles, voire champêtres.

1.2. Echantillon de l'étude et méthodes de recherche

Une première enquête a été menée au niveau de la mairie de Bouaké et une deuxième au niveau de la population. Une population qui constitue la cible du projet "Bouaké ville durable". Il s'est agi des étudiants et des jeunes des différents quartiers de la ville, âgés de 18 à 35 ans. C'est un échantillon non probabiliste de convenance. Cela nous a donné un total de 162 jeunes interrogés dans ces quartiers.

Cette vision s'est appuyée sur une méthodologie dont les données ont été colligées à partir d'une enquête quantitative au niveau de population de la ville de Bouaké.

La recherche par enquêtes quantitatives a visé à structurer la démarche de pull marketing écologique. Engageant chercheurs en communication et acteurs de la préservation environnementale, cette méthodologie apporte une contribution pour concevoir et

proposer des modèles et outils de gestion appropriés subséquent à un projet de développement durable dans les villes situées dans la zone savannicole en Côte d'Ivoire

Notre recherche entre ainsi dans un contexte visant à allier le digital et la cause environnementale au projet de construction d'une démarche de pull marketing écologique.

2. Réchauffement climatique et le marketing écologique

2.1. Définition du concept réchauffement climatique et marketing innovant

2.1.1. Réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un phénomène mondial survenu depuis l'époque de la révolution industrielle et caractérisé par une augmentation générale des températures moyennes. Ce qui modifie sans équivoque le climat et l'écosystème. Selon Clément Fournier (2023), « en 2016, la température moyenne sur la planète terre était environ 1 à 1.5° au-dessus des températures moyennes de l'ère préindustrielle (avant 1850) ». Il fait une révélation alarmante selon laquelle en 2022, le pic de l'intensité du réchauffement climatique a été enregistré avec les températures supérieures à environ 1,2° au-dessus de la température moyenne depuis l'époque préindustrielle. Si ce phénomène a été provoqué par l'homme, donc l'action de l'homme, dans un autre sens, il peut permettre un retour à la normale.

2.1.2. Marketing innovant

Le concept d'innovation en marketing consiste à explorer les pistes inexplorées ou encore mal explorées. Après un diagnostic, le marketeur détermine les failles d'une stratégie antérieure et tente d'y apporter une nouvelle solution de manière à satisfaire au mieux les besoins des consommateurs. On peut l'étendre sur trois dimensions : identification de besoins nouveaux ou insatisfaits, adoption d'offres aux évolutions des besoins, validation d'un nouveau concept.

C'est ce qui pousse R. Fahd (2013, p. 13) à affirmer qu'« intégrer la communication dans le périmètre du développement durable, c'est d'abord acter ses dérives actuelles et se donner les moyens de renouveler ce domaine, ses pratiques.»

Depuis le sommet de la terre en 1992, des mesures sont prises par les gouvernements, les organismes indépendants, les collectivités territoriales mais on constate avec consternation la destruction de la couche d'ozone. Nombres de chercheurs se sont penchés sur la question. Parmi eux nous avons retenu Kassoum Traoré (op cit) à cause de la question importante qu'il pose. Celle de savoir pourquoi malgré les campagnes existantes le fléau continue ?

Une question pertinente à laquelle nous pouvons répondre par une analyse logique. Les recommandations faites pour endiguer le phénomène sont importantes certes, mais on pourrait croire que le volet communicationnel manque de pertinence. Lorsque les conférences, les sommets sont organisés, ils sont de grandes importances certes, mais la fin de la chaîne est aussi à prendre en compte c'est-à-dire le citoyen lambda. Il est capital que l'information arrive jusqu'à lui. Cette étude ne tente pas de trouver les moyens pour que l'information arrive chez le citoyen ordinaire mais plutôt que celui-ci non seulement reçoive l'information, comprenne l'ampleur de la situation mais aussi et surtout qu'il s'implique dans le processus de communication, on parle de "consom'acteur".

Le constat est qu'Internet est en train de phagocyter les autres médias si bien que certains médias se retrouvent en difficulté. C'est le cas de la presse qui est obligée de se muer en presse en ligne pour faire face à cette situation de concurrence farouche. Internet est aujourd'hui en vogue et tout le monde ou presque s'y retrouve. Des illettrés aux professeurs titulaires des universités, des chômeurs aux riches hommes d'affaires.

Alors pour atteindre le citoyen ivoirien il faut compter avec Internet. Il ne faut pas seulement l'inclure en dernier ressort dans le plan-média mais le concevoir à partir d'Internet (R. Deiss et R. Henneberry, 2017, p. 54). Ce qui revient à introduire le marketing écologique dans la sphère du digital. Internet devient une sorte d'atelier qui voit naître la stratégie de marketing écologique et la distribue selon ses canaux.

Deux notions se font alors remarquer : le marketing digital et le marketing écologique. Ces deux notions doivent être claires dans la tête du marketeur pour pouvoir être efficace. Sachant que le domaine du digital est vaste, un aspect a retenu notre attention. Il s'agit du pull marketing qui n'est autre que l'inbound marketing. Comme le nom l'indique "pull marketing", ici, il est question de tirer le consommateur ou la population vers la proposition qui lui est faite.

2.2. Phénomène anthropique

Plusieurs causes peuvent expliquer le changement climatique mais l'activité humaine sur la nature en reste le levier principal. « Les données sont également très claires sur la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement climatique » (Clément Founier ; 2023). Parmi les actions de l'homme on peut citer : la production et la consommation d'énergies fossiles, la consommation énergétique des bâtiments, les secteurs industriels, le transport et l'agriculture ([déforestation](#) mondiale)

Les conclusions du Sixième Rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2022 et 2023, montre que « chaque année près de 60 milliards de tonnes de CO₂ sont émises par les activités humaines, ce qui représente 12% de plus qu'en 2010 et 54% de plus qu'en 2000. » (F. Beny et al. , 2023, p. 6),

F. Beny et al (op cit), donnent encore plus d'angoisse en affirmant que « certains impacts sont irréversibles même si les émissions de gaz à effet de serre (GES) s'arrêtaient. »

Ce qui veut dire que même s'il n'y a plus de destruction de la couche d'ozone, la planète continuera tout de même de faire les frais de celle déjà détruite depuis 1860. Il semble évident que la question est cruciale. Si l'homme modifiait son comportement vis-à-vis de la nature et de l'environnement, des dégâts pourraient être contenus. C'est en cela que les réflexions ont mené à une nouvelle forme de stratégie visant à valoriser la préservation de la nature, tout en alliant l'aspect sociétal, économique et environnemental. On a donc commencé à réfléchir au marketing écologique.

3. Marketing écologique

Pour M. E. Ayedi et M. Kammoun (2019, p. 89), la rencontre du marketing et de l'écologie a donné naissance aux expressions suivantes : « marketing environnemental », « éco-marketing », « marketing écologique » ou « écolo-marketing ».

Le marketing écologique encore appelé "marketing vert" est une pratique marketing des organisations qui est relative à la communication sur ses actions en rapport avec la préservation de l'environnement et tout ce qui l'entoure. Selon L. Ibtissame (2017, p. 161), « parler du marketing vert et écologique nous conduit à évoquer le marketing durable. C'est d'ailleurs dans ce sens que M. E. Ayedi et M. Kammoun (op cit) ont écrit que :

« le marketing vert, est une approche de gestion holistique chargée d'identifier, d'anticiper et de satisfaire les besoins des clients, d'une manière rentable et durable. Il correspond à une incorporation des principes du développement durable dans la démarche marketing (M. Le Gall, 2002). »

Cette notion de durabilité implique, à en croire G. Mrani (2009, p. 3), « de mener à bien ses missions de manière responsable. Le marketing durable n'est rien d'autre que le

marketing responsabilisé de demain ». Une démarche « responsable » améliore la notoriété et l'image de marque de l'organisation qui la pratique. L'organisation elle-même est respectueuse de l'environnement et appelle les consommateurs ou la population à adhérer à un comportement écologique.

Adopter une démarche de développement durable revient à changer toute la culture de l'organisation. Parfois, cela suscite des temps de formation aux fins d'impliquer les employés aux nouveaux objectifs de l'organisation. C'est un processus continu qui concerne l'ensemble de l'organisation et qui doit être intégré aux systèmes de management existants.

4. L'inbound marketing écologique

4.1. L'importance de l'inbound dans les projets écologiques

L'inbound marketing est une technique du marketing digital qui permet d'obtenir des résultats durables. Il est à la fois plus économique que le marketing classique et permet de prospecter en continu. C'est une stratégie marketing visant à faire venir le client à soi plutôt que d'aller le chercher avec les techniques de marketing traditionnelles de type outbound. La stratégie d'inbound marketing permet ainsi de décupler son nombre de leads sans avoir à entreprendre de démarches commerciales. Cette stratégie prend en compte l'évolution et le contrôle des actions menées.

Le marketeur doit anticiper les réactions de la population car il est celui qui les provoque, les stimule et les dirige vers l'offre qu'il propose. Il doit élaborer un plan afin que ce soit l'internaute qui recherche activement l'offre, plutôt que d'être exposé à des publicités pendant sa navigation. Il est important de savoir exactement où se trouve cette cible.

Lorsque des projets urbains sont lancés, il est fréquent de s'adresser directement à la population. Ainsi, la cible visée peut feindre d'adhérer au programme, mais seulement pour un temps limité, car elle ne comprend pas réellement les motivations du projet. En revanche, une approche "inbound", à visée sociétale, offre à la population une compréhension à long terme du projet et lui permet d'y adhérer. Dans certains cas, les membres de la population peuvent même devenir des ambassadeurs du projet.

4.2. Les étapes de l'inbound marketing

La première étape de la stratégie inbound consiste à attirer à partir des canaux digitaux un maximum de trafic. On parle alors de trafic ciblé. Cela est rendu possible grâce au contenu de la publication. Si au cœur d'une stratégie marketing classique se trouve les besoins du consommateur, au niveau du digital c'est différent. Avec le digital c'est le contenu qui est roi. Il faut faire des publications qui ne peuvent laisser indifférents la cible visée. Pour avoir du trafic et des visiteurs, il faut appliquer le marketing de contenu et adapter les sujets à sa stratégie SEO (search engine optimization). La stratégie SEO consiste à faire des publications pour améliorer son référencement de manière organique sur les moteurs de recherche comme Google. Il est conseillé de trouver des mots clés (en titre et dans le texte) qui peuvent être facilement détectable par l'algorithme de Google. Les outils SEO sont entre autres Google Keyword, Planner, et Ubersuggest etc. On retrouve Google Keyword Planner sur Google Adwords. C'est l'un des outils de planification de mots-clés les plus utilisés. Il permet de connaître les termes qui donnent lieu au plus grand nombre de recherches par les internautes.

La deuxième étape consiste à convertir le visiteur en client. Pour cela, il faut susciter une interaction avec l'internaute. Et cette réaction peut être provoquée par des "call to action". Ce qui permettra de transformer les leads en consommateurs ou en adhérents.

La troisième peut être intitulée conclusion. Après cette étape on peut dire que la personne a adhéré au projet. Une fois certains prospects convertis en lead, il faut maintenant les transformer en clients, cela se fait via un entretien et un approfondissement de la relation, on parle ici de lead nurturing, où plusieurs outils seront sollicités.

Et la dernière étape consiste à faire du client (personne ayant adhéré au projet) un ambassadeur. C'est l'étape de la fidélisation. Les équipes marketing entrent en scène pour personnaliser les messages pour créer une relation de confiance avec le client en vue de le fidéliser. Le but étant de transformer le client en ambassadeur en lui faisant aimer la marque ou même son contenu.

5. L'inbound marketing intégré au projet écologique des villes du centre de la Côte d'Ivoire

5.1. Identification et conversion des personas marketing

La clé de l'inbound marketing réside dans l'identification des personas marketing. Ici, il est important de proposer du contenu ciblé sur les enjeux environnementaux et les solutions durables. Cela peut prendre la forme d'articles de blog sur les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, d'ebooks sur les économies d'énergie, de vidéos démontrant l'importance de la réduction des déchets, de podcasts mettant en avant des initiatives écologiques réussies et de quiz pour tester les connaissances sur le développement durable, entre autres.

En utilisant ces différents types de contenus, il est possible d'atteindre un large public et de capter l'attention des personas marketing. En proposant un contenu diversifié et captivant, une organisation a la possibilité d'éveiller l'intérêt de différents publics, tels que les agriculteurs, les transporteurs, les usines de production, les conducteurs de taxis et taxi-moto, les femmes de ménage, ainsi que tous les citoyens engagés dans la préservation de l'environnement. Chacun de ces publics représente un persona marketing spécifique, en fonction de son degré d'implication dans la dégradation de la couche d'ozone. En effet, selon C. Deffains-Crapsky (2023, p. 220), il est complexe de considérer tous les consommateurs-citoyens comme une seule et même cible, étant donné qu'ils s'engagent, consomment et polluent à des niveaux très variables.

Par ailleurs, cette approche de marketing écologique orienté inbound permet d'établir une relation de confiance et d'engagement avec ces personas marketing. En proposant un contenu spécifique répondant à leurs besoins et en démontrant son engagement dans des actions écologiques, une organisation peut inciter ces personnes à s'impliquer et à soutenir ces initiatives. Par conséquent, le marketing écologique offre une opportunité de sensibiliser le public, de promouvoir des comportements plus respectueux de l'environnement et de favoriser le développement durable.

5.2. La publication continue de contenus engageants

Les collectivités territoriales en charge des projets écologiques doivent respecter les règles de l'écosystème en ligne et s'engager écologiquement sur Internet et même en dehors. Elles doivent publier régulièrement du contenu intéressant pour susciter l'intérêt des internautes. Parfois, il est utile d'utiliser l'humour pour aborder des situations sérieuses et encourager la participation collective tout en restant engagé écologiquement. L. Soboro (2021, p. 116) propose des techniques pour inciter à la rétroaction, à savoir : poser des questions aux internautes et leur demander d'aimer les posts. Il est également possible d'enrichir le contenu avec des anecdotes et des publications instructives sur des sujets en rapport avec l'écologie, l'environnement, le réchauffement climatique...

La clé est de proposer un contenu de qualité qui intéresse la population. Ce contenu doit remplir trois objectifs lors de sa publication : attirer et informer les internautes, être

optimisé pour les moteurs de recherche et respecter l'environnement. Bien que le trafic puisse être généré par des moyens payants, il est essentiel d'optimiser les moteurs de recherche pour rester engagé écologiquement.

Un bon référencement, en utilisant des mots-clés, des images, des vidéos et des podcasts conformément à l'algorithme de Google, permet d'attirer un trafic ciblé. Il est conseillé de se concentrer sur les mots-clés de longue traîne qui reflètent les intentions et les sentiments, et d'ajouter des mots-clés locaux précis. Il est également important d'enrichir les articles avec des visuels et d'optimiser leur description. Pour se démarquer dans les résultats de recherche, il est recommandé d'utiliser des titres et des introductions originaux. L'inclusion de liens internes permet aux visiteurs de découvrir plus de contenus sur les sujets qui les intéressent et de créer des liens entre les différentes publications.

Enfin, il est préférable de limiter les paragraphes à 40 ou 50 mots et de leur donner un titre (H). La balise H1 doit être le titre de l'article, la balise H2 est un sous-titre et la balise H3 un autre sous-sous-titre. Pour un bon référencement selon l'algorithme de Google, il est conseillé de formuler les balises H1 et H2 sous forme de questions. La structure de l'article doit être la suivante : titre, H1, chapô, H2, paragraphes, conclusion. Une autre règle importante pour la rédaction web consiste à mettre en avant les informations importantes (les mots clés) dès le début. Il est recommandé de résumer les informations clés au début du paragraphe ou de l'article.

5.3. Les livres blancs ou e-books

La création d'un livre blanc sur le réchauffement climatique a pour objectif de sensibiliser la population à l'urgence de l'écologisation. Ce document complet et informatif rassemble des informations essentielles sur le sujet, telles que les causes et les conséquences du réchauffement climatique, ainsi que les actions nécessaires pour réduire l'empreinte carbone de l'homme.

L'objectif principal est de convertir les prospects ou populations en leads, c'est-à-dire en personnes intéressées et engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ce livre blanc est un outil persuasif incitant les lecteurs à prendre des mesures concrètes pour préserver la planète. En diffusant ce livre blanc, les lecteurs peuvent acquérir des connaissances approfondies sur le sujet, éveillant ainsi leur conscience environnementale et les encourageant à agir. En sensibilisant davantage de personnes, on peut augmenter le nombre de personnes engagées et prêtes à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement.

Afin d'atteindre cet objectif, il est essentiel de diffuser le livre blanc auprès d'un large public. Cela peut être réalisé grâce à des campagnes de marketing et de communication ciblées, en utilisant des canaux tels que les médias sociaux, les blogs, les sites web spécialisés, les conférences et les événements.

En convertissant les prospects en leads, il est possible de créer une communauté engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ces leads peuvent être invités à s'inscrire à des newsletters, à participer à des événements et à prendre part à des actions concrètes, comme la réduction de leur consommation d'énergie, le tri des déchets, l'achat de produits écologiques, etc. La création d'un livre blanc sur le réchauffement climatique vise à sensibiliser également un large public à l'urgence d'agir pour préserver notre planète. En convertissant les prospects en leads engagés, nous pouvons espérer susciter un réel changement de comportement et contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

5.4. L'ergonomie du site

La présence d'un site internet est essentielle pour une organisation, car il agit comme une vitrine. Ne pas en avoir, peut être considéré comme un désavantage, à moins que l'organisation soit capable de communiquer efficacement sur d'autres plateformes digitales. Cependant, simplement avoir un site ne suffit pas, il doit également jouer un rôle central dans la campagne inbound. Voici quelques éléments à prendre en compte pour rendre un site attractif et captiver l'attention des internautes afin de les convertir en leads :

- optimiser la taille des images : il est important d'avoir des images de petites tailles afin de rendre le site plus rapide, car un site lent peut avoir un impact négatif sur le trafic et le référencement SEO ;

- réduire la taille des fichiers PDF : toutes les infographies, documents et autres éléments présents sur le site doivent être revus pour que leurs tailles ne gênent pas la navigation ;

- limiter la durée des vidéos : l'organisation responsable du projet doit être en mesure de transmettre l'essentiel de son message en quelques secondes ou minutes, en se basant sur les questions de référence de Lasswell à savoir : (Qui ? Dit quoi ? A qui ? Avec quel effet ? Par quel canal ?). Parfois, avoir un impact fort en fournissant des informations essentielles en peu de temps peut être plus efficace que proposer des vidéos longues. Les animations flash doivent également être évitées sur le site web afin de ne pas nuire au référencement SEO.

6. Résultats et discussions des données de l'investigation

6.1. Tableau récapitulatif des données colligées

Variable Nominale	Modalité n°1	Modalité n°2	Modalité n°3	Modalité n°4	Modalité n°5
1. Age (1)	30-35ans (44,1%)	27-30ans (26,1%)	24-26ans (16,1%)	21-23ans (12,4%)	18-20ans (1,2%)
3. Connaissance du projet "Bouaké ville verte" (0)	Non (75,3%)	Oui (24,7%)			
4. Moyen d'information (0)	Whatsapp (56,8%)	Facebook (33,3%)	Messenger (14,2%)	Google (9,9%)	Mail (9,3%)
8. Besoin pour être engagé à la cause écologique (3)	Si je suis associé à un projet (53,7%)	Si je suis bien informé (42,6%)	Si ça me permet de gagner de l'argent (24,7%)	Rien (2,5%)	
12. Niveau de connaissance sur le changement climatique (2)	Connaissance moyenne (68,1%)	Aucune connaissance (16,3%)	Très bonne connaissance (15,6%)		

Tableau résumant les données de l'enquête fait par nos soins.

Dans cette étude portant sur une population majoritairement composée d'étudiants âgés de 18 à 35 ans, il a été constaté que seulement 24,7% des personnes interrogées sont informés de l'existence du projet "Bouaké ville durable". Plus des deux tiers de cette population n'ont aucune connaissance de ce projet. Afin de mieux informer la population en général, en particulier la jeunesse estudiantine, la mairie de Bouaké, qui est en charge du projet, a utilisé des médias et des plateformes telles que la télévision, la radio, Internet, Facebook, les caravanes, les conférences, les séminaires et des actions de salubrité dans des quartiers de la ville. Plusieurs activités ont été entreprises sur le terrain.

Malgré cela, l'information ne parvient toujours pas à la majorité, comme le confirme la responsable de la caravane organisée au quartier Zone, dans une interview. Même le quartier Zone, là où une caravane a été organisée, à peine un tiers des jeunes interrogés sont informés de l'existence du projet "Bouaké ville durable". Ces résultats sont relatifs à l'usage exclusif de l'outbound marketing qui consiste à aller vers la population. Le débat qui se pose aujourd'hui est celui de savoir si dans la pratique de l'inbound, les outils de l'outbound marketing doivent être exclus. C'est pourquoi le site spécialisé en marketing marketingmarketsplash.com annonce une rupture totale avec les pratiques du marketing traditionnel car selon ce site, il faut carrément « remplacer le marketing traditionnel par le marketing numérique en abandonnant les pratiques comme le publipostage, les panneaux d'affichage, les journaux et les publicités imprimées. »

Cependant, il est important de souligner l'importance de l'utilisation d'autres médias malgré les résultats rapides et le coût réduit offerts par le marketing numérique. Comme A. De Baynast et J. Lendrevie (2015, p. 437) le mentionnent, les différents médias peuvent être complémentaires les uns aux autres. Par conséquent, une stratégie inbound devrait être envisagée, tout en gardant la possibilité d'utiliser d'autres médias lorsque cela est nécessaire.

En ce qui concerne la motivation des répondants à s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique, certains ont souligné l'aspect financier (43,38%), tandis que d'autres ont mentionné le désir d'obtenir des ressources matérielles (25,30%). Une étude de M. E. Ayedi et M. Kammoun (opcit, p. 107) a montré que les valeurs environnementales jouent un rôle significatif et positif dans la prise de conscience écologique. Bien que les moyens financiers soient évoqués, l'enseignement des valeurs environnementales à travers des podcasts, des visuels, des ebooks, etc. pourrait également influencer la conscience écologique des jeunes de la ville de Bouaké. C'est ce que recherche le dernier groupe de répondants (24,07%) qui demande des formations pour être impliqué dans des projets écologiques.

Il est également important de noter que le contenu des articles peut influencer les réactions émotionnelles, ce qui, d'après M. Shill et P. Odou (2017, p. 15), amplifie le comportement de lutte contre le réchauffement climatique. La formation et l'information sont donc essentielles si l'on veut impliquer les jeunes dans un projet. Seulement 15,40% des répondants ont une bonne connaissance du réchauffement climatique, alors que les autres ont des connaissances vagues (67,3%) ou aucune notion du tout (16%). Pour beaucoup, les termes de marketing écologique et marketing vert sont perçus comme des stratégies trompeuses utilisées par les entreprises immobilières (F. Vuillard, 2012, p. 32). Cependant, il est important de noter que ces concepts existent pour encourager les populations à adopter des comportements écologiques, même si l'urbanisation peut être un facteur de destruction des forêts.

En dehors des aspects financiers, matériels et de formation, d'autres variables ont suscité l'intérêt de cette recherche. La majorité des répondants (53,7%) souhaite être associée

au projet d'une manière ou d'une autre afin d'être activement impliquée dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Dans le cadre du projet "Bouaké ville durable", il est essentiel de prendre en compte ces différentes motivations et de concevoir une stratégie de communication qui offre des opportunités de participation active à tous les habitants de la région du Gbêkê. Ce projet peut non seulement contribuer à atténuer les effets du réchauffement climatique, mais aussi renforcer la conscience écologique et promouvoir des comportements durables dans la zone. Il serait donc intéressant d'explorer des moyens de sensibilisation et de formation qui s'adressent à tous les segments de la population, en utilisant des médias variés et en mettant l'accent sur les valeurs environnementales.

6.2. L'inbound et le projet "Bouaké ville durable"

Le projet "Bouaké ville durable" se concentre sur trois domaines d'actions clés :

- La gouvernance participative et inclusive, qui consiste à impliquer activement la population et surtout les jeunes dans les initiatives menées par le conseil municipal, en les encourageant à devenir des leaders et des ambassadeurs et des relais d'informations.

- La création d'un programme de formation axé sur les métiers verts et l'économie circulaire. Cette approche reconnaît l'importance des cycles biologiques et techniques distincts. Selon V. Aurez et L. Georgeult (2019, p. 102), « les considérations sur le devenir intrinsèque des ressources sont émises par l'économie circulaire ». Le contenu de cette formation peut être disponible gratuitement en livre blanc sur le blog de la Mairie, et des webinaires viendront également pour renforcer les connaissances.

- La sensibilisation à l'écologisation, qui vise à favoriser l'intégration des jeunes dans l'économie verte et à promouvoir l'adoption de pratiques écologiques en milieu urbain.

Ces trois axes sont essentiels pour une démarche d'inbound sauf que l'entière (100%) des enquêtés qui affirme vouloir défendre la nature a des différences d'opinions en ce qui concerne les motivations. Pour les uns les moyens financiers (43,38%) et matériels (25,30%), tandis que, pour 24,07%, ce qui prime c'est le besoin d'être formés et informés sur la question.

Il est vrai que seulement un quart ont souligné le besoin d'être informé du projet "Bouaké ville durable", mais combler cette lacune de formation et d'information pourrait se faire en créant des livres électroniques gratuits d'une cinquantaine de pages, car 27,78% déclarent ne pas pouvoir lire un livre électronique de plus de 100 pages. De plus, 16% estiment qu'un livre électronique de 50 pages est trop volumineux pour être lu. Ainsi, pour trouver un juste équilibre, il est préférable de créer des livres électroniques de moins de 50 pages.

Des e-books dans lesquels le projet est bien expliqué ainsi que tous les éléments concernant le réchauffement climatique, ses conséquences et les moyens de luttés contre ce fléau en passant par l'adoption d'une attitude écologique tout en n'oubliant pas le support financier que la mairie peut apporter à la jeunesse.

Il est donc nécessaire de changer de stratégie pour atteindre un maximum de personnes en adoptant une posture marketing orientée vers le pull marketing c'est-à-dire l'inbound marketing.

Conclusion

L'inbound marketing consiste à attirer les personnes intéressées plutôt que d'aller les chercher de manière active grâce à des actions de sensibilisation sur le terrain. Cette

approche permet de mieux cibler les personnes qui sont réellement intéressées et motivées à s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique. Pour mettre en place une stratégie inbound orientée vers l'écologie, il est nécessaire de créer du contenu attractif et informatif qui s'adresse aux différents segments de la population dans les villes de savane. Des articles de blog, des podcasts, des vidéos et des visuels peuvent être utilisés pour informer et sensibiliser les habitants sur les enjeux environnementaux et les solutions durables.

Il est également important d'utiliser les médias sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram, etc. pour atteindre un plus grand nombre de personnes. Des campagnes de sensibilisation peuvent être lancées sur ces plateformes en utilisant des hashtags pertinents et en incitant les utilisateurs à partager le contenu auprès de leurs amis et de leur famille. La création d'une communauté en ligne dédiée à la lutte contre le réchauffement climatique peut également être bénéfique. Les habitants du Gbêkê pourraient s'inscrire sur une plateforme en ligne où ils pourraient échanger des idées, partager leurs expériences et obtenir des conseils sur la manière d'adopter des comportements écologiques.

L'utilisation de la réalité virtuelle et de la réalité concrète tous azimuts peuvent être également envisagée afin de proposer des expériences immersives aux habitants de la savane. Par exemple, des applications de réalité virtuelle pourraient permettre aux utilisateurs de visiter virtuellement des sites naturels préservés et de prendre conscience de leur beauté et de leur importance. Somme toute, il est essentiel de créer une plateforme en ligne pour collecter les suggestions et les idées des habitants de la savane. Cette plateforme permettrait aux citoyens de proposer des projets écologiques, de partager leurs idées et de communiquer directement avec le conseil municipal.

En fin de compte, la mise en place d'une stratégie inbound orientée vers l'écologie dans le cadre du projet "Bouaké ville durable" pourrait permettre d'atteindre un plus grand nombre de personnes, en particulier les jeunes étudiants, et de les impliquer activement dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cette approche nécessite la création de contenu attractif et informatif, l'utilisation des médias sociaux, la mise en place d'une communauté en ligne, l'utilisation de la réalité virtuelle et augmentée, ainsi que la création d'une plateforme de communication avec les habitants. Grâce à ces initiatives, il serait possible de renforcer la conscience écologique et de promouvoir des comportements durables à Bouaké et ses environs. Cette disposition contribuera à n'en point douter, à la lutte contre le réchauffement ou règlement climatique à la quelle les régions savaniques en Côte d'Ivoire sont exposées. La responsabilité des hommes étant établi dans la destruction de l'environnement, il est donc plus que nécessaire pour l'homme d'en prendre la pleine conscience pour sa survie et son plein épanouissement en termes de développement durable.

Références Bibliographiques

Arnaud De Baynast et Jacques Lendrevie, 2015, *Publicitor* ; publicité online et offline, TV.Presse.Internet. Mobile. Tablette. (8^e édition). Paris. Dunod.

Catherine Deffains-Crapsky, (2023). *Le financement de la transition bas-carbone des PME : enjeux et défis*. *Revue d'économie financière*, 150, 213-227. <https://doi.org/10.3917/ecofi.150.0213>.

Clément Fournier, 2023, [Comprendre le réchauffement climatique : définition, causes, dangers. \(youmatter.world\)](https://youmatter.world) consulté le 22 aout 2023

Fanny Vuillard, 2012, « De la nature à vendre : fabrique urbaine et construction d'extra-territorialité à Recife » (pe, Brésil) in *Espaces et sociétés* 2012/2 (n° 150) 2012/2 (n° 150), pages 31 à 47 Éditions Érès ISSN 0014-0481 ISBN 9782749233734 Doi 10.3917/esp.150.0031

François Beny, Stéphanie Canas, Manoel Chavanne, Denis Deutsch, Léa Persoz, Alexandre Tuel, 2022, « Synthèse du rapport AR6 du GIEC » publié le 28/02/2022. *Synthèse vulgarisée du résumé aux décideurs du groupe de travail II de l'AR6*. Paris, France. The shifters.

Ghizlane Mrani, 2009, *Contribution de recherche : Marketing sociétal et développement durable Comment traduire dans son marketing l'engagement sociétal de l'entreprise ? Comment mettre en œuvre un marketing et une communication durable ?* Ms M2c – 2008/2009. Toulouse. Equis.

Kassoum Traoré, 2018, « Le couvert forestier en Côte d'Ivoire : une analyse critique de la situation de gestion des forêts (classées, parcs et réserves) », *The International Journal of Social Sciences and Humanities Invention*, DOI:10.18535/IJSSHI/V5I2.02 .

Lakhlili Ibtissame, 2017, « Marketing responsable vs consommateur responsable quelles pratiques entrepreneuriales des pme au Maroc ? », *Revue de littérature et modèle conceptuel préliminaire, Revue africaine de management*, [s.l.], v. 1, n. 2, July 2017. issn 2509-0097. disponible à l'adresse : <https://revues.imist.ma/index.php/ram/article/view/8670>. Consulté le 26 oct. 2023 doi:<https://doi.org/10.48424/imist.prsm/ram-v2i1.8670>.

Lyle Soboro, 2018, *Le marketing C'Simple, l'essentiel du marketing à maîtriser pour attirer facilement des clients et vendre à outrance*. Abidjan: Le marketing C'simple

Marie Shill et Philippe Odou, 2017, « Réactions affectives anticipées et intentions d'agir contre le réchauffement climatique : proposition d'une typologie » *Décisions Marketing* 2017/4 (N° 88) 2017/4 (N° 88), pages 13 à 33 Éditions Ems Éditions ISSN 0779-7389 DOI 10.7193/DM.088.13.33.

Marine Le Gall, 2002, « De la préoccupation pour l'environnement à la consommation durable. » Crereg (Umr cnrs C6585). Centre de Recherche Rennais en Economie et en Gestion Université de Rennes 1 UMR CNRS C6585 Colloque " 2e Congrès sur les Tendances du Marketing en Europe " Escp-Eap - Université de Venise Paris 25-26 janvier 2002.

Myriam Elloumi Ayedi et Mohamed Kammoun, 2019, « L'effet de la conscience écologique et des valeurs environnementales sur l'attitude à l'égard des produits écologiques d'entretien Étude longitudinale », *Management & Prospective Management & Prospective*, 2019/4 (Volume 36) 2019/4 (Volume 36), pages 87 à 115 Éditions Association de Recherches et Publications en Management Association de Recherches et Publications en Management ISSN 0773-0543 Doi 10.3917/g2000.364.0087.

Ryan Deiss et Russ Henneberry, 2017, *Le marketing digital pour les nuls*, Paris. Editions First.

Vincent Aurez et Laurent Georgeault, 2019, *Economie circulaire système économique et finitude des ressources*, 2^e édition. Paris. Deboeck Supérieur.

DYNAMIQUE D'UNE COMMUNICATION D'ADAPTATION CLIMATIQUE AGRICOLE EN VUE D'UNE SECURITÉ ALIMENTAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

KOUAMÉ Aya Carelle Prisca épouse. KONATÉ
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
carellepriscaayakouame@yahoo.fr

AKÉ Affoué Hélène
Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (Abidjan-Côte d'Ivoire)
affouehelene@yahoo.fr

Résumé :

La Côte d'Ivoire, reconnue comme l'un des dix premiers pays dynamiques du monde, avec une croissance minimum de 8% depuis 2012¹⁹, est considérée comme la plus grande puissance agricole de l'Afrique occidentale. Ce secteur reste l'un des piliers de l'économie ivoirienne²⁰ d'autant plus que son développement constitue l'une des priorités des autorités étatiques²¹. Malheureusement, l'agriculture en Côte d'Ivoire est « davantage confrontée à des difficultés d'ordre climatique. Les changements climatiques constatés à l'échelle mondiale impactent négativement la production. », (KONATE Daouda, Directeur de la météorologie national, s.d). Ce secteur est aussi considéré comme l'une des sources des émissions de gaz à effet de serre. Il devient à la fois un responsable et une victime du réchauffement climatique. (Globera, 2019). Comment les agriculteurs ivoiriens peuvent-ils répondre à la demande nationale alimentaire face à la hausse de la température, à l'inondation et à la sécheresse instable ? Notre travail est une contribution qui vise à encourager la promotion de la formation sur l'adaptation agricole au climat, afin de mieux prévenir les risques et gérer l'autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire. A partir d'une recherche documentaire et des interviews effectués sur un échantillon de 210 agriculteurs enquêtés sur le territoire ivoirien, nous avons pu comprendre après traitement des données via le logiciel Excel et une analyse de contenu, que seulement 22,5% semblent tenir compte des modifications climatiques dans leurs activités. Ce faible taux d'adaptabilité des agriculteurs ivoiriens induit une réorientation de la question de l'adaptabilité des pratiques agricoles face au phénomène du changement climatique. Et la communication pourrait y jouer un rôle déterminant.

Mots clés : Communication ; adaptation agricole ; réchauffement climatique ; sécurité alimentaire

Abstract :

Côte d'Ivoire, recognized as one of the world's top ten dynamic countries, with a minimum growth of 8% since 2012, is considered the largest agricultural power in West Africa. This sector remains one of the pillars of the Ivorian economy, especially since its development is one of the priorities of the state authorities. Unfortunately, agriculture in Côte d'Ivoire is "more confronted with climatic difficulties. Climate change, observed on a global scale, has a negative impact on production. (D. KONATE, Director of National Meteorology). This sector is also considered to be one of the sources of greenhouse gas emissions. He becomes both a responsible and a victim of global

¹⁹ Banque Mondiale, communiqué de presse, septembre 2023

²⁰ Rapport, business France, octobre 2019

²¹ How2go, «Secteur agricole Côte d'Ivoire », s.d

warming. (Globera, 2019). As a result, how can we ensure food security in Côte d'Ivoire in the face of this meteorological dagger? How can Ivorian farmers meet domestic demand for food in the face of rising temperatures, flooding, and unstable drought? Our work is a contribution that aims to encourage the promotion of training on agricultural adaptation to the climate, to better prevent risks and manage food self-sufficiency in Côte d'Ivoire. Using documentary research and interviews, we were able to understand after content analysis and the use of the MAXQDA software, that out of the 500 farmers identified throughout the Ivorian territory, only 22.5% claim to take climate change into account in their activities. Also, they are mostly literate. Hence the urgency and interest for us to guide the remaining 75%.

Keywords : Communication; agricultural adaptation; global warmin; food security

Introduction

Pendant que les ressources se font de plus en plus rares dans certaines parties de la planète en occurrence l'Afrique et que la population mondiale augmente, plus de 800 millions d'Hommes travaillent dans l'agriculture. (Actualité mondiale, Un regard humain, ONU, 2022). Elle représente ainsi une composante essentielle de l'économie mondiale, en particulier dans les pays sous-développés. (FAO). En Afrique, le système agricole subit des progrès prometteurs ces dernières années, avec une augmentation de la productivité moyenne de 13% par an entre 2015 et 2020. (Revue annuelle sur l'efficacité du développement, 2021, P 15). Dans les pays de notre continent, l'agriculture occupe une place prépondérante dans le développement économique et sociale. Elle emploie 60% de la population active et contribue pour une part importante au PIB (35%) ainsi qu'aux recettes d'exportation. (M. OUEDRAOGO et al, 2015). Or pour pérenniser efficacement sa fonction économique et sociale, l'agriculture ouest africaine doit faire face au défi du changement climatique. Ce bout de la planète est donc restreint à une intense variabilité climatique et instable. Cette situation fragilise les systèmes agricoles africains qui ne répondent plus aux pressions actuelles du climat. Cette grande vulnérabilité du continent face au changement climatique plus ou moins causée par la forte dépendance économique vis-à-vis de l'agriculture et des capacités d'adaptation limitées des populations. La Côte d'Ivoire, reconnue comme l'un des dix premiers pays dynamiques du monde, avec une croissance minimum de 8% depuis 2012²², est considérée comme la plus grande puissance agricole de l'Afrique occidentale. Ce secteur reste l'un des piliers de l'économie ivoirienne (Rapport business France, octobre 2019), raison pour laquelle son développement constitue l'une des priorités des autorités étatiques²³. Malheureusement, l'agriculture en Côte d'Ivoire est « davantage confrontée à des difficultés d'ordre climatique. Les changements climatiques, constatés à l'échelle mondiale, impactent négativement sur la production. », (KONATE Daouda, s.d). Ce secteur est aussi considéré comme l'une des sources des émissions de gaz à effet de serre. Il devient à la fois un responsable et victime du réchauffement climatique. (Globera, 2019). De ce fait, comment les agriculteurs ivoiriens peuvent-ils répondre à la demande nationale alimentaire face à la hausse de la température, à l'inondation et à la sécheresse instable ? Notre travail vise à encourager la promotion de la formation sur l'adaptation agricole au climat, afin de mieux prévenir les risques et gérer l'autosuffisance alimentaire en Côte d'ivoire.

²² Banque Mondiale, rapport septembre 2023

²³ How2go « Secteur agricole Côte d'Ivoire, les clés du marché », s.d

1. Cadre conceptuel et méthodologie de l'étude

1.2. Cadre conceptuel de l'étude

Considéré comme le plus grand défi pour l'avenir de la vie humaine sur terre²⁴, le changement climatique regroupe un ensemble de termes scientifiques utilisés pour le décrire qui méritent d'être rendu accessible. Ainsi, pour l'OxfamFrance²⁵, le changement climatique « correspond à une modification durable du climat au niveau planétaire ou de ses divers climats régionaux. ». L'ONU à travers son blog²⁶, désigne le changement climatique comme, « les variations à long terme de la température et des modèles météorologiques. » cet article révèle que ces variations d'ordre naturelle sont dues au cycle solaire ou à des éruptions volcaniques massives. Néanmoins, depuis 1800, les pressions humaines représentent la première cause du changement climatique, fondamentalement provoquée par « la combustion de combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz. »²⁷ Les scientifiques ont montré dans (climate change, 2022), « que l'être humain est responsable en très grande proportion du réchauffement climatique dans le monde au cours des 200 dernières années. Leurs activités, telles que (les émissions de dioxyde de carbone, le défrichement des terres et des forêts ...) sont la cause des émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent le globe plus vite que jamais auparavant au cours de 2000 dernières années. » Il est illusoire de penser que le changement climatique se matérialise principalement par des températures plus élevées. Car, « la hausse des températures n'est que le début du problème. Comme la Terre est un système où tout est lié, un changement à tel ou tel endroit peut entraîner des répercussions partout ailleurs. »²⁸ A ce jour, les effets du changement climatique sont constatés par les fortes sécheresses, les pénuries d'eau, la montée de l'océan, les inondations, la disparition de la biodiversité... « Si les changements climatiques sont une réalité pour l'ensemble de la planète, tous les pays n'en subissent pas les mêmes conséquences et ne disposent pas des mêmes moyens pour s'en prémunir »²⁹. La Banque Mondiale dans son rapport économique du deuxième trimestre de l'année 2018³⁰, indique que l'économie ivoirienne est fortement menacée par le réchauffement climatique. Pierre Laporte³¹ en 2018, révèle que, « La Côte d'Ivoire apparaît comme un des pays les plus vulnérables de la planète au phénomène du réchauffement climatique ». Selon cette même source, la croissance de la Côte d'Ivoire reste l'une des plus dynamique et robuste du monde depuis 2011 et est essentiellement basée sur l'agriculture. Ce secteur selon nos sources fait vivre plus d'un cinquième de la population en termes de revenu direct, mais fait profiter toutes les couches sociales par les différentes productions vivrières. Indiscutablement, les déséquilibres des régimes pluviométriques, les assèchements des terres cultivables menacent directement les plantations comprenant, le cacao, le café, l'anacarde, le palmier à huile, l'hévéa, les vivriers... Pourtant selon nos investigations, ces cultures vivrières assurent directement la subsistance des producteurs et la sécurité alimentaire des ivoiriens. Les populations fragiles face aux aléas climatiques sont ainsi exposées à la faim et à la pauvreté. Face à ce drame, nos institutions sont disposées à accompagner conjointement les populations

²⁴ BBC Afrique, « Changement climatique : comment le comprendre en dix mots », 2021

²⁵ L'Oxfam est un mouvement mondial de personnes qui luttent contre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices

²⁶ Action Climatique

²⁷ ONU climat, Action climatique, s.d

²⁸ ONU climat, Action climatique, s.d

²⁹ Oxfam, « changement climatique : causes, conséquences et effet », 2022

³⁰ BBC Afrique New, Banque Mondiale « l'économie ivoirienne menacée par le réchauffement climatique », 2018

³¹ Pierre Laporte « Pour que demain ne meurt jamais : la Côte d'Ivoire face au changement climatique », 2018

vulnérables « en leur apportant une aide financière plus conséquente, mais aussi en leur permettant de se développer tout en limitant leurs propres émissions de gaz à effet de serre.³² » C'est d'ailleurs ce qui justifie en Côte d'Ivoire à l'application du projet dénommé « Accélérer l'adaptation de l'agriculture pour la sécurité alimentaire face aux changements climatiques, (SAGA2³³) », dont le but est de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des petits producteurs en Afrique. Ce projet comme six autres émanent du Plan National d'Adaptation³⁴ impliquant : « l'accès aux ressources financières ; le renforcement des capacités des autorités aux adaptations du changement climatique ; l'amélioration du systèmes de transparence pour une action climatique renforcée ; l'intégration de la gestion des inondations et enfin l'amélioration de la résilience des populations par un meilleur accès à l'information climatique mené depuis la période de 2018 à 2020, en vue d'utiliser l'information climatique pour une prise de décision éclairée au niveau local », (E M Assamoi, 2020). A ce jour, la dernière phase citée et aussi en lien avec notre recherche, n'est pas perceptible dans les zones à fort taux de production vivrière ivoiriennes où s'est mené notre recherche. Car nos différents chefs d'exploitation ignorent pour la quasi-totalité le phénomène du changement climatique et ses effets. L'intérêt pour nous serait donc de communiquer sur le changement climatique, afin d'aider nos populations à l'intérioriser, pour une meilleure prise en compte des propositions qui leurs seront données. Nous avons donc dénommé cette approche, la Communication d'adaptation qui s'apparente à la communication sur le climat ou la communication pour le changement climatique, rattachée à la communication environnemental (A Castrechini, 2022) et à la communication scientifique (R Bénichoux et al, 1985). Son objectif est de faciliter la communication sur les effets des changements climatiques anthropiques. La communication climatique a généralement pour mission de vulgariser auprès des publics les connaissances et les actions potentielles pouvant être entreprises en réponse au changement climatique et en accord avec les consensus scientifiques. La communication d'adaptation bien au-delà, prend en compte les croyances et les pratiques des individus, dans la diffusion de l'information. Aussi, elle a pour finalité d'aider l'agriculteur quel que soit son niveau social, à tenir compte des modifications climatiques, afin d'y agripper ses stratégies pour une meilleure production.

1.2. Cadre méthodologique

La présente étude a été conduite dans quatre régions ivoiriennes, qui selon nos recherches, représentent les secteurs considérés comme les plus productifs de vivriers dans chaque point cardinal de la Côte d'Ivoire à savoir le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest.

³² Oxfam, « changement climatique : causes, conséquences et effet », 2022

³³ Le projet est une initiative de la FAO et financé par le gouvernement du Québec, 2023

³⁴ Compte rendu d'un atelier du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ivoirien, « Le Plan National d'Adaptation climatique en Côte d'Ivoire est un document qui vise à renforcer la résilience du pays face aux effets des changements climatiques. Il est en cours d'élaboration depuis 2020 avec l'appui du Fonds Vert pour le Climat, 2023

Tableau 1 : Statistique agricole du ministère de l'agriculture ivoirien

REGIONS	PRODUCTION (%)
NORD : Korhogo, Boundiali, Ferké, Katiola, Dabakala	345,3%
OUEST : Man, Guiglo, Danamé, Biankouma, Sassandra	44,8%
CENTRE : Bouaké, Bouaflé, Dimbokro	991%
SUD : Agboville, Adzopé, Aboisso	130,6%
EST : Abengourou, Aboisso	159%

Source : Kouamé & Aké

Les localités concernées par nos investigations sont les plus exploitées en matière de cultures vivrières. Car, l'intérêt de l'étude étant de trouver des stratégies d'adaptation en vue d'une agriculture durable et une autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire, notre choix ne pouvait écarter ce critère qui pour nous semble le plus raisonné pour des résultats plausibles. Ainsi selon ce tableau³⁵, les secteurs concernés sont : Abengourou, Aboisso, pour l'Est ; Korhogo, Boundiali, Ferké, Katiola, Dabakala pour le Nord ; Bouaké, Bouaflé, Dimbokro pour le Centre ; Adzopé, Agboville pour le Sud et Abengourou, Aboisso pour l'Est. Dans chacune de ces villes, trois villages ont été retenus en fonction du rendement de produits. Ce qui nous donne donc 42 villages. Un échantillon de 210 producteurs a été constitué, sur la base de 5 chefs d'exploitations par contrée. Le contenu des données collectées auprès des chefs d'exploitation étaient pour la quasi-totalité portées sur le niveau d'instruction, l'âge, le sexe, le nombre d'années d'expérience, le niveau de connaissance sur le changement climatique et leurs impressions sur les stratégies d'adaptation. La collecte de données auprès de notre cible s'est réalisée à travers des entretiens ouverts. Le traitement et l'analyse de nos données recueillies s'est réalisé par le biais du logiciel Excel. Ce dernier nous a permis d'organiser nos variables, dans l'intérêt de mieux les cerner et y proposer des stratégies pour une meilleure gestion de leur exploitation agricole.

2. Présentations et interprétations des résultats

2.1. Caractère sociodémographique des interviewés

Tableau 2 :

LOCALITES	FEMMES	HOMMES
NORD	7 (16,66%)	35 (83,33%)
OUEST	2 (4,76)	40 (95,23%)
CENTRE	18 (42,85%)	24 (54,14%)
SUD	11 (26,19%)	31 (73,80%)
EST	20 (47,61)	22 (52,38%)
TOTAL (%)	58 (27,61)	152 (72,38)

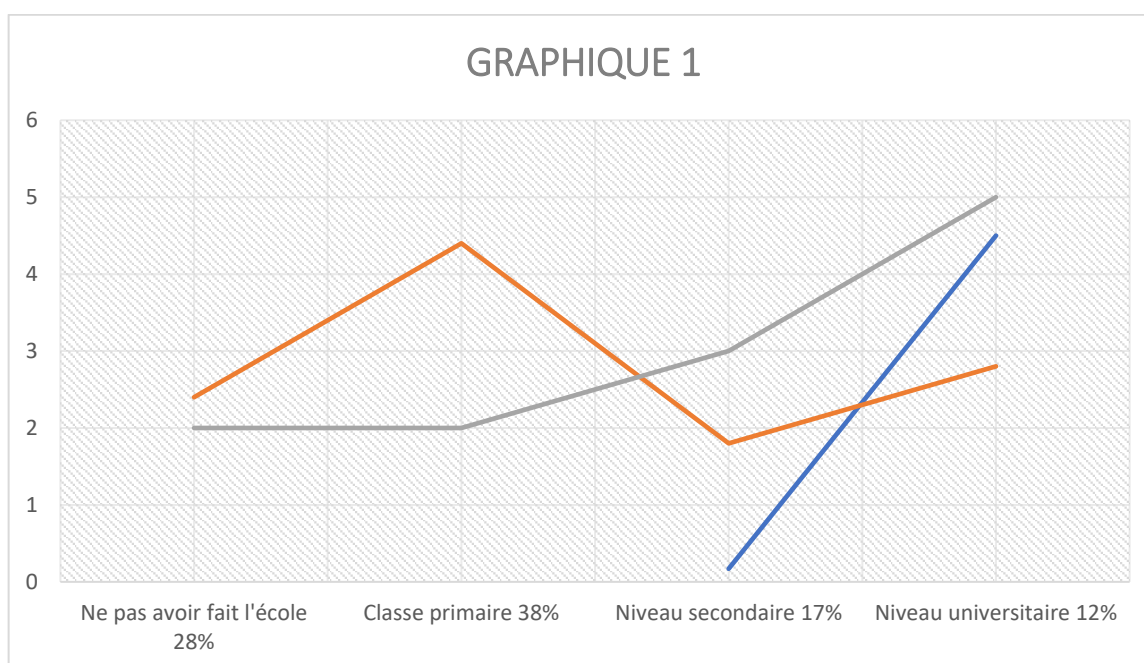
Rappelons que le choix des personnes interrogées s'est essentiellement basé sur les chefs d'exploitation agricole. Selon notre tableau, montrant la répartition des caractères sociodémographiques des interviewés, nos producteurs sont constitués d'hommes et de

³⁵ Tableau 1

femmes. Ainsi, sur nos 210 enquêtés, nous avons 58 femmes à savoir 27,61% et 152 hommes marquant 72,38%. Notre constat est clair qu'« aujourd'hui, l'on rencontre une génération de jeunes agricultrices (...) en rupture avec le modèle classique des femmes en agriculture... ».(S. SAHACHE, 2010, P 95). Ce sont des femmes qui s'assument et n'attendent pas forcément de l'aide masculine pour leurs travaux, si ce n'est des partenariats ou des prestations payantes.

2.2. Niveau d'instruction des enquêtés

Notre premier graphique présente le niveau d'instruction de notre population cible. Face à la question de savoir si ces différents chefs d'exploitation avait une expérience de formation écolière ou estudiantine, 28% ont affirmé « ne pas avoir fait l'école », 38% la classe primaire, 17% le secondaire et 12% le niveau universitaire. Parmi ceux des classes secondaires et universitaires, 48% sont considérés comme des reconvertis après l'exercice d'autre fonction (ouvriers d'entreprise, transporteurs, mécaniciens, femmes de ménage...).

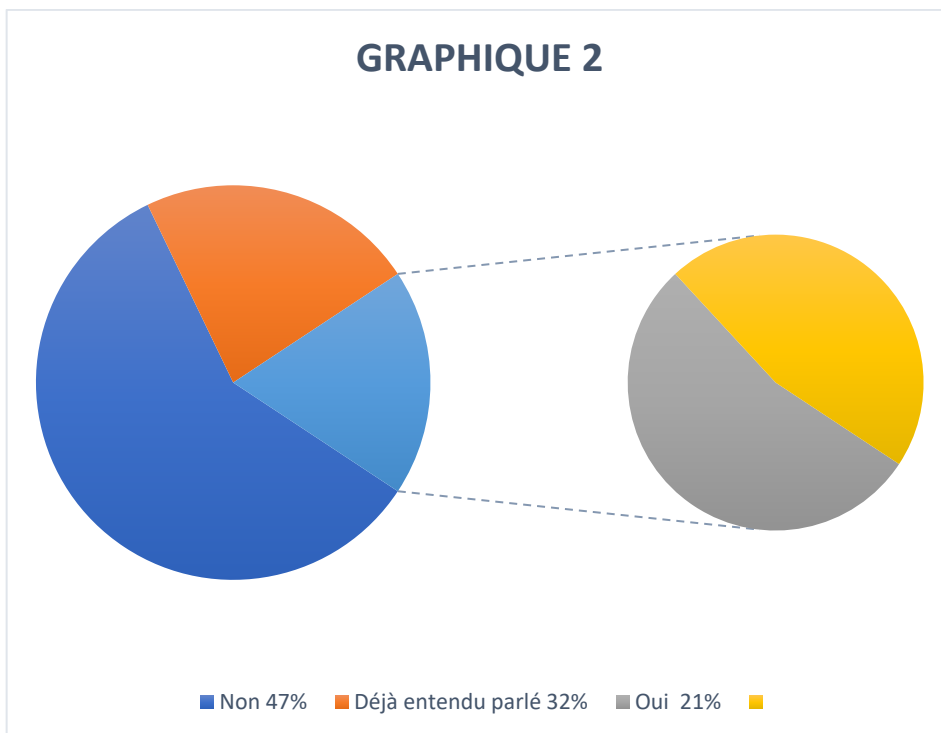


Source : Kouamé & Aké

2.3. Connaissance du changement climatique

Pour mener à bien notre programme, il nous a fallu vérifier le niveau de connaissance des individus sur le changement climatique. Ainsi, à travers les résultats que présente notre graphique 2, nous remarquons que 42% ne savent rien du changement climatique et de ses effets sur la planète, 32% en ont entendu parler sans pour autant maîtriser les contours et seulement 21% ont prouvé par leurs argumentations qu'ils avaient une connaissance moyenne de ce phénomène, ainsi que ses risques pour les hommes et l'environnement.

GRAPHIQUE 2

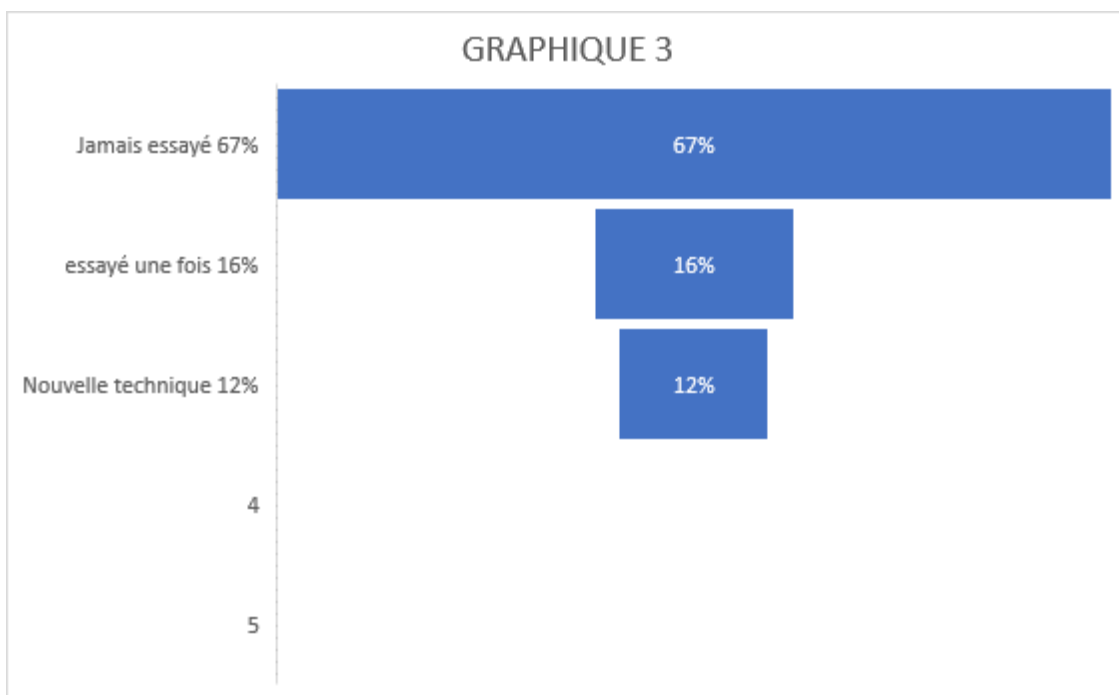


Source : Kouamé & Aké

2.4. Adaptation agricole en fonction du climat

Cette étape de notre enquête montre le niveau d'engagement de nos producteurs aux nouvelles techniques agricoles en vue d'adapter leurs stratégies aux modifications pluviométriques. Ainsi, 67% d'entre eux n'ont jamais essayé de changer de système. 16% ont une fois appliqué une méthode nouvelle, mais l'ont abandonné pour la quasi-totalité, faute de coût très élevé selon eux. Enfin, 12%, constitués dans l'ensemble de techniciens et ingénieurs en agriculture innovent.

GRAPHIQUE 3



3. Nécessité d'une communication d'adaptation aux techniques agricoles

L'éducation des populations en vue de l'adaptation de nouvelles techniques agricoles, dans l'intérêt de contourner les modifications pluviométriques pour une production considérable en Côte d'Ivoire, doit s'articuler autour de plusieurs phases d'apprentissage afin d'aider les concernés dans l'acquisition des connaissances relatives au changement climatique. Il est impérieux qu'elles tiennent compte des bénéfices précis des nouvelles stratégies agricoles et de leur coût. Ce programme, tout en s'intéressant au niveau d'instruction des parties prenantes, doit les motiver en vue de leur transmettre des connaissances dont ils auront besoin pour une meilleure application de ces acquis. Elles devront développer les aptitudes sine qua non de gestion efficiente d'une exploitation agricole en fonction du climat, bien qu'étant modifié et financièrement accessible. Promouvoir la création d'un environnement participatif favorable à la pratique de nouvelles stratégies agricoles, sans pour autant compromettre le bien-être des populations actuelles. Aussi préserver la diversité biologique et le patrimoine culturel pour les générations futures. Cette démarche s'intéresse aussi à l'intégration du respect des exploitations autorisées et proscrites par la réglementation ivoirienne. Le premier défi vise à reconnaître les aptitudes et les ressources pouvant favoriser l'atteinte des effets escomptés. La transformation de leurs anciennes habitudes en comportements nouveaux leur donnera lieu de perfectionner leur appréhension à relayer l'information pour promouvoir les comportements favorables aux nouvelles techniques agricoles. Cette sensibilisation guidera les individus à comprendre que les messages portés sur le changement climatique influencent immédiatement leur quotidien et leur stabilité tant au niveau alimentaire, sanitaire, qu'économique. Pour emboîter le pas à (Hassol S, 2008), les messages les plus utiles à transmettre doivent comprendre, les idées selon lesquelles : *« les changements climatiques se produisent vraiment et empireront avec le temps ; les scientifiques en sont certains ; les humains sont responsables de ces changements ; les citoyens doivent agir et sont capables de diminuer l'ampleur du phénomène à la condition de s'impliquer immédiatement »*. Les informations peuvent tirer parti des conditions relevant de la recherche en communication environnementale (Angus Reid Group, 1992). L'accent peut être marqué sur le besoin de se protéger, sur la nécessité et la capacité individuelle à prendre des initiatives. Les messages devront également encourager les populations à préserver l'environnement autour d'elles, en le gardant sain. Nous appliquerons clairement les actions à réaliser et utiliserons les témoignages des personnes qui ont commencé à innover en matière d'agriculture. Les messages ne doivent également pas manquer d'instruction et mettront véritablement l'accent sur les langues utilisées par les concernés. Les notions clés des changements climatiques comme l'effet de serre en lien avec les actions humaines, peuvent leur être rendu de façon accessible et résumés à plusieurs tentatives, par différents canaux. Des caricatures simples à interpréter et à mémoriser (DePruneau et al., 2001) peuvent être utilisées à des fins plus considérées, « telle l'image d'une couche de CO₂ recouvrant la terre et qui y conserve la chaleur », (S. Hassol, 2008). De même, « une ligne du temps pourrait servir à illustrer des changements spécifiques à partir du passé, dans le présent et invitant les personnes à agir pour orienter l'avenir » (Schneider, 2008). Des discours rapportant des influences négatives locales actuelles, non seulement sur la nature mais également sur les individus eux-mêmes, peuvent être narrés, pour une prise de conscience personnelle à la favorisation des changements comportementaux. Le sens des messages sur les changements climatiques, doit faire l'objet d'un intérêt particulier afin d'engendrer de l'espérance. Pour Futerra (2007), « la peur doit être employée avec précaution, au risque de provoquer des réactions de déni. ». Il est alors souhaité, qu'aucun citoyen ne soit incriminé, ni violenté pour ses agissements, au motif de l'attachement des individus à leurs semblables. Les messages, doivent inviter la population à démontrer son ingéniosité et sa fierté de prendre en charge ce problème (S. Hassol, 2008). « L'occasion de construire un avenir prometteur en matière de sécurité, de prospérité et de santé doit

être évoquée. Une vision engageante et moralement attrayante doit progressivement être construite » (S. Moser, 2007, 73-94). L'un des objectifs est aussi de sensibiliser aux bénéfices qu'ils obtiendront en considérant les règles dans l'usage des biens naturels. Néanmoins Pour que ce programme soit efficace, les individus doivent recevoir des informations pertinentes et faciles à traduire en des comportements. Ces actes doivent contribuer à améliorer leurs habitudes afin d'éviter que l'information transmise ne soit pas directement liée au résultat souhaité. Cette retombée qui doit mener à transformer facilement leurs pratiques, les rendre adaptables et culturellement réceptives, à leur âge, leur sexe, ainsi que leur niveau d'instruction.

Conclusion

Ce travail visait à montrer l'intérêt de la prise en compte véritable de l'éducation avec à l'aide de messages adaptés, les populations ivoiriennes pour de nouvelles stratégies d'adaptation aux techniques agricoles en vue d'une sécurité alimentaire. La théorie de la représentation sociale, par le truchement de ses tentatives définitionnelles et ses objectifs, semblait pour notre travail, la mieux adaptée en vue d'aider les populations à intérioriser les notions du changement climatique pour une gestion préventive adéquate des nouvelles méthodes dans leurs cultures. Malencontreusement, nos données démontrent que les populations sont unanimes sur les difficultés rencontrées au niveau de leur production faute des modifications de la pluviométrie. Ce qui porte à croire, qu'elles profitent à peine des fruits de leurs dures labeurs au point de ne pas réussir à se nourrir et pire subvenir à leurs besoins. En nous rapportant à nos recherches bibliographiques, nos autorités politiques ne manquent pas de s'activer afin de faire face au couple traumatisant du changement climatique et de la sécurité alimentaire. Aussi en prenant connaissance des rapports de différentes activités menés et stratégies élaborées à l'issue de plusieurs rencontres gouvernementales, ainsi qu'internationales tenues, il en ressort pour la quasi-totalité de ces supports qu'il est important d'adapter les techniques agricoles à la modification du climat. Or, les efforts effectués paraissent plus techniques, qu'accessibles à la cible. Nous avons de cet état de fait, rajouté à notre travail un programme de communication, faisant lieu de propositions pour que les différents individus soient éduqués urgemment, de façon minutieuse, efficace, sur les nouvelles techniques agricoles, en vue de contourner les corollaires du changement climatique, pour une sécurité alimentaire durable. Dans cet article, nous n'avons pas la prétention de livrer une panacée aux défis posés par le vaste champ de la communication et l'éducation pour la limitation des effets du changement climatique, ainsi que la sécurité alimentaire. Néanmoins dans la mesure où, les difficultés des notions reliées aux changements climatiques et le type d'éducation se rapporte à une formation pédagogique assez complexe, inspirons-nous de (S. Fraser et T. Greenhalgh ,2001, pp799-803) qui soutiennent que, dans ce modèle de pédagogie, « les apprenants doivent développer des capacités de s'adapter au changement, de générer de nouvelles informations et d'améliorer continuellement leurs performances ». C'est donc, par un encadrement d'experts que peut se matérialiser cette éducation, Nous souhaitons de toute énergie que la communication environnementale devienne une priorité pour les autorités étatiques en Côte d'Ivoire dans les stratégies de limitation des effets du réchauffement climatique.

Références Bibliographiques

Angela Castrechini, « Communication environnementale », Dans Psychologie environnementale : 100 notions clés (2022), pages 53 à 57.

BBC Afrique New, Banque Mondiale « l'économie ivoirienne menacée par le réchauffement climatique », 2018.

Bernard Roussel (2005). « Savoirs locaux et conservation de la biodiversité : renforcer la représentation des communautés », in Mouvements 2005/4 (n°41), pp 88.

Diane Pruneau, Mélanie Demers et Abdellatif Khattabi, « Éduquer et communiquer en matière de changements climatiques : défis et possibilités », in La nature des sciences de l'environnement : quels enjeux théoriques, pour quelles pratiques ? Section courante, 2008, PP16.

Fraser, S.W. et T. Greenhalgh, 2001, Coping with complexity: Educating for capability. British Medical Journal, 799-803.

Futerra Sustainability Communication, 2007, The rules of the game. Evidence base for the climate change communications strategy.

Hassol, S. J., 2008, Communicating climate change and solutions. Présentation à la National Council for Science and the Environment Conference: Climate Change: Science and Solutions, Washington, janvier 2008.

Ministère de l'environnement et du développement durable, (s.d) « Rapport pays national du développement durable en Côte d'Ivoire dans la perspective de rio +20 ».

Moser, S., 2007, Communication strategies. In Isham, J. & Waage, S. (eds.), Ignition. What you can do to fight global warming and spark a movement, Washington, DC: Island Press, pp. 73-94.

Oxfam, « changement climatique : causes, conséquences et effet », 2022

Pierre Laporte « Pour que demain ne meurt jamais : la Côte d'Ivoire face au changement climatique », 2018.

Sabrina Dahache, « La singularité des femmes chefs d'exploitation », in Les mondes agricoles en politique 2010, P 95.

Roger Bénichoux, Daniel Pajaud et Jean Michel, Guide pratique de la communication scientifique : comment écrire, comment dire, Paris, G. Lachurié, 1985, 268 p.

Webographie

<http://www.adequations.org/spip.php?article598>

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2005-4-page-82.htm#>

<http://ci.chm-cbd.net/implementation/loi-code-decrets-et-textes-sur-lenvironnement/loi-2002-102.pdf>

<http://www.environnement.gouv.ci/actualite.php?rd=572>

<https://www.definitions-marketing.com/definition/communication-du-risque/>

<https://youmatter.world/fr/definition/definition-rechauffement-climatique/>

AXE 5 :
**RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE,
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET RSE**

COMMUNICATION ET PROBLÉMATIQUE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE UBIPHARM DANS LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT EN CÔTE D'IVOIRE.

AMON Imbie Anicette épse Folou
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
marcedricjulien@yahoo.fr

AHIZI Anado Jean Michel
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
michelahizi@gmail.com

Résumé :

Partant de l'évolution des conditions météorologiques à l'élévation du niveau des mers, les conséquences des changements climatiques sont mondiales en termes d'effets et d'échelle. À plusieurs titres le continent le plus vulnérable, l'Afrique ne fait pas l'exception. Dans ce contexte de risque mondialisé, les entreprises jouent un rôle ambivalent. Autant elles contribuent à la destruction de l'environnement, autant elles se trouvent exposées aux effets des changements environnementaux globaux. L'objectif de cet article est de montrer l'influence de la responsabilité sociétale des entreprises et singulièrement celle d'UBIPHARM dans la limitation de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité et l'apport de la communication en tant que palliatif. À cet effet, l'échantillon par choix raisonné ou intentionnel est la technique qui a été utilisée et a permis de sélectionner un échantillon composé de 25 personnes. Cette collecte des données et leur traitement ont permis d'obtenir des résultats articulés autour des axes suivants : la contribution de la RSE de UBIPHARM face à la problématique du changement climatique et la place de la communication dans la gouvernance des questions environnementales. Il semblerait, alors, que dans sa politique managériale et dans sa volonté de veiller à la protection de l'environnement, l'entreprise UBIPHARM accorde une place de choix à la RSE. Pour ce faire, la théorie de la contingence structurelle et l'approche théorique de la communication environnementale ont été des pistes utiles pour conduire cette étude. Une méthodologie mixte combinant la recherche qualitative et la recherche quantitative a été utilisée pour mener à bien la collecte des données.

Mots-clés : RSE - Réchauffement climatique - Environnement – Communication- Entreprise.

Abstract :

Climate change is the defining issue of our time and we are at a defining moment. From changing weather conditions to rising sea levels, the consequences of climate change are global in terms of effects and scale. In many ways the most vulnerable continent, Africa is no exception. In this context of globalized risk, companies play an ambivalent role. As much as they contribute to the destruction of the environment, they are also exposed to the effects of global environmental changes. The objective of this article is to show the influence of corporate social responsibility and particularly that of UBIPHARM in limiting the degradation of the environment and biodiversity and the contribution of communication as a palliative. For this purpose, the sample by purposive or intentional choice is the technique which was used and made it possible to select a sample composed of 25 people. This collection of data and their processing made it possible to obtain results articulated around the following axes: the contribution of UBIPHARM's CSR to the problem of climate change and the place of communication

in the governance of environmental issues. It would seem, then, that in its managerial policy and in its desire to ensure environmental protection, the UBIPHARM company gives a special place to RES. To do this, the theory of structural contingency and the theoretical approach to environmental communication were useful avenues for conducting this study. A mixed methodology combining qualitative research and quantitative research was used to carry out data collection.

Keywords: CSR - Global warming - Environment- Communication - Corporate.

Introduction

Le changement climatique s'est, au fil des ans, imposé comme le plus grand défi global du siècle. (A. I. Amon-Folou, 2018, p.7874). En effet, la dégradation de l'environnement causée par l'activité humaine fait peser sur le monde des risques économiques, sociaux, sanitaires et géopolitiques d'une ampleur inédite. Chaque année, les populations sont confrontées à des inondations plus nombreuses, des températures élevées, la dégradation des terres, l'érosion côtière, etc... Selon Diagana, Vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, « en Afrique de l'Ouest et du Centre, les récentes inondations ont affecté des millions de personnes et forcé des dizaines de milliers à se déplacer loin de chez elles et de leurs sources de revenu » (O. Diagana, 2002). Or, de l'avis du même auteur, l'Afrique émet moins de 4% de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et la région est la principale source d'absorption de carbone, grâce au bassin du Congo. Vu donc l'urgence, les pays africains se doivent de passer à l'action, de s'adapter et de développer leur résilience. La mise en œuvre de démarches environnementales telles que la responsabilité sociétale ou sociale des entreprises (RSE), relève ainsi d'une prise de conscience des organisations de la fragilité des ressources de la planète et la nécessité d'élaborer des politiques efficaces et adaptées afin de les préserver.

À cet effet, de nombreuses entreprises comme UBIPHARM-Côte d'Ivoire se sont déjà engagées dans des démarches prenant en compte leur impact environnemental et participent ainsi à la limitation de la dégradation de l'environnement. Face à cette prise de conscience, comme le relèvent Gardère et Gramaccia, « le rôle joué par les entreprises n'est plus à démontrer, tant au niveau du développement durable que d'autres actions dites éthiques » (E. Gardère et J. Gramaccia, 2012). La RSE est « la réponse des entreprises aux préoccupations de développement durable. En allant au-delà de leurs obligations légales, les entreprises répondent aux exigences sociales, économiques et environnementales croissantes que manifestent leurs diverses parties prenantes » (F. Fatoux et F. Tiberghien, 2004, p 40). La RSE vise donc à promouvoir des comportements qui soient plus éthiques et durables dans les modes de fonctionnement des entreprises permettant ainsi aux sociétés de contribuer, de fait, à la protection de l'environnement et de la planète ainsi qu'au développement d'une société plus solidaire. Dans un contexte de changement climatique, la responsabilité des entreprises est réelle, car les entreprises prennent de plus en plus conscience des conséquences de leurs activités sur l'environnement.

Pourtant, même si la RSE tend à s'institutionnaliser, son efficacité n'est pas toujours prouvée car certaines entreprises restent polluantes et focalisées sur une production qui ne respecte souvent pas l'environnement. Elle peine donc à s'implanter dans certaines entreprises, du fait de la méconnaissance du concept et quelque fois du manque d'engagement des parties prenantes, alors que ses avantages sont nombreux.

Ce constat nous amène à nous poser des questions qui résument la problématique de ce travail de recherche. Quel est l'impact de la responsabilité sociétale de l'entreprise UBIPHARM dans un contexte de lutte contre les changements climatiques ? Quel peut

être l'apport de la communication dans la gestion d'une démarche environnementale responsable ?

Il semblerait que dans sa politique managériale et dans sa volonté de veiller à la protection de l'environnement, l'entreprise UBIPHARM accorde une place de choix à la RSE. L'objectif de cette étude est de mettre en exergue d'une part, la pratique de la RSE à UBIPHARM dans la préservation de l'environnement et d'autre part, de montrer l'apport de la communication environnementale face à la problématique du réchauffement climatique.

1. Cadre théorique de l'étude

Face à la menace de l'équilibre écologique de la planète, la préservation de l'environnement vise le développement d'attitudes favorables à l'environnement et l'adoption d'un comportement environnemental responsable chez les individus. Pour ce faire, le présent travail repose sur la théorie de la contingence structurelle à laquelle se rajoute celle de la communication environnementale.

1.1. La théorie de la contingence structurelle

Plusieurs courants composent cette école et peuvent être rassemblés en deux parties : le mouvement de la contingence technologique interne et le mouvement de la contingence structurelle externe. Autrement dit, les facteurs de contingence sont soit internes (technologie de l'organisation, sa taille, son âge et sa culture) soit externes (changements écologiques, mutations économiques, etc...).

Selon Burns et Stalker (T. Burns & M. G. Stalker, 1994), la théorie de la contingence structurelle permet d'expliquer les stratégies de nombreuses entreprises et d'identifier les facteurs essentiels à considérer dans l'environnement. Ils constatent que la forme choisie par les organisations est tributaire de la nature de l'environnement, de façon générale. Ce qui signifie que si l'environnement est stable, les organisations le sont également. Par contre, si l'environnement est marqué par l'incertitude et la complexité, les organisations sont contraintes s'y adapter. De fait, toute entreprise est insérée dans un environnement caractérisé par des contraintes qui s'imposent à elle et des opportunités qu'elle doit exploiter. Par conséquent, une bonne structure d'entreprise est une structure adaptée à l'environnement dont l'entreprise est dépendante et qui lui permet d'en surmonter les contraintes.

Dans cette étude, c'est le mouvement de la contingence structurelle externe qui requiert notre attention, car les éléments externes susceptibles d'agir sur une organisation sont des variables d'ordre écologique et social. Ainsi, face au réchauffement climatique qui présente des risques réels et mesurables, cette théorie permettra aux entreprises d'anticiper et de penser leur développement pour s'adapter aux chocs engendrés par le changement climatique possible. Le développement durable faisant appel à la coexistence non seulement des objectifs économiques et sociaux, mais encore des contraintes écologiques, cette théorie permettra également aux entreprises d'agir et d'accroître leur résilience pour la préservation du climat.

1.2. Approche théorique de la communication environnementale

En tant que champ de recherche, selon Castrechini, « la communication environnementale repose sur le développement des théories et des études empiriques qui examinent le rôle, les techniques et l'influence de la communication relatifs aux questions environnementales » (A. Castrechini, 2022). Par ailleurs, c'est « un champ d'étude qui se situe à l'intersection des théories de la communication et des théories de l'environnement dans le but d'analyser le rôle et l'influence de la communication dans les problématiques environnementales » (O. Kane, 2022, p.102). Autrement dit, cette

communication est un champ d'étude interdisciplinaire qui relève des sciences de la communication et s'intéresse aux questions environnementales. Selon l'International Environmental Communication Association (IECA), elle inclut « toutes les diverses formes de la communication interpersonnelle, de groupe, publique, organisationnelle et médiatisée qui composent le débat social concernant les enjeux et les problèmes environnementaux et notre relation avec le reste de la nature » (T. Ghada, 2021).

Par ailleurs, Cox affirme que la communication environnementale est « la voie pragmatique et constitutive de notre compréhension de l'environnement ainsi que de notre relation avec le monde naturel ; c'est l'outil symbolique que nous utilisons pour construire les problèmes environnementaux et négocier les différentes réponses de la société à leur égard » (R. Cox, 2013, p.19). Cette affirmation prend en compte l'idée selon laquelle, les croyances, les attitudes et les comportements à l'égard de l'environnement sont médiatisés ou influencés par la communication. À ce titre, la question de l'environnement fait l'objet d'un investissement communicationnel important de la part des organisations car c'est à cette période qu'elles ont commencé à introduire la problématique environnementale dans leurs stratégies dont l'objectif est de devenir écologiquement responsable. Il est, par conséquent, devenu une nécessité pour les entreprises de garder une image qui favorise la transparence et la responsabilité envers l'environnement. Les entreprises étant l'une des raisons principales de la dégradation de l'environnement, ces dernières ont pris conscience du fait qu'une performance environnementale et leur responsabilité sociale vont de pair et entretiennent un lien positif. À cet effet, la RSE correspond, pour une entreprise, au fait de communiquer de façon responsable et transparente sur ses engagements environnementaux, sociétaux, sociaux et économiques. Face aux effets négatifs des effets des systèmes de production des entreprises sur le plan environnementale et social, les entreprises adoptent des démarches de communication sur la RSE, en vue d'informer leurs parties prenantes sur les éléments clés de leurs pratiques éthiques.

Les implications de cette théorie s'avèrent importantes pour le domaine de la pratique de la RSE en faveur de la préservation de l'environnement. Car les entreprises qui se préoccupent des conséquences de leur activité sur l'environnement pourront assurer leur pérennité et leurs pratiques, en innovant avec des produits ou des services plus respectueux du vivant, en utilisant des ressources durables et en impliquant leurs parties prenantes sur le sujet (Medef, 2013).

2. Méthodologie

La méthodologie de notre étude prend en compte les techniques de collectes des données et leur analyse.

2.1. Enquête et population de l'étude

Cette étude s'inscrit dans la tradition des études mixtes, c'est-à-dire une combinaison de l'étude qualitative et de l'étude quantitative. Ces deux approches ont permis d'interroger la mise en application de la RES à UBIPHARM, dans le cadre de la préservation de l'environnement. UBIPHARM est une entreprise grossiste répartiteur de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques créée en 1991. Elle s'occupe du stockage, de la commercialisation et de la livraison de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques. Le groupe UBIPHARM dispose de deux plates-formes de distribution en France et de dix-huit (18) sociétés de répartition pharmaceutiques localisées en Afrique, dont la filiale de Côte d'Ivoire qui est le cadre de notre étude et dans les départements et régions d'outre-mer (DROM). Ici, il s'est agi, ici, de déterminer les techniques d'échantillonnage et de collecte de données ainsi que leur traitement. La

technique d'échantillonnage retenue est l'échantillon par choix raisonné ou intentionnel, car la technique repose sur le jugement du chercheur qui fait le tri des cas à inclure dans l'échantillon répondant de façon satisfaisante à sa recherche. A cet effet, nous avons jugé opportun d'interroger que des cadres parce que ces derniers étaient susceptibles de répondre à nos attentes. Nous avons sélectionné des personnes qui occupent une certaine fonction au sein d'UBIPHARM, qui disposent d'outils numériques et qui ont la possibilité de les utiliser en permanence. Ce sont les employés qui occupent la fonction de cadre. Il s'agit de 18 pharmaciens et 07 non pharmaciens, soit un total de 25 personnes.

Pour la collecte des données, un questionnaire et un guide d'entretien en ligne via l'adresse électronique et l'application whatsapp de la Directrice des ressources humaines et du Responsable qualité ont été utilisés entre le 04 septembre et le 15 octobre 2023. Ce questionnaire a permis d'obtenir des informations et les opinions des participants sur la pratique de la démarche RSE. L'entretien semi-directif a permis à l'interviewé de s'exprimer librement, mais sous notre contrôle afin de centrer son discours sur les objectifs de l'enquête. L'entretien a été utilisé pour obtenir des données complémentaires, c'est-à-dire qu'il a permis d'obtenir des informations sur les actions menées à UBIPHARM et les opinions des participants en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.

2.2. Analyse des données

Les réponses recueillies sont en rapport avec l'opinion des répondants sur la connaissance de la RSE, son importance dans le management de l'entreprise et l'implication de cette dernière dans cette démarche. Au terme de l'enquête, les données ont été analysées et rangées dans des tableaux grâce à Google Forms pour ce qui est de l'étude quantitative. Il nous a permis de poser les questions directement aux cibles concernées à partir d'un lien en ligne. Quant aux résultats de l'étude qualitative, les thèmes pertinents contenus dans le discours du répondant ont été retenus, puis analysés.

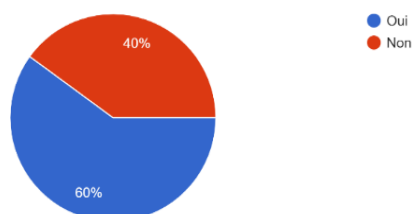
3. Résultats de l'enquête

Dans cette partie, nous présentons les résultats de l'étude qui portent sur deux éléments essentiels : le niveau de connaissance de la démarche RSE dans le management d'UBIPHARM et l'engagement de l'entreprise dans l'exécution de la démarche RSE pour la protection de l'environnement. C'est également le lieu de préciser que faute de ressources humaines suffisantes pour raison d'indisponibilité, la diffusion du questionnaire par messagerie électronique et l'entretien en ligne s'est imposée à nous. En effet, parmi les 354 personnes qui constituent l'effectif de l'UBIPHARM, 25 personnes susceptibles de répondre à nos questions ont été ciblées mais 09 ont répondu au questionnaire et 01 personne ressource a été interviewée. Il s'agit : du Directeur de l'agence UBIPHARM de Gagnoa, du Responsable Direction Produits, d'un qualitatifien, d'une assistante commerciale, du Directeur d'agence (Direction générale), d'un comptable, d'un logicien d'un pharmacien (Direction d'exploitation) et du Responsable qualité. Ces personnes ont une expérience professionnelle, dans l'entreprise, comprise entre 1 an et 10 ans.

3.1. Le niveau de connaissance et l'importance de la démarche RSE dans le management d'UBIPHARM

Figure 1 : Avez-vous déjà entendu parler de la RSE ?

Avez-vous déjà entendu parler de la RSE (Responsabilité Sociale ou sociétale des Entreprises) ?
10 réponses

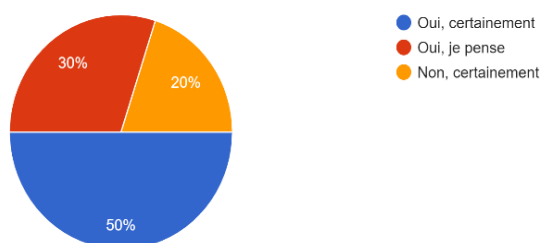


Source : Résultats de l'enquête

À cette question, la majorité des répondants affirment avoir déjà entendu parler de la RSE via les médias et les lectures personnelles sur internet. À cet effet, 60% des enquêtés révèlent avoir déjà entendu parler de la RSE contre 40% qui disent le contraire. Pour preuve, K. P. (responsable qualité à UBIPHARM), définit la RSE comme étant « la maîtrise de l'impact de l'activité d'une entreprise sur son environnement et sur les populations ».

Figure 2 : Pensez-vous que le RSE doit intervenir dans le management d'une entreprise ?

Pensez-vous que la RSE doit intervenir dans le management d'une entreprise ?
10 réponses



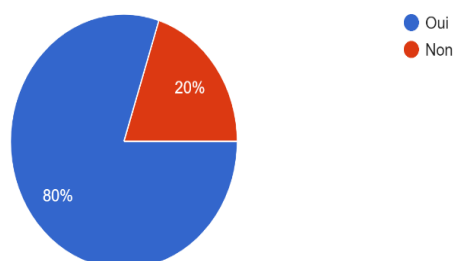
Source : Résultats de l'enquête

Les notions de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de management des entreprises sont liées dans la mesure où le succès de la démarche RSE tient à son management. Dit autrement, le succès de la démarche RSE tient à la capacité de l'entreprise responsable de fédérer ses salariés et ses acteurs autour de cette politique. En effet, cette dernière vient influencer le type de management mis en place. Les résultats de l'enquête, à ce propos, l'attestent. À cet effet, 50% répondent que la RSE intervient dans le management de l'entreprise, 30% pensent que oui. Dans cette veine, pour K. P. (responsable qualité à UBIPHARM), « la RSE doit intervenir dans le management de l'entreprise parce que l'entreprise évolue dans un environnement, donc il est carrément naturel que la RSE soit intégrée au management ». Si certains interviewés voient l'intérêt de la RSE dans le management de l'entreprise, en revanche, 20% pensent le contraire.

3.2. L'engagement de l'entreprise dans l'exécution de la démarche RSE pour la préservation de l'environnement

Figure 3 : Pensez-vous que l'entreprise UBIPHARM est inscrite dans cette dynamique de la RSE ?

Pensez-vous que l'entreprise UBIPHARM est inscrite dans cette dynamique des RSE ?
10 réponses



Source : Résultats de l'enquête

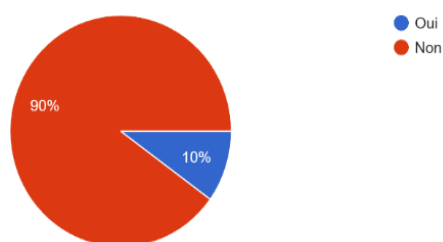
Les résultats de nos enquêtes montrent qu'UBIPHARM est inscrite dans cette dynamique (80%) mais pas de façon formelle. Comme l'atteste K. P. (responsable qualité à UBIPHARM), « en réalité, UBIPHARM en tant qu'entreprise n'a pas de politique RSE ou de démarche RSE. Mais l'entreprise, à travers sa fondation (qui vit des dons et des financements qu'elle reçoit des sociétés du groupe) basée à Ouagadougou au Burkina Faso pose des actions qui vont en direction de la RSE, c'est-à-dire qui cadrent très bien avec les exigences de la RSE». Dans ce sens, la fondation UBIPHARM initie de nombreuses actions au bénéfice des populations les plus fragiles, depuis 2010. Elle a pour vocation d'améliorer les conditions de vie des populations qu'elle aide, en leur permettant d'avoir accès à la santé et à l'éducation, tout en participant à la préservation de l'environnement. Cette fondation incarne l'engagement sociétal du groupe UBIPHARM et son attachement aux valeurs de partage et de solidarité. À ce titre, elle mène de nombreuses actions en matière d'alphabétisation, de scolarité, de recherche scientifique, d'accès à l'eau potable, de soutien aux hôpitaux locaux etc. Sur le plan communautaire, « en Côte d'Ivoire, elle a eu à distribuer des blocs opératoires, des fauteuils à des hôpitaux à l'intérieur du pays. Elle a distribué des manuels scolaires aux enfants défavorisés à l'intérieur du pays. Elle a eu également à instaurer des forages d'eau pour faciliter l'accès à l'eau potable, aux populations dans les endroits où l'eau potable n'est pas accessible » (K. P., responsable qualité à UBIPHARM).

Par ailleurs, la fondation et l'entreprise UBIPHARM posent des actions sur le plan environnemental. Concernant la Fondation UBIPHARM elle a eu à participer à des actions de reboisement dans la commune de Bingerville. L'entreprise UBIPHARM ; quant à elle, mène une politique de recyclage des déchets de leur activité puisque les produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques leur sont acheminés dans des cartons et ces mêmes cartons sont réutilisés pour les livraisons aux clients. « Cela fait non seulement un gain économique pour l'entreprise mais également un recyclage d'éléments qui ne devraient pas être normalement réutilisés puisque c'est des cartons qui ont servi pour acheminer les produits (au lieu de les détruire ou les jeter dans la nature ce qui aura pour conséquence la pollution de l'environnement, nous leur donnons un second devenir, une seconde vie). En plus des cartons dans lesquels sont rangés les produits, ceux-ci sont stockés sur des palettes qui sont revendues à des artisans et ces

derniers s'en servent pour fabriquer des meubles. Ce sont deux activités importantes que l'entreprise mène pour la préservation de l'environnement en mettant en valeur les éléments non utilisables de son exploitation pour rendre service (pour le bien être des personnes qui vont les acheter mais également une source de revenue pour ces artisans. C'est indirectement des emplois qui sont créés grâce au recyclage de ces déchets » affirme K. P. (responsable qualité à UBIPHARM).

Figure 4 : UBIPHARM dispose-t-elle d'une certification pour la gestion de l'environnement ?

UBIPHARM dispose-t-elle d'une certification dans le domaine de la gestion de l'environnement ?
10 réponses



Source : Résultats de l'enquête

La certification ISO 14001 est l'outil de référence pour prendre en compte les enjeux environnementaux des organisations dans le but d'améliorer leur performance environnementale et de contribuer aux objectifs du développement durable. Cette certification aide à mieux percevoir les enjeux du pilier environnemental et s'organiser en conséquence. Elle a donc pour objectif d'amélioration des performances environnementales des organisations, en général et des entreprises, en particulier.

Si nous nous référons à nos résultats (90%), il est avéré qu'UBIPHARM ne dispose pas d'une certification environnementale. Par contre, « l'entreprise dispose d'une certification ISO 9001 en termes d'assurance qualité par rapport ses process opérationnels » (K. P., responsable qualité à UBIPHARM).

4. Discussion

À l'entame de ce chapitre, il est opportun de mentionner que « les risques sociaux et écologiques générés par certaines organisations sont à l'origine de l'émergence de la notion de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), agrégat mesurable d'actes concrets réalisés par les entreprises en faveur de l'environnement » (E. Gardère et G. Gramaccia, 2012). Face à cette prise de conscience, le rôle joué par les entreprises n'est plus à démontrer. La RSE reposant sur 3 piliers : économique, social et environnemental, nous focaliserons singulièrement sur le volet environnemental, pour ce qui concerne notre étude. Il faut préciser qu'à l'analyse des résultats de l'enquête, il est à relever que la RSE est un concept peu connu des travailleurs d'UBIPHARM Côte d'Ivoire. En effet, 60% parmi eux révèlent avoir eu connaissance de la démarche RSE à travers leurs différentes lectures et leurs recherches. Par contre 40%, une proportion non négligeable, avouent n'avoir aucune idée de la RSE. Ces chiffres démontrent que cette démarche est mal ou peu connue dans cette entreprise. Pourtant, l'objectif principal de la Responsabilité Sociétale des Entreprises est de responsabiliser les entreprises quelques soient leurs tailles ou leurs secteurs, vis-à-vis de l'impact environnemental et humain de leurs activités. Et cela consiste pour les organisations à intégrer les

préoccupations environnementales et sociales à leurs activités commerciales et dans les relations avec leurs différentes parties prenantes. Cependant, même si les répondants semblent ne pas avoir beaucoup à dire sur la RSE, certaines dans ce domaine ont tout de même été menées. Il s'agit, entre autres : la destruction de tous les produits pharmaceutiques inutilisables (PPI) selon la réglementation en vigueur avec des prestataires agréés, la promotion d'un service qualité et un engagement sociétal clair avec le SPICE (la Satisfaction Client, le Partenariat, l'Innovation, la Confiance, et l'Engagement sociétal), l'installation de boîtes poubelles sur l'ensemble des sites pour garder l'environnement propre et sain

Par ailleurs, UBIPHARM, à travers sa fondation pose des actions aussi bien au bénéfice des populations les plus fragiles que sur le plan environnemental. En effet, depuis quelques années, cette entreprise a accéléré sa stratégie Qualité Sécurité Environnement (QSE) et renforcé sa démarche RSE avec la prise de nombreuses initiatives telles que l'obtention de la norme ISO 900, l'éthique, la compliance et l'obtention du statut d'Opérateur Économique. Quant à ses actions RSE, UBIPHARM prend, d'abord, en compte l'ensemble des risques économiques, sociétaux et environnementaux en réduisant l'impact écologique de son activité et en limitant l'utilisation de matières premières non renouvelables, de substances toxiques et potentiellement polluantes pour l'environnement. Ensuite pour ce qui est de sa politique d'achats responsable, elle favorise les fournisseurs s'inscrivant dans un protocole respectueux de l'environnement et des travailleurs. Pour marquer leur décision de s'inscrire résolument dans la démarche RSE, le groupe a désigné des ressources internes par zone, chargées du suivi de la qualité et de l'étude des risques sociaux et environnementaux. Quant aux transports de leurs produits, UBIPHARM privilégie des modes de transports moins polluants. À cet effet, 90% du transport de marchandises passent par la voie maritime afin de réduire leur empreinte carbone. Enfin la prévention et gestion des déchets est un domaine qui tient à cœur au groupe, en tant qu'entreprise citoyenne œuvrant pour le bien-être des populations. Ainsi, des systèmes de tri et de recyclage de déchets ont été mis en place dans les différentes sociétés du groupe.

De tout ce qui précède, face aux constats liés aux failles concernant la politique RSE par nos enquêtés, le groupe UBIPHARM de façon générale et UBIPHARM Côte d'Ivoire, en particulier devraient communiquer à toutes ses filiales et ses parties prenantes, de façon formelle, sur toutes ses actions de RSE. Par conséquent, le groupe UBIPHARM devra susciter une politique volontariste en matière environnementale et mettre un accent particulier sur le volet communication dans la gestion d'une démarche environnementale responsable.

4.1. Susciter une politique volontariste en matière environnementale

La prise en compte de la RSE par l'entreprise UBIPHARM Côte d'Ivoire est déterminante pour son image. Étant donné qu'elle est soucieuse de l'impact qu'elle a sur son environnement, cette entreprise a plus à perdre si elle est identifiée comme étant à l'origine des dégradations de l'environnement et donc socialement peu responsable. Une politique volontariste en matière environnementale qui mobilise les clients et surtout l'ensemble du personnel contribue à fédérer les équipes et à améliorer le dialogue au sein de l'entreprise et peut donc améliorer les conditions de travail des employés. Elle peut également instaurer l'esprit d'équipe, contribuer à l'émergence d'une culture d'entreprise et ainsi, améliorer la performance des employés et renforcer l'attractivité de l'entreprise. Il s'agira tout d'abord d'identifier dans la mesure du possible, les enjeux environnementaux et de prévoir une stratégie pertinente qu'UBIPHARM Côte d'Ivoire sera en capacité de réaliser. Par la suite, cette politique

doit ensuite être intégrée et appliquée par l'ensemble des personnels. Cela suppose de prévoir des temps d'information, de sensibilisation et de formation, en interne et aussi en externe.

4.2. L'apport de la communication dans la gestion d'une démarche environnementale responsable

La RSE correspond, pour les entreprises au fait de communiquer de façon responsable et transparente sur leurs engagements environnementaux, sociaux et économiques. Faces aux effets négatifs de leurs systèmes de production, les entreprises adoptent des démarches de communication sur la RSE, en vue d'informer leurs parties prenantes sur les éléments importants de leurs pratiques éthiques. En effet, la communication joue un rôle central dans l'information, la sensibilisation, la mobilisation et l'engagement des parties prenantes aux enjeux de la RSE. Pour cela, elle doit être transparente afin de bâtir la confiance et la crédibilité des entreprises auprès de leurs parties prenantes. « La gestion environnementale doit donc avoir recours de façon explicite à une communication bidirectionnelle, voire multidirectionnelle, autant en interne qu'en externe » (C. Gendron, 2004).

En outre, les entreprises doivent pouvoir se mobiliser dans leur intégralité autour de la démarche de responsabilité et communiquer de manière fluide sur les enjeux environnementaux et les objectifs qu'elles auront définis. Autrement dit, il faudra que les salariés soient impliqués et informés afin d'éviter leur consultation tardive et/ou l'absence de mobilisation autour d'une démarche environnementale. « La communication environnementale s'intéresse à la façon dont les personnes reçoivent de l'information et appréhendent les questions environnementales, tout en explorant la manière dont les préoccupations environnementales sont produites, construites et mobilisées par les citoyens » (A. Castrechini, 2022).

Pour cette raison, il est devenu impérieux pour les entreprises de garder une image qui favorise la transparence et la responsabilité envers l'environnement. Etant donné que nous sommes dans un monde qui nous oblige à être responsables, soucieux et respectueux de l'environnement, l'importance de l'instauration d'une stratégie de communication environnementale, pour ce qui concerne UBIPARM « peut jouer un rôle crucial dans l'ancrage de telle image dans les yeux du public et de réduire l'incertitude qui peut être engendrée suite à ce manque d'information diffusée ». (N. Kidaye&A. Saoussany, 2020 : p.369). Cela permettra d'une part, de modifier les comportements et de guider la compréhension des problèmes environnementaux.

Conclusion

Les changements climatiques, au fil des années, ont de nombreux impacts sur la gestion des organisations et singulièrement celle des entreprises. À ce titre, ils représentent des risques importants pour toutes les organisations incapables de s'adapter aux nouvelles normes environnementales. La prévention et la limitation des risques environnementaux sont et devront être une préoccupation essentielle pour les entreprises. Cette recherche a pour but de connaître l'opinion des employés d'UBIPHARM Côte d'Ivoire sur la RSE et de vérifier sa mise en application dans ladite entreprise. Malgré le fait que nous estimons notre échantillon peu représentatif du fait de l'indisponibilité de certains interlocuteurs, cette étude a permis de mieux cerner les failles d'UBIPHARM dans sa gestion sociétale et responsable en faveur de la protection de l'environnement. À cet effet, il faut noter que la majorité de nos enquêtés même s'ils sont conscients de l'importance de la responsabilité sociétale de leur entreprise et souhaitent que celle-ci s'investisse beaucoup plus dans cette démarche, reconnaissent qu'elle ne se fait pas de façon formelle mais plutôt à travers la fondation UBIPHARM. De ce qui précède, une

politique volontariste en matière environnementale et l'instauration d'une stratégie de communication dans la gestion d'une démarche environnementale responsable s'avèrent nécessaires et même requises. Car comme soutient Hubert Reeves, « Si vous ne vous occupez pas de la biodiversité, la biodiversité s'occupera de vous » (Guide pratique du MEDEF, p2).

Références Bibliographiques

AMON-FOLOU Imbie Anicette, (2018), « Les enjeux de la communication institutionnelle publique face aux risques climatiques et aux vulnérabilités des villes de l'Afrique subsaharienne : le cas de la ville d'Abidjan », *Journal Africain de Communication Scientifique et Technologique*, n 60 de juin, pp. 7873-7889.

BOUCHERAND Sylvain, PIERRAT Alain et FRIES Aurore, (2018), RSE et environnement : économie circulaire, gouvernance et responsabilité environnementale, France stratégie. Evaluer, anticiper, débattre, proposer, <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-avis-rse-environnement-14-09-2018.pdf>, consulté le 15 octobre 2023.

BURNS Tom & STALKER George Macpherson, (1994), *The management of innovation*, Oxford University Press; Revised ed. edition, 312 p.

CASTRECHINI Angela, (2022). « Communication environnementale. Dans : Dorothee Marchand éd., *Psychologie environnementale : 100 notions clés* (pp. 53 »-57). Paris: Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.march.2022.01.0053>), consulté le 07 novembre 2023.

COX Robert, (2013), *Environnementale communication and the public sphere*, third edition, Los Angeles, Londres, New Delhi, Singapor, Whashington DC, Édition SAGE, Inc.

DIAGANA Ousmane, (2022), « Loin de la théorie, le changement climatique est déjà une réalité accablante en Afrique », <https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/loin-de-la-theorie-le-changement-climatique-est-deja-une-realite-accablante-en-afrique>.

GHADA Tourir, (2021), « Pour en lire plus : La communication environnementale : enjeux, acteurs et stratégies », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], volume 16-1, consulté le 7 janvier 2024, URL : <http://journals.openedition.org/ere/6248>; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.6248>.

GARDÈRE Élisabeth et GRAMACCIA Gino, (2012), « La communication des nouvelles éthiques de l'entreprise », *Communication et organisation*, <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/3267>, consulté le 30 septembre 2023.

GENDRON Corinne, (2004), *La gestion environnementale et la norme ISO 14001*, Nouvelle édition en [ligne], Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p213-238 <http://books.openedition.org/pum/10669>, ISBN : 979-10-365-0248-4. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.1066>, (généralisé le 09 janvier 2024),

Guide pratique du MEDEF, Entreprises et biodiversité, comprendre et agir, <http://politiquedesante.fr/wp-content/uploads/2014/10/Guide-Biodiv-MEDEF.pdf>, consulté le 08 novembre 2023.

HUNGERFORD R. Harold & VOLK L. Trudi, (1990), « Changing learner behavior through environmental education », *The Journal of Environmental Education*, 21(3), 8-21.

KANE Oumar, (2022), « La communication environnementale : qu'est-ce que c'est et comment entend-elle contribuer aux pistes de solution relatives à la crise climatique ? », *Le Climatoscope*, n°4, pp. 101-105, https://climatoscope.ca/wp-content/uploads/2022/09/Le_Climatocope_Num4_2022_Kane.pdf, consulté le 09 janvier 2024.

KANE Oumar, (2016), *La communication environnementale : enjeux, acteurs et stratégies*, Paris, Edition LHarmattan.

KIDAYE Nabilia & SAOUSSANY Amina, (2020), « La communication environnementale : une étude de la revue de littérature », *Revue Internationale des Sciences de Gestion* «Volume 3 : Numéro 3» pp : 366 -388.

AXE 6 :
RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, VIE, SURVIE DES LANGUES
AFRICAINES ET DYNAMIQUES LINGUISTIQUES

L'ENSEIGNEMENT BILINGUE AU BURKINA FASO : UNE ALTERNATIVE CRÉDIBLE POUR UNE MEILLEURE DIFFUSION ET PERCEPTION DES ENJEUX DU CONCEPT DE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

BONKOUNGOU Pelga

Circonscription d'Éducation de Base (CEB) de Koudougou 1.
Laboratoire Interdisciplinaire de Didactique des Disciplines (LABIDID)
Université Norbert Zongo (Koudougou-Burkina Faso)
evaristebonkougou@yahoo.fr

Résumé :

Il ressort de bon nombre de recherches que l'enseignement dans une langue que l'apprenant maîtrise mieux est le meilleur moyen pour faciliter les apprentissages. C'est dans ce cadre que le rapport entre l'enseignement des notions liées au réchauffement climatique et l'éducation bilingue est établi pour aider les apprenants à bien acquérir les savoirs de cette problématique qui menace l'avenir de l'humanité. L'objectif principal de cette recherche est de montrer que les enjeux liés au changement climatique sont bien compris par les apprenants lorsque qu'on traduit les connaissances de la langue d'enseignement dans la langue nationale maîtrisée pour l'apprenant. Cette hypothèse s'est vérifiée à l'issue de cette recherche menée à l'aide d'une méthode mixte qui combine les avantages de la méthode qualitative et celle dite quantitative. Au terme de notre analyse, il est apparu que les difficultés restent entre autres l'insuffisance de la formation des enseignants et de celles relatives à la documentation. Des suggestions pour lever ces obstacles sont faites pour une meilleure appropriation du concept de réchauffement climatique. Ces recommandations vont dans le sens de l'amélioration de la formation initiale et continue des enseignants et la production d'une documentation conséquente qui traite de la question du changement climatique. Toute chose qui contribuera à l'amélioration de la qualité des enseignements-apprentissages et à la conscientisation des apprenants.

Mots-clés : réchauffement climatique – langues nationales - éducation – enseignement bilingue- changement climatique.

Abstract :

It appears from a good number of researches that teaching in a language that the learner masters best is best for facilitating learning. It is in this context that the relationship between the teaching of concepts related to global warming and bilingual education is established to help learners acquire knowledge of this issue which threatens the future of humanity. The main objective of this research is to show that the issues linked to climate change are well understood by learners when we translate knowledge from the language of instruction to the national language mastered by the learner. This observation was verified at the end of this research carried out using a mixed method which combines the advantages of the qualitative method and the so-called quantitative method. However, the difficulties remain, among other things, the insufficient training of teachers and those relating to documentation. Suggestions for containing these obstacles are proposed to facilitate the use of national languages in teaching. These recommendations go in the direction of improving the initial and continuing training of teachers and the production of substantial documentation that addresses the issue of climate change. Anything that will contribute to improving the quality of teaching/learning and raising awareness among learners.

Keywords: global warming – national languages – education – bilingual education – climate change

Introduction

Au Burkina Faso, la loi d'orientation de l'éducation en son article 10 stipule que « les langues d'enseignement utilisées au Burkina Faso sont le français et les langues nationales ». Ce cadre juridique a favorisé l'émergence de l'enseignement bilingue qui utilise comme langue nationale d'enseignement, celle que l'apprenant maîtrise mieux. Sawadogo (2004 : 251) dans cette nouvelle tendance de promotion des langues maternelles affirme que « les réussites scolaires des enfants semblent tributaires de l'utilisation des langues maternelles comme langues d'enseignement ». À ce propos, il convient de préciser que l'apprenant est à l'aise et exprime avec précision ses idées, comprend facilement ce qu'on lui dit dans sa langue maternelle. Cet avis est partagé par Gbaguidig et al (2013) qui soutiennent que (2013 : 64) « l'enfant acquiert mieux et plus rapidement les connaissances si celles-ci lui sont imparties dans sa langue maternelle ». De même, « l'enfant apprend vite et mieux quand l'apprentissage se fait dans sa langue selon Cummins (1984) repris par Ouédraogo, G. (2021 : 9) Ouaro (2019) a abondé dans le même sens. Pour lui, l'apprenant réussit à mieux apprendre quelles que soient les notions enseignées si l'enseignement se déroule dans sa langue maternelle. Dans ces conditions, la langue maternelle est la mieux indiquée pour diffuser les notions de réchauffement climatique. C'est pourquoi Romain Christina (2007 : 37) trouve que même « les mots qui composent les concepts sont culturels. C'est dans cette dynamique que Lázár Ildikó (2005 : 45) souligne que tout « apprentissage est inséparable de son contexte culturel ». C'est fort de ces constats que cette recherche est menée pour favoriser une meilleure compréhension de la notion de réchauffement climatique à partir de la question principale suivante : l'enseignement bilingue n'est-il pas une alternative crédible pour une meilleure diffusion et perception des enjeux du concept de réchauffement climatique ? À travers cette interrogation, l'étude veut montrer que l'enseignement bilingue est un moyen efficace dans la transmission des notions et des enjeux du réchauffement climatique. Pour terminer, elle se propose de suggérer des recommandations pour une éventuelle amélioration de la qualité de l'enseignement bilingue. Cette étude comporte deux parties à savoir une essentiellement théorique orientée vers la recherche documentaire et la seconde qui aborde les aspects pratiques issus de l'enquête qui est menée sur le terrain.

1. Contexte

Cette partie permet de rendre plus explicite la problématique de la promotion des langues nationales dans l'enseignement et faire ressortir leur importance dans la compréhension des notions et des enjeux liés au réchauffement climatique.

1.1. Approche historique de l'institution de l'enseignement bilingue au Burkina Faso

L'introduction de l'enseignement bilingue dans les programmes d'enseignement date des années 1979 à partir de trois langues nationales : le mooré, le dioula et le fulfuldé. Le processus a suivi son cours jusqu'en 1984 où il a été suspendu. Dans les années 1990, le contexte international favorable à l'éducation pour tous a permis de relancer le processus. C'est ainsi que les états généraux de l'éducation de 1994 a permis de créer plusieurs écoles bilingues avec des dénominations diverses : l'on a les écoles bilingues suivantes : « les écoles bilingues, formule MENA-OSEO (actuelle Solidar Suisse (1994), les Ecoles Satellites et Centre d'Education Non Formelle (ES-CEBNF, 1995) promu par l'Etat en collaboration avec l'UNICEF, les Centres Banma Nuara (CBN, 1995) de l'association TinTua, et les écoles communautaires mises en œuvre par la Fondation pour le Développement Communautaire (FDC, 1995) ». Guiatin/Kima, M. (2017 : 5).

Depuis lors, l'enseignement bilingue se poursuit jusqu'à nos jours. Pour Ilboudo, P T. (2009 : 17), le curriculum de l'éducation bilingue a comme particularité de couvrir le contenu du programme des écoles classiques en cinq ans au lieu de six.

Les écoles bilingues fonctionnent selon l'organisation suivante :

- première année : utilisation de la langue nationale à 90% et la pratique orale du français dans les programmes d'enseignement occupe 10%;
- deuxième année : utilisation de la langue nationale, 80% le français écrit 20% ;
- troisième année : le français occupe (50%) comme médium et renforcement de la langue nationale (50%) en lecture et en grammaire ;
- quatrième année : la langue nationale occupe 20% le temps dans les programmes d'enseignement contre 80% pour la langue française ;
- cinquième année : la langue nationale en cinquième année (10%) contre 90% pour le français.

De nos jours, selon Balima (2018 :3) « la généralisation de l'éducation bilingue n'est toujours pas à l'ordre du jour ». Pour cet auteur, les obstacles sont entre autres, le manque d'engagement dû au manque de formation des acteurs de l'éducation et le non respect des principes de l'éducation bilingue sur le terrain.

1.2. La problématique de la promotion du bilinguisme pour la réussite de l'enseignement

L'utilisation des langues nationales est officiellement admise dans l'enseignement primaire au Burkina Faso. L'utilisation de la langue maternelle dans l'enseignement aide tout apprenant et lui permet de réduire les déperditions scolaires tout en favorisant « l'amélioration des indicateurs de qualité de notre système éducatif³⁶ », nous dit Ouaro (2019). Dans cette logique, Napon (1992) fait dire à Dumont (1986 : 84) que « le seul moyen de réconcilier l'élève africain avec son milieu social, ce n'est pas de lui apprendre une langue étrangère mais bien de lui enseigner à lire et à écrire dans sa langue maternelle ». Cette adaptation de l'enseignement suggérée par cet auteur ne peut devenir une réalité que si les enseignants reçoivent une formation conséquente et spécifique dans l'utilisation des langues nationales dans toutes les écoles classiques et bilingues. De nos jours, seuls les enseignants des écoles bilingues ont cette capacité. Alors que, sans une formation initiale suffisante et appropriée dans l'utilisation simultanée de la langue maternelle et la langue d'enseignement, les apprenants ne peuvent pas bénéficier d'un enseignement de qualité de la part des enseignants. Il va manquer à ces derniers, les compétences nécessaires pour traduire certaines notions à enseigner dont la maîtrise favoriserait l'amélioration des performances des apprenants.

Aussi, soulignons que les enseignants et les élèves sont d'origines diverses car, au Burkina Faso, plus d'une soixantaine de langues nationales sont parlées. (Barreteau, 1998). Les dispositions prises dans la perspective de la mise en œuvre de l'enseignement bilingue tout en tenant compte de cette diversité s'appuient sur celles préconisées par l'UNESCO en 2003. Pour cette institution, la langue maternelle est celle que l'enfant a apprise en premier dès sa naissance à partir de son milieu de vie. C'est la langue qu'il connaît et maîtrise le mieux et la plus utilisée dans son entourage. Elle peut être désignée comme la langue d'enseignement en contexte de multilinguisme.

Dans les écoles bilingues, les dispositions sont prises pour éviter les barrières linguistiques entre les enseignants et les apprenants. Mais, en situation d'enseignement

³⁶ Propos du ministre de l'enseignement de base et de la promotion des langues nationales lors de la 20^{ème} journée internationale de la langue maternelle célébrée le 28 février 2019 : <https://lefaso.net/spip.php?article88309>.

classique³⁷, élèves et enseignants n'ont pas forcément la même culture et ne parlent pas les mêmes langues nationales. Il est évident que des difficultés de compréhension langagière et de traduction vont s'imposer tant à l'enseignant qu'à l'élève, lorsqu'il sera question de faire comprendre des notions en rapport au réchauffement climatique et ses enjeux en langues nationales. Tant que l'enseignant et les apprenants parlent la même langue nationale, la difficulté peut être contenue. Ce sont quelques difficultés qui entravent la mise en œuvre d'un système de traduction qui va de la langue d'enseignement à la langue maternelle de l'apprenant.

1.3. De la compréhension de l'influence du réchauffement climatique

L'on peut considérer le réchauffement climatique comme la hausse ou la variation des températures. Avec Iltis (2019 : 7), « le réchauffement climatique se manifeste par une augmentation de la température moyenne à la surface de la Terre ». Ce phénomène est dû entre autres à l'exploitation abusive des ressources naturelles, à l'utilisation excessive des produits chimiques ou machines etc. Camirand et al (2011), y ajoutent certaines activités humaines comme le transport, l'industrie, l'agriculture qui sont responsables et émettent des gaz qui ont un impact sur l'environnement. Ces pratiques ci-dessus citées favorisent le rejet des déchets toxiques qui jouent négativement sur le fonctionnement normal des phénomènes naturels. Il faut noter que les conséquences du réchauffement climatique sur la survie de l'humanité sont continuellement expliquées dans plusieurs cadres pour faire prendre conscience à l'homme sur les effets néfastes du changement climatique. Dans la plupart des cas, la compréhension du phénomène du changement climatique est assez complexe. Il se complique davantage lorsqu'une barrière linguistique s'impose comme une réalité. Dans le document du séminaire international sur le genre et le changement climatique tenu les 27 et 28 janvier 2011 à Paris, l'on peut lire ceci : les barrières linguistiques freinent la contribution effective des pays francophones aux débats, et plus spécifiquement aux négociations sur le changement climatique. Toujours parlant des changements climatiques, les auteurs de ce document ajoutent que « l'espace francophone est laissé pour compte, voire exclu des initiatives en la matière ». Organisation internationale de la francophonie (OIF), l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN), women's environment and development organization (WEDO), l'alliance globale pour le genre et le climat (GGCA), (2011). C'est dire que la plupart des connaissances sur les changements climatiques lors des échanges qui sont menées dans une autre langue que le français vont échapper aux experts francophones qui ont des difficultés linguistiques. Pourtant, ils sont les représentants censés rapporter les informations sur le réchauffement climatique et ses enjeux à la connaissance des autres franges de la population francophone. Ces experts qui participent aux débats au niveau international sur les changements climatiques sont censés être incontournables lorsqu'on veut parler de transposition didactique qui explique comment le savoir scientifique peut être transformé en savoir que l'on peut enseigner. Cette notion de transposition didactique se définit par Michel Verret (1975) au début comme une action de transmission de savoir connu par des personnes qui les maîtrisent (les experts) à d'autres qui n'ont pas ces connaissances pour vivre. Si un handicap linguistique n'a pas permis aux experts de maîtriser convenablement les connaissances sur le réchauffement climatique, certaines informations relatives à cette thématique ne seront pas prises en compte lors de la transformation des connaissances ayant une envergure savante et technique au départ vers l'institution scolaire pour être enseignées. Ceci permet de conclure avec Bessonnat (1998 : 2) que « la maîtrise de la langue - par les experts et/ou les apprenants - joue un

³⁷ L'utilisation des langues nationales est acceptée dans les écoles classiques (écoles non bilingues) pour faire comprendre aux enfants le sens de notions difficiles qu'ils n'arrivent pas à comprendre dans une autre langue d'enseignement.

rôle décisif dans la réussite scolaire ». La barrière linguistique limite toujours l'exploitation des ressources de la langue relatives au phénomène traité, des expériences des autres parlant de variation du climat véhiculées dans le sens de la conscientisation des populations. De plus, la barrière linguistique demande à l'apprenant un effort supplémentaire et peut être un frein qui ne suscite pas chez l'apprenant l'envie pour l'apprentissage de notions ou des enjeux se rapportant à la problématique du réchauffement climatique. Pecorella (2011) souligne ce fait en soutenant que la langue est un obstacle dans la communication entre l'école d'une part, et les élèves de l'autre. Notons que l'apprentissage des connaissances en rapport à toute notion est complexe ; si des difficultés liées à la maîtrise de la langue s'invitent, cela n'est pas de nature à encourager les apprenants dans la mesure où ils peuvent passer un grand temps à apprendre ou à écouter sans pour autant rien retenir. C'est dans cette perspective que l'apport des langues nationales par l'enseignement bilingue soit incontournable pour une meilleure appropriation et conscientisation des apprenants sur les conséquences du réchauffement climatique et ses enjeux dans la langue qu'il maîtrise mieux.

2. Méthode de recherche

L'étude pratique s'est déroulée dans la Circonscription d'Education de Base de (CEB) de Koudougou I. Nous avons eu des entretiens avec dix (10) encadreurs pédagogiques, quarante (40) enseignants des écoles classiques, douze (12) enseignants issus des écoles bilingues, et de quarante (40) élèves : vingt (20) au classique et vingt (20) des écoles bilingues. Ainsi, les principaux acteurs à savoir les enseignants et les élèves sont interrogés à l'aide de questionnaires. Quant aux encadreurs, c'est à l'aide d'un guide d'entretien que leurs avis relatifs à la contribution des écoles bilingues dans la compréhension de la notion du réchauffement climatique et ses enjeux ont été recueillis. Tous ces instruments utilisés lors de l'enquête ont un rapport à la nécessité de l'utilisation des langues nationales dans l'acquisition des notions de réchauffement climatique, les faiblesses et les suggestions pour réussir leur utilisation. Pour la présentation des données et l'analyse des résultats de l'étude, nous avons utilisé la méthode manuelle.

3. Résultats et discussion

3.1. De la nécessité de l'utilisation des langues nationales en vue de la diffusion et de l'acquisition des notions de réchauffement climatique et ses enjeux

Les points de vue des différents acteurs recueillis avec le guide d'entretien et le questionnaire ont permis de comprendre qu'il est nécessaire d'utiliser les langues nationales pour expliquer les notions comme celles de réchauffement climatique et ses enjeux pour faciliter leur acquisition. Pour les encadreurs, toute langue peut servir de support d'enseignement. À cet effet, l'enseignement des notions comme le changement climatique, la couche d'ozone, les gaz à effet de serre, de fonte des glaciers etc. peuvent être bien comprise par l'enfant dans sa langue maternelle ou dans celle qu'il maîtrise davantage. Ces mots et expressions traduites dans la langue maternelle de l'apprenant facilite la compréhension, la prise de conscience et l'intégration dans les habitudes socioculturelles des élèves, des comportements qui tiennent compte de la résolution de la question du réchauffement climatique qui menace la survie de l'humanité. Les élèves et les enseignants dans leur majorité soutiennent qu'eux-mêmes ne maîtrisent pas les notions ayant trait au réchauffement climatique dans leur langue. Seuls les enseignants du bilingue disent être capables de traduire ces notions en langue nationale.

L'enseignement bilingue comme approche dans la quête de recherche d'une éducation de qualité, est une option mise en œuvre au Burkina Faso. Selon Nagalo (2022), l'utilisation de la langue nationale maîtrisée et parlée par les apprenants demeure un facteur primordial dans l'acquisition des connaissances. À cet effet, l'étude a permis de

savoir que l'enseignement bilingue peut favoriser l'acquisition des savoirs relatifs au réchauffement climatique et la conscientisation des apprenants en situation d'enseignement/apprentissage. Cette idée est soutenue par Bessonnat (1998 : 3) lorsqu'il soutient que « la corrélation entre maîtrise de la langue et réussite scolaire » sont étroitement liées. Elle a conduit les apprenants à identifier des pratiques locales qui entraînent ou qui accentuent le réchauffement climatique (rejet des gaz à travers les fumées des engins), à comprendre le sens des concepts qui expliquent l'évolution du phénomène du changement climatique dans leur langue maternelle qui n'est pas celle utilisée dans l'enseignement. Dans une logique socioconstructiviste qui s'appuie sur les réalités du milieu et les interactions entre les différents acteurs qui interviennent dans les apprentissages, les enseignants peuvent être amenés à intégrer ou à utiliser les langues nationales dans l'enseignement de notions sur le changement climatique qu'on leur présente dans la plupart des cas dans une langue étrangère. Les savoirs liés au changement climatique développés dans une autre langue que celle maternelle restent parfois inaccessibles à l'apprenant ; cela ne peut que freiner sa compréhension de la gravité du phénomène, la prise de conscience que les connaissances sont censées susciter au profit des apprenants. Pourtant, les enjeux du réchauffement climatique sont tels qu'il faut les traduire dans une langue connue de l'apprenant pour mieux les faire comprendre et favoriser leur intégration dans leurs comportements. Très souvent, les échecs des apprenants et la non prise de conscience sur la maîtrise des conséquences du réchauffement climatique proviennent dans la plupart des cas de l'incompréhension des enseignements due à la barrière linguistique.

Quelles sont les raisons qui expliquent le fait que l'enseignement bilingue renforce la compréhension des notions de réchauffement climatique ? Au nombre des réponses des enquêtés, nous pouvons retenir les éléments suivants : pour les enseignants (87,8%), lorsqu'ils utilisent la langue du milieu pour faire comprendre le sens d'une notion enseignée en français, les élèves comprennent vite et en plus s'intéressent davantage au déroulement de la leçon. L'ambiance de travail dans la classe et le niveau de participation des élèves augmentent considérablement, favorisant ainsi la réussite de la leçon. Le fait d'être dans le bain linguistique approprié favorise le développement des capacités intellectuelles des apprenants, l'ouverture d'esprit, la compréhension du contexte. A cela, ajoutons la découverte du problème géré dans l'enseignement/apprentissage, le renforcement des capacités d'analyse des apprenants par l'acquisition de nouvelles réalités interculturelles et la maîtrise de la langue d'enseignement. C'est ce qui justifie le fait que l'utilisation des langues nationales soit admise dans l'enseignement primaire. Pour Gbaguidig (2013), « les langues nationales ont un rôle primordial à jouer en ce qui concerne le perfectionnement de notre système éducatif ». L'association des éditeurs francophones au sud du sahara, (2016 :5) dans le rapport général du salon de l'écrit et du livre en langues africaines (saella) tenu le 20 au 13 Janvier 2016 fait dire à Ki zerbo (1998) qu'« aucun pays au monde ne s'est développé dans la langue d'autrui ».

L'école est un cadre d'enseignement/apprentissage qui a besoin d'une langue d'enseignement appropriée qui ne peut-être que la langue nationale pour l'acquisition du savoir. C'est la raison pour laquelle notre étude s'inspire en partie du socioconstructivisme. Avec cette théorie, les connaissances acquises dans la langue nationale de l'apprenant vont participer à une meilleure socialisation de l'apprenant et faciliter en lui une vie consciente. L'école peut jouer un rôle de premier dans le sens de la promotion des langues nationales, dans un contexte où la compréhension des conséquences du réchauffement climatique est nécessaire pour freiner son ampleur et ses effets néfastes sur l'évolution du monde. En maniant les concepts de réchauffement climatique dans sa langue, les apprenants cultivent des interactions sociales avec tous les acteurs de son milieu qui facilite son développement intellectuel, sa prise de conscience, son adaptation aux nouvelles réalités changeantes du monde. De toutes ces

constatations, il ressort que les apprenants ont besoin d'une langue qu'ils maîtrisent mieux pour apprendre aisément les connaissances liées à la survie de l'humanité comme celles relatives au réchauffement climatique.

3.2. Les faiblesses et les suggestions pour réussir l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement des notions du changement climatique

Les enquêtés dans leur majorité ont énuméré une série de difficultés qui freinent l'usage de la langue maternelle pour faire prendre conscience aux apprenants, l'évolution du réchauffement climatique et ses conséquences. Les enseignants et les encadreurs pédagogiques ont surtout indexé leur formation insuffisante et la non maîtrise des savoirs en rapport au changement climatique. Les enseignants à l'unanimité soulignent que non seulement les informations qu'ils possèdent sur le réchauffement climatique sont celles qu'ils entendent au niveau des médias ; une transposition didactique de ces connaissances afin de favoriser leur enseignement tarde à prendre forme. Aussi, il souligne également le fait que la maîtrise de la transcription de la langue nationale maîtrisée par les enseignants selon 98,75% des enquêtés est très insuffisante. Pour tous les enquêtés, les documents didactiques qui véhiculent les connaissances de la thématique sur le réchauffement climatique dans la langue d'enseignement et en langue nationale ne sont pas bien disponibles. Il appartient à chaque enseignant de tâtonner pour gérer ces enseignements. Pour les encadreurs pédagogiques, les dispositions juridiques manquent pour encadrement ce type d'enseignement qui alterne langue nationale et langue d'enseignement.

Une analyse des difficultés laisse percevoir des insuffisances institutionnelles dans l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement d'une manière générale et de celui lié aux notions du réchauffement climatique en particulier à l'école primaire. L'amélioration de la formation des enseignants en langue nationale, des conditions matérielles et financières de travail des acteurs sont les propositions de Compaoré (2022). Ce qui va favoriser le renforcement du niveau de traduction des notions de réchauffement climatique. La formation est importante pour tout enseignant dans la mesure où elle lui permet de maîtriser les principes et les connaissances de base nécessaires pour réussir sa mission. Lorsque les modules de formation viennent à faire défaut dans la formation initiale et continue d'un enseignant comme c'est le cas de celui du changement climatique, ce sont les capacités des enseignants et des apprenants qui seront moins développées. Cette réflexion fait dire à Béogo (2014 :162) que « la formation [...] participe au perfectionnement des bénéficiaires en ce qu'elle permet de leur doter de compétences requises, en rapport avec les attentes de leur emploi ». dans la vie professionnelle d'un enseignant, la formation est bien incontournable et nécessaire.

Pour ce faire, les enseignants et les élèves doivent être dans de bonnes dispositions pour faciliter la transmission des connaissances aux apprenants. Tous les acteurs enquêtés partagent ce point de vue qui suggère qu'une documentation conséquente qui traite du réchauffement climatique soit mise à la disposition des écoles. Ils soutiennent que l'inexistence de la documentation qui traite du changement climatique influence négativement l'enseignement-apprentissage. Selon Karambiri (2003 : 3), avec un document, l'enseignant ou l'apprenant a entre ses mains « un document de référence dont les indications et les suggestions ont pour but d'aider à bien faire sa préparation et à bien conduire la leçon ». Ceci étant, l'élaboration ou la conception de documents à mettre à la disposition des enseignants et des élèves se justifie aisément parce que les manuels didactiques sont des guides qui jouent un rôle important de premier plan dans l'enseignement/apprentissage de nouvelles notions.

Avec Somé (2022), pour faire comprendre les réalités sociales liées au réchauffement climatique qui ne cessent d'évoluer et susciter la prise de conscience et l'éveil des apprenants, il est important de prendre en compte les langues nationales dans l'enseignement dans tous les ordres ; Pour l'auteur, des critères d'accès à certains postes de responsabilité dans l'administration doivent avoir pour condition, la maîtrise de la langue nationale à l'écrit comme à l'oral. Soulignons que la théorie du socioconstructivisme prônée par Vygotsky (1983) pour aider à résoudre les difficultés institutionnelles de l'enseignement des savoirs liés au réchauffement climatique à l'école primaire. Le socioconstructivisme est une théorie qui estime que l'acquisition de toute connaissance s'effectue dans un cadre social par le biais des interactions qui véhiculent les informations et des réalités du milieu. Pour tout dire, retenons que l'enseignement-apprentissage selon les principes du socioconstructivisme, donne la liberté à l'apprenant de construire ses connaissances en faisant intervenir des interactions qui peuvent être communicationnelles, surtout dans la langue que les enseignants et les apprenants maîtrisent mieux. En contexte d'acquisition des savoirs liés au réchauffement climatique ce principe du socioconstructivisme a bien sa place dans le développement des compétences et de la conscientisation des apprenants des enjeux du changement climatique. Ce que l'on peut retenir de cette étude est que les bonnes conditions de travail, la bonne formation des acteurs, l'utilisation d'une langue que les apprenants maîtrisent mieux, facilitent l'enseignement-apprentissage des notions du réchauffement climatique et ses enjeux sur la survie de l'humanité.

Conclusion

De tout ce qui précède, il ressort que l'utilisation des langues nationales est nécessaire dans la recherche d'un enseignement de qualité. Au regard des enjeux du réchauffement climatique pour la survie de l'humanité, la bonne acquisition des savoirs relatifs à ce phénomène par les apprenants est une préoccupation des systèmes éducatifs. Il s'agit spécifiquement de souligner le fait que l'enseignement bilingue offre une opportunité pour l'acquisition des concepts du changement climatique par les apprenants dès l'école primaire. Pour mener alors l'étude, une méthode mixte a été utilisée pour recueillir des données avec les acteurs du terrain : il s'agit de guides d'entretien utilisés avec les encadreurs et un questionnaire avec les autres groupes. Cette méthode qui permet d'utiliser simultanément la méthode qualitative et celle quantitative aide à réunir plusieurs types d'informations dans la construction du savoir scientifique. À l'issue de cette recherche, l'on peut souligner le fait que l'enseignement bilingue facilite la compréhension des concepts sur le réchauffement climatique, la conscientisation et la réussite scolaire des apprenants.

Notons que les enquêtés ont soulevés des difficultés sur le plan de la formation, de la documentation quasi inexistante etc. L'éducation étant l'avenir et le symbole de toutes nations, malgré les difficultés, toutes les consciences sont interpellées dans la recherche de solutions adéquates non seulement pour faciliter la réussite scolaire des apprenants, mais aussi pour aider ces derniers à préserver l'environnement en produisant moins de déchets susceptibles d'accélérer le réchauffement climatique. À ce titre, des suggestions allant dans le sens de la formation des acteurs et la production de documentation appropriée qui traite du thème de réchauffement climatique doivent être convenablement gérées pour faciliter l'enseignement-apprentissage. Dans tous les cas, tout système éducatif qui vaut faire œuvre utile doit faire de l'enseignement bilingue, une composante fondamentale dans l'enseignement-apprentissage de notions nouvelles comme celles liées au réchauffement climatique.

Références Bibliographiques

Assemblée Nationale. (2007). *Loi n°13-2007/an portant loi d'orientation de l'éducation*. Assemblée Nationale du Burkina Faso.

Balima, K (2018). *Obstacles à la généralisation de l'éducation bilingue à l'enseignement primaire public dans la province du Yatenga*. Mémoire d'Inspecteur de l'Enseignement Primaire et de l'Education non formelle (IEPENF). Ecole Normale Supérieure.

Beogo, J. (2014). *Accès à la formation continue des enseignants du primaire au Burkina Faso et la contribution des universités : les déterminants de la démarche individuelle*. Thèse inédite de doctorat unique en co-tutelle. Université Paris-Est.

Bessonnat, D. (1998). *Maîtrise de la langue et apprentissages disciplinaires* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 19 | septembre 1998, mis en ligne le 18 avril 2013, consulté le 23 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2860> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2860>.

Camirand, J. Gingras, C. Chagnon, C. (2011). *Les changements climatiques : quels en sont les causes et les impacts ?* Projet agriculture et climat : vers des fermes zéro carbone. Québec.

Christina, R. (2007). *L'emploi des temps et des organisateurs textuels dans des textes narratifs d'élèves de 9 à 14 ans issus de milieux socioculturels contrastés*. *Revue des sciences de l'éducation*, 33, p. 209-235.

Compaoré, P. (2022). *Analyse de la baisse progressive des performances des écoles bilingues de la province du Bazega au certificat d'études primaires*. Mémoire d'Inspecteur de l'Enseignement Primaire et de l'Éducation non formelle (IEPENF). Ecole Normale Supérieure.

Gbaguidig. A. G. Tito, A. Gerard, M. Nobime, L. Ahodekon s. C. C. (2013). *Importance de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel au Bénin*. In *Journal de la Recherche Scientifique de l'université de Lomé*. Série B, 15(3) : 53-66.

Guiatin/Kima, M. (2017). *L'enseignement/apprentissage de l'expression orale française en classe de 3ème année des écoles bilingues dans les CEB de Loumbila et de Dapélogo I : Difficultés et perspectives*. Mémoire d'Inspecteur de l'Enseignement Primaire et de l'Education non formelle (IEPENF). Ecole Normale Supérieure.

Ilboudo, P T. (2009). *L'éducation bilingue au Burkina Faso. Une formule alternative pour une éducation de base de qualité*. Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Idikó, L. (2005). *Intégrer la compétence en communication interculturelle dans la formation des enseignants*. European Centre for Modern Languages. Strasbourg : Editions, conseil de l'Europe.

Iltis, C. (2019). *Effets du réchauffement climatique sur la performance d'un ravageur des cultures et impact sur les relations tritrophiques*. Thèse de doctorat de science de la vie, spécialité Écologie Évolutive, université Bourgogne Franche-Comté

Karambiri, M. (2003). *Livre guide du maître, histoire au CM2*. MENA.

Komboïgo, H. (2023). *Respect des droits des élèves par le conseiller d'éducation et instauration d'un climat scolaire serein*. Mémoire de Conseiller d'Education. Ecole Normale Supérieure.

Nagalo, E. N. C. (2022). *Les représentations sociales de l'éducation bilingue au Burkina Faso : cas de la région du centre-ouest*. Mémoire de Master en science de l'éducation. Option : Politique éducative. Ecole Normale Supérieure.

Ouédraogo, G. (2021). *Analyse des pratiques d'enseignement / apprentissage de la lecture en langue nationale en première année des écoles bilingues dans la province du Nahouri (Burkina Faso)*. Mémoire d'Inspecteur de l'Enseignement Primaire et de l'Education non formelle (IEPENF). Ecole Normale Supérieure.

Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Women's Environment and Development Organization (WEDO), Alliance globale pour le genre et le climat (GGCA). (2011). Note de présentation des travaux de lors du séminaire international sur le genre et le changement climatique tenu les 27 et 28 janvier 2011 à Paris. URL : https://www.google.com/url?esrc=s&q=&rct=j&sa=U&url=https://www.ifdd.francophonie.org/media/docs/operations/247_2_Note_de_presentation_V20-0111.pdf&ved=2ahUKEwjFiIaNnMiBAXXYU6QEHQOHDruUQFnoECAAQAg&usg=AOvVaw0XRFEo3pPFA__04TTfMMW1. Consulté le 5 Janvier 2024.

Pecorella P. (2011). *École : dépasser la barrière culturelle et linguistique*. In *Revue Projet* 2011/3 (n°322)2011/3 (n° 322), p.p 67 à 69. Éditions C.E.R.A.SC.E.R.A.S.

Sawadogo, G. (2004). *Les langues nationales à l'école burkinabé : enjeux d'une innovation pédagogique majeure*. In *Repères, recherches en didactique du français langue maternelle*, n°29, 2004. Français et langues étrangères et régionales à l'école. Quelles interactions ? pp. 251-260.

Somé, T. (2022). *Causes du faible engouement de la communauté éducative pour l'éducation bilingue dans la province du Ioba*. Mémoire d'Inspecteur de l'Enseignement Primaire et de l'Education non formelle (IEPENF). Ecole Normale Supérieure.

UNESCO (2003). *L'éducation dans un monde multilingue*. Document-cadre de l'UNESCO. Paris : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Verret, M. (1975). *Le temps des études*, 2 volumes, Paris : Honoré champion.

LE TANDEM FEU DE BROUSSE ET RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE Á L'ORDRE DU JOUR EN CÔTE D'IVOIRE : VERS UNE INGÉNIOSITÉ DE GESTION INCLUSIVE AVEC L'ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE

KOFFI Kouakou Mathieu

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

kkmathieu@yahoo.com

Résumé :

La forêt et la savane représentent, dans le vocable économique, des entités de maximisation socio-économique pour un Etat. Quand ces deux poids d'enrichissement de l'environnement sauvage sont assidument agressés par le feu, ils fragilisent nécessairement leur atout massif. Cela indique une perte graduelle de leurs surfaces et composantes exploitables qui peuvent s'évaluer comme un facteur réel de menace climatique. Or, généralement, en zone rurale, plusieurs différents types de forêts ou de savanes massifiés expriment des ressources identitaires d'insoumissions des paysans analphabètes au monde urbain avec lesquelles ils légitiment leur pouvoir du sacré ou d'incantation mystique. Il va s'en dire que le contrôle de ces espaces environnementaux étant, généralement, sous la responsabilité des personnes analphabètes, leur destruction par le feu demeure problématique. Dans cet article, nous poursuivons deux principaux objectifs. L'un vise la démonstration d'un lien corrélé entre le feu de brousse et le réchauffement climatique. L'autre consiste à dénoncer la responsabilité des analphabètes ruraux dans la régénéscence des feux de brousses avec comme point d'ancrage une proposition d'un projet d'alphabetisation en leur faveur pour amorcer l'acquisition de l'écriture et de la lecture à partir des questions utilitaires de la gestion efficiente de leur environnement « savano-forestier » immédiat.

Mots-clés : Alphabetisation fonctionnelle, feu de brousse, réchauffement climatique, écriture et lecture.

Abstract :

The forest and the savannah represent, in the economic term, entities of socio-economic maximization for a State. When these two weights of enrichment of the wild environment are assiduously attacked by fire, they necessarily weaken their massive asset. This indicates a gradual loss of their exploitable surfaces and components which can be assessed as a real factor of climatic threat. However, generally, in rural areas, several different types of forests or massed savannahs express identity resources of rebelliousness of illiterate peasants to the urban world with which they legitimize their power of the sacred or mystical incantation. It goes without saying that the control of these environmental spaces being, generally, the responsibility of illiterate people, their destruction by fire remains problematic. In this article, we pursue two main objectives. One aims to demonstrate a correlated link between bushfires and global warming. The other consists of denouncing the responsibility of rural illiterates in the regeneration of bush fires with as an anchor point a proposal for a literacy project in their favor to initiate the acquisition of writing and reading at home. starting from the utilitarian questions of the efficient management of their immediate "savano-forest" environment.

Keywords: Functional literacy, bushfire, global warming, writing and reading.

Introduction

Comme une belle femme assidument courtisée, la Côte d'Ivoire subit un harcèlement saugrenu sous une forme de course-poursuite pour la conquête de son patrimoine « savano-forestier ». D'origines nationales et sous-régionales, ses concurrents l'ont insidieusement confinée dans une dépendance économique ayant nécessité un regain d'exploitation forestière nourri de productions des bois tropicaux et du café-cacao, elles-mêmes, appuyées par les plantations vivrières (Chaléard, 1988, p. 35) et agro-industrielles ou en jachères (Guillaumet et Adjanohoun, 1971). Comme doublure à cette forme d'agression environnementale, il y a le feu de brousse qui, de manière saisonnière, s'enrichit d'un pouvoir dévastateur imputable à sa puissante propagation qui ruine, en une fraction de seconde, la forêt, la savane et les efforts champêtres consentis, construits et entretenus sur de longues années par le paysan. Relevant du classicisme des déterminants de nombreux conflits sociaux, le feu est perturbateur des caractéristiques indues du climat parce qu'étant vecteur de déforestation et d'émetteur de gaz à effets de serre (Soro et al, 2020). En Côte d'Ivoire, le feu de brousse, moins que constructeur de données socio-économiques, est plutôt le dé-constructeur du patrimoine territorio-environnemental comme le Préfet de Worodougou³⁸ se plaint à le souligner dans son retentissant constat-bilan suivant : « *L'on a enregistré près de 15 000 ha de cultures agricoles ravagés, 10 villages atteints par les flammes avec 200 cases brûlées* ». La parfaite paraphrase qui s'en dégage s'enrichit de l'idée que le feu de brousse est un désorganisateur de l'univers socio-traditionnel ivoirien dont les principaux acteurs sont des analphabètes ruraux. Or comme on le sait, l'analphabète rural, souffrant d'un gouffre intellectuel traumatisant intimement lié à sa non maîtrise de la lecture et de l'écriture, est assimilable à un personnage atypique. Ce jugement le déshumanisant remonte à son refus d'affronter le monde moderne, un monde régénéré par un foisonnement de produits technologiques et faits sociaux dont la maîtrise est intimement résultante de la lecture, de l'écriture et du calcul. Ainsi, pour proclamer son statut de gardien du monde rural, l'analphabète exploite la tradition (Wobé et Koffi, 2017, p. 41) comme un modèle identitaire de légitimation de ses attitudes de querelleur et d'insoumis et crée le front protectionniste de son territoire. Dès lors, très tôt consacré guide-protecteur de son environnement en zone rurale, l'analphabète doit redéfinir sa conception vis-à-vis de la recrudescence du feu de brousse en la caractérisant d'aveu d'impuissance à réorganiser et à garantir, lui-même, sa propre sécurité environnementale. De ce qui précède, découle l'idée de la re-problématisation de la gestion du feu de brousse avec comme point d'ancrage la sensibilisation des populations rurales sur les questions importantes que sont l'exploitation et la protection de leurs environnements immédiats. Dans cette action utilitaire, l'alphabétisation fonctionnelle doit être au cœur des débats de telle sorte que sa mention fonctionnelle et distributionnelle s'inscrive dans le contexte socio-éducatif des analphabètes ruraux aux fins de dégager la primeur des enjeux didactiques qui doivent booster leurs connaissances de l'écriture, de la lecture et du calcul.

Dans cet article, en nous invitant à ce débat, nous attendons dégager deux centres d'intérêts. L'un sera consacré à la dénonciation des différentes imbrications socio-traditionnelles du feu de brousse. L'autre consistera en l'éducation de la population rurale avec comme enjeu leur acquisition de l'écriture, de la lecture et du calcul pour une gestion efficiente de l'environnement « savano-forestier » ivoirien. Notre

³⁸ AIP, dimanche 19 février 2017, Côte d'Ivoire/ *Les feux de brousse ont causé des préjudices de près de 204 milliards FCFA en 2016.*

problématique dont l'exploitation a valeur constitutive du corps de l'article se subdivise en quatre questions. Pourquoi y a-t-il une régénération constante du feu de brousse en zone rurale ivoirienne? Quel lien peut-il entretenir avec le réchauffement climatique? Quelle est la part de responsabilité que l'on peut concéder aux paysans ruraux? Peut-on croire qu'un projet d'alphabétisation édicté à leur endroit est-il sensé contribuer au renforcement de l'efficacité de leur gestion environnementale? L'esquisse de réponses à cette problématique est imputable à un argumentaire reparti entre trois parties. La première partie aborde les cadres théorique et méthodologique du travail. La seconde partie présente les manifestations du feu de brousse dans la zone rurale. La troisième traite de la conception du projet d'alphabétisation axé sur l'acquisition de l'écriture, de la lecture et du calcul en langage baoulé.

1. Cadre théorique et méthodologique

Cette partie du travail se charge d'exploiter les théories convoquées et l'approche méthodologique empruntée.

1.1. Cadre théorique

La théorie sollicitée pour la rédaction de cet article est nommée la REFLECT. Conçue par Archer et Cottingham (1997), elle se manifeste au travers d'une approche inclusive et triadique : la conscientisation de Paulo Freire, la MARP et l'équilibre du genre (Koffi, 2008, p 10). Cette institution triadique accrédite son efficacité dans le processus d'enseignement des personnes adultes et la positionne comme la théorie la plus complète pour nourrir les réflexions chez les spécialistes des questions de l'alphabétisation fonctionnelle.

1.1.1. La théorie conscientisation de Paulo Freire

L'approche conscientisation, comme l'a toujours démontrée Freire (1977, p 15), aborde la question de l'exploitation des masses analphabètes opprimées. La solution idoine préconisée résiderait dans leur prise de conscience où il y a un engagement ferme contre toutes les formes d'injustices socio-politiques pour opérer le changement attendu. Dans ces conditions, la théorie conscientisation considère l'acquisition de l'écriture, de la lecture et du calcul comme un processus d'appropriation dans lequel l'apprenant est, lui-même, l'épicentre parce qu'il est appelé à exprimer ses oppressions avec lesquelles l'agent alphabétiseur doit concevoir l'enseignement.

1.1.2. La MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative)

La Méthode Accélérée de Recherche Participative ou MARP proposée par Archer et Cottingham (1997, op cit, p 17) s'érige en collectrice d'informations auprès du groupe participant. Se focalisant sur la production des savoirs locaux, donc intégratrice des connaissances individuelles dans la constitution du matériel didactique par des discussions éclatées, la MARP crée, là, les conditions d'un intérêt particulier que l'apprenant concède à sa propre formation. Ainsi, en tant qu'instigateur des connaissances environnementales des apprenants, l'outil MARP joue un rôle extrêmement crucial dans l'éducation des personnes âgées.

Cette fonction fondamentale est confirmée par Archer et Cottingham (1997, op cit, p 20) qui, citant Andreas Fulglesang, assènent que : « *Les éducateurs occidentaux ont fermé les yeux sur la plus ancienne et la plus vraie des règles de la pédagogie, à savoir : commencer par ce que les apprentis savent et non par ce que vous connaissez* ». Ces passages renforcent l'importance de la MARP dans le processus d'éducation des adultes et conseille constamment les praticiens d'y recourir quand les besoins l'exigent.

1.1.3. L'équilibre du genre ou équité du genre

Les programmes d'alphabétisation spécifiquement conçus pour les femmes n'ont constitué une priorité que récemment. L'initiative d'Archer et Cottingham (1997, op cit, p 18), née sous le prisme des pressions socio-économiques, a consisté en l'adoption de deux approches de pensées qui visent à les insérer au cœur des débats éducatifs. La première se nomme l'approche pragmatique dont la mission fondatrice est de déterminer les besoins sexo-spécifiques pratiques des femmes à travers les cours d'alphabétisation. Cette approche renseigne sur leurs besoins et se cristallise sur leurs rôles de subordination répartis entre l'éducation des enfants, la culture et la production des denrées alimentaires, la préparation des repas, la vente sur le marché, etc. La pluralité de ces tâches recommande que l'on en tienne compte pour les inscrire dans les manuels d'alphabétisation.

La seconde approche priorise les besoins sexo-spécifiques stratégiques des femmes en décrivant la nature injuste et subordonnée de leurs rôles traditionnels et sociaux. Les réflexions engagées ont particulièrement fixé leur protection contre la violence domestique et ont étalé la dimension de la distribution de leurs différents biens : la propriété foncière, l'ouverture d'un compte en banque, les droits d'héritage, le droit à la garde des enfants, etc. Il importe que d'autres travaux voient le jour en vue de concevoir de nouveaux documents d'alphabétisation contenant les informations relatives aux droits légaux des femmes.

On le constate, l'efficacité de l'alphabétisation REFLECT imputable à sa puissance trilogique conscientisation-MARP-équilibre du genre la projette comme l'une des théories les plus efficaces utilisées par les spécialistes de l'éducation des adultes analphabètes. Nous nous employons à nous en servir pour permettre aux analphabètes ruraux d'exprimer, eux-mêmes, les difficultés qui entravent la gestion des feux de brousse de sorte à produire un matériel didactique participatif et un enseignement en fonction de leurs besoins.

1.2. Cadre méthodologique

La méthodologie revêtue de valeurs scientifiques a été l'œuvre de Paillé quand il l'a conceptualisée comme « *Une forme de recherche-action, c'est-à-dire la recherche qui est à la fois avancement des connaissances théoriques ou pratiques et action dans le milieu* » (Paillé, 1994, p. 217). De tels propos exploitent la méthodologie comme un élément fondamental dont le déploiement sur la scène scientifique est intimement rattaché à deux importants aspects que sont les connaissances théoriques et l'action de l'enquêteur dans le milieu. Dans cet article, notre approche méthodologique s'inspire de trois phases : prospection du terrain d'enquête, enquête et collecte des données.

1.2.1. Le terrain d'enquête

Dans notre quête de recherche d'informations crédibles susceptibles de faciliter la rédaction de cet article, nous nous sommes rendu à Djébonoua, une cité paisible distante de 15 km de Bouaké, la deuxième importante ville de la Côte d'Ivoire. Dans cette agglomération, c'est singulièrement Kouakou-Oussoukro, village regroupant plus de mille personnes majoritairement locutrices du baoulé qui été le véritable terrain cible. Cet intérêt que nous estimons concéder à ce pré-carré rural tient son explication à sa forte densité « savano-forestière » avec laquelle les habitants construisent leur vie socio-économique : champs d'anacardes, d'hévéas, de palmiers, d'ignames, de tomates, etc. Induisant ainsi à la capitalisation économique des paysans ruraux, ces différents champs, proie des feux de brousse, ont besoin d'une gestion environnementale optimale

de sorte à favoriser leur développement et leur exploitation. C'est au regard de la capacité de production agricole de Kouakou-Oussoukro que nous l'avons retenu en tant que champ d'enquête avec comme préoccupation d'ancrage la compréhension plus ou moins objective des manifestations des feux de brousse. De cette action, doit découler la conception d'un projet d'alphabétisation censée activer la protection environnementale et stimuler la productivité agricole.

1.2.2. L'enquête

L'enquête, une combinaison de l'entretien direct et du questionnaire, s'est étendue à cent (100) habitants du village. Cette approche de maximisation d'informations, que nous jugeons à la fois qualitative et quantitative, est explicitement soutenue par un questionnaire repartitionné constitué de six (6) questions : Avez-vous fréquenté l'école ? Si non, comment expliquez-vous la survenue des feux de brousse dans votre région ? En avez-vous été une fois victime ? Quelles sont ses différentes conséquences que pouvez-vous dégager ? Comment pouvez-vous expliquer sa recrudescence ? Souhaitez-vous acquérir des connaissances en écriture, en lecture et en calcul pour mieux protéger vos forêts et savanes ? Faut-il le souligner, cette enquête s'intéresse seulement au seul paramètre analphabétisme qui, à notre sens, est censé nous permettre de reconnaître la responsabilité des paysans analphabètes dans le déclenchement des feux de brousse. De surcroît, disons qu'elle a pu avoir lieu pendant les jours fériés c'est-à-dire des jours que la tradition considère comme les jours d'interdiction de champs.

1.2.3. La collecte des données

La collecte des données a résulté directement des deux approches précédentes. Naturellement, elle s'est déroulée les jours d'interdiction de la pratique des champs où, en présence de la majorité des habitants du village, nous avons parcouru plusieurs cours pour soumettre aux propriétaires notre questionnaire doublé de l'entretien. Les questions directes adressées aux populations ont généré un cadre de discussions libres avec lequel nous avons entamé les prises de notes les unes en dessous des autres.

2. Feu de brousse : imbrications et conséquences

Le feu, celui que le commun des mortels le qualifie de broussard, se réduit en un véritable pouvoir de destruction massive supplanté de conséquences multiples. Il se particularise, généralement, par une diversité de formes et d'interactions climatiques.

2.1. Feu de brousse à dimensions multiples

Dans l'Afrique subhumide (Bruzon, 1994) où est insérée la Côte d'Ivoire, le feu brûle la savane en tant que formation végétale à graminées pérennes comprise entre la forêt semi-décidue et la steppe. Ce type de feux étant la première grande force domestiquée par l'homme est soumis à trois variables : feu pour la chasse, feu pour l'agriculture et feu pour l'élevage. Dans la conception de ce travail, nous nous résumons aux deux premières variétés de feux pour obéir fermement à notre principe scientifique : permettre à notre population cible, ici la population de Kouakou-Oussoukro de s'exprimer sur les types de feux de brousse auxquels ils sont familiers et dont la résurgence est source de nombreux dégâts matériels et humains.

2.1.1. Feu pour la chasse

Le feu initié pour la chasse enflamme la végétation avec une visée de conquête et d'amélioration de la visibilité, de la facilitation des déplacements et de rabattage des animaux qui, une fois coincés dans des lieux choisis d'avance, deviennent des proies faciles. Ne subissant aucune contrainte technique, un tel feu relève des actions des chasseurs dominés par des paysans dont la pratique est partagée par plusieurs pays africains parmi lesquels figure la Côte d'Ivoire. Sur les 100 enquêtés, une proportion importante d'avis s'élevant à 70% a témoigné son usage du feu de brousse à des fins de chasse. En témoigne les propos de ce paysan : « Quand herbrou là est sec nous met lui le feu pour traper animaux-les. Là nous voit animaux bien et tuer-les vite sans problèmes pour préparer nourriture et manger un peu ». Interprétant dans le registre normatif du français, ces propos recèlent ce contenu sémantique : « *En période de sécheresse, l'usage du feu de brousse nous permet d'entamer les travaux, de faciliter la chasse des animaux et d'améliorer, d'une manière qualitative, notre reconstitution de substances nutritives* ».

Telle une redoutable arme d'attaque des animaux, le feu de chasse constitue un outil de transformation du massif végétal consistant en le brûlage à feu constant des formations herbeuses, en le débroussaillage voire en l'abattage des arbres. L'enjeu véritable de telles actions réside dans la recherche de l'autosuffisance en espèces animales des populations locales (Bruzon, 1991) : tueries des petites antilopes, des rats, des agoutis, etc.

2.1.2. Feu pour l'agriculture

Induisant à la culture sur brûlis, le feu pour l'agriculture est considéré comme un moyen de défrichage de l'espace culturel en Côte d'Ivoire. La technique, elle-même rudimentaire, s'autodétermine au travers de l'abattage d'une surface de la forêt ou d'un défrichage d'un air savanien à l'aide du feu pour obtenir une superficie de culture à laquelle l'on tient. En Afrique de l'ouest, particulièrement, la technique de la culture sur brûlis, imputable à la volonté des paysans de lutter contre l'auto-insuffisance alimentaire, est très répandue et ne bénéficie d'aucune pratique particulière d'amélioration. Parmi les 100 enquêtés, au moins 80% ont justifié leur instrumentalisation des feux de brousse pour la résorption des questions liées aux pratiques culturelles.

Jouissant ainsi d'une approche libertaire, les besoins culturels sont quasiment responsables de la transformation absolue des formations végétales dont la superficie était estimée à 37 millions de km² depuis 1952 (Batchelder, 1967). C'est au travers des propos de ce paysan que nous nous convainquons de la justesse d'une telle assertion : « *Nous prend feu travaillé nous donné mangé. Nous prend lui pour faire champ igname, champ de nacarde, champ de café-cacao. Fé là nous prend lui beaucoup faire propre partie pour travailler* ». En français normé soutenu, on obtient : « *Nous utilisons le feu pour travailler et nous nourrir en ce sens qu'il nous permet de créer des champs d'igname, d'anacarde et de café-cacao. Il est notre outil de conquête de surface de terre cultivable* ».

A cette culture sur brûlis comme modelage normal de la mise en valeur du sol, se substituent deux autres formes : le déchaumage et le feu de pourtours. Le premier étant un type de feux qui permet d'enflammer les fanes de maïs, de mil et de sorgho pour entamer immédiatement la récolte suivante. Le second assouvit les besoins de nettoyage des abords ou des pourtours des champs pour résorber l'épineuse question de protection des acquis champêtres.

2.2. Du feu de brousse au réchauffement climatique

En Afrique et singulièrement en Côte d'Ivoire, les feux de brousse sont d'importants outils (Soro et al, 2020, p 8) avec lesquels le monde rural assouvit ses différents besoins en termes de pratiques culturelles. Outils à gestion problématique pour le paysan, les feux de brousse ont trait à un processus écologique dont la fonction épicerale réside dans la distribution et la structuration de la végétation. En dépit de leur pouvoir de capitalisation d'activités socio-économiques et culturelles, lesdits feux relèvent des paradigmes de déforestations et de dégradation des sols. Dans cette posture, ils émettent le gaz à effet de serre contenant la biomasse avec comme effets immédiats l'érosion et la baisse de la fertilité des sols. Il en résulte deux situations de faits : une chute libre de la pluviométrie et une nette progression de la température.

2.2.1. Pluviométrie de plus en plus déficitaire

La Côte d'Ivoire a connu l'un de ses graves déficits en pluviométrie au cours des années 1980 (N'guessan et Djè, 2012, p 7). Selon certains spécialistes en charge des questions de la pluviométrie, Sassandra et Adiaké, deux importantes villes du littoral ont subi la raréfaction des pluies avec des taux respectifs de 13% et de 11%. Le déficit pluviométrique de 1980 a marqué, avec acuité, cette période si bien que les valeurs de l'indice de la moyenne pondérée ont évolué en deçà de 2 (N'guessan et Djè, 2012, op, cit, p 7). La zone d'influence de cette baisse pluviométrique s'étend des villes d'Abidjan et d'Adiaké aux localités de Gagnoa, d'Odienné et de Sassandra avec des taux respectifs de 19%, 19%, de 11%, de 14% et de 24%. On le sait, la raréfaction pluviométrique, une résultante du changement climatique due à la recrudescence des feux de brousses impacte directement, de manière négative, la vie socio-économique des populations rurales. Cela, parce qu'il est établi qu'une bonne santé agricole est très fortement dépendante de la dynamique climatique d'un État. En Côte d'Ivoire, la production agricole des denrées alimentaires de grande consommation en l'occurrence le riz, la viande, le poisson et l'igname souffrent énormément de cette situation fluctuante des pluviométries. En conséquence, la population, dans toute sa dimension sociale, s'en trouve très marquée du point de vue de sa subsistance, donc de ses besoins sanitaires et nutritionnels.

2.2.2. Des températures en progression constante

A l'échelle mondiale, l'organisation météorologique a proclamé l'année 2010 comme l'année la plus chaude (N'guessan et Djè, 2012, op cit, p 7) du globe planétaire avec une température supérieure à 0,53°C. En contexte sectoriel, particulièrement en Côte d'Ivoire, les études synthétisantes relatives à la thermométrie évoquent un réchauffement du pays avec une moyenne de température de 0,3°C depuis l'année 1990. Dans la même année, Abidjan enrichi de son statut de capitale ivoirienne, constate un réchauffement climatique s'évaluant à la valeur thermométrique de 0,5°C en moyenne. Tel le fruit imbriqué de ce phénomène de réchauffement climatique en Côte d'Ivoire, l'harmattan, connoté à partir du vent sec d'origine nord-est, fait fortement sensation sur le littoral dès les années 1970. Comme constat subséquent immédiat ayant une portée nationale, l'on dénombre les nombreux risques de feux de brousse qui exercent un regain d'effets négatifs sur l'agriculture.

En effet, une forte température s'étalant, de façon inopinée, sur une longue période est susceptible de favoriser les risques d'invasion des plantes par les insectes ravageurs (Agriculture et Climat, 2011, p 4). Une telle action, lorsqu'elle est entamée, réduit dangereusement la possibilité de production des denrées alimentaires, ce qui s'évalue à

une menace de famine. Du point de sanitaire, il sied de souligner qu'en période de forte chaleur, plusieurs personnes souffrent de maladies respiratoires comme l'asthme et les fortes gripes quand d'autres sont confrontées aux maladies émises par les insectes et les animaux.

3. La pratique de l'alphabétisation

L'abordage des questions essentielles de l'alphabétisation est reparti entre la pré-alphabétisation et la phase proprement dite de l'alphabétisation ou phase d'acquisition effective de l'écriture, de la lecture et du calcul.

3.1. La phase dite pré-alphabétisation

La pré-alphabétisation se contextualise et tire son fondement de l'organisation des participants, du choix de la théorie de l'alphabétisation et de la phase préalable à la lecture, à l'écriture et au calcul.

3.1.1. L'organisation des participants

Etape pionnière de l'alphabétisation parce qu'apprêtant la phase active d'acquisition de l'écriture et de la lecture, l'organisation des participants concerne directement les personnes issues de la population de Kouakou-Oussoukro qui désirent être alphabétisées. Il s'agira de mener une double action : la première est caractérisée par le recensement des populations participatives à la formation et la seconde vise à les répartir par tranche d'âge, par secteurs d'activités (si c'est possible) et par connaissance élémentaire de la lecture et de l'écriture.

3.1.2. Le choix de la théorie ou méthode de l'alphabétisation

Le choix d'une théorie d'alphabétisation est une réflexion ingénieuse dont la primeur est accordée à la nature des activités exercées par les participants, à la volonté d'apprentissage exprimée par chacun d'eux ou aux difficultés régionales confrontées par le groupe d'apprenants. Dans une telle épreuve, une focalisation est immédiatement axée sur la théorie REFLECT (Archer et Cottingham, 1997) qui, en tant que théorie d'ancrage de conditionnement des apprenants à participer à la formation, se déploie avec une approche trilogique conscientisation-MARP-équité du genre pour générer une production de matériel didactique fort enrichissant et inclusif.

Si la théorie REFLECT est retenue, alors la MARP (Méthode Accélérée Recherche Participative) doit impérativement être activée. C'est à partir de la constitution de quelques cercles par le facilitateur que l'approche MARP est appelée à marquer son intérêt appuyé à la formation, celui consistant à questionner les membres issus des cercles de sorte à mettre en lumière la primeur de leurs différents savoirs locaux au sujet d'un phénomène ou d'un fait social. Il s'agit d'une sorte de collecte de données issues des discussions éclatées diligentées par le facilitateur avec une posture de neutralité dont la finalité est de construire un matériel didactique enrichi des connaissances des apprenants, eux-mêmes.

La MARP ainsi investie de fonction d'investigation des connaissances chez les apprenants peut être articulée comme suit : *pourquoi les feux de brousses sont-ils récurrents dans votre zone ?* » ou encore « *comment expliquez-vous la recrudescence des feux de brousses dans votre zone ?* ». Telle qu'explicitée, chacune des interrogations doit absolument aboutir à une interaction entre les différents membres des groupes assortie de plusieurs propositions d'idées prêtes à être utilisées pour l'enseignement.

3.1.3. Phase préalable à la lecture, à l'écriture et au calcul.

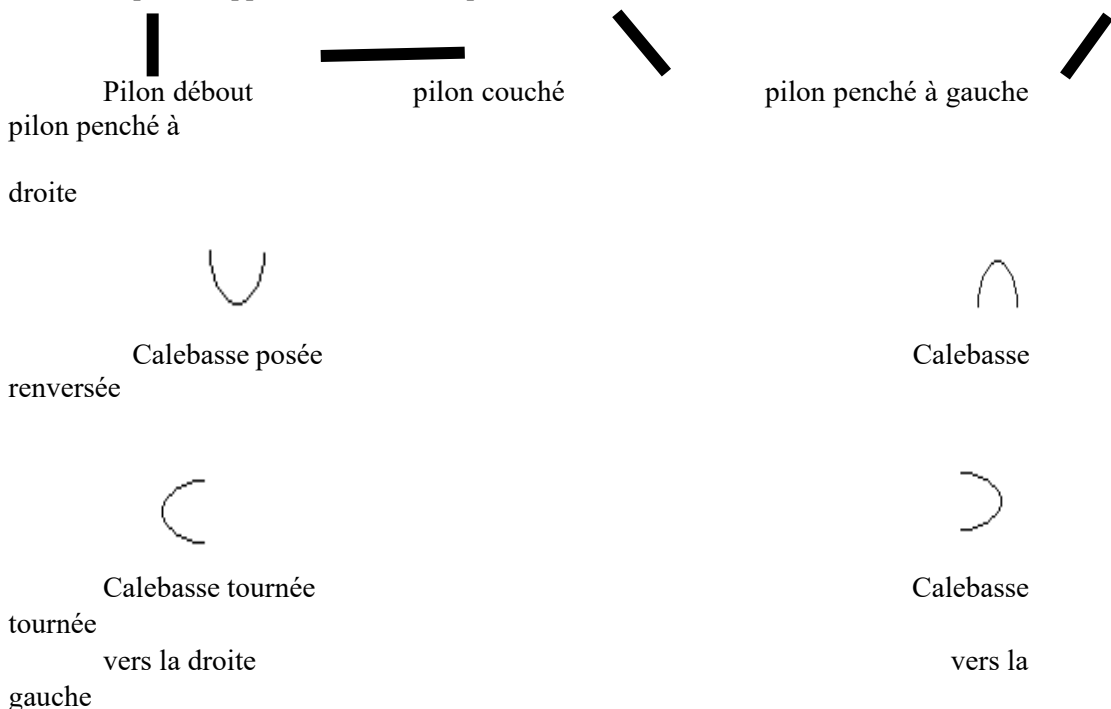
Avec la REFLECT, la phase préalable à la lecture, à l'écriture et au calcul est constitutive du maniement des instruments de travail, de la psychologie des symboles et du Diagramme MARP.

3.1.3.1. Le maniement des instruments de travail

Le maniement des instruments de travail a une double vocation. D'une part, il suscite les apprenants à l'affrontement du monde de l'écrit en les impliquant dans l'usage des instruments d'écriture que sont les stylos, les craies et les crayons par le biais des schématisations diverses. D'autre part, il atténue leur peur d'être en contact avec le monde de l'écrit au travers de la découverte de la joie liée aux productions de schémas qui est la marque attestant leur habilité à aborder la phase de l'écrit.

3.1.3.2. La psychologie des symboles







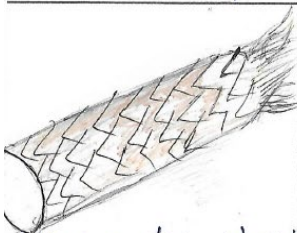
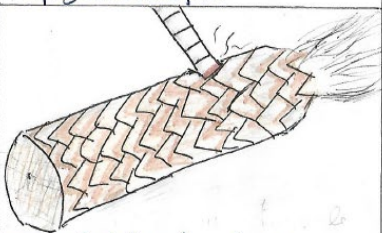
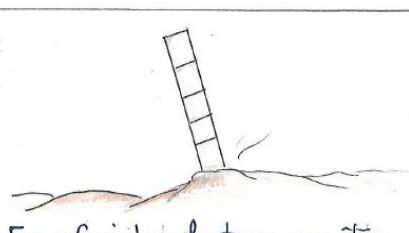
L'abordage de la psychologie des symboles est la suite logique de la phase précédente. Il intervient dans l'accroissement des connaissances symboliques des apprenants (Koffi, 2021, p 463). Dans les normes, il s'agit de montrer certains objets symboliques très familiers aux apprenants tout en les soumettant à certaines positions particulières ayant valeurs d'identification de certaines lettres alphabétiques ou de certains sons. Par principe, il est recommandé au facilitateur de choisir certains objets dont l'usage est très influent dans la communauté d'apprenants auxquels il peut intégrer d'autres aux fins d'amplifier la reconnaissance des lettres alphabétiques et leur lecture et écriture par les apprenants. On exemplifiera cette suite de travail comme suit :



3.1.3.3. Le diagramme MARP

En tant qu'une résultante de la MARP, le diagramme MARP s'érige en un instrument avec comme fonction pionnière la reconversion des idées évoquées par les apprenants lors de la MARP en images pour les conscientiser. A l'analyse, la conception du diagramme MARP représente une épreuve complexe mais

exhibitionniste du professionnalisme du facilitateur qui est contraint de procéder à la substitution des images aux idées des apprenants pour décrire la situation qui prévaut dans leur communauté. Par exemple, dans le contexte de cet article, la gestion des feux de brousse demeure le problème clé autour duquel nous essayons de mener nos réflexions. Dans une telle circonstance, le facilitateur a besoin de concevoir un diagramme ou un ensemble d'images décrivant les difficultés liées à la gestion des feux de brousse assorties de quelques susceptibilités de solutions. Chaque type d'image est nécessairement étiqueté c'est-à-dire marqué, juste en dessous, par un énoncé qui l'explique. L'illustration, ci-dessous, témoigne de cette épreuve délicate mais très enrichissante pour l'enseignement (Koffi, 2017, p 133).

objets	Problèmes	solutions
 Broussaille sèche	 Brûlage des contours des anacardières et risque de destruction des plantes.	 anacardier désherbé avant la saison sèche
 Parcelle cultivable nettoyée	 Parcelle mise à feu avec risque de propagation du feu.	 Parcelle brûlée dans la matinée
 Palmier à extraire déraciné	 Feu enfoui dans le palmier	 Feu enfoui dans la terre pour être éteint

Dans le diagramme ci-dessus, trois principales colonnes sagement nommées font office de priorité : objet, problème et solution. Chacune d'elles explore une piste de réflexion susceptible de prôner la gestion efficace du feu de brousse. Dans le paradigme objet, trois syntagmes peuvent se substituer mutuellement : la broussaille sèche, la parcelle cultivable nettoyée et le palmier à extraire déraciner. Chacun de ces termes est imbu d'un pouvoir générateur d'un problème spécifique conditionnant la survenue du feu de brousse. En effet, lorsque la broussaille est fortement sèche, le champ dit anacardier, caféier ou cacaoyer est en danger de brûlage. Cela, dans la mesure où son contour étant densément sec prête facilement le flanc à l'absorbement du feu et à sa propagation avec une intensité exponentielle. La parcelle cultivable nettoyée, elle, est susceptible d'engendrer le feu à partir du moment où lorsqu'elle est sèche, elle n'a nécessairement besoin que d'être brûlée. C'est surtout cette action qui, n'étant pas évaluée avec la prise en compte du temps du jour, peut drainer un grand feu avec des conséquences incommensurables. Quant au paradigme palmier à extraire déraciner, disons que le

palmier, lui-même, est un arbre qui offre un liquide buvable blanc baptisé « Bangui ». Il est aussi une source de provocation de feu parce que pour y extraire ce liquide blanc, une boisson très prisée dans les zones rurales du pays, on y enfouit, après un nettoyage de son sommet, un assemblage de tiges sèches de palmier au bout duquel se trouve du feu. Un tel feu, s'il n'est pas éteint avec soins après usage, crée du grand feu avec également des dégâts inestimables. A chacun des problèmes que ces paradigmes sont capables de projeter, est intimement associée une solution. Ainsi, avec le problème émanant des broussailles sèches, la solution envisageable est de pré-désherber le champ anacardier, caféier ou cacaoyer avant la période de saison sèche. Le problème issu de la parcelle cultivable nettoyée trouve, pour sa part, sa solution dans le brûlage de cette parcelle très tôt dans la matinée avant que le soleil ne soit au zénith. Le paradigme palmier à extraire déraciner suggérant le feu enfoui dans le sommet du palmier à extraire comme un élément dangereux envisage la solution palliative la mise en sol de la partie de la paille sèche de palmier portant le feu. Comme on peut le constater, les trois têtes des colonnes objet, problème et solution s'entremêlent dans les réflexions constructives susceptibles d'enrichir, de manière qualitative, la gestion du feu de brousse. Cette gestion optimale de ce feu peut être qualifiée de creuset de réflexions inévitables pour aborder sereinement les différents débats sur le réchauffement climatique en Côte d'Ivoire.

3.2. La phase d'acquisition active de l'écriture, de la lecture et du calcul

La phase d'alphabétisation dite d'acquisition active de l'écriture, de la lecture et du calcul est celle qui met en branle le processus objectif de la pratique de l'écriture, de la lecture et du calcul. Cette phase nécessite inévitablement le choix de la langue d'alphabétisation c'est-à-dire la langue dans laquelle les questions épistémologiques de la lecture, de l'écriture et du calcul doivent être abordées, déterminées et évaluées. Dans le cadre de cet article, notre population cible étant la communauté baoulé du village de Kouakou-Ossoukro, il va s'en dire que la langue d'alphabétisation est le baoulé. Cela recommande donc de recourir au diagramme MARP à l'effet d'y recenser quelques énoncés français explicitant le diagramme et auxquels il faut systématiquement opposer leur tradition en baoulé. Cette traduction se réalisera au travers de l'approche orthographique pour favoriser son accès à tout citoyen ivoirien lambda. Ci-dessous, quelques exemplifications :

1-Broussaille sèche « *idjré awou*³⁹ »

2-Brûlage des contours des anacardiens et risque de destruction des plantes « *Caa fiéssi idjré ôssira. Caamou bé ra* ».

3-Anacardier désherbé avant la saison sèche « *Bé son caa fiénou nan wawa adjou* ».

4-Parcelle cultivable nettoyée « *Lika n'ga baafa di fié ôtissonliwa* ».

5-Parcelle mise à feu avec risque de propagation du feu « *Fiélika n'ga béssonli sè bé wônou ôradan* ».

6-Parcelle brûlée dans la matinée « *Fiélika n'ga béssonli sè béwin bé wônou bé wônou n'glémounou* ».

7-Palmier à extraire déraciné « *n'mé n'ga mô bé akan ôti touliwa* ».

8-Feu enfoui dans le palmier « *Bé fa tè be fa fita n'mé* ».

9-Feu enfoui dans la terre pour être éteint « *Tè n'ga bé fa fita n'mé bé fa wlè assiènou nan ônouan* ».

³⁹ La phrase entre griffe est en baoulé. Elle est la traduction de l'énoncé français.

La traduction en baoulé des énoncés français ayant contribué à la conception du diagramme MARP offre la possibilité au facilitateur de constituer le matériel didactique. Dès cet instant, la phase d'écriture, de lecture et du calcul peut véritablement s'entamer. Elle est subdivisible en deux : une étape d'étude des lettres alphabétiques et une étape de la combinaison syllabique.

3.2.1. Etude des lettres alphabétiques

La phase consacrée à l'étude des lettres alphabétiques nécessite le recours inévitable au matériel didactique conçu avec les productions linguistiques des participants par le facilitateur. Chacune des lettres se doit de s'accompagner de sa lecture intelligible et de son processus d'écriture. Ci-dessous quelques illustrations :

Fa « <i>prendre</i> » ⁴⁰	Lika « <i>parcelle</i> »	Fita « <i>soufler</i> »	N'mé « <i>palmier</i> »
fa	li	ta	mé
(f) ⁴¹	(l)	(t)	(m)
Béwin « <i>vouloir</i> »	Ôradan « <i>brûlé fort</i> »	Caa « <i>anacardier</i> »	wônou « <i>brûler</i> »
Bé	dan	caa	nou
(b)	(d)	(c)	(n)
Tè « <i>paille de feu</i> »	Fa « <i>prendre</i> »	Fiélika « <i>champ</i> »	Fiéssi « <i>contour du champ</i> »
Tè	fa	fié	fié
(è)	(a)	(i)	(é)

Les lettres dégagées sont réparties entre les voyelles (i, a, é et è) et les consonnes (f, d, l, b, t, c, m et n). A chacune de ces lettres, il faut absolument associer son processus de lecture assortie de son écriture. A titre d'illustration, disons que la lettre [d] s'obtient à l'aide de la moitié d'une calebasse tournée vers la droite et liée très solidement au bas gauche d'un pilon debout. Quant à la lettre [i], elle est réalisée tout simplement avec un pilon debout comportant un point juste au-dessus. Pour sa part, la lettre [t] est obtenue par le biais d'un pilon debout dont le sommet est barré par un autre pilon couché. La lettre (c) est réalisée à l'aide de la moitié de la calebasse tournée vers la gauche.

Au total, les lettres alphabétiques dégagées se répartissent entre consonnes et voyelles. Ces différentes lettres sont appelées à se combiner entre elles pour obtenir des syllabes voire des mots entiers.

3.2.2. Etude de la combinaison syllabique

La combinaison syllabique est la phase qui consiste en la combinaison des lettres alphabétiques de sorte à obtenir des sons variables et à former des mots entiers. Fondamentalement, il s'agit d'une phase dotée d'un pouvoir d'assimilateur effectif des sons et de combinateurs de plusieurs sons. On est en droit de dire qu'elle est la phase qui déclenche la capacité de l'écriture et de la reconnaissance des mots chez les apprenants. La réalisation syllabique se fait de la façon suivante :

⁴⁰ Les mots entre parenthèse sont les traductions du mot baoulé en français.

⁴¹ Les lettres entre parenthèse sont celles qu'on désire enseigner.

(a)⁴² ba ma da ta
 (i) bi ni di ti
 (t) ta ti té tè
 (d) da di dè té.
 (f) fé fi fa fè
 (l) lè la li lé
 (f)⁴³ Fa « prendre », fié « champ », fiéssi « coutours du champ », fitanou « souffler », fifi « germer ».

(a) Fakôlô « foud le camp », afoù « pousser », awoù « sec », fa « prendre », fassissou « faire passer dessus ».

(b) Bo « forêt », bé « vous », N'zuéba « rivière », bissoua « prison », boussi « contourner ou réfléchir ».

(d) Di « manger », wandi « fuir ou courir », dan « gros », didi « brouter », diwlè « l'espace brouté », radan « brûler fort ».

(n) Sinou « être dans le feu », vianou « être au soleil », wônnou « mettre le feu », n'nin mou « animaux », n'nin « viande ».

3.2.3. Phase du calcul

L'initiation de l'écriture des chiffres chez les apprenants s'aide du diagramme MARP. Le processus se met véritablement en œuvre à partir du moment où le facilitateur choisit de compter les différents schémas que comporte ledit diagramme. Le principe est d'imposer un listage aux apprenants de sorte à les amener à l'intérioriser. On aura alors des chiffres comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 qui correspondent au nombre de schémas produits.

Dès cet instant, le facilitateur s'oblige d'insister sur chaque chiffre au travers des manœuvres de sa lecture et de son processus d'écriture.

Comme exemplifications, disons que le chiffre 1 se réalise avec un pilon penché à gauche et lié au sommet par un pilon debout. Quant au chiffre 9, il s'obtient avec un pilon debout dont le sommet est lié à un citron de par sa partie gauche et déposé sur une calebasse posée. Le chiffre 7, lui, s'écrit avec un pilon penché à droite au sommet duquel est lié un autre pilon couché de la droite vers la gauche.

Le calcul véritable est censé subvenir selon les contextes en rapport avec les conséquences du feu de brousse.

A supposer que pendant un feu de brousse, un paysan tue trois agoutis et deux biches. Le calcul qui peut en découler est une addition : $3+2=5$ animaux.

Par contre, dans une autre situation de fait, un paysan disposant trois champs d'anacardiens voit deux parmi ces champs brûlés par le feu. Ici, une soustraction s'impose : $3-2=1$ champ.

Il faut ajouter à ces calculs typiques, plusieurs autres calculs afin de les permettre de se familiariser aux calculs et de s'en servir dans leurs différentes activités sociales. Par exemples : $3+4=7$; $6+2=8$; $8-2=6$; $5-3=2$

⁴² Les lettres entre parenthèse représentent celles qui sont utilisées pour entamer la syllabation.

⁴³ La lettre entre parenthèse est la lettre qui doit être présente dans chaque mot.

3.3. Exercices d'application

Plusieurs types d'exercices sont susceptibles d'être proposés : exercice à trou, écriture des lettres, trouver les lettres manquantes, etc.

3.3.1. Exercice à trou (Trouvez les lettres manquantes)

Ra...an, wan...i, wô...où, n'...in, ...iwlè, ...oùssi, ...i...i, via...où, tik..., f..., ...iéssi et ...foù.

3.3.2. Entourez les lettres (d) et (n)

Vianoù, bo, n'ninmou, bossi, n'nin, afoù, wandi, fakôlô, diwlè, fitanou, wônnoù, didi et et fié.

Conclusion

La réflexion mettant en lumière le tandem feu de brousse et réchauffement climatique a pour objectif de questionner la gestion de l'environnement « savano-forestier » du monde paysan de la Côte d'Ivoire. Plus spécifiquement, nous nous sommes intéressé à la recrudescence du feu de brousse et surtout à ses conséquences mosaïques sur la vie socio-économique du peuple ivoirien. Notre réflexion dégage le constat selon lequel le feu de brousse, en tant qu'un puissant outil de déforestation, est un déterminant pionnier du réchauffement climatique. Ses différentes imbrications socio-économiques s'observent de deux manières : une pluviométrie en chute libre et une température en progression constante. Certes, le regain d'usage d'un tel type de feu en Côte d'Ivoire offre des avantages inestimables aux ruraux surtout quand il s'agit de l'accès à la pratique agricole. Mais sa non maîtrise doit s'appréhender comme une préoccupation fondamentale qui doit nécessiter, chez les spécialistes des questions socio-éducatives, une re-problématisation de sa gestion efficiente. Le projet d'alphabétisation que nous nous attelons à soumettre aux analphabètes ruraux de la Côte d'Ivoire, plus singulièrement à ceux du village de Kouakou-Oussoukro, obéissant à cet objectif socio-éducatif prône leur conscientisation sur la gestion du feu de brousse avec un intérêt particulièrement consacré à la projection d'une visibilité appuyée de ses multiples conséquences socio-économiques. Ce projet d'alphabétisation qui convoque la langue maternelle des apprenants ruraux dans leur formation revêt un double principe : mobiliser les apprenants baoulé à conceptualiser, par écrit, le feu de brousse dans leur langue et à enrichir leur auto-gestion de ce type de feu par le biais de leurs valeurs socio-ancestrales.

Références Bibliographiques

AIP, 2017, *Côte d'Ivoire/ Les feux de brousse ont causé des préjudices de près de 204 milliards FCFA en 2016.*

Agriculture et Climat, 2011, *Vers des fermes zéro carbone*, nature, Québec, Canada.

Archer, David et Cottingham, Sara, 1997, *Manuel de conception de REFLECT: alphabétisation Fréirienne régénérée à travers les techniques de renforcement des capacités et pouvoirs communautaires*, Londres, Actionnaid.

Adjanohoun, Edouard et Perraud, André, 1971, *Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire.* Mémoires O.R.S.T.O.M. Paris, pp. 155- 261, Côte d'Ivoire.

Bruzon, Véronique, 1991, « Les feux pastoraux : un outil non nocif sur les milieux savanicoles à graminées pérennes ». M.D.R In *livre blanc de l'élevage centrafricain, première partie, présentation environnement*. M.D.R. Bangui. 18-22.

Bruzon, Véronique, 1994, *Les pratiques du feu en Afrique subhumide, exemples des milieux savanicoles de la Centrafrique et de la Côte d'Ivoire*, Paris, France.

Batchelder, Richard., 1967, « Spatial and temporal Patterns of fire in tropical word. In *Tall Tirtzbers Fire Ecology Conference*, no 6; March 6-7, 171-208.

Chaleard, Jean Louis, 1988, *La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de production : le cas du Département d'Agboville* (Côte d'Ivoire), École Normale Supérieure de Saint-Cloud.

Freire, Paulo, 1977, *Pedagogia da Esperança. Un Reencontro com a Pedagogia do oprimido*, Sao Paulo : Paz et terra (1e ed 1992).

Granier, Pierre, 1965, Le rôle de l'élevage extensif dans la modification de la végétation à Madagascar, In [Revue d'élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux](#), Madagascar

Guillaumet, Jean-Louis et Adjanohoun, Edouard, 1971, La végétation de la Côte d'Ivoire, In *Avenard*, France.

Jaffré, Thomas et al, 1997, *Impact des feux de brousse sur la flore et les groupements végétaux de NOUVELLE-CALEDONIE*, Centre de Nouméa, ORSTOM, CORDET, France.

Koffi, Kouakou Mathieu, 2020, *L'alphabétisation fonctionnelle en Côte d'Ivoire : de la manifestation des jeux symboliques aux enjeux didactiques*, Langues et Usages, numéro 4, pp 457-469, ISSN : 2602-7461.

Koffi, Kouakou Mathieu, 2018, *La téléphonie mobile dans la Côte d'Ivoire rurale : entre usage, usagers et projet d'alphabétisation*, Action didactique, Revue internationale de didactique du français, Algérie, n°2, pp 154-173, Revue en ligne, <http://univ-bejaia.dz/actiondidactique>, ISSN : 2661-7870.

Koffi, Kouakou Mathieu, 2017, *L'alphabétisation fonctionnelle comme une didactique particularisée*, Revue Baobab, Université de Bouaké, numéro 21, ISSN :1996-1898.

Koffi, Kouakou Mathieu, 2008. *L'alphabétisation en Côte d'Ivoire : langues, méthodes et propositions d'aménagement linguistique au regard de la configuration sociolinguistique de la ville d'Abidjan*. Thèse de Doctorat unique, ILA, Université de Cocody, Côte d'Ivoire.

N'guessan, Atsé Alexis Bernard et Djè, Kouakou Bernard, 2012, *Changements climatiques, agriculture et sécurité alimentaire*, Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, EDUCI, n°2,

Paillé, Pierre, 1994, *Pour une méthodologie de la complexité en éducation : le cas d'une recherche-action-formation*, Canadian Journal of Education / Revue canadienne de l'éducation, 19(3), 215-230.

Soro et al, 2020, Périodes des feux de végétation en fonction des secteurs phytogéographiques de Côte d'Ivoire : approche par télédétection et perceptions des populations, Journal of Research in *Environmental and Earth Sciences*, volume 6.

Wobé, Jean Hervé et Koffi, Kouakou Mathieu, 2017, *Publicité et analphabétisme en Côte D'Ivoire : vers une sémantique approximative des affiches publicitaires*, dans Revue ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication, Université Bouaké, Côte d'Ivoire.

Yao, Sangne Charles et al, 2015, « *Dynamique forestière post-conflits armés de la Forêt classée du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire)* », Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 15 Numéro 3 décembre, mis en ligne le 28 décembre 2015, consulté le 20 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/16784> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.16784>.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉVALUATION DU TEMPS : REGARD CROISÉ CULTURE ABOURÉ ET CULTURE AKYÉ

N'GATTA Koukoua Étienne
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
etiennengatta@uao.edu.ci

ALLÉ Chiayé Mariette Amandine
Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
mariette1297@gmail.com

Résumé

Nous abordons dans cet article, le changement climatique et l'évaluation du temps chez les abouré et les akyé, deux peuples du sud-est de la Côte d'Ivoire. L'article présente les causes et les effets du changement climatique mais également, il cite et explique les différentes saisons de l'année, la dénomination des mois, des jours et du temps en faisant un recours de leur usage dans la vie courante. La théorie du changement de comportement à laquelle l'étude s'adosse, enseigne qu'il est possible d'apporter des solutions au problème en modifiant les comportements face à une situation sociale complexe. A travers des entretiens et une recherche documentaire, nous avons eu des connaissances sur le sujet. Ce qui fait savoir que le changement climatique détruit non seulement la nature et le cadre de vie des populations mais, il modifie également le cycle annuel des saisons.

Mots clés : changement climatique, évaluation du temps, regard croisé, culture.

Abstract :

In this article, we study the climate change and the evaluation of time among the abouré and the akyé, two peoples of the southeast of Côte d'Ivoire. The article presents the causes and effects of climate change but also cites and explains the different seasons of the year, the naming of months, days and time by making use of their use in everyday life.

The theory of behavior change on which the study is based teaches that it is possible to provide solutions to the problem by modifying behavior in the face of a complex social situation. Through interviews and documentary research, we gained knowledge on the subject. Which shows that climate change not only destroys nature and the living environment of populations, but it also modifies the annual cycle of the seasons.

Keywords: climate change, weather assessment, cross-view, culture.

Introduction

La terre connaît des manifestations qui modifient sa structure et quelquefois, son allure. Aussi, depuis ces dernières décennies, la terre suit des variations climatiques, des bouleversements saisonniers, des inondations et des perturbations au niveau du rythme des pluies.

Ainsi, la terre se réchauffe et à un rythme soutenu si bien que la vie est rythmée par des modifications que l'on résume sous la forme de changements saisonniers et climatiques avec pour corollaire, l'augmentation des gaz à effet de serre, des crises sanitaires, écologiques et humanitaires.

En effet, le changement climatique désigne l'ensemble des variations, des caractéristiques climatiques en un endroit donné au cours du temps présentés sous la forme de réchauffement ou de refroidissement. La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), définit les changements climatiques comme : « *Les changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement*

à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de période comparable. ». ⁴⁴ Nous comprenons que le changement climatique à un véritable impact sur l'évolution de la vie humaine et sa modification du temps sont un frein à la stabilité de nos peuples. Ainsi les scientifiques sont alertés par la vitesse à laquelle le climat change. Les espèces, animales et végétales, n'ont pas le temps de s'adapter à des changements climatiques aussi rapides, c'est pour cette raison qu'elles sont menacées et les hommes également. Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) déclare que : « les changements climatiques peuvent entraîner des dommages importants tels que : l'élévation du niveau de mers et océans, la déstabilisation de l'équilibre écosystémique des forêts, la baisse de production dans le monde agricole et piscicole etc.

En Côte d'Ivoire l'amplification du changement climatique affecte à la fois l'équilibre du milieu, mais surtout les conditions d'existence des populations dans la plupart des régions ivoiriennes. Ce qui peut causer la disparition de certains peuples de la Côte d'Ivoire.

Dans cette étude nous abordons le changement climatique au niveau du cadre de vie des peuples abouré et akyé dans les régions du sud-Comoé et de la Mé. Alors quels sont les changements climatiques auxquels font face ces peuples ? Comment est-ce que ces changements de climats et de saisons s'expliquent-ils ?

La résolution de ces problèmes permettra de faire une présentation des milieux d'étude, les objectifs, la théorie de travail, la méthodologie et enfin les données de l'enquête.

1. Matériel et méthode

1.1. Présentation du milieu d'étude

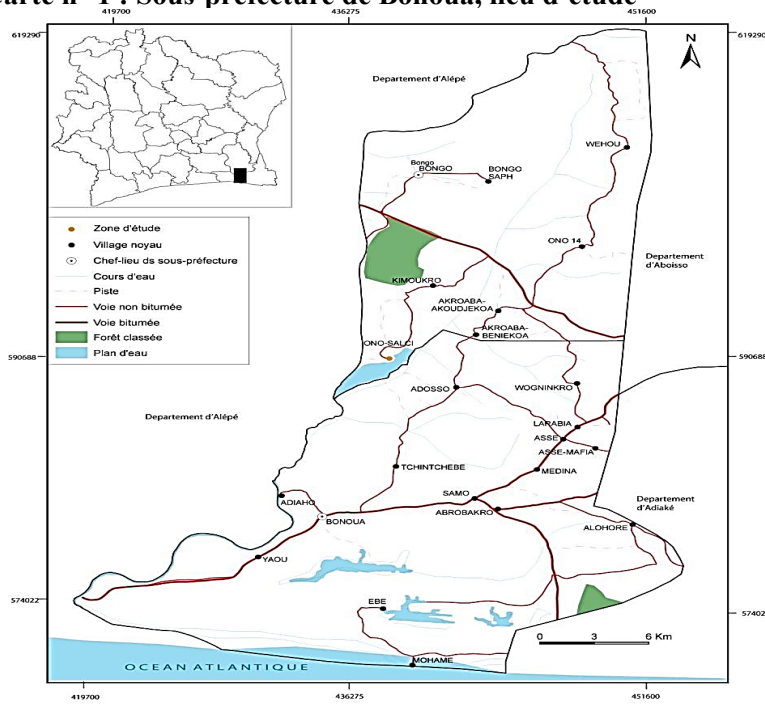
Ce travail étant un regard croisé des peuples abouré et akyé sur le phénomène du changement climatique, la collecte des données se déroulera dans les sous-préfectures de Bonoua (Cf. carte n°1) et d'Adzopé. (Cf. carte n°2).

Bonoua, pays des abouré est une ville du Département de Grand-Bassam et de la Région du Sud-Comoé. Elle doit son appellation à une déformation du toponyme abouré *àbòlɔ̀* (à l'orée de la forêt), fondé vers 1740 par le roi Ahouré (N'gatta, 2020, p. 258).

La ville d'Adzopé, littéralement « on va aller se cacher » est située au sud-est de la Côte d'Ivoire et au nord de la ville d'Abidjan. Elle est peuplée par les Akyé et appartient à la Région de la Mé (Cf. carte n°2) dont elle est la capitale.

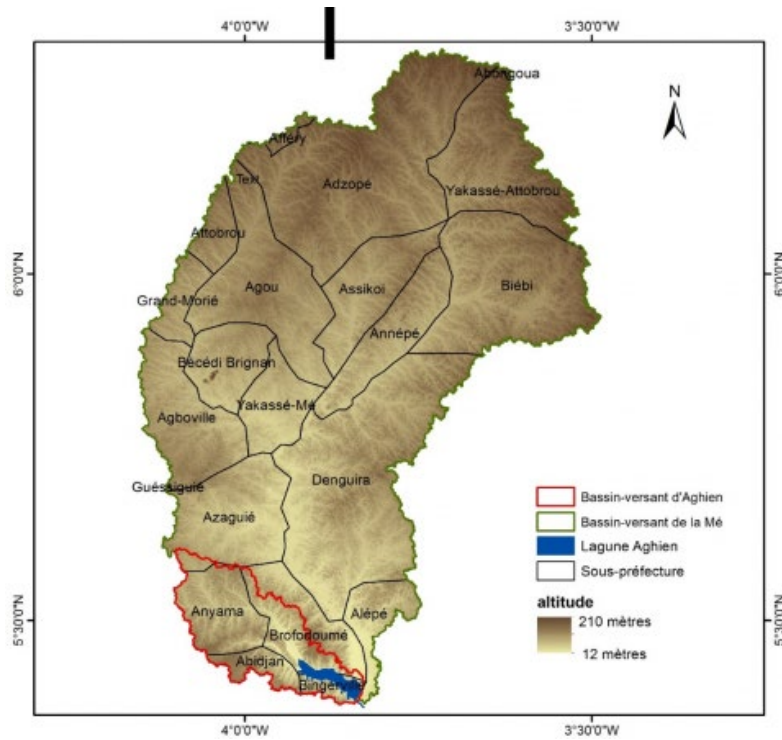
⁴⁴ [https://europa.eu/download/lechangementsclimatique\(cc\)](https://europa.eu/download/lechangementsclimatique(cc)) consulté le 03/04/2023 à 16h38

Carte n° 1 : Sous-préfecture de Bonoua, lieu d'étude



Source : Coulibaly et al, 2018

Carte n° 2 : Adzopé et les villes de la Région de la Mé, lieu d'étude



Source : Notre enquête de terrain de janvier à mars 2023

Selon les résultats globaux du Recensement Général de la Population ivoirienne de 2021, la population de la sous-préfecture de Bonoua s'élève à 118 388 habitants, celle de la ville d'Adzopé est de 283 727 habitants⁴⁵.

1.2. Méthodes d'enquête

L'étude a utilisé la méthode de recherche documentaire et l'enquête de terrain. En effet, l'enquête de terrain de trois mois (janvier - mars 2023) s'est faite sur la base d'un échantillon de 52 970 personnes à interroger ; soit 25 668 à Adzopé et 27 302 à Bonoua. Le réchauffement climatique étant un phénomène universel, l'enquête s'est étendue aux chefs de ménages, aux autorités coutumières et administratives, aux associations de jeunes, aux paysans, aux groupements de femmes et aux agents des services techniques tels que l'ANADER, l'ASECNA, les Directions Régionales du Ministère de l'Agriculture, le cantonnement des eaux et forêts.

Cet échantillon, représentatif de la population générale suppose, que tout individu de cette population est susceptible d'y figurer. Pour ce faire, nous avons retenu un échantillonnage systématique au 1/50^e de la population enquêtée. Ce qui donne les échantillons de populations par ville dans le tableau 1.

Tableau 1 : Répartition des populations enquêtées par ville

Localités	Nombre de ménages	Nombre de ménages (échantillon)
Adzopé	25 668	514
Bonoua	27 302	546
Total	52 970	1060

Source : Notre enquête de terrain de janvier à mars 2023

La recherche documentaire fait allusion aux ouvrages consultés. Les données de population sont recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique. Pour les données liées au réchauffement climatique, les sous-préfectures ont mis à notre disposition, la cartographie qui a permis de visiter les localités et les ménages choisis pour l'enquête de terrain. Cette étape a consisté à observer les faits sur le terrain et à interviewer des personnes ressources. Ainsi, les différents changements de saisons et la survenue d'intempéries ont fait l'objet d'observation directe sur le terrain. Cela a permis de relever dans quelle mesure le réchauffement climatique perturbe négativement la population. Aussi, comment il s'inscrit comme une menace pour leur survie. Par ailleurs, le terrain a permis d'apprendre la dénomination de la végétation, la désignation du temps et les noms de certains animaux de forêt qui ont disparu.

1.3. Objectifs et théories

L'idée de travailler sur le réchauffement climatique et l'évaluation du temps est née de la volonté de déterminer ses causes et ses effets ainsi que son impact chez les peuples abouré et akyé. Aussi, s'agit-il de rechercher les causes de ces faits afin de suggérer des pistes de solutions.

Dans la pratique, l'étude requiert l'exploitation de théories comme la théorie du changement de comportement, le behaviorisme et le constructivisme. En effet, la théorie du changement de comportement (Weiss, 1995) décrit comment un groupe espère atteindre un but donné à long terme (Anderson, 2005). Cette théorie sert d'abord d'outil d'aide au développement de solutions à des problèmes sociaux complexes, mais elle est également centrée sur des activités aidant une personne ou une communauté à réfléchir

⁴⁵ RGPH-2021 résultats globaux, p. 6 et 17. www.INS.CI, Consulté le 9/11/2023

sur son comportement à risque et de le modifier afin de réduire sa vulnérabilité. Elle procède par des interventions sur les individus pour leur faire prendre conscience du risque que leur comportement fait courir aux autres.

Le behaviorisme ou comportementalisme, initié par Pavlov et développé par Watson (1919, 1924), Skinner (1953, 2002, 2011) est une théorie qui analyse le comportement observable et le rôle de l'environnement en tant que déterminant du comportement selon Tavis et Wade (1999, p. 182)⁴⁶. Ainsi, le comportement des humains a une incidence sur l'environnement, l'éducation et la maîtrise de leur cadre de vie.

Le constructivisme, une théorie de l'apprentissage en vue d'une reconstruction d'un modèle parfait pour l'homme a été développée par Piaget dès 1923 et poursuivie par Bourdieu (1970, 1987)⁴⁷. L'objectif est d'amener les hommes à se construire une représentation de la réalité acceptable pour vivre dans un environnement sain. Ainsi, s'opère en chaque homme, une restructuration, un renouvellement du cadre de vie en s'inspirant des représentations plus anciennes déjà emmagasiné à travers ses expériences.

Dans ce travail, cette théorie permettra à la population de changer d'attitude face à la destruction du cadre de vie.

2. Résultats obtenus

Les résultats permettront d'avoir une vue générale sur le changement climatique. Ensuite, en ils serviront à donner la perception des populations abouré et akyé de ce phénomène avant de présenter les différentes modifications de temps ainsi que leurs conséquences sur l'environnement. Enfin, nous proposerons des solutions pour un meilleur cadre de vie.

2.1. Généralités sur le changement climatique et l'évaluation du temps

Les changements climatiques sont des changements des conditions météorologiques normales dans une région. Au cours des dernières décennies, le climat de la terre a vu sa température augmenter. Pour la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), les changements climatiques peuvent être représentés par différents phénomènes qui se produisent sur notre planète : conditions météorologiques, élévation du niveau des mers, risques d'inondations... Il complète pour dire que ce sont tous les pays qui sont concernés en termes d'effets.

En Côte d'Ivoire, les différentes saisons et les climats ont été fortement perturbés. Ce qui affecte négativement les conditions d'existence des populations. Il existe plusieurs raisons qui expliquent ces changements climatiques, à savoir les combustibles fossiles, le charbon, le pétrole et le gaz qui sont responsables des émissions mondiales de gaz à effet de serre, la déforestation, le braconnage etc. Dans leur sixième rapport d'évaluation du climat publié en Mars 2023, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat (GIEC), rappelle que « *les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines ont réchauffé le climat à un rythme sans précédent : la température de la surface du globe s'est élevée de 1,1°C par rapport à la période pré-industrielle* ». Ainsi, la GIEC estime que le réchauffement de la planète atteindra 1,5°C dès le début des années 2030. Il affirme encore, qu' « *il aura une augmentation des risques tels que des vagues de chaleur, les précipitations extrêmes, les sécheresses, une fonte de la cryosphère, un changement du comportement de nombreuses espèce et que les risques climatiques et non climatiques vont s'aggraver et se multiplier; ce qui rendra leur gestion plus complexe et difficile* ». Alors, il est nécessaire pour nous de trouver des solutions pour y remédier. A cet effet plusieurs organes tels que le Programme National

⁴⁶ Carol Tavis et Carole Wade, *Introduction à la psychologie - Les grandes perspectives*, Saint-Laurent, Erpi, 1999, p. 182.

⁴⁷ Pierre Bourdieu, 1987, *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit.

du Changement Climatique (PNCC), de la Côte d'Ivoire, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) etc., proposent des solutions pour l'amélioration du climat. Quant à l'évaluation du temps, il s'adapte à chaque pays et à chaque peuple et chacun l'utilise en fonction de sa localité.

2.2. Perception abouré et akyé du changement climatique

Pour les peuples abouré et akyé, le changement climatique est l'apparition des temps nouveaux avec ses difficultés. C'est également un changement des saisons et la perturbation de la pluviométrie ainsi que la montée des eaux qui engendre des inondations et des débordements de rivières et des grands cours d'eaux.

Tous disent que ce phénomène est imputable à l'action de l'homme qui a posé des actions nocives sur l'environnement. En effet, la manière de vivre et la soif d'argent ont poussé les hommes à créer des grandes plantations. Ce qui a considérablement détérioré les forêts et les terres cultivables. Aussi, la démographie galopante a entraîné l'affluence de populations étrangères avec de nouvelles pratiques destructrices du cadre de vie dans les localités. Cette situation a créé des besoins à satisfaire par conséquent, les activités dans les villages ont connu une escalade. Les pratiques telles que le braconnage, l'orpaillage, la déforestation et la pollution des eaux et de l'air ont fait surface et ont impacté les cycles saisonniers et la nature.

2.3. Différentes modifications observées

Les activités nocives ont eu pour conséquences immédiates des changements au niveau du climat, de la végétation, de l'espèce animale. En effet, la forêt dense s'est transformée en forêt claire, il n'y a plus les gros arbres parce qu'ils sont coupés pour être transformés en planches, pour être exportés ou brûlés pour faire du charbon ou pour cultiver. Les arbres tels que le fromager qui facilitent la venue de la pluie n'existent plus. En conséquence, les saisons sont mélangées, les cultures vivrières comme le manioc, l'igname, la banane plantain etc. ne réussissent pas également. L'utilisation des insecticides pollue l'air et les feuilles, décime les plantes dont certaines sont nutritives et servent à la médecine. Avant les rivières permettaient de faire la limite entre des portions de terre, ce qui permettait d'irriguer les champs, de pêcher du poisson, d'attraper des crabes. Les eaux de surface claires et limpides qui servaient à l'alimentation ont aujourd'hui taries ou détruites. Les poissons et les crustacés qui s'y trouvent ont disparus, le peu d'eau qui reste dans certaines zones, est inconsommable car, elle contient des saletés. Aussi, est-elle malodorante et de mauvais goût. Certains arbres médicinaux n'existent plus.

2.4. La perception de l'évaluation du temps chez les abouré et les akyé

L'évaluation du temps chez les abouré et les akyé prend en compte les facteurs tels que le moment pour les heures et la présentation du ciel pour le temps qu'il fait. Ainsi, une journée se présente en quatre moments. Il s'agit du matin, de 6 heures à 11 heures, la mi-journée, de 11 heures à 15 heures, le soir, de 16 heures à 18 heures et la nuit, de 19 heures à 6 heures.

En termes de perception, la répartition journalière se présente comme suit

Tableau 2 : Dénomination des moments de la journée et la périodicité

Abouré	Attié	Français	Période
<i>nǎǎnè</i>	kièbí	Matin	6 heures à 11 heures
<i>òjúé</i>	kiéjé	Mi-journée	11 heures à 15 heures
<i>ncòbà</i>	kiéné	Soir	16 heures à 18 heures
<i>nèpiè</i>	bèjékébiné/kiè èwò	Nuit	19 heures à 6 heures

Source : Notre enquête de terrain de janvier à mars 2023

Les jours et les mois restent inchangés, on ne tient pas compte du temps qui est présenté par le ciel ou l'heure.

Ainsi, la perception des jours et des mois se présente comme suit :

Tableau 3 : Dénomination des jours de la semaine

abouré	Attié	Français
<i>èpié</i> ⁴⁸	tjùí	Lundi
<i>bíjófùè</i>	kùí	Mardi
<i>òjò</i>	kòé	Mercredi
<i>òklò</i>	tsé	Jeudi
<i>kidépùè</i>	tsèpi	Vendredi
<i>càcò</i>	pítsè	Samedi
<i>míé</i>	tjùí	Dimanche

Source : Notre enquête de terrain de janvier à mars 2023

Le peuples abouré et akyé utilisent deux calendriers pour les supputations du temps ; à savoir, un calendrier usuel ou économique et un calendrier rituel ou liturgique. Le calendrier usuel (Cf. 4) est celui des saisons et des lunaisons ou mois lunaires de l'année. C'est le calendrier qui préside à la culture des champs et aux travaux de pêche.

Tableau 4 : Dénomination des mois

abouré	Attié	Français
<i>ògblónvó été fè ónué</i> (Pleine grande saison sèche)	pò kéké fè (la première sortie de la lune)	Janvier
<i>ògblónvó né né</i> (Fin de la saison sèche)	pò kémúé fè (la deuxième sortie de la lune)	Février
<i>èsé ónué</i> (Mois des brulis)	pò ké há fè (la troisième sortie de la lune)	Mars
<i>vé ñgǎwú ónué</i> (Fin des travaux de brulis)	pò kéjí fè (la quatrième sortie de la lune)	Avril
<i>àjicò màcélùò</i> (Début de la grande saison des pluies)	pò kébòé fè (la quatrième sortie de la lune)	Mai
<i>àjicò été fè ónué</i>	<i>pò kémúé fè</i>	Juin

⁴⁸ Jean-Albert Ablé, 1078, *Histoire et Tradition Politique du Pays Abouré*, Imprimerie Nationale, Abidjan.

(Pleine grande saison des pluies)	(la sixième sortie de la lune)	
<i>mùjɲɲí mǎcélɔ̀</i> (Début de la petite saison sèche)	pò ñsò fɛ̀ (la septième sortie de la lune)	Juillet
<i>mùjɲɲí éte fɛ̀ ɔ̀nɔ̀é</i> (Pleine petite saison sèche)	pò mɔ̀kúé fɛ̀ (la huitième sortie de la lune)	Août
<i>éhié ɔ̀nɔ̀é</i> (Mois des crues)	pò ñgúà fɛ̀ (la neuvième sortie de la lune)	Septembre
<i>bǒcié mǎcélɔ̀</i> (Début de la petite saison des pluies)	pò kénɔ̀ fɛ̀ (la dixième sortie de la lune)	Octobre
<i>bǒcié éte fɛ̀ ɔ̀nɔ̀é</i> (Pleine petite saison des pluies)	pò kénɔ̀ kó fɛ̀ (la onzième sortie de la lune)	Novembre
<i>ɔ̀gblɔ̀vò mǎcélɔ̀</i> (Début de la grande saison sèche)	pò kénɔ̀ kémúé fɛ̀ (la douzième sortie de la lune)	Décembre

Source : Notre enquête de terrain de janvier à mars 2023

Pour les saisons, il y en a quatre et chacune est déterminée par la venue de fortes pluies, de pluies normales, de temps chauds et de temps froids et secs. Notons également que les noms des saisons restent inchangés, quelques soit l'impact du changement de climat. Ces noms se présentent ainsi :

Tableau 5 : Dénomination des saisons et leurs périodicités

abouré	akyé	moment	période
<i>àjicó</i>	pò	Grande saison des pluies et temps froid	Avril à juin
<i>mùjɲɲí</i>	kóɔ̀	Petite saison sèche	juillet à septembre
<i>bǒcié</i>	bòkpá	Petite saison des pluies et de vents	septembre à novembre
<i>ɔ̀gblɔ̀vò</i>	wòrsɔ̀	Grande saison sèche (vent sec et poussiéreux)	décembre à mars

Source : Notre enquête de terrain de janvier à mars 2023

2.5. Conséquences des modifications temporelles sur l'environnement

Les modifications temporelles s'expriment en termes d'apparition de pluie pendant les saisons sèches et d'apparition du soleil ou de temps chaud pendant les saisons pluvieuses. Ainsi, le soleil se lève très tôt le matin, quelque fois entre 6 heures et 6 heures 30 minutes les matins et le temps devient sombre à midi sans qu'il ne tombe de pluie. Les modifications s'observent également dans la diminution de la disponibilité en eau et le durcissement des sols d'où les mauvaises récoltes, les risques de maladies culturelles pendant les saisons sèches. A cela, s'ajoutent l'augmentation des risques de sécheresses et de perte de biodiversité, les incendies de forêt et les vagues de chaleur.

2.6. Perturbation des saisons et conséquences sur la production agricole

Les peuples abouré et akyé connaissent quatre saisons, réparties entre temps de grandes pluies et temps de froid, d'avril à juin, temps de petites chaleurs et de petites sécheresses, de juillet à septembre, temps de reprise de pluies et de vents, de septembre à novembre et temps de grandes périodes de chaleur et temps de vents secs et poussiéreux, de décembre à mars.

Ainsi, il y a une modification de la pluviométrie et une forte perturbation des saisons car, de petites pluies tombent dans la saison de l'harmattan, réputée être un temps de vents secs et de fortes chaleurs. Or, pour les peuples abouré et akyé l'évaluation du

temps est conforme à un calendrier économique qui organise les activités agricoles. Ainsi, ce calendrier préside à la culture des champs et aux travaux de pêche. Pour cela, la principale conséquence du changement climatique pour eux, est l'influence négative de la perturbation des saisons sur le rendement des cultures. En Effet, les différentes terres se trouvent asséchée par la vague de chaleur incessante si bien qu'elles ne sont plus productives comme avant. Les plantes se détériorent à cause de la modification régulière des saisons. Les périodes de pluies sont perturbées par des moments de fort ensoleillement ; ce qui détruit les plantations. En conséquence, les populations se trouvent dans l'obligation d'acheter des légumes et des vivriers importés pour se nourrir. Malheureusement, ceux qui n'ont pas de ressources financières, vendent certaines de leurs terres et d'autres biens aux étrangers venus des autres villes pour se nourrir et pour subvenir aux besoins de leurs familles.

3. Discussion

Au regard des résultats fournis par l'enquête, nous observons que le changement climatique se manifeste en termes de variations des températures et des et modification des saisons qui affectent les pratiques culturelles des populations. Il peut être un phénomène naturel, mais également, il peut résulter de l'activité humaine, notamment de la mauvaise utilisation des ressources naturelles qui produisent des gaz à effet de serre.

Ainsi, les peuples abouré et akyé se voient contraints d'adopter un nouveau comportement. Aussi, pensons-nous que des solutions existent. Il s'agit entre autres de :

- la consommation de plus d'aliments d'origine végétale (légumes, fruits, céréales) et moins de viande et de produits laitiers, l'on peut réduire considérablement son impact sur l'environnement. Aussi, la production d'aliments d'origine végétale entraîne d'utilisation de terres et d'eau.

- la protection de la forêt en éviter de créer de nouvelles plantations. En effet, la création de nouvelles plantations surtout celles qui sont à l'échelle industrielle favorise l'abattage des arbres et la déforestation. Ce qui a pour conséquence, la survenue de vents violents, le manque de pluies et l'avancée du désert et l'abondance de chaleur.

- la protection de l'atmosphère en limitant les brulis sur de vastes parcelles cultivable, la mise à feu de la brousse pour la chasse et la création de four à charbon de bois. Ces pratiques engendrent généralement des montées de fumées noires dans l'atmosphère et des émissions de gaz à effet de serre qui détruisent la couche d'ozone, protectrice de la terre contre les vagues de chaleur.

- la sensibilisation massive des populations à l'amour et à la protection de la nature, au respect des us et coutumes qui interdisent la destruction du cadre de vie, la sauvegarde des forêts à travers l'entretien des « forêts sacrée » et animaux sacrés.

- la promotion de l'usage des eaux naturelles au détriment des extensions aquatiques qui occasionne des débordements et des montées d'eaux.

Conclusion

Le changement climatique dans le monde et particulièrement en Côte d'Ivoire est une réalité, car l'ensemble de ces implications apparaît progressivement. Cela est d'autant inquiétant qu'il paraît bien difficile à ce jour de se faire une idée concrète du changement climatique dans les décennies à venir. Ses causes et ses impacts sont multiples et bien connues. Cette amplification du changement climatique chez les peuples abouré et akyé affecte les sols mais surtout, les conditions d'existence au point que ces peuples s'exposent à des réalités des plus atroces à vivre. Parmi ces conditions invivables

figurent, l'élévation de températures, l'apparition de violentes tempêtes, des sécheresses constantes, un réchauffement et une montée des eaux qui engendre des inondations et des noyades des riverains, une augmentation de la disparition des espèces animales et végétales, des pénuries de denrées alimentaires d'où un accroissement des risques sanitaires et une pauvreté accrue des populations. Celles-ci se trouvent dans l'obligation de migrer vers des zones et sur des terres moins atteintes.

Il nous importe donc d'exhorter tout le monde à une bonne gestion des ressources naturelles et à une rationalité dans l'utilisation des biens et services. Aussi, invitons-nous le gouvernement à prendre des mesures efficaces pour lutter contre l'usage abusif des ressources naturelles, vitales pour les générations futures.

Références Bibliographiques

Ablé Jean-Albert, 1978, *Histoire et Tradition Politique du Pays Abouré*, Imprimerie Nationale, Abidjan.

Bigot Sylvain, 2004, *Variabilité climatique, interactions et modifications environnementales*, Université des sciences et technologies de Lille.

Chavaillaz Yann, 2016, *La vitesse du changement climatique et ses implications sur la perception des générations futures*, Université Paris-Saclay.

Diané Ambemou Oscar, 2012, « L'interprétation des items complexes: entre signification et symbolisation. Une étude à travers quelques champs notionnels de l'akyé, langue kwa de Côte d'Ivoire, in *Rev. Ivoir. Sci. Lang. Commun.* N°6.

Gameren Van Valentine *et al*, 2014, *L'adaptation au changement climatique*, Editions la Découverte, Paris.

Kouadio N'guessan Jérémie, 1996, *Description systématique de l'Attie de Memni, Langue kwa de Côte d'Ivoire*, thèse de doctorat d'Etat : Linguistique, Grenoble III : Science du langage

N'Gatta Koukoua Etienne, 2014, « Emprunts lexicaux abouré aux langues indo-européennes : contexte d'apparition et changements morphophonologiques » dans *LTML, Revue du Laboratoire de Théories et Modèles Linguistique*, Université Félix Houphouët-Boigny, pp. 1-16.

Seguin Bernard et Soussana Jean-François, 2008, *Emissions de gaz à effet de serre et changement climatique : causes et conséquences observées pour l'agriculture et l'élevage*, INRA, Unité d'Agronomie.

Skinner Burrhus Frederic, 2011, *Science et comportement humain*, Traduit de l'anglais par André et Rose-Marie Gonthier-Warren, Éditions In Press, Paris.

Skinner Burrhus Frederic, 2002, *Beyond Freedom & Dignity*, Hackett Publishing Co.

Skinner Burrhus Frederic, 1953, *Science and Human Behavior*, The Macmillan Company, New York.

Watson Broadus John, 1919, *Psychology from the Standpoint of a Behaviorist*, Philadelphia and London, J. B. Lippincott Co.

LE MONDE AGRICOLE Á L'EPREUVE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : QUEL DISCOURS ALTERNATIF POUR UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT ?

SILUÉ Kolo

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)
kolokizerbo@gmail.com

Résumé :

Considérés comme facteurs responsables du réchauffement des températures, du changement de régime des pluies et de l'assèchement des terres cultivables, les changements climatiques apportent visiblement une variation du rendement des cultures en Côte d'Ivoire. Cet article apporte en premier lieu une analyse des questions relatives aux variations climatiques. Puis, il se projette sur la description du discours ou de la pratique langagière nécessaire à une adaptation de comportement des animateurs du secteur agricole. En amont, cette description permettrait à la population de contourner les conséquences graves liées aux réchauffements climatiques. Ce qui assurerait une résilience indispensable à la bonne productivité agricole. Mieux, ce travail répertorie, en aval, le lexique sénoufo relatif au phénomène climatique. L'hypothèse qui découle de cette perspective mentionne que les changements climatiques induisent un discours transformationnel du langage pour un changement de comportement dans le secteur agricole. La méthodologie de vérification de cette hypothèse a fait appel à une enquête mixte déclinée en questionnaires et entretiens en zone agricole. Tout cela, appuyé d'une documentation qui relève de l'actualité climatique. Dans cette vision de déterminer le langage local agro-climatique, trois (3) théories ont été convoquées. Ce sont : le changement climatique et théorie de Milankovitch, le concept de l'accommodation linguistique et la théorie du changement pour l'adaptation dans le secteur agricole.

Mots-clés : changements climatiques, catastrophes, discours, langage, changement de comportement.

Abstract:

Considered as factors responsible for warming temperatures, changing rainfall patterns and drying out arable land, climate change is visibly causing a variation in crop yields in Ivory Coast. This article firstly provides an analysis on questions relating to climate variations. Then, it projects on the description of the linguistic discourse necessary for an adaptation of behavior of the leaders of the agricultural sector. Upstream, this description would allow the population to avoid natural disasters and would ensure the resilience essential to good agricultural productivity in real time. Better, this work lists on the side the neologisms resulting from this climatic phenomenon. The general hypothesis that arises from this perspective mentions that climate change induces a transformational discourse of language for a change in behavior. The methodology for verifying this hypothesis used a mixed survey broken down into questions and interviews in an agricultural area. All this, supported by documentation relating to climate news, in order to determine the practical discourse that can translate an adapted change in behavior. Three theories shed light on this hypothesis: The climate change and Milankovitch theory, the theory of change for adaptation in the agricultural sector and concept of linguistic accommodation.

Keywords : climate change, disasters, discourse, language, changing behavior.

Introduction

Le changement climatique représente une menace de plus en plus perceptible pour la viabilité des ménages ruraux d'Afrique subsaharienne où les communautés vivent principalement de l'exploitation des ressources naturelles (P. N. Kabore et al. 2019) et de l'agriculture. De ce fait, le secteur agricole en Côte d'Ivoire n'est pas en marge de ces menaces (A. M. Kouassi et al., 2015). Ce secteur est fortement éprouvé par l'accélération et l'intensification des changements environnementaux et socioéconomiques (D. Bambara et al., 2013). Ces effets du changement climatiques rendent les écosystèmes plus vulnérables. Ainsi, les énormes modifications environnementales, à l'image des sécheresses dont la récurrence accélère le déclin de la forêt (A. Ouédraogo et al., 2012) réduit considérablement le couvert végétal des sols. Cette situation peu reluisante se traduit de facto par une réduction drastique des rendements agricoles au nord du pays. Ce qui favorise de manière progressive l'extension des zones dénudées (D. Bambara et al., 2013) aux conséquences moins favorables à la pratique agricole.

Conscient de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté qui planent sur les communautés agricoles, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du climat (GIEC, 2007) sensibilise l'opinion des conséquences graves des changements climatiques. Il prévient également la population d'une probable augmentation de la situation en termes de désastre dans les années à venir. Les recherches scientifiques relatives aux changements climatiques (K. Barké et al., 2015 ; P.N. Kaboré, 2017) en ajout aux travaux du GIEC (2017), montrent avec insistance les principaux risques agro-climatiques que sont la hausse des températures minimales et maximales, la forte variabilité pluviométrique, les sécheresses intenses et les inondations. Ces recherches précisent que ces événements climatiques extrêmes ont un impact négatif sur l'agriculture à cause du déficit pluviométrique (D. Bertrand, 2014 ; K. E. Koffi, 2013 ; E. Servat et al., 1999).

Malgré des efforts de précision, la problématique persiste et décrit un contenu lexical qui, à l'aide d'indices, traduit subséquemment les paramètres relatifs à la question de réchauffement climatique (D. A. Pauline, 2022). Les conclusions des travaux de cette autrice nous réconfortent dans la dynamique du rapport entre les changements climatiques et les changements linguistiques pour une adaptation de comportement.

À la base, d'énormes incompréhensions liées à ce phénomène naturel trouvent leur existence chez les agriculteurs qui, dans un passé récent restaient campés sur les calendriers dont la pluviométrie convenait à leur aspiration. L'avènement des changements climatiques qui résultent des émissions de gaz à effet de serre, de la déforestation et des cultures intensives, revêt un caractère inédit (Pauline, 2022), tant par son origine anthropique que par l'importance de la question climatique à l'échelle sociétale. En regard à cette nouveauté à dimension sociologique caractérisée par les principes communicatifs (B. T. Yao et A. Francis, 2005), l'on peut se permettre de comprendre le recours à des stratégies dé/nominatives nouvelles. Ces dé/nominations désignent linguistiquement les réalités liées aux phénomènes climatiques. Cette créativité lexicale sert désormais à enrichir la communication de la société et assure la bonne compréhension des faits climatiques (D. A. Pauline, 2022). Tout en dégagant la perception des agriculteurs sénoufo sur les changements climatiques, cet article se propose de définir une taxinomie des discours liés au phénomène chez ces derniers. L'analyse des données a été rendue possible grâce à trois théories convoquées que sont la théorie de Changement climatique et théorie de Milankovitch (L. Cyril et al., 2004), la théorie du changement pour l'adaptation dans le secteur agricole et le concept de l'accommodation en linguistique. Dans cette perspective, la démarche adoptée se décline selon les articulations interrogatives suivantes : Quelle est la perception

endogène de la population rurale agricole sur les faits climatiques ? Quelle est l'impact des changements climatiques sur le secteur agricole en termes de rendement ? Quels sont les discours alternatifs existentiels liés aux changements climatiques chez les agriculteurs sénoufos ? Quelles contributions apportent ces nouvelles unités lexicales dans le processus de compréhension, de communication et d'adaptation des populations pour un changement de comportement ?

Telles sont autant de préoccupations auxquelles nous tentons d'apporter des réponses pour asseoir une contribution de l'article dans les recherches scientifiques en relation avec les questions de changement climatique.

1. Cadre Théorique et Méthodologique

Pour mieux aborder cette rubrique, nous abordons en premier le cadre théorique et en deuxième, le cadre méthodologique.

1.1 Cadre Théorique

Cette étude repose sur une mise en relation entre, d'une part, les perceptions endogènes du dérèglement de la saison des pluies et l'impact de ces changements climatiques sur le secteur agricole en termes de rendement, synonyme de relation de cause à effet entre les éléments de la perception climatique et le milieu agricole.

D'autre part, elle vise à déterminer le lexique agro-climatique et l'apport de ces unités lexicales dans le processus de compréhension, de communication et d'adaptation des populations pour un changement de comportement. Pour ce faire, elle part du constat que le processus de compréhension, de communication et les stratégies d'adaptation des populations agricoles aux changements climatiques sont fortement en lien avec la perception adéquate de l'existence de ce phénomène, de ses causes et de ses impacts négatifs sur le rendement agricole.

Au regard de ces orientations, nous notons que plusieurs travaux scientifiques ont porté sur les perceptions endogènes de certaines communautés linguistiques ou culturelles sur le secteur agricole. Ces études ont décrit une influence des audiences par les caractéristiques socio-économiques du monde agricole (Y. L. Loko et al., 2013 ; F. Opiyo et al., 2016 ; M. N. Uddin et al., 2017). D'autres travaux ont développé la perception des paysans sur le changement climatique à travers les pertes de récolte liées à la sécheresse ou à l'abondance des pluies (West et al., 2008), et à la déforestation (A. Ouédraogo et al., 2015 ; D. Bambara et al., 2013 ; D. Bernard et al., 2014 ; A. Ouédraogo et al., 2010 ; P. Kabore et al., 2010). C'est dans ce cadre que B. Diallo, (2010) apporte dans ses réflexions une analyse agro-climatique et stratégique d'adaptation aux variations et changements climatiques à partir de la perception endogène des agriculteurs.

Aussi, des recherches se sont orientées vers l'influence des préoccupations environnementales sur l'évolution des langues par le biais de l'innovation lexicale. C'est le cas des travaux de B. Vincent et Christophe Gérard (2022) qui nous ont instruits sur un classique dénommé « néologie et environnement », publié en 2022. J. Altmanova et al., apportent un intitulé : « Innovation lexicales dans le domaine de l'environnement et de la biodiversité », publié en 2017 pour montrer la synergie entre le changement climatique et le foisonnement dans la créativité lexicale.

Pour analyser les données recueillies, nous avons fait appel à trois théories que sont : Le changement climatique et théorie de Milankovitch ; La théorie du changement pour l'adaptation dans le secteur agricole et l'approche de l'accommodation linguistique (J. Albrespit et al. 2017).

1.1.1 Changement climatique et théorie de Milankovitch ou théorie astronomique des changements climatiques⁴⁹

Formulée en 2004 par l'astronome Serbe Milutin Milankovitch, la théorie astronomique des changements climatiques permet d'expliquer des changements des saisons en relation avec des changements de l'orbite de la terre autour du soleil. Plus nettement, l'auteur estime que les changements lents de l'orbite de la terre sont dus aux interactions avec les autres planètes du système solaire. Il décrit ainsi trois (3) principales composantes qui expliquent la variabilité orbitale de la terre. Ce sont :

- **Excentricité (E)** : c'est une période de 413 000 et 100 000 ans ;
- **Inclinaison (I)** : c'est une période de 41 000 ans ;
- **Précession (P)** : elle décrit une période de 23 000 et 19 000 ans.

Jusqu'à présent, la préoccupation qui a dominé les politiques climatiques a été celle de l'atténuation du phénomène, à travers des actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la déforestation. C'est pourquoi, T. A. Sophie (2018) estime que l'adaptation aux changements climatiques occupe désormais une place croissante participant à la déclinaison et à une prise de conscience plus fine des enjeux climatiques pour de multiples groupes sociaux, afin d'éviter une forme de vulnérabilité de ceux-ci.

Dans le cadre de cette recherche, nous notons qu'au-delà de son aspect technique purement climatique, cette théorie joue un rôle précis dans la description des phénomènes climatiques. Sa démarche a permis de comprendre les fondements de ces mouvements naturels. Toute chose qui participe à la sensibilisation et à la motivation des populations agricoles sur les moteurs de variabilités climatiques. Elle permet d'expliquer le caractère naturel du processus changeant du climat, mais qui parfois se trouve modifié par les activités humaines. Au nombre des facteurs responsable de la modification, nous citons entre autres les cultures intensives agricole et la déforestation abusive. En attendant, il convient d'apprendre à s'adapter à un monde qui se réchauffe.

1.1.2 La théorie du changement pour l'adaptation dans le secteur agricole

Proposée formellement par Carol Weiss en 1995, la théorie du changement est une méthode de planification stratégique qui est utilisée par des organisations à but non lucratif, des mouvements sociaux et des agences gouvernementales. Elle consiste à apporter du renouveau dans le but d'améliorer une situation. Dans son glossaire, la GIEC définit l'adaptation au changement climatique comme une démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences.

Ce concept s'applique au secteur agricole dans le but de susciter une véritable adaptation des agriculteurs au changement climatique. Il s'agit dans ce cas, d'atténuer ou d'éviter les effets préjudiciables et d'exploiter les effets bénéfiques. L'implication de cette théorie développe les stratégies de contournement des aléas climatiques par la population agricole. Cela revient à introduire de nouvelles techniques culturales qui tiennent compte des perturbations pluviométriques actuelles. Une telle démarche intègre également la créativité lexicale au contenu climatique.

1.1.3 Accommodation en linguistique

L'accommodation est un concept élaboré en psychologie cognitive par Jean Piaget pour qui l'apprentissage ne peut résulter que d'un processus dynamique cherchant un équilibre entre le sujet et son environnement (L. Lacassain, 2018). Ce

⁴⁹ Cyril Langlais, (2004), théorie de Milankovitch, Ressources Scientifiques pour l'enseignement des Sciences de la Terre et de l'univers, Laboratoire paléo environnements et paléo biosphère, Université Claude Bernard Lyon 1.

processus intègre à la fois l'assimilation et l'accommodation. L'assimilation peut être définie comme un processus permettant de faire un lien entre le milieu environnant et les connaissances acquises du sujet, en ce qu'elle consiste à interpréter les nouveaux éléments à la lumière des schèmes de pensée déjà existants (J. Albrespit et al, 2017). Elle est synonyme d'intégration ou d'appropriation cognitive des mots nouvellement créés pour traduire des pensées.

L'accommodation, quant à elle, intimement liée au concept d'assimilation, relève de la modification des schémas des pensées existants suite au vécu de nouvelles expériences ou l'apport de nouvelles informations. Ce processus a pour but de s'ajuster à un milieu ou à un objet. En ce sens, elle résulte d'une assimilation partielle de ce milieu ou de cet objet. Parler autrement, elle pourrait se traduire par le lexème *adaptation*.

Le concept d'accommodation en linguistique se situe à l'interface de la sémantique et de la pragmatique selon les recherches de D. Lewis 1979. Employé en linguistique, notamment en sociolinguistique, le terme fait référence à la tentative des locuteurs d'adapter leurs habitudes linguistiques à celles de leurs interlocuteurs en particulier en adoptant certaines attitudes ou caractéristiques de leur comportement. Cela fait appel aux constructions lexicales, aux choix des mots et à leurs prononciations.

Ainsi, la théorie de l'accommodation linguistique prend en compte les changements et la variation interpersonnelle dans l'interaction. C'est une théorie pluridisciplinaire qui tient compte du langage, de la communication et de la psychologie sociale. Pour D. Lewis (1979), le concept d'accommodation en linguistique désigne les stratégies d'adaptation utilisées pour assurer et garantir la communication. Cette perception du chercheur se fonde dans le discours politique résultant de la COP 21⁵⁰ qui consiste, tout à la fois, à mettre l'accent sur l'adaptation aux effets des changements climatiques et non seulement sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

1.2. Cadre Méthodologie

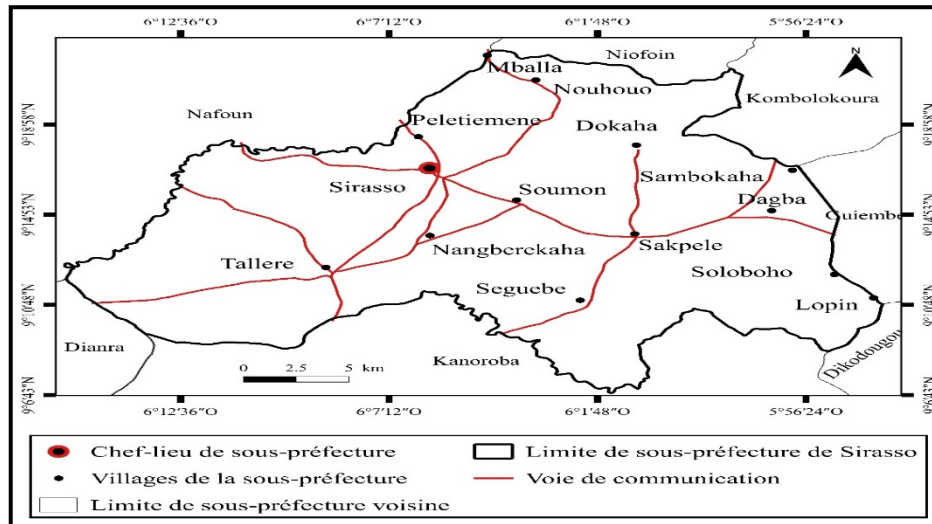
La méthodologie utilisée ici se décline en termes de matériel et de méthodes. Mais, avant, nous procédons à la présentation de la zone de recherche.

Situé au Nord de la Côte d'Ivoire, le pays sénoufo appartient au système climatique tropical dont le rythme des saisons est réglé par le déplacement du Front Intertropical (FIT). Cette zone bien délimitée sur la carte ci-dessous décrit les limites territoriales de l'enquête menée sur les questions de changement climatique. Il s'agit de la zone dont le sociolecte se caractérise par *Kafigue*. C'est une localité foncièrement ancrée dans la production agricole. Avec une végétation généreuse, le secteur est couvert par un climat soudanais présentant dans les années 1960 quatre (4) saisons : une petite saison pluvieuse, fin janvier à fin février, suivie d'une petite saison sèche ; une grande saison de pluie allant d'avril à fin septembre, puis une grande saison sèche qui court de mi-octobre à mi-janvier. À partir des années 1990 à ce jour, l'on constate une modification des périodes pluviales dans la zone. On y dénombre présentement deux grandes saisons : une grande saison de pluies qui part de fin mai à mi-novembre et une grande saison sèche de décembre à fin avril. Cette variation pluviométrique est la conséquence des

⁵⁰ De sa signification : Conférence of parties, la COP est une Agence Parisienne du climat ; elle est la 21^e Conférence des parties (COP) à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. C'est une conférence internationale qui réunit chaque année les pays signataires de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Les parties sont les signataires de la convention (195 pays plus l'Union Européenne). Elle s'inscrit dans un long processus de négociation sur le climat depuis 1992 à ce jour (2023).

changements climatiques présentant une période de sécheresse plus longue avec un ensoleillement de plus en plus fort.

Figure 1 : Carte de la sous-préfecture de Sirasso au nord de la Côte d'Ivoire



Source : BNETD /CCT, 2011

La position des villages en termes de distance décrit l'étendue des espaces disponibles pour la pratique de l'agriculture. Les superficies sont bien grandes, sauf qu'il n'y a pas assez de cours d'eau susceptibles de couvrir véritablement la zone. Les forêts sont moins denses pour occasionner l'arrivée de pluies. Mais, l'on retient que la végétation est arborescente par endroit et foncièrement herbeuse.

Ainsi, en conduisant cette recherche sur le secteur agricole à l'épreuve du changement climatique : quel discours alternatif pour un changement de comportement ? des enquêtes ont été réalisées dans la sous-préfecture de Sirasso, précisément dans sept (7) villages. Ce sont : Sirasso, Tallere, Dagba, Soumon, Peletiminnin, Nagbelekaha et Odia (figure 1). Le choix de ces sites a tenu compte des critères de variabilité pluviométrique, de vulnérabilité au changement climatique et des pratiques agricoles ordinaires ou par irrigation de contre-saison autour de quelques barrages. Chaque village présente à la limite une spécificité liée à la pratique des cultures.

Le choix de la ville de Sirasso se justifie par la pratique de l'irrigation de contre-saison. Cette pratique est possible grâce à la construction de deux barrages qui font offices de retenues d'eau permanentes pour le maraîchage. Ici, il y a possibilité de pratiquer l'activité agricole en plein temps, sans interruption.

Le choix porté sur Tallere traduit l'attachement de la population aux pratiques agricoles ordinaires. C'est-à-dire les cultures pluviales. C'est le cas de Peletiminnin, zone aride et distante de retenues d'eau. Les paysans se fient aux pluies pour la croissance des plantes. La réussite des récoltes est dépendante de la quantité d'eau de pluie. Dans ce cas de figure, l'activité est périodique et l'accès à une bonne productivité au cours de l'année est relativisée par la quantité d'eau pluvieuse.

Le cas de Soumon s'explique par la présence de deux cours d'eau (marigots) qui encerclent le village. Ces marigots naturels octroient à ce village une humidité améliorée, favorable à l'irrigation. Cependant, ces cours d'eau, peu résistants, tarissent au cours des saisons sèches, d'où l'impossibilité de pratiquer l'agriculture sur l'année. Ce qui traduit le caractère saisonnier de l'activité agricole.

La position géographique de Dagba justifie l'importance de ce choix. Ce village est situé de manière longitudinale près d'une forêt classée dont supplantent de gigantesques

et gros arbres. L'intérêt de cette posture se situe dans l'apport pluviométrique occasionné par la présence de la forêt. Cet impact végétatif participe fortement à l'arrosage de la zone et favorise une bonne pratique agricole.

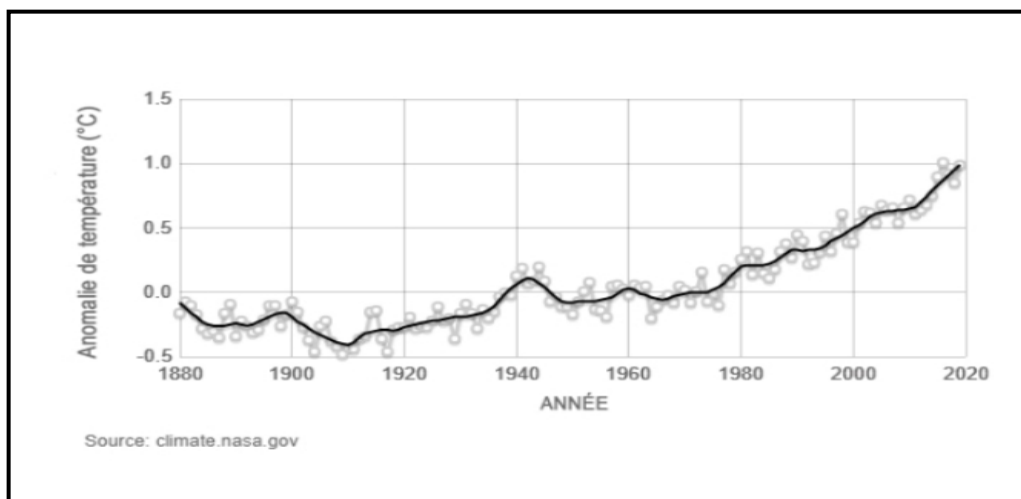
Enfin, le choix de Nagbelekaha est lié à l'absence de barrage et de cours d'eau aux alentours. Le sol qui est destiné à l'agriculture présente une texture peu avantageuse à la croissance des plantes. Il faut limitativement une grande quantité d'eau pour espérer une croissance acceptable des plantes.

Comme démarche, nous avons choisi vingt-cinq (25) agriculteurs par village. Ce qui donne un effectif de cent soixante-quinze (175) personnes interrogées. En plus, nous avons pu soumettre le questionnaire à cinq (5) cadres de la localité ; un conseiller ANADER et un conseiller agricole de la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC) ; soit un effectif de deux cent deux (202) personnes enquêtées. De plus, une documentation de référence en rapport avec le changement climatique a été exploitée.

2. Résultats et Analyses

Les résultats obtenus de ces enquêtes se déclinent en trois points fondamentaux suivis d'une discussion. Les recherches documentaires ont permis de ressortir les températures mondiales de 1880 à 2020 comme présenté dans la figure ci-dessous.

Figure 1 : Présentation des températures mondiales de 1880 à 2020.



Source : climat.nasa.gov

Le réchauffement planétaire fait référence à cette tendance à la hausse des températures dans la figure. Sur plus de mille années, le climat de la planète Terre a augmenté et expose la population à des conséquences graves. Ce décalage thermique est plus observable entre 1980 et 2020. Ce qui fait dire que la terre s'est fortement chauffée. Face à cette anomalie climatique, la population agricole réalise sa propre perception en lien avec le rendement agricole et les phénomènes naturels. Victime de ce réchauffement climatique depuis de nombreuses années, les agriculteurs ont développé leur appréhension sur la notion climatique.

2.1 Population agricole et perception de la notion de changement climatique

À l'image des agriculteurs du secteur nord de la Côte d'Ivoire, les producteurs agricoles de Sirasso perçoivent le changement climatique à travers ses impacts négatifs sur la production agricole et le milieu naturel dans lequel ils vivent. Ils soulignent à travers leurs propos, la baisse des pluies au cours de la saison pluvieuse. La hausse de température et les vents violents qui expliquent, selon eux, la diminution de la

production agricole à près de 45%. Pour ce qui concerne ses impacts en milieu naturel, les populations rurales interrogées expliquent cela par l'observation du dessèchement et de la mortalité de certaines plantes. À cela, s'ajoute la baisse de la production fruitière telle que les mangues, le karité, le corossol, la papaye, les oranges, etc. Il y a également le tarissement précoce des retenues d'eau et la dégradation du couvert végétal. La diminution de la fertilité des sols a été soulignée comme élément imputable aux effets néfastes des changements climatiques. Cette situation expliquerait selon nos interlocuteurs la chute des rendements des produits vivriers et industriels comme le riz, l'igname, le coton, l'arachide et le maïs dont la culture est pratiquée sur ces sols appauvris.

À partir de ces données, il convient de retenir que les populations agricoles de Sirasso perçoivent le réchauffement climatique comme facteur de perturbation pluviométrique qui contribue à la perte de la production agricole.

Interrogé sur la question de perception du changement climatique, Monsieur Yéo N. agriculteur à Talléré, âgé d'une soixantaine années, explique :

« Depuis 1970, je travaillais au champ avec mon papa. Ce que je retiens, c'est que le monde a beaucoup changé en termes de pluie. À cette période, les pluies étaient grandes sans assez de vent et les produits agricoles réussissaient très bien. Tout le monde avait de quoi à manger. Certains marigots ne tarissaient jamais. C'est à partir de 1985 que nous avons constaté un changement du temps à partir du décalage des pluies. Les périodes au cours desquelles nous faisons les semis n'étaient plus les mêmes. Sans le savoir, les semences pourrissaient dans le sol à cause de la sécheresse. La terre était très chaude au moment où nous devons faire nos champs. Ce qui rendait les travaux champêtres pénibles. Malheureusement pour nous, après tous ces efforts, les récoltes restent faibles. On sème tard par la faute des pluies et elle ne couvre pas toute la période de croissance des plantes. La forte chaleur assèche les cultures étant donné que les pluies se font rares. C'est la même situation que nous découvrons de plus en plus, ici. Vraiment, on voit que les temps ont changé. "tar fur nɔ́pɔ́ fɔ́nim↑».

Ce verbatim qui prend fin par l'expression : « tar fur nɔ́pɔ́ fɔ́nim↑», a permis de comprendre avec précision l'opinion de la population agricole sur les réchauffements climatiques. Ce point de vue partagé par la plupart des personnes interrogées traduit nettement l'inquiétude des populations agricoles sur l'impact et les conséquences du changement climatique. C'est un phénomène réel, ont-ils témoigné.

Ainsi, dans le contexte d'exploitation des données, nous avons fait recours au Changement climatique et théorie de Milankovitch qui nous instruit sur le caractère changeant des phénomènes naturels. Le monde évolue et change au fil du temps. Ces changements s'imposent en toute évidence à l'être humain. La précision fut révélatrice, surtout que l'approche a permis de sensibiliser et de motiver les populations agricoles sur les moteurs de variabilités climatiques. La responsabilité de l'homme étant engagée à travers certaines activités, il est nécessaire de les sensibiliser sur l'impact des cultures intensives agricoles et surtout la déforestation abusive. L'apport d'une grille lexicale en lien avec le dérèglement climatique a été défini pour traduire du contenu sémantique. Cette grille se décline en indicateurs ou en taxinomie en lien avec le réchauffement du climat.

2.2. Répertoire lexical sénoufo lié aux changements climatiques

À l'instar de bon nombre de secteurs sociétaux, les changements climatiques ont été à la base de création lexicale. Ces créations linguistiques ont fortement contribué à l'enrichissement des différents sociolectes dont les populations en sont actrices. La langue qui nous intéresse pour l'enquête est le sénoufo dont le sociolecte est le *kafir*. La

Source : enquêtes Silue, sous-préfecture de Sirasso, Nord de la Côte d'Ivoire, 2023

À partir de la traduction des mots en sénoufo, il ressort une manifestation du pluriel dont la marque s'identifie par : «-yi ». C'est le cas des expressions comme : *baisse des pluies* dont la correspondance est : *zaa yôhôrô yi* ; *jours chauds* qui correspond à *tchangni yi* ; *vents violents*, correspond à *cafêlè kpô yi*.

Au-delà du répertoire ci-dessus, nous notons que le changement climatique a favorisé l'introduction de procédés conduisant à la lexicalisation, comme l'emprunt lexical de termes d'une autre langue. C'est le cas du lexème *barrage*, emprunté du français. Déversé en sénoufo par le processus des emprunts, le mot *barrage* devient *baragiw*. La méthode de constitution du nouveau mot consiste à conserver la racine *barrag-*, puis on y affecte un suffixe *-iw* permettant d'obtenir un nouveau mot. Pour désigner parfois la chaleur en sénoufo, nous avons l'emprunt du mot *tassouman* au dioula, comparativement à l'effet du soleil sur la terre ou sur les produits agricoles. La traduction du mot *arc-en-ciel* se réalise par une technique de découpage et de recombinaison entre deux mots différents à la base. Il s'agit de *zalôg* (eau de pluie) et de *wonni* (couteau). Pour la traduction d'arc-en-ciel en sénoufo, on utilise *za-* auquel on ajoute *won-*. Ainsi, nous obtenons *zawonni*. Le cas du mot *gbinhin* est une autre illustration. Il est composé de *gbin-* qui veut dire *chassé* en dioula. En réalité, cet emprunt à la langue dioula est une forme de lexicalisation par suffixation. Chez le sénoufo, les deux périodes de l'année se succèdent comme suit : *wogui* est la première et *gbinhin* la deuxième. Selon nos recherches, le sénoufo conçoit cet ordre comme si, c'est *gbinhin* qui chasse *wogui* pour se positionner. Toute chose qui consiste à expliquer le renouvellement du cycle. Les témoignages laissent comprendre que c'est l'ensemble de ces mouvements qui explique la succession des années. À l'image de ces exemples, la méthode de création ou de formation de plusieurs autres mots relatifs à la question du changement climatique s'explique par ces mêmes démarches.

3. Discussion

Dans ce travail, l'étape de la discussion développe trois aspects essentiels. Il s'agit d'abord de la perception des acteurs agricoles sur les changements climatiques. Ensuite, de la créativité lexicale en lien avec le phénomène du réchauffement climatique. Enfin, des stratégies d'adaptation des agriculteurs aux changements climatiques.

La perception des agriculteurs de Sirasso sur les changements climatiques se confirme par les conclusions des travaux de D. Bambara et al., (2013), de A. Ouédraogo et al., (2010) ; et de Z. Vincent et al. (2021). Ces auteurs ont développé la perception paysanne du changement climatique et ses conséquences socio-environnementales à Tougou et à Donsin, climats Sahélien et Sahélio Soudanien du Burkina Faso. Plusieurs éléments meublent leurs perceptions sur la question. Yaméogo T. et Traoré M., (2017) proposent en retour une adaptation des agriculteurs au changement climatique à travers des techniques culturelles convenables.

Ainsi, comme phénomène inédit, le changement climatique anthropique a obligé la population agricole de Sirasso à user de stratégies langagières propres. Cette population fait recours à des procédés relatifs aux créations lexicales. Ce qui constitue, pour eux, un moyen considérable pour appréhender ce phénomène contemporain (Pauline et al., 2022).

Les unités lexicales ou les expressions définies dans le contexte de changement climatique (J. Altmanova et al., 2017), servant à la communication, assurent inévitablement une bonne compréhension du phénomène en sénoufo. Leurs déterminations reflètent exactement aux caractéristiques décrivant les faits climatiques. Les paramètres climatologiques tels que : pluviométrie, température, saison, vent,

tourbillon, inondation et sécheresse, n'ont pas des correspondances en sénoufo. Cependant, ces mots nous renseignent les causes et les conséquences de la variation climatique. Ils dévoilent donc l'implication de l'homme dans l'accélération de l'aspect changeant du climat à travers les cultures intensives, la déforestation abusive et la production du gaz à effet de serre. Rapporé à cette recherche, l'approche de l'accommodation linguistique vise à enrichir la créativité lexicale des animateurs du secteur agricole dans un contexte de changements climatiques (Pauline, 2022). Cette forme de production linguistique enrichit non seulement le vocabulaire de la communauté, mieux, elle favorise une adaptabilité linguistique aux réalités du temps ou du moment.

Toutefois, la prise en compte de l'ensemble de ce recueil participe véritablement à l'enrichissement de la langue et donne une plénitude sans précédent aux acteurs pour communiquer. Dans un tel schéma de communication où émetteur et interlocuteur échangent sur les faits climatiques et environnementaux, il découle dans ce discours une maîtrise des conséquences liées au réchauffement climatique. Lequel phénomène est caractérisé par une augmentation générale des températures. Ainsi, cette disposition fait appel à un discours transformationnel orienté sur des stratégies d'adaptation permettant aux acteurs de surmonter le phénomène.

La théorie de l'accommodation en linguistique a servi à l'usage linguistique du lexique qui éclaire sur le phénomène. Partant de cette considération, il revient à enrichir le langage de la communauté en tenant compte des réalités environnementales. Dans un tel cas précis, il s'agit pour la population de définir des expressions en conformité au changement climatique qui s'imposent à elle.

En réponse aux conséquences néfastes du dérèglement climatique, les paysans de Sirasso ont adopté des stratégies d'adaptation dont les plus répandues se traduisent par : une adaptation variétale, l'utilisation des techniques de conservation des eaux et des sols, l'utilisation des fumures organique notamment à Nagbelekaha dont les sols sont très peu favorables pour l'agriculture. C'est pourquoi N. Eric (2011) conclut dans ses recherches que l'incertitude de la pluie conduit les paysans à adopter une pluralité de stratégies de réponses conservatoires et régulatrices. La modification des dates de semis est également une bonne stratégie qui permet de contourner le décalage pluviométrique (A. Ouédraogo et al., 2010). Cette technique est bien développée dans les travaux d'A. M. Kouassi. et al. en 2015. Ces travaux portent sur les types de réponses apportées par les paysans face aux contraintes pluviométriques dans le centre de la Côte d'Ivoire. La réponse proposée par ce groupe de chercheurs est la modification locale du calendrier et des options culturelles, une diversification des sources de revenus et des nouvelles habitudes alimentaires proposées. Talléré étant situé dans une zone aride, la révision du calendrier culturel s'impose. Le paysan est appelé à identifier le début des pluies pour effectuer les semis, surtout que la pratique de l'irrigation est impossible à cause de l'absence de cours d'eau. Les plantes sont arrosées naturellement par les pluies qui se raréfient au fil du temps. Ce qui exige pour eux le choix porté sur de nouvelles plantes dont la croissance est plus rapide et ne recommandant assez d'eau. C'est ainsi que Sarr et al., (2015) suggèrent que la sélection des plantes et la mise en place de cultures plus tolérantes aux stress climatiques figurent au nombre des stratégies mises en avant pour une adaptation au dérèglement du climat en milieu agricole. Wood et al, (2014) proposent l'adoption de variétés de cultures améliorées, suggère l'utilisation d'engrais et un changement du calendrier des activités agricoles en fonction du décalage pluviométrique. La forêt classée située non loin de Dagba, présente un facteur déterminant dans le secteur agricole du village. Cette posture est à la base d'une pluviométrie quasi abondante pour le bonheur des agriculteurs. Par contre le cas de Soumon est une autre illustration. Malgré la présence des deux marigots, la zone est

profondément asséchée par l'effet réchauffement climatique. Cela découle de la baisse des pluies. Il n'y a pas de bonne retenue d'eau dans ces courants. Il s'agit là d'une agriculture globalement pluviale. La recherche de l'idéal face au changement climatique dans le secteur agricole relève de la capacité des acteurs à comprendre ce phénomène et de proposer des stratégies fortes de communication et d'adaptation. L'adoption de nouvelles techniques culturales par l'introduction de nouvelles variétés de produits agricoles (S. Barry, (2016), D. Bambara, (2013) énonce les stratégies mises en avant au plan socio-économique par les populations.

Toutes ces mesures d'adaptation des producteurs agricoles décrivent leurs perceptions du changement climatique et permettent de contourner les aléas climatiques. Elles décrivent plus largement la résilience des populations agricoles face au réchauffement du climat en Afrique (P. N. Kaboré et al., 2019 ; L. Yaméogo et al., 2017 ; B. Karimou et al., 2015) et par ricochet en Côte d'Ivoire. Ces savoirs endogènes sont animés de discours dont découlent de nouveaux comportements qui consistent à comprendre le changement climatique afin de développer une capacité d'adaptation. En référence aux travaux de Dembélé et al., (2010), sur « Perceptions et stratégies d'adaptation aux changements des précipitations : cas des paysans du Burkina Faso, Sécheresse », il ressort que ces paysans adoptent une résilience face aux effets climatiques. Cette résilience se traduit par leurs capacités à absorber les perturbations exogènes en se réorganisant dans l'optique de contourner les obstacles pour le maintien d'un bon fonctionnement du système. V. J. Bosco et O. Y. Doubogan (2016), nous éclairent davantage sur les stratégies d'adaptations paysannes face changements climatiques au Nord-Bénin. Confrontées à des problèmes de baisse de la production agricole, les populations béninoises développent des stratégies permettant de réduire la vulnérabilité.

Conclusion

Le réchauffement climatique perçu par les producteurs agricoles de la sous-préfecture de Sirasso se confond à la question de changement climatique. Ces changements se traduisent par la présence de certains aléas climatiques tels que l'irrégularité et la baisse des pluies, les fortes chaleurs (hausse de température), la violence des vents et la sécheresse parfois prolongée. La persistance desdits achoppements présente un impact négatif sur le couvert végétatif ou biophysique avec d'énormes répercussions sur la production agricole. Ce qui se traduit par la faiblesse des rendements agricoles. Ainsi, la perte de récolte liée parfois à la sécheresse ou à l'abondance des pluies décrit la perception des paysans relative à la variation climatique. Cette étude a montré, au-delà de la perception des acteurs locaux, l'influence des préoccupations environnementales sur l'évolution des langues par le biais de l'innovation lexicale. Puis, elle a développé la contribution de ces unités lexicales dans le processus de compréhension, de communication et d'adaptation des producteurs agricoles au changement climatique. Les principales stratégies d'adaptation mises en avant par les producteurs agricoles de Sirasso sont l'adoption des techniques de conservation des eaux et des sols, la modification des dates de semis à cause du retard ou de l'incertitude des pluies, c'est-à-dire les calendriers et les options de cultures, la sélection des plantes et la mise en place de cultures plus tolérantes aux stress climatiques (adaptation variétale) et la pratique des techniques de conservation des eaux et des sols. Malgré ces stratégies de contournement développées pour accroître la rentabilité agricole, il y a nécessité de renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des producteurs par des formations sur le réchauffement climatique, ses causes et ses conséquences. Des recherches restent à mener dans le cadre de l'enrichissement de la langue locale. Car, la traduction des expressions comme réchauffement climatique, température, climat, pression atmosphérique est quasiment impossible en sénoufo. En perspectives, il est primordial d'innover les pratiques agricoles actuelles en recherchant de nouvelles pratiques

d'adaptation pour les paysans. Promouvoir les prévisions climatiques saisonnières dans un lexique précis en langue locale afin de permettre à tout agriculteur de connaître et de prévoir la saison des pluies pour une bonne orientation des semis.

Références Bibliographiques

Altmanova Jana, Emmanuel Cartier, Jimmy Luzzi, (2022), « Innovation lexicales dans le domaine de l'environnement et de la biodiversité ». Paris, Classiques Garnier, pp. 65-81.

Bambara Dasmané., et al., (2013), « Perceptions paysannes des changements climatiques et leurs conséquences socio-environnementales à Tougou et Donsin, climat sahélien et sahélo-soudanien du Burkina Faso », Bulletin de la Recherche Agronomique du Benin, 74, pp. 8-16.

Barry Silamana., (2016), « Déterminants socioéconomique et institutionnels de l'adoption des variétés améliorées de maïs dans la région du Centre-sud du Burkina Faso », Revue d'Economie Théorique et Appliquée, vol. 6, N 2, pp. 221-238.

Bureau Pauline, (2022), « Changement climatique, changement linguistique ? Extraction semi-automatique et analyse des néologismes issus du domaine du changement climatique ». Revue : Neologica, n 16. Néologie et environnement, p. 61-83.

Cyril Langlois, Benoît Urgelli, (2004), *Cycles de Milankovitch et variations climatiques* ». Laboratoire Paléoenvironnements et Paléobiosphère, Université Claude Bernard Lyon 1.

Diallo Bintou, (2010), « Perceptions endogène, analyses agro-climatiques et stratégies d'adaptation aux variabilités et changements climatiques des populations des trois zones climatiques du Burkina Faso », Département Formation et Recherche, Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le sahel (CLISS), Ouagadougou, Burkina Faso, pp. 96-111.

Diallo Bintou, (2021), « Perceptions et adaptation des populations de la commune de Seytenga au Burkina Faso face au changement climatique ». Delta/Afrique, Département de Géographie, Université Joseph Ki-Zerbo, pp. 121-136.

Doukpolo Bertrand (2014), *Changement climatiques et productions agricoles dans l'Ouest de la République Centrafricaine*. Thèse de Doctorat unique de Géographie. Laboratoire Pierre PAGNEY, p. 338.

GIEC, (2007) : *Bilan 2007 des changements climatiques*, contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Equipe de rédaction principale), GIEC Genève, Suisse, 103 p.

Jean Albrespit, (2017), *Modes et stratégies d'accommodation*, anglophonia, Université Bordeaux. Montaigne ; culture et littératures des Mondes Anglophones, Laboratoires (CLIMAS-EA 4196, 24/217).

Kabore Pamalba Narcise et Ouédraogo Amadé., (2017), « Caractérisation de la variabilité climatique dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso entre 1961 et 2015 », climatologie, 14, pp. 82-95.

Karimou Mamadou Barké, Bertrand Tychon, Issa Ousseini, Karimou Jean-Marie Ambouta, Ousmane Laminou Manzo, (2015), « Analyse des phénomènes climatiques extrêmes dans le sud-Est du Niger », XXVIIIe Colloque de l'Association Internationale de Climatologie, Liège, pp. 537-542.

Koffi Kouakou Eugène (2013), *Impacts de la variabilité pluviométrique sur la production agricole vivrière dans le département de Daoukro*, Mémoire de maîtrise, Université Alassane Ouattara de Bouaké, 96 p.

Kouassi Amani Michel, Nguéssan Atsé, (2015), « Types de réponses apportées par les paysans face aux contraintes pluviométriques dans le centre de la Côte d'Ivoire : cas du département de Daoukro », XXVIIIe Colloque de l'Association Internationale de Climatologie, Liège, pp. 55-360.

Ministère de l'environnement et du Cadre de vie, (2014), *Plan national d'adaptation aux changements climatiques*, version post-atelier du 1^{er} avril, Ouagadougou, Burkina Faso, volume principal, 158 p.

N'Guessan Atsé Alexis Bernard et Kouakou Dje Bernard, (2012), « Changements climatiques, agriculture et sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne : Le cas de la Côte d'Ivoire », *Revue de géographie tropicale*, n 2, (EDUCI), 11 p.

Noufe Michel Dabissi, (2011), *Changement hydro-climatiques et transformations de l'agriculture : l'exemple des paysanneries de l'Est de la Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Université de Paris1, 375 p.

Onibon Doubogan Yvette et Vodounou Jean-Bosco, (2006), « Agriculture paysanne et stratégies d'adaptation au changement climatique au Nord-Bénin », *Revue Européenne de géographie*, 310 p.

Ouédraogo Amadé, Kiema André, Pamalba Kabore Narcise (2010), « Perceptions et stratégies d'adaptation aux changements des précipitations : cas des paysans du Burkina Faso », *sécheresse*, 21, 2, pp. 87-96.

Pamalba Kabore Narcise, Barbier Bruno, Ouaba Paulin, Kiema André, Some Léopard et Ouédraogo Amadé, (2019), *Perception du changement climatique, impacts environnementaux et stratégies endogènes d'adaptation par les producteurs du Centre-nord du Burkina Faso*, Université du Québec à Montréal, Editions environnement Vertigo, Volume 19 du 1^{er} mars, 30 p.

Servat Éric., Kouame Brou., (2011), « De différents aspects de la variabilité de la pluviométrie en Afrique de l'Ouest et Centrale non sahélienne ». *Revue des Sciences de l'eau*, 12 (2),363-367.

Yaméogo Tapsoba. et Traoré M., (2017), « Adaptation au changement climatique en Afrique subsaharienne : impact du zaï et des semences améliorées sur le rendement du sorgho dans les villages de Loaga et Sika (Province du Bam), Burkina Faso », *International Journal of innovation and Applied Studies*, 19, 1, pp. 166-174.

Yao Téléphore Brou. et Akindès Francis, (2005), « La variabilité climatique en Côte d'Ivoire : entre perspective sociales et réponses agricoles », *Cahiers d'agricultures*, 14, pp. 533-540.